

ANNAES  
DA  
BIBLIOTHECA NACIONAL  
DO  
RIO DE JANEIRO

PUBLICADOS SOB A DIRECÇÃO DO  
BIBLIOTHECARIO  
DR. F. L. BITTENCOURT SAMPAIO

---

*Litterarum seu librorum  
negotium concludimus hominis  
esse vitam.*

(PHILOBIBLION. CAP. XVI)

1885 — 1886  
VOLUME XIII

---

RIO DE JANEIRO  
Typ. de G. Leuzinger & Filhos

1890

# ANOTAÇÕES DE A. M. V. DE DRUMMOND

Á SUA BIOGRAPHIA



ANOTAÇÕES DE A. M. V. DE DRUMMOND

À SUA BIOGRAPHIA

PUBLICADA EM 1836

NA

*Biographie Universelle et Portative des Contemporains*

---

DRUMMOND (Antonio de Menezes Vasconcellos de) naquit à Rio de Janeiro le 21 Mai 1794, d'une famille fort ancienne. A quinze ans il avait déjà terminé ses études littéraires et connaissait à fond la doctrine du célèbre Smith, le maître de l'économie politique. Il avait approfondi Filangieri, Kant, un grand nombre d'autres philosophes et parlait quatre langues vivantes. On le destinait à la marine militaire, mais son aversion <sup>(1)</sup> pour cette carrière décida son père à solliciter <sup>(2)</sup> pour lui une place dans la grande chancellerie des royaumes unis de Portugal, Brésil et Algarves. Il occupa bientôt un des premiers emplois de cette grande administration et s'y distingua, dans un âge si tendre, par ses talents, son application et la justesse de ses idées. Une récompense honorifique brilla sur sa poitrine <sup>(3)</sup>, mais, il ne s'en montra point orgueilleux, et sa modestie contrasta sans cesse avec la fierté de ses émules. Lorsqu'en 1817 <sup>(4)</sup> le premier cri de liberté s'éleva de la province de Fernambouc, il fut dénoncé au roi don Jean VI comme appartenant à l'un des clubs d'où était partie l'étincelle révolutionnaire ; mais le crédit de son père et la considération dont il jouissait lui-même, le mirent à l'abri des traits de ses ennemis. Cependant le gouvernement jugea convenable de l'éloigner de la capitale et une

espèce de congé, accompagné de lettres spéciales de recommandation, le fit partir sur une frégate pour l'île de Sainte Catherine <sup>(5)</sup>. Il y resta sept mois sous la surveillance du gouverneur de la province. Cet exil ne fut pas perdu pour la patrie de M. de Drummond. De retour dans la capitale il présenta au ministre Villanova ses vastes plans d'amélioration et fût sur-le-champ dépêché pour les mettre en œuvre <sup>(6)</sup>. Il débarqua donc de nouveau à Sainte Catherine, surmonta tous les obstacles qui s'offraient à lui dans un pays encore sauvage, entreprit et exécuta la navigation du grand fleuve Itajahy, établit des peuplades sur ses deux rives, traversa d'immenses forêts vierges, ouvrit des chemins, rapprocha ainsi de grandes distances, et réussit enfin à animer, par son infatigable présence, une contrée qui sommeillait encore dans le chaos primitif <sup>(7)</sup>. Sur ces entre-faites, une grande révolution éclata à Rio de Janeiro, le 26 Février 1821. Obligé par ordre de la cour de suspendre tous les travaux qui exigeaient de trop fortes dépenses <sup>(8)</sup>, M. de Drummond entra dans la capitale de la province de Sainte Catherine, déchirée par les partis qui s'agitaient pour suivre les mouvements de Rio de Janeiro en faveur de la métropole. Il y déclara solennellement que si le Brésil rompait la chaîne d'obéissance qui l'unissait au Portugal, ce devrait être pour son entière liberté et pour son indépendance, et qu'il ne concevait pas et n'approuvait pas qu'un peuple se revoltât pour retomber dans ses anciens fers <sup>(9)</sup>. Cette opinion qu'il soutint plusieurs jours n'ayant pas triomphé, il fut forcé de s'embarquer à la hâte au milieu de la nuit; le bâtiment qu'il montait fut rasé par la tempête, et tandis qu'il franchissait la barre de Rio de Janeiro, son père expirait dans cette capitale <sup>(10)</sup>. Il rentra sous le toit paternel en proie à la plus vive désolation. Don Jean VI s'était déjà embarqué pour le Portugal; la capitale du Brésil gémissait sous le glaive d'une soldatesque effrénée. M. de Drummond, enfoncé dans la retraite <sup>(11)</sup>, déplora les maux de sa patrie et rêva son indépendance. L'époque où ces vœux allaient être accomplis s'avancait rapidement. Il prit une part très active à tous les actes qui

amenèrent le 9 Janvier 1822 et qui vit poser la première pierre de l'édifice constitutionnel du Brésil. Cette révolution qui avait pour but de retenir en Amérique le jeune Dom Pedro, comme gage de la tranquillité publique, et d'empêcher son retour en Portugal, n'était pas sans danger si l'on considère qu'on n'était encore d'accord qu'avec la province de Saint Paul et qu'il était urgent d'appeler toutes les autres à un même centre d'opinion, afin d'en retirer une force suffisante pour résister à la métropole et aux divisions intestines. Fernambouc était le point qu'il convenait d'attirer le premier au système d'indépendance, non seulement à cause de sa force, mais encore pour sa position géographique et pour le caractère de ses habitants. M. de Drummond s'embarqua sur la goëlette française *la Perle*, avec un passeport pour la France, relâcha à Fernambouc, sous prétexte de maladie, et resta dans le pays. Là, il trouva toutes les autorités contraires à la séparation d'avec le Portugal, et désirant gagner du temps, afin de se séparer aussi de Rio de Janeiro. La plus subtile politique fut, en conséquence, employée par M. de Drummond; et tandis qu'il préparait Fernambouc à sa séparation d'avec la métropole, sa vigilance s'étendait sur toute la côte jusqu'à Maranhão. Ses efforts ne furent pas inutiles et il vit, le 1<sup>er</sup> Juin 1822, briller la révolution en faveur de l'indépendance, à la tête de laquelle il s'était placé. Les troupes portugaises furent expulsées et il fut proclamé au Recife le sauveur du Brésil. Le cri retentit dans les provinces du nord : les Alagoas, Parahyba, Piauhy, presque toutes les villes, enfin, à l'exception de Maranhão et de Pará, se déclarèrent pour l'indépendance <sup>(12)</sup>. Le mouvement du Rio Grande du Nord fut déterminé par un jeune littérateur français, M. Eugène Garay de Monglave, que le goût des voyages avait attiré dans ces pays <sup>(13)</sup>. A peine M. de Drummond fût-il sûr de la simultanéité du mouvement des provinces septentrionales, qu'il fit partir une députation de Fernambouc pour mettre leurs hommages aux pieds de Dom Pedro. Le prince reçut cette députation avec grande pompe et annonça d'une des fenêtres de son palais, au

peuple qui attendait avec anxiété des nouvelles des provinces, que Fernambouc était indépendant et réuni au Brésil <sup>(14)</sup>. M. de Drummond ne borna pas là ses efforts en faveur de la liberté. Il forma le projet de passer à Bahia <sup>(15)</sup>, qui luttait encore contre les troupes portugaises que, par un manque de vigilance impardonnable, les autorités avaient laissé s'emparer de la place, des arsenaux, des forteresses. Cette tentative était des plus hasardeuses. Le moindre soupçon mettait sa tête en péril; il quitta secrètement Fernambouc et sur un frêle bateau atteignit une goëlette des Etats-Unis qui faisait voile vers Bahia. Il arriva dans ce port en quinze jours, s'insinua dans l'amitié du général portugais Madeira, qu'il avait connu autrefois, pénétra l'état de ses forces de terre et de mer, de ses finances, de ses hôpitaux, etc., anima d'un autre côté les Brésiliens et leur adressa chaque jour de patriotiques exhortations dans le journal le *Constitucional*. L'auteur de ces articles fut bientôt découvert; la fureur des Portugais fut à son comble et la garnison entière prit les armes contre un journal; il y allait de sa tête. M. de Drummond s'embarqua sur le brick anglais le *Tartare* et arriva à Rio de Janeiro le 8 Septembre 1822 <sup>(16)</sup>, il déposa dans les mains du ministre d'Andrada tous les documents précieux dont il était porteur; notamment ceux qui traitaient des forces de l'ennemi. Bien reçu du prince et de son conseil, M. de Drummond trouva dans cet accueil un dédommagement suffisant des services qu'il avait rendus à sa patrie, de la perte de sa santé et de la ruine de sa fortune. Il refusa toute indemnité du gouvernement, paya jusqu'à l'ordre qui autorisait son absence de la capitale et ne voulut pas même avoir son passe-port gratis. En août 1823, il vit qu'une conspiration s'ourdissait contre l'indépendance et la liberté de sa patrie, que le gouvernement était à la tête des factieux, et qu'il fallait éclairer le peuple et éloigner la tempête. Il entreprit, en conséquence, et rédigea lui-même le journal *Tamoyo* <sup>(17)</sup>, dans lequel il exhortait le peuple avec une prudence consommée et censurait les actes de l'administration en tout ce qui offensait les principes solennellement

adoptés. Cette feuille, conçue sur une base large, est sans contredit la meilleure qui ait été publiée en Amérique; elle fait honneur au talent de son rédacteur. La dissolution de l'assemblée frappa aussi M. de Drummond. Sa vie fut encore quelques jours en danger; une soldatesque égarée courait la capitale demandant à grands cris sa tête. M. de Drummond échappa au danger en passant à Bahia et de là en Angleterre. Il habite maintenant Paris, où tout entier à l'étude, il se fait chérir et estimer des savants et littérateurs. Il est un des collaborateurs les plus actifs du *Journal des Voyages* <sup>(18)</sup>.

(1)

Esta aversão não é exacta. Fui destinado para a marinha como meus irmãos para o exercito. Era isso muito de meu gosto e a minha inclinação para a marinha, não obstante seguir outro destino, conserva-se ainda pelo amor que tenho a esta arma. Estava para partir em 1807, a bordo do navio *Europa*, para Lisboa, afim de seguir ahí o curso dos guardas-marinha, quando chegou ao Rio de Janeiro a noticia das occurrencias politicas que determinarão a transferencia da Família Real portugueza para o Brasil e esta circumstancia mudou a resolução e o meu destino, ao mesmo tempo.

(2)

Meu Pai não solicitou nenhum emprego para mim. Era amigo intimo do chanceller-mór Thomaz Antonio de Villa-Nova Portugal e, em consequencia desta amizade, fui eu chamado em principio do anno de 1809 para o gabinete particular do dito chanceller-mór. Este achando-se satisfeito com meu serviço, conferio-me em 24 de Julho do mesmo anno um officio de propriedade na sua chancellaria. Algum tempo depois conferio-se-me outro, igualmente de propriedade, e tal foi a preponderancia que cheguei a ter naquella Repartição Publica, que aconteceu mais de uma vez não despachar ella por não poder eu, por doente, comparecer.

Tendo a experiencia mostrado que por ignorancia do Vedor da chancellaria-mór, que era o empregado mais graduado della, o Estado era lesado na percepção dos direitos de chancellaria, creou-se o logar de Contador e este emprego foi conferido a meu pai, o qual pouco tempo serviu, porque as suas occupações de administrador da alfandega não lhe permittião comparecer com assiduidade na chancellaria-mór. Passei eu a servir o dito emprego e por morte de meu pai me foi elle conferido de propriedade pelo Principe Regente do Brasil.

(3)

Em 13 de Maio de 1810, em galardão de meus bons serviços e consideração por meu Pai, me fez o sr. D. João 6.º mercê do habito da ordem de Christo, com 12 mil reis de Tença.

Meu Pai gozava de um credito tal de intelligência e probidade que o sr. Rei D. João 6.º, depois de regressar a Portugal, ordenou ao seu antigo ministro Thomaz Antonio de Villa-Nova Portugal de fazer uma Exposição do governo e administração do Brasil durante a estada do mesmo augusto sr. no Rio de Janeiro. Thomaz Antonio empreheudeu a obra, mas não a acabou, porque antes disso aconteceu a morte dô rei. S. Magestade via de quando em quando o trabalho de Thomaz Antonio e muitas vezes o ajudava com a sua larga memoria. Thomaz Antonio, fallando nesse trabalho dos melhoramentos operados na admi-



nistração da Fazenda e sobretudo da alfandega, os attribue em grande parte a meu pai, e nesse lugar lhe tece um elogio. El-rei, de sua propria mão, poz a seguinte emenda = e com um desinteresse sem exemplo =. Este papel ainda por terminar e com lacunas no que já estava feito, por morte d'el-rei ficou em poder de Thomaz Antonio, de quem o recebi em Lisboa, dizendo-me que o guardasse, porque aquellas palavras escriptas pela mão do rei erão um monumento de gloria para os descendentes d'aquelle homem a quem ellas se referião. Este papel ficou com alguns outros em uma pasta e se escapou ao incendio lá está para attestar o que digo.

Meu pai adoeceu de dôr e consternação pelos funestos acontecimentos da Praça do Commercio do Rio de Janeiro em Abril de 1821. El-rei, antes de partir, lhe mandou dizer por Antonio Luiz Pereira da Cunha que, desejando dar uma prova da estima em que o tinha, pedisse elle o que quizesse para si e para sua familia. Meu pai respondeu que, em tão criticas circumstancias, era melhor que o rei empregasse toda a sua attenção aos negocios do Estado, e não a desviasse para curar de interesses pessoaes. Ainda depois disto o rei mandou pelo conde de Paraty dizer a meu pai que fizesse elle os decretos que quizesse e que os mandasse para receberem a real assignatura. A resposta de meu pai ao conde de Paraty foi ainda mais dura do que aquella que já havia dado a Antonio Luiz Pereira da Cunha. Nem os rogos de seu amigo Thomaz Antonio o puderão demover de seu proposito, nada quiz pedir; nada quiz acceitar do que a generosidade do rei lhe offerencia, e no dia 9 de Maio falleceu.

(4)

O que refere de 1817 é exacto. Fui com effeito denunciado de pedreiro livre por José Anselmo Corrêa, pai do actual visconde de Seical, actual ministro de Portugal em Bruxellas, e eu não era, não fui e ainda hoje não sou pedreiro livre! A denuncia fez grande impressão no animo d'el-rei e de Thomaz Antonio, porque ambos me tinham em bom conceito. José Albano Fragoso, juiz da Inconfidencia, com quem eu tinha estreitas relações de amizade, foi encarregado por Thomaz Antonio de se prevalecer desta estreita amizade para descobrir a verdade e desviar-me de maus conselhos. José Albano Fragoso, no desempenho desta commissão, conduziu-se tão indignamente que muito contribuiu para aggravar as circumstancias em que então me achei. Sabia muito bem que eu não era pedreiro livre, que a denuncia era falsa, e commigo lamentava que o governo se achasse em circumstancias de autorisar espiões para macular reputações. O ser pedreiro livre era então um crime. Mas a Thomaz Antonio dizia elle o contrario do que sabia e conversava commigo. Não me accusava directamente, nem confirmava a denuncia, mas com palavras mysteriosas sustentava a suspeita, ora menos, ora mais fortemente, e emittia a opinião de ser eu mandado para fóra do Brasil. Esta opinião calou no animo de Thomaz Antonio, que se decidiu por ella. S. Ex.\* declarou-me em fim que me preparasse

para ir no paquete para Londres, afim de servir na Embaixada, sem me dizer em que posto. Respondi que voluntariamente não partia, que eu era innocente e que os innocentes não pedião perdão nem aceitavão a commiserção de quem quer que fosse. Que se me julgava criminoso mandasse pôr-me em processo, e que se me julgava innocente não consentisse que se abusasse da sua boa fé, nem que o fizessem instrumento da perseguição de um moço que no principio da sua carreira tinha já dado boas provas da sua honra e da sua probidade. Esta resposta fez abalo no animo de Thomaz Antonio, e como eu me achasse então moralmente doente com os desgostos que me causava a perseguição, conviemos em ir para Santa Catharina mudar de ares, com seis mezes de licença.

## (5)

Da denuncia ao dia de minha partida decorrerão muitos mezes, mais de um anno, e neste longo intervallo a minha saude soffreu muito. José Albano abusava da minha amizade, atraioava a verdade e mentia ao ministro, e tudo para que? Sem vergonha o não digo. Queria desconceituar-me ou perder-me para ficar um lugar vago na chancellaria-mór que elle solicitava para seu enteado Mánoel Placido da Cunha Valle!

No principio da minha vida uma tal calumnia parecia dever ser o preludio de muitas outras, em que no decurso della teria eu de soffrer da maldade dos homens. A este respeito contarei uma anecdota. Dois annos depois de eu estar em Lisboa disse-me a rainha D. Maria 2.<sup>a</sup>, em um daquelles momentos em que ella era amavel e boa, o seguinte: «Ora, você sabe que por muito tempo estive enganada a seu respeito.? A' sua chegada aqui disserão-me e eu lhe digo quem foi, foi o Almeida (Verissimo Maximo de Almeida) que você era um grande jogador e um grande bebedor. Acreditei, e quando vi que você não jogava nem bebia, suppuz ao principio que era por dissimulação e só depois é que tive certeza de que me tinham mentido a este respeito.» «Fique V. Magestade certa que não será esta a ultima mentira que lhe hão de pregar, e eu espero que as que forem a meu respeito tenham todas o mesmo resultado que esta teve. Mas não queira mal por isso a esse pobre moço que me calumniou na sua augusta presença, porque elle nem sabe o que diz, nem merece tanta honra.»

O sr. D. Pedro 1.<sup>o</sup>, desde o principio do seu reinado até 1830, me attribuia a maior parte das cousas que se fazião no Rio de Janeiro ou se publicavão pela imprensa, e ainda no tempo em que eu me achava no exilio. Agora mesmo passo por autor de cousas que não fiz e soffro as consequencias da calumnia. Voltaire diz, não sei onde, que todo o homem conspicio em dignidade e saber tem infallivelmente emulos e delatores, os quaes se augmentão á proporção que lhe cresce a celebridade. Quanto a mim, é de certo por causa da dignidade que sempre sustentei, que formigão os delatores.

(6)

Quando regressei a Santa Catharina, encarregado da commissão de que falla a biographia, a qual tinha por fim colonisar as terras que banhão o rio Itajahy, Thomaz Antonio me disse que no meu regresso S. M. me despacharia governador para uma das provincias do Brasil. Fazendo a este dito as objecções que nascião da minha incapacidade (tinha eu então 25 annos de idade), respondeu-me que eu tinha o genio criador e o talento de governar, e que estas qualidades reunidas devião ser aproveitadas. O que eu tinha realmente era um zelo e um amor pelo Brasil que não podião ser excedidos.

Durante o meu exilio na Europa, sendo collaborador do *Journal des Voyages* etc., publiquei varios artigos concernentes aos interesses do Brasil e em um ou dois delles fallei do rio Itajahy, do celebre monte Tayó, onde ha, segundo se suppõe, abundantes minas de prata, e da minha viagem e residencia nas margens daquelle rio.

Foi no meu tempo em Santa Catharina e por proposta minha, que Thomaz Antonio determinou a abertura de uma estrada de Santa Catharina a Lages, e desannexou esta villa da provincia de S. Paulo para a reunir á provincia de Santa Catharina. A obra da abertura da estrada foi interrompida pela revolução de 1821, que decidiu do regresso do rei D. João 6.º a Portugal. Não sei se depois da independencia essa obra continuou, nem o estado em que se acha. O que me parece é que deve ser acabada e em toda a sua extensão criadas colonias agricolas de gente livre, cujo numero nunca será demasiado. Todo aquelle terreno é muito productivo. Da vargẽm dos pinheiros se tirou o mastro grande para a nau *D. Sebastião*, que foi construida no Rio de Janeiro. A intenção de Thomaz Antonio era de criar ahi colonias nacionaes e estrangeiras.

(7)

Ha aqui muita exaggeração. Alguns trabalhos se fizeram no rio Itajahy; mas nem houve tempo nem meios para os levar ao cabo. Todavia ali se construiu uma sumaca denominada *S. Domingos Lourenço*, que foi a primeira embarcação daquelle lote que passou a barra do rio Itajahy, carregada de feijão, milho e taboado, para o Rio de Janeiro. Do rio Itajahy mandei a madeira para a obra do museu do campo de S. Anna, e mandei de presente, porque era cortada e cerrada á minha custa. Soube depois que uma parte da madeira que mandei para as obras do museu fôra distrahida por Thomaz Pereira de Castro Vianna, que servia de thezoureiro do mesmo museu, para as obras que monsenhor Miranda fazia em uma chacara sua. Todos sabem que o museu do campo de S. Anna principiou em uma casa que o governo comprou, sendo ministro Thomaz Antonio, a João Rodrigues Pereira de Almeida, no campo de S. Anna, canto da rua dos Ciganos, a qual não sendo bastante, o ministro mandou fazer novas construcções pelo lado do campo de S. Anna em terrenos que para esse fim comprou, o que tudo junto forma hoje o museu nacional.

Durante a minha estada na provincia de S.<sup>ta</sup> Catharina percorri o rio de S. Francisco do Sul, e no museu nacional devem existir algumas perolas que eu mandei, pescadas naquelle rio. Erão pequenas, mas de boa qualidade.

A provincia de S.<sup>ta</sup> Catharina pela sua posição geographica, pelos seus portos, rios, lagos e mattas e pela fertilidade de seu terreno, deve merecer amplos cuidados do governo. A enseada de Garopas é um dos melhores portos do mundo. A caixa d'agua pode conter innumerous navios abrigados de todos os ventos. Os catharinetas amão a vida do mar e são bons marinheiros. Deve-se criar alli e fazer prosperar uma boa povoação maritima. Para isso é necessario proteger a pesca em grande. A pesca é o viveiro de marinheiros e produz muito alimento barato. O ministro Thomaz Antonio tinha em vista fazer de S.<sup>ta</sup> Catharina um grande arsenal maritimo. Tinha em vista elevar aquella provincia a um gráu de grande prosperidade. S.<sup>ta</sup> Catharina é o posto avançado do Rio de Janeiro no Rio da Prata.

(8)

Foi um aviso do almirante Quintella, ministro do reino da revolução de 26 de Fevereiro de 1821, pelo qual me participava que *tendo a tropa* reunida pelo silencio da noite, na praça do Rocio, proclamado a constituição que se fizesse em Portugal, S. M. havia annuido e nomeado a elle almirante seu ministro do reino; que, sendo necessario nas actuaes circumstancias proceder com a mais severa economia, suspendesse eu todas as obras que exigissem despeza e me retirasse para a côrte, porque S. M. dava por acabada a commissão de que eu estava encarregado.

(9)

É um facto algum tanto exagerado. Era então governador de S.<sup>ta</sup> Catharina o coronel João Vieira de Tovar, e intendente de marinha o capitão de mar e guerra Miguel de Souza Mello e Alvim. Tão ignorante, estouvado e brutal era o governador, como intelligente, circumspecto e polido o intendente de marinha. Tovar era de uma familia de Portugal bem nascida, tinha um irmão official genéral no exercito portuguez, outro desembargador em Gôa, onde foi secretario do governo, encarregado de escrever a historia diplomatica de Portugal, e depois, de uma missão em Hespanha para o fim de advogar os direitos do Infante D. Sebastião; o terceiro irmão era tambem militar, governou provincias subalternas do Brasil, explorou o rio Doce e foi capitão general de Angola, e o quarto é magistrado em Portugal. Tovar veio para o Brasil na divisão de voluntarios reaes commandada por Lecór, era então major de cavaleria do regimento n.º 4 de Portugal. Na campanha do sul perdeu o braço direito na batalha da India Morta, se me não engano. Foi então mandado para S.<sup>ta</sup> Catharina na qualidade de commandante do deposito que ahi se estabeleceu para os doentes do exercito, e se lhe ajuntou depois o governo da

provincia por protecção de monsenhor Miranda, em substituição de D. Luiz Mauricio da Silveira, que por muitos annos governou aquella provincia, dando o ordenado do lugar ao Freitas Corcunda, official maior da secretaria da marinha, para o sustentar no emprego, ficando elle com o fructo da corrupção com que governava. A Tovar, porque era incapaz, se lhe ajuntou Miguel de Souza, intendente da marinha e ajudante de ordens do governo, e deu-se instrucções a Tovar para que nada fizesse sem o conselho e approvação de Miguel de Souza. Tovar era limpo de mãos, no exercicio do governo alguns despropósitos praticou, mas Miguel de Souza evitou muitos outros e deu uma forma regular ao governo da provincia.

Tal era o estado daquella provincia quando ali chegou a noticia da revolução de 26 de Fevereiro de 1821 no Rio de Janeiro. O officio que recebeu Tovar do novo ministro do reino era concebido nos mesmos termos do que me fôra dirigido, e nem um nem outro se explicava acerca das occurrencias de 26 de Fevereiro, deixando entrever que era pela vontade do Rei que assim se tinha obrado. Estes officios forão levados por um brigue de guerra, o qual fundeou á entrada da barra do norte e mandou por um escaler leval-os á cidade do Desterro. O brigue encarregado de entregar os taes despachos, acto continuo seguiu para Montevideo com despachos para o general Lecor. O official que commandava o escaler e a gente que o guarnecia tinham ordem de guardar o mais inviolavel segredo sobre as occurrencias do Rio de Janeiro. Tovar com Miguel de Souza e commigo, únicos que suppunhamos ter conhecimento dellas, concordamos em manter o segredo, mas foi em vão, porque já se achava divulgado pelos marinheiros e talvez pelo proprio official do escaler. Algum rumor começou-se a sentir da parte do povo. O regimento de linha estava em Missões. Havia sómente de tropa paga uma companhia de artilharia, cujos officiaes erão portuguezes. A força da provincia consistia em dois regimentos de infantaria, dois de caçadores e outro de cavallaria, todos milicianos, e nestes a maxima parte dos officiaes era brasileira. Tovar poude conter a companhia de artilharia, que era a força activa que se achava reunida; outro tanto, porém, não podia fazer a respeito da força miliciana espalhada em toda a provincia. Esta só dependia para se revoltar que da cidade lhe dessem o signal. Foi então que eu disse aos moços que se agitarão pelo enthusiasmo politico e que me consultarão, que a revolução era portugueza e que os brasileiros se não devião metter nella; que deixassem correr o tempo e que fossem observando e estudando, porque quando chegasse a nossa vez seria para a independencia do Brasil. A minha voz foi ouvida e comprehendida. Em S.<sup>ta</sup> Catharina manteve-se a tranquillidade até eu deixar aquella provincia. Tovar foi rendido por Valente, commandante do batalhão de caçadores n.<sup>o</sup> 3, e que não quizera revoltar-se com o seu corpo no dia 26 de Fevereiro. A escolha não podia ser peor. Valente não tinha merito algum; como militar nem para sargento servia e como administrador ou politico era completamente nullo. Era, na força do termo, uma

entidade analphabeta. Foi talvez por isso que depois da independencia foi elevado no Brasil a general, conde, gran cruz do Cruzeiro e encarregado de importantes commissões, das quaes deu conta correspondente a seu merito, que não vai aqui exagerado. Valente não poudé sustentar-se por muito tempo em S.<sup>ta</sup> Catharina. Esta digressão parece extranha, mas como cahiu, não sei porque, do bico da penna, deixo ir.

(10)

Não é exacto. A minha opinião foi seguida e eu deixei S.<sup>ta</sup> Catharina porque era chamado ao Rio. Tinha pressa de partir afim de chegar antes da sahida d'el-rei para Portugal. Parti na sumaca *Venus* de João Luiz do Livramento e fui levado a bordo por Tovar, Miguel de Souza, José Feliciano, secretario do governo, Diogo Duarte Silva, thezoureiro da Junta de Fazenda, José Maria Pinto, capitão do porto, Manoel Francisco da Costa e muitas outras pessoas. O temporal é verdadeiro. Infelizmente tambem é verdade que eu cheguei ao Rio de Janeiro no dia 9 de Maio de 1821 e que nesse mesmo dia expirava meu Pai.

Não é fóra de proposito contar que achei o conde dos Arcos no ministerio do reino, e que este conde pelo seu character rancoroso perseguia aos amigos de Thomaz Antonio, de quem era inimigo, por inveja, e não por outro motivo, porque foi por influencia de Thomaz Antonio que o rei o nomeou capitão general da Bahia e ministro da marinha. Depois da minha chegada ao Rio, passado o nojo pela morte de meu pai, logo que as minhas forças permitirão fui apresentar-me ao conde dos Arcos, que morava em sua casa no campo de S. Anna, que é actualmente o paço do Senado. Esperava ser mal recebido, mas qual não foi a minha surpresa quando vi o contrario. O conde me recebeu com affectada franqueza e muita cortezia, evitou fallar de negocios, dizendo-me que o golpe pelo qual eu tinha passado era tal que seria cruel da parte delle incommodar-me com negocios, que depois fallariamos disso, e que contasse com a sua boa vontade em meu favor. Ao despedir-me acompanhou-me até o patamal da escada, ahi me apertou a mão e quando abaixo della eu lhe fazia a minha cortezia, elle despedio-me com estas palavras: « Folgarei ser-lhe agradável ».

Em 5 de Junho foi o conde demittido por exigencia da tropa portugueza, embarcado e remettido para Lisboa. Tocando na Bahia, onde tinha sido capitão general, ahi o tiveram em estado de prisão, e como preso de Estado continuou a sua viagem para Lisboa. Pedro Alves Diniz foi quem o substituiu no lugar de ministro do reino por apresentação da tropa naquella mesmo dia 5 de Junho. Por este ministro soube eu depois que o conde dos Arcos mandára examinar nas thezourarias de S.<sup>ta</sup> Catharina, Rio Grande e no Erario do Rio de Janeiro o estado das minhas contas durante a commissão de que tinha estado encarregado com a Fazenda Publica. Disse-me mais que todos aquelles papeis já

tinham subido á sua presença, e que se acharão no caso de se me dar quitação, o que elle ia fazer com prazer, porque era digno de louvor o modo por que eu me havia conduzido e a regularidade das minhas contas. Então é que percebi a razão pela qual o conde se havia mostrado affavel e polido e evitara fallar em negocios quando eu o visitei de volta de S.<sup>ta</sup> Catharina. O conde desconfiou, e nisto me fez grave injustiça, que eu estaria alcançado com o Erario ou teria gerido mal os dinheiros do Estado, e que sendo assim era chegada a occasião de poder elle saborear o prazer da vingança. A sua affabilidade não era pois mais do que uma dissimulação estudada.

## (II)

No mesmo mez de Maio do meu regresso ao Rio de Janeiro, recommencei os meus trabalhos na chancellaria-mór, mas não frequentei a sociedade. O Rio de Janeiro apresentava então uma physionomia anormal bem triste.

Do dia 26 de Fevereiro, o theatro era o logar onde se commettião todas as noutes as mais inauditas scenas de anarchia social em presença do rei e depois do Principe Regente. A representação era continuamente interrompida por miseraveis poetas que repetião maus e grosseiros versos, muitas vezes insultantes á magestade que se achava presente. A platéa exércia uma tyrannia de que não ha exemplo e que lhe fôra importada de Lisboa. Nem as senhoras estavam a abrigo dessa tyrannia. Se qualquer da platéa gritasse: « Cantem as senhoras Fulanas e Fulanas », as pobres indigitadas não tinham remedio senão cantar, alias ficarião expostas aos mais grosseiros insultos de uma platéa composta de militares ebrios e caixeiros malcriados e enthusiasmados pelas glorias da mãipatria. As familias honestas deixavão de frequentar o theatro e só comparecião ali aquellas cujos chefes ou parentes pertencião á sucia dos dominadores do dia, ou procuravão tirar partido da situação. O Rio de Janeiro podia dizer-se uma cidade conquistada. O Principe Regente estava completamente unido aos conquistadores. Erão elles os corpos da divisão auxiliadora e os chatins das ruas da Quitanda e do Rosario. O Principe Regente affeioou-se á mulher do general dessa tropa Jorge d'Avilez, que ao depois foi feito conde do mesmo nome pelo rei D. Pedro 4.<sup>o</sup> de Portugal. As orgias do principe com taes officiaes erão quasi diarias para os differentes pontos dos lindos arrabaldes do Rio de Janeiro e Praia Grande.

Semelhante situação justifica o isolamento a que se votára a maxima parte dos fluminenses naquella desgraçada epoca. O luto que eu trazia por meu pai, luto nos vestidos e no coração, desculpava para com todos a minha ausencia. Assim não compareci ao baile dado em 24 de Agosto, 1.<sup>o</sup> anniversario da revolução do Porto, pelos officiaes da divisão auxiliadora sob a protecção do Principe Regente, para o qual tinha sido convidado. O baile foi dado na sala do theatro então de S. João e hoje de S. Pedro, tendo-se corrido o tablado por cima da platéa até o camarote real. Foi sumptuoso, mas, segundo o que então

se disse, scenas escandalosas se passarão ali, sobretudo depois da meia noite, quando a embriaguez era já mais decidida dos autores d'elle. Felizmente soube no dia seguinte que as familias brasileiras mais respeitaveis, não obstante o empenho do Principe Regente e o receio da vingança, não havião tambem comparecido. O baile e tudo quanto se passou nelle foi completamente portuguez. De Setembro em diante comecei a comparecer menos na chancellaria-mór. Com a partida da côrte portugueza os negocios que se tratavão na chancellaria diminuirão consideravelmente e ninguem cuidava já do presente, senão para liquidar as suas contas com o passado afim de entrar desembaraçadamente na nova era que se aproximava. Do meio de Dezembro em diante não compareci mais na chancellaria-mór. Obrigações de maior importancia reclamavão a minha attenção. Desta minha ausencia resultou a perda dos emolumentos que percebia pelos officios que tinha naquelle tribunal, porque os collegas forão inexoráveis commigo: excluirão-me da repartição dos emolumentos e ficarão com aquelles que me erão exclusivos, e eu nunca reclamei, nem lhes fiz a menor observação. O tempo era de revolução ou antes de anarchia, e a chancellaria-mór não podia ficar isenta da lepra que então lavrava no paiz.

(12)

Até aqui, salvas pequenas incorrecções, é exacto. É, porém, necessario explicar a minha ida a Pernambuco. No Rio de Janeiro contava-se muito com Pernambuco para resistir a Portugal. Os precedentes desta provincia e o character bellicoso de seus filhos erão uma garantia de que jamais abandonaria o Rio de Janeiro na nobre empreza da emancipação commum. A Bahia estava occupada pelas forças de Portugal e para ali convergia toda a actividade da metropole portugueza afim de recolonisar em seu proveito o novo reino do Brasil. Era pois necessario apertar a Bahia entre o Rio de Janeiro e Pernambuco. Esta ultima provincia havia expulsado o Verres, que desde 1817 até 21 a havia tyrannizado. A crueldade de Luiz do Rego Barreto, sobretudo em quanto teve por secretario e mentor o tenente coronel Andréas, que depois tanto figurou e foi galardoado no tempo calamitoso das regencias, que continuou até o actual reinado, foi tal que se davão palmatoadas nas mulheres livres por trazerem o cabello cortado, que era indício de ser republicano! E foi na regencia de um pernambucão que este Andréas, já general, já marechal do exercito, foi encarregado de trucidar brasileiros!

Expulso Luiz do Rego, installou-se um governo provisorio de sete membros, do qual foi eleito presidente Gervasio Pires Ferreira. Este abastado negociante havia tomado parte nos acontecimentos de 1817 e foi o ministro da Fazenda da Republica daquella epoca. Preso e posto em processo perante a terrivel alçada de Bernardo Teixeira, emmudeceu na prisão da Bahia e tal foi a constancia de seu character que apezar do mais duro tratamento nunca trahio o seu proposito. Estava ainda mudo quando foi eleito presidente do governo provisorio.



Já tinha contrahido o habito de não fallar e ainda se conservou mudo nas primeiras sessões do seu governo, escrevendo em uma louza o que tinha a dizer. Gervasio não era nada affecto a Portugal, mas tambem não queria decidir-se pelo Rio de Janeiro. Temia que a regencia do Principe não deparasse em absolutismo. As suas idéas se concentravão na republica pernambucana, ou quando muito na confederação do Equador. Manoel Paes de Carvalho, homem ominoso que havia entrado na revolução de 1817 e fugido dos perigos della, como depois fugiu dos perigos de todas as outras em que entrou, era o homem popular da infima classe e seguia Gervasio nestas idéas. Servia então de intendente da marinha. A politica pois desses dous homens influentes era de conservar a provincia aparentemente obediente ao Rio de Janeiro e a Lisboa, recebendo desta tanta tropa quanta fosse necessaria para se manter em respeito com aquella e que em tempo opportuno pudesse ser dissolvida sem maior esforço e reenviada a Portugal. Era a politica de expectação ou de ganha tempo.

Em conformidade com esta politica recebeu Pernambuco alguma tropa de Portugal. Esta noticia chegou ao Rio de Janeiro por uma gazeta, formato in 4.º, intitulada *Cega-rega* e impressa em typos de madeira. O Principe Regente foi a unica pessoa que a recebeu. A *Cega-rega* dizia que os pernambucanos haviam recebido aquellas tropas com tanta satisfação como se recebessem irmãos por muito tempo ausentes. Esta noticia fez dolorosa impressão no animo do Principe. S. Alteza foi á noute ao theatro e a tristeza que se divisava no semblante mostrava que alguma cousa de importante o preocupava. Mandou pelo seu guarda-roupa João Maria Berquó, que depois foi camarista e marquez de Cantagallo, mostrar a referida *Cega-rega* a algumas pessoas do Club da Independencia, que se chamava então da Resistencia, e que se achavão em um camarote. Estas pessoas ali reunidas erão: José Mariano de Azeredo Coutinho, José Joaquim da Rocha, meu irmão Luiz e eu. Respondeu-se que se avisaria nos meios de contrariar aquellas demonstrações e que no emtanto descançasse S. Alteza, porque a respeito do espirito pernambucano seria injustiça duvidar da sua lealdade. O Principe deixou o theatro mais cedo do que de costume. Nós seguimos o exemplo e seguimos para a casa de José Mariano na rua do Cano, onde se reunirão alguns outros dos nove primitivos que prepararão e concertarão a resistencia a Portugal. Ali se decidio, depois de uma breve discussão, que fosse um de nós a Pernambuco observar as tendencias e esclarecer os pernambucanos, se fosse necessario, sobre as intenções do Rio de Janeiro. Tomada esta deliberação, tratou-se da escolha do que devia ir, e por unanimidade, menos um voto, fui eu o escolhido. Esta deliberação foi communicada ao Principe na manhã seguinte por José Mariano e por mim. Mas era necessario uma licença do governo para eu poder ausentar-me da côrte e dos empregos que nella exercia; mas era tambem necessario guardar segredo acerca do destino que eu levava. Isto ali ponderado, dictei eu mesmo e o principe escreveu a minuta da licença nos termos de me ser concedida para estar ausente da côrte sem decla-

ração de tempo nem de destino. O modo pelo qual a biographia conta a minha partida, chegada a Pernambuco, etc., é em tudo conforme com a verdade. O que ella não conta e que eu contarei aqui é o seguinte:

Na reunião em que se decidio da minha ida a Pernambuco tratou-se igualmente de votar uma quantia para as despesas da viagem, da residencia, eventuaes, etc. Mano Luiz offereceu-se para fazer elle todas aquellas despesas á sua custa, o que executou com aquella generosidade e grandeza d'alma que o distinguia, indo muito além do que era necessario.

A minha ausencia excedeu de seis mezes e na conformidade da lei, o governo não pôde dar licença por mais de seis mezes com vencimento de ordenado, e a licença que me foi concedida, por mim mesmo redigida, nem sequer nisso fallava. Regressando ao Rio de Janeiro achei no ministerio da Fazenda, exercendo cargo de ministro, o meu amigo Martim Francisco Ribeiro de Andrada. Julguei que o ordenado do meu emprego me era devido pelo tempo que estive ausente d'elle em tão importante commissão. Não havia bem reflectido, mas na crença de que me era devido requeri ao ministro que me mandasse pagar pela Thezouraria Mór, visto não ter eu entrado em folha do Conselho da Fazenda, por não ter requerido como de costume em consequencia da minha ausencia. Fiz este requerimento sem fallar previamente a Martim Francisco, e qual não foi minha admiração quando me constou que o meu nome se achava no livro da porta do Erario com um escusado! Fallei então a Martim Francisco e este me disse que eu tinha feito importantissimos serviços e que se requeresse uma recompensa pecuniaria, apesar da penúria da Fazenda seria elle o primeiro a votar uma quantia avultada, mas quanto ao pagamento do ordenado pelo tempo que estive ausente, não o podia fazer, porque era contra a lei. Queixei-me então da publicação do escusado, dizendo que o publico que visse o meu nome no livro da porta, escusado por um amigo meu em uma pretensão minha, deveria suppôr que essa pretensão era, além de injusta, excessiva e extraordinaria. A isto respondeu Martim Francisco que em cousas de officio fallava o dever e não a amizade, que eu tinha feito um requerimento e que esse requerimento devia ter um despacho. Não fallei mais nisso e no dia seguinte dirigi-lhe um officio offerecendo para as urgencias do Estado tudo quanto até aquelle dia o Erario me devia. Martim Francisco respondeu-me por uma portaria que o Imperador agradecia esta nova prova do meu zelo pela causa publica. É de notar que, além do tempo em que estive ausente com licença, ainda se me devia ordenados atrasados, que não havia recebido por negligencia minha ou pelo atrazo em que se achava então o Erario. O meu requerimento assim escusado deve achar-se no Thezouro, bem como o officio pelo qual offereci tudo quanto se me devia para as urgencias do Estado e o registro da portaria em resposta de Martim Francisco. A perseguição deu cabo de uma parte de meus papeis e o incendio levou o resto. Não me ficou senão a memoria já enfraquecida pela idade e pelos desgostos da vida publica.

Não obstante ser este facto de notoriedade publica, pois constava de documentos officiaes, como são o despacho do ministro e a portaria em resposta á minha offerta, houve quem me calumniasse depois, dizendo que eu recebera do Thezouro sommas avultadas para ir a Pernambuco, onde nada fizera. Mas o calumniador era um homem tão ambicioso e invejoso que a sua calumnia nem sequer satisfez ao proverbio que della sempre fica alguma cousa.

Depois do acontecimento memoravel do 1.º de Junho de 1822, pelo qual a provincia de Pernambuco unio-se ao Rio de Janeiro e reconheceu o principe como regente do Brasil e tão independente no exercicio das suas altas funcções como seu pai o era no governo de Portugal; estando já a partir a deputação pernambucana, composta de 3 membros, para ir ao Rio de Janeiro render as-devidas homenagens ao principe e manifestar a firme opinião da provincia de permanecer unida á do Rio de Janeiro na santa causa de que se tratava; estando eu tambem proximo a deixar Pernambuco, pois que só me faltava para isso occasião propicia que (me) levasse a Bahia, chegou a Pernambuco procedente do Rio de Janeiro o desembargador Bernardo José da Gama. Sinto não poder, porque me falha a memoria, fixar o dia da chegada deste individuo, mas ella devia ter acontecido nos fins de Junho, sendo hoje facil de verificar, uma vez que se recorra ás noticias maritimas da folha official do Rio de Janeiro, onde se pode encontrar o dia da partida.

Quando o Gama sahio do Rio de Janeiro ainda não havia ali chegado a noticia do memoravel acontecimento do 1.º de Junho. As communicações entre Pernambuco e o Rio de Janeiro erão então bem pouco frequentes. Gama ao chegar a Pernambuco ficou surprehendido com o memoravel acontecimento do 1.º de Junho e não poudé disfarçar a contrariedade que esse acontecimento lhe causava. Procurou-me immediatamente e eu o recebi sem o menor disfarce nem suspeita, posto já soubesse do descontentamento em que elle se achava. Gama ao principio da conversação não se pronunciou a respeito do 1.º de Junho; todo o seu proposito foi fallar contra José Bonifacio, dizendo-me que a maçonaria é que o mandara a Pernambuco para accelerar a união com o Rio de Janeiro; que elle era o agente e o representante da maçonaria; que José Bonifacio era um homem de idéas retrogradadas, já desconceituado, e que era necessario que de toda a parte os bons brasileiros concorressem para o derribar do poder. Quanto ao 1.º de Junho, com o qual elle Gama não contara, não lhe párecia completo e que elle estava disposto a fazer as cousas por outro modo. Não refiro palavra por palavra, refiro tão sómente o sentido das palavras do Gama, que tinham por fim desacreditar José Bonifacio e derribal-o do poder para que elle e outros se amparassem(*sic*) delle.

Respondi a Gama que a sua chegada era para mim uma surpresa, porque ninguém do Rio de Janeiro me havia participado, mas que todavia estimava muito, porque eu não tinha ambição pessoal e que todos os meus esforços se reunião em favor do triumpho da causa do Brasil; que eu estava a partir para o Rio de Janeiro

e que por motivos particulares não ia na escuna de guerra *Maria Zeferina*, que transportara a deputação; que me parecia que os pernambucanos já não precisavam que os esclarecessem acerca das intenções do Rio de Janeiro, que estavam bem ao facto de tudo e eram de um character tão nobre que o duvidar delles seria um attentado contra o bom senso, que uma só cousa tinha que pedir e recommendar a S. S.<sup>a</sup> e era que, sendo necessario, empregasse toda a sua influencia para que se não dissolvesse tumultuariamente a Junta Provisoria do Governo; que eu a tinha sustentado, posto a não julgasse boa, sómente para evitar a sua queda por uma acção tumultuaria. Que era melhor esperar pelas providencias do principe do que prevenil-as por actos illegaes, que praticados uma vez não se lhes conhecia o termo. Este meu discurso não fez boa impressão no animo de Gama. Elle só tinha em vista o seu engrandecimento e a destituição de José Bonifacio.

Deixei Pernambuco dias depois, e ali ninguém soube nem como nem para onde fui. Levei commigo apenas um sacco com roupa e deixei em casa de minha cunhada, sem lhe dizer adeus, os meus bahus e toda a minha bagagem. Derão-me por morto e assim o participarão para o Rio de Janeiro.

Gama, como o seu fim era o seu engrandecimento e a destituição de José Bonifacio, aproveitando-se da minha ausencia, fez logo uma revolução contra a Junta do Governo, o que era cousa muito facil, para a dissolver e elevar-se elle á presidencia do novo governo e dahi contrariar a administração de José Bonifacio no Rio de Janeiro. Não lhe faltava força para dissolver um governo que não gozava da affeição publica; mas elle mesmo não gozava dessa affeição para ser escolhido para o substituir. -A Junta foi dissolvida tumultuariamente, mas Gama não foi eleito nem presidente e nem sequer membro da nova. O seu desespero foi tal que disparou em invectivas e intrigas que muito mal fizeram á causa naquelle tempo.

Gama, apesar de sua ambição, não prosperou tanto como desejava. Não era amado nem em Pernambuco, sua terra, nem no Rio de Janeiro, nem em nenhuma outra parte, onde tivesse estado. Tinha sido juiz territorial em varias provincias e em todas brigado e sahido mal com todos. Do Maranhão, tal foi a desesperação em que poz o capitão general D. José Thomaz de Menezes, que sahio preso e em ferros por acto arbitrario e violento desta autoridade. Mas Gama não perdia occasião de requerer e allegar serviços. Aproveitou-se da dissolução da Assembléa Constituinte em 12 de novembro de 1823 para fazer causa commum com os autores e conselheiros desse inconsiderado e perigoso acto. Para os ganhar em seu favor dilacerava por palavras e por escripto a reputação dos Andradas e seus amigos. Era então moda calumniar a uns e a outros. Gama excedeu a todos no desempenho desta tarefa. Em todos os seus escriptos contra os Andradas reservava para a minha pessoa um para mim mesmo, mas, apesar disso, não alcançava tudo o que queria. O Brasil independente e a contemplado na larga lista dos titulares com que erou aqui. rasileira. Foi

uma pena, porque então a lista seria completa. Gama redobrou de esforços, e em uma allegação de serviços que publicou pela imprensa disse que eu nada fizera em Pernambuco e que recebera do Thezouro largas sommas, e que elle, que tudo fizera, nada havia recebido. Foi então contemplado com o titulo de visconde de Goyanna.

Da minha parte nunca alleguei serviços, nunca pedi recompensas e posso affirmar que até hoje, 17 de Dezembro de 1860, ainda não fiz nem uma só petição pedindo recompensas e considerações do Estado. As secretarias de Estado lá estão e podem certificar se isto é verdade ou não.

Quanto a Pernambuco, appello para as cartas que d'ali escrevi a José Bonifácio de Andrada, e a José Joaquim da Rocha, áquelle como ministro de Estado e a este como membro da sociedade a que eu pertencia para levar a effeito a Independencia do Brasil. A um e a outro logo na primeira carta que escrevi disse, verbaes palavras: «Os pernambucanos não precisão que os estimulem para irem adiante, pelo contrario, se alguma cousa temos a fazer é puxar para traz, para que não vão muito depressa.» Estava tão convencido desta verdade que lhes não quiz tirar a gloria do acto do 1.º de Junho, que era delles, comparecendo eu na sessão publica em que se reuniu a camara municipal do Recife e a Junta Provisoria do Governo para ouvirem a vontade da provincia. Se ali compareci no momento da maior difficuldade, em que a preponderancia da Junta ia fazendo vacillar o animo dos assistentes, foi porque fui para isso buscado e procurado em minha casa da rua do Vigario pelos srs. Manoel Ignacio Cavalcanti de Lacerda e D.º Manoel Pedro Maia, e ainda no palacio do governo, dizendo a minha opinião aos meus amigos, recusei entrar na sala das sessões e só o fiz quando fui a isso compellido por um movimento repentino do coronel José de Barros Falcão. Veja-se o relatorio que dessa memoravel sessão fez o presidente da junta Gervasio Pires Ferreira e dirigiu ás côrtes de Portugal. Foi impresso em Lisboa nas folhas do tempo e deve achar-se registrado no livro competente da Secretaria do Governo de Pernambuco. Gervasio confessa que eu entrei estando já a sessão muito adiantada, que á minha presença elle pedira e bebêra um copo d'agua e concluiu por assignar a acta com declaração de que o fazia por ser isso da vontade do povo. Se, pois, algum serviço fiz foi em esclarecer os pernambucanos sobre as intenções do Rio de Janeiro, dando conhecimento do verdadeiro estado das cousas e não compellido ou seduzindo a homens que desejavão a Independencia do Brasil tão ardentemente como eu. O sr. Manoel Ignacio Cavalcanti de Lacerda, acima referido, actualmente senador e presidente do senado, e cuja probidade não precisa de elogios, pode dizer se nesta minha narração ha alguma cousa de inexacto. O D.º Maia, tambem acima referido, já não existe: com a sua morte prematura o Brasil perdeu o seu mais ardente e entusiasta da Independencia e eu um amigo.

Por occasião da ambição pessoal do Imperador e da criação da imperial ordem do Cruzeiro, pho da causa do Brasil; q-me de fazer a lista das pessoas das pro-

vincias do norte que haviam trabalhado para a Independencia, afim de serem contemplados com a nova ordem, que era o premio do merito. Fiz a lista com todo o escrupulo e a apresentei ao ministro, não dentro de 24 horas, como elle exigia, mas depois de trez dias de reflexão. Ao lê-la José Bonifacio apertou-me trez vezes a mão em prova de satisfação de não me achar contemplado nella. Tinha intenção, disse-me então, de o distinguir não o contemplando no despacho. Era o mais que lhe podia fazer, porque o igualava a mim; mas se o seu nome viesse nesta lista não teria remedio senão mudar de proposito, e isto muito me custaria. Agradei a José Bonifacio esta grande prova de amizade que me dava. Mas qual não foi minha admiração quando no dia da coroação, lendo no Palacio da cidade a lista dos despachos, deparei com o meu nome no numero dos cavalleiros! Contrariava o que José Bonifacio me havia dito e tanto me havia lisongeadado, e era uma mercê que pelo menos me desigualava dos meus amigos e companheiros contemplados em grau superior na mesma ordem. Confesso que me fez grande impressão naquelle momento. Quiz logo fallar a José Bonifacio para lhe pedir uma explicação, mas não foi isso possivel senão á noute no theatro. As occupações do dia nos trouxerão quasi sempre separados. José Bonifacio ignorava que o meu nome estivesse na lista e nem podia comprehender como fôra ahi introduzido. Esta declaração tranquilisou o meu espirito e no dia seguinte tratamos ambos de examinar o negocio. Moitinho, que havia feito a lista, é quem podia decifrar o enigma, e elle o fez apresentando um quarto de papel que havia recebido do Imperador na vespera á noute do dia da coroação e pelo qual S. M. determinava do seu proprio punho o dito despacho de cavalleiro do Cruzeiro. Em presença de tal papel escripto da mão do Imperador, que mostrava ser o despacho espontaneo da vontade de S. M., fiquei por extremo satisfeito e nenhum outro despacho, por maior que fosse, conferido de outro modo, podia ser, como este, tão lisongeiro á minha vaidade, nem tão conforme com os meus sentimentos. O bilhete do Imperador assim escripto em um pedaço de papel, Moitinho o collou em uma folha para ficar na respectiva secretaria de estado, onde se deve encontrar nos papeis daquelle tempo.

O Imperador já me havia dado outra prova de estima e consideração nomeando-me em 12 de outubro de 1822, dia da sua acclamação, moço da sua imperial camara. Foi o unico despacho daquelle memoravel dia. A primeira assignatura que fez como Imperador foi em meu favor. No 1.º de Dezembro seguinte, dia da coroação, é que fez os outros despachos da Casa Imperial. Devo dizer, para nada occultar, que depois do meu regresso de Pernambuco e do Imperador de S. Paulo, S. M., conversando commigo benignamente, perguntou-me se eu não tinha alguma pretensão, que dissesse o que queria. Respondi que não tinha pretensões, que nada queria para mim pessoalmente, e que só desejaria ser criado do 1.º Imperador do Brasil independente e constitucional. A nossa conversa a este respeito terminou aqui.

O meu desinteresse não podia ser maior: não tinha em vista, não anhelava senão ver firmada a Independencia e consolidado o Imperio do Brasil. Não queria outra cousa, não tinha outra ambição. Tive em minha mão a eleição dos deputados do Rio de Janeiro á Assembléa Constituinte, e nas mãos dos meus amigos as deputações de S. Paulo e Minas Geraes, e não quiz ser deputado! Respondi sempre aos amigos, que me compellião a entrar no numero dos candidatos, que eu era muito moço, e que não tinha ainda a experiencia necessaria para desempenhar tão altas funcções; que fóra da camara podia ser mais util do que dentro della. Se as eleições do Rio de Janeiro, Minas e S. Paulo não satisfizerão completamente, a culpa não foi minha, porque para acertar na escolha empreguei todos os disvelos da minha capacidade, tanto quanto a influencia que tinha me permittia então.

Reconheço que não devo fazer o elogio do meu desinteresse, porque ser desinteressado era o meu dever. Eu era então moço, na flor da idade, de imaginação viva e coração ardente, não podia manchar-me com a idéa do interesse pessoal. Esta mesma virtude tinham os meus amigos, e nelles mais rara, porque erão muito mais velhos do que eu. A epoca era de desinteresse e heroismo, como os factos estão provando e cada vez mais, á proporção que nos afastamos della, e nós não podíamos fazer o contrario do que a epoca exigia, do que era do nosso tempo. Todavia, contarei ainda, posto que fóra do lugar, uma anedota a respeito do meu desinteresse.

Com a Independencia ficou vago o officio de Vedor da chancellaria-mór, porque o seu proprietario José Maria Raposo tinha já precedido á côrte portugueza na ida para Portugal. Eu pertencia áquelle tribunal, era o mais antigo delle e considerado o mais habil. Já se tinha criado o emprego de contador para zelar a Fazenda Publica, que a ignorancia do Vedor desbaratava, e áquelle emprego foi dado a meu pai, servido por mim, a quem depois foi conferido de propriedade. Achando-se, pois, vago o officio de Vedor, tinha eu por todas as razões direito a elle. O officio era de grande importancia e tambem de grande rendimento, rendia de emolumentos para cima de 8 contos de reis, moeda daquelle tempo. Martim Francisco, ministro da Fazenda, homem de justiça direita, de antes quebrar do que torcer, propoz ao Imperador a minha nomeação. S. M. declinou a proposta, dizendo que já tinha promettido o officio a Francisco Xavier Raposo, irmão do proprietario que se tinha ausentado e que já estava servindo em nome delle. Martim Francisco replicou que uma promessa officiosa de S. M. não podia destruir um direito adquirido; e que demais Francisco Xavier Raposo era um homem incapaz e indigno de semelhante officio; que era um militar e que não devia sahir de sua carreira para invadir a carreira dos outros; que era um militar portuguez e tão incapaz que levára baixa em Portugal do posto de capitão por uma ordem do dia do marechal Beresford, que assim deshonorado viera para o Brasil, onde, por empenhos do medico Manoel Vieira da Silva, barão de Alvaiazere, fóra por decreto restituído ao posto de

capitão no estado maior do exército do Brasil e promovido a major ; e finalmente que não devia ser nem era compatível com as circunstancias nomear semelhante homem para um emprego importante, que elle não sabia exercer e para o qual havia outro com direito adquirido e este brasileiro e benemerito.

O Imperador insistiu, e Martim Francisco declarou a S. M. em conselho que jamais referendaria o decreto que conferisse a Francisco Xavier Raposo a propriedade do officio de Vedor da chancellaria-mór. Os outros membros do conselho não tomarão parte nesta discussão. José Bonifacio deu-me parte do occorrido no mesmo dia, louvando muito a firmeza de caracter de seu irmão Martim Francisco. Eu tambem a louvei, mas disse a José Bonifacio que eu não pretendia nem queria semelhante officio e que se o quizesse desistia, porque por forma alguma consentia em ser causa de uma scisão no conselho. Fiz outras ponderações, que forão louvadas por José Bonifacio, e no dia seguinte fui ter com Martim Francisco, a quem repeti as ponderações que já tinha feito a seu irmão, concluindo que jamais acceitaria o officio de Vedor da chancellaria-mór que o Imperador bem ou mal havia promettido. Francisco Xavier Raposo foi provido no officio vago pela ausencia de seu irmão e tambem no posto de tenente da guarda imperial dos archeiros, que seu irmão serviu no Rio de Janeiro. Ora, o que é mais galante é que o irmão José Maria Raposo, que tinha ido para Portugal, foi depois indemnizado pelo Brasil em moeda sonante da perda dos seus officios, que elle abandonou e que não podia por estrangeiro exercer.

Depois deste acontecimento José Bonifacio offereceu-me e insistio commigo para acceitar uma missão diplomatica nos E. Unidos d'America do Norte. José Bonifacio considerava a missão diplomatica nos E. Unidos como sendo a mais delicada e da maior importancia e para a qual era necessario um homem de intelligencia e confiança. Não acceitei, resisti a toda a insistencia de José Bonifacio. Mais tarde soube que offerecera esta missão a Moitinho e que este a não acceitara, para não perder o lugar que tinha de official de gabinete do ministro.

No ministerio dos Andradas recebi duas mercês, como já disse, e estas tão pequenas que só tinham valor pela espontaneidade com que forão conferidas pelo Imperador, por elle tão sómente, porque de uma nem o ministro teve noticia senão depois de publicada, como já referi. Dissolvido o ministerio dos Andradas fiquei na posição em que estava, não tinha nada, fiquei sem nada, porque já nem sequer exercia os officios que tinha na chancellaria-mór, conferidos pelo sr. D. João VI e que erão meus de propriedade. Nesta posição me achou a dissolução d'Assembléa Constituinte, e nesta posição fui perseguido, posto em processo e obrigado a emigrar para salvar a vida do furor daquelles que nas noites de 12, 13 e 14 de Novembro pedião em alta voz pelas ruas da cidade a minha cabeça. Estes erão mandados por outros, que a desejavão ver separada do meu corpo.



Já se vê que não recebi despacho nem recompensa alguma pecuniaria, como assoalhou Bernardo José da Gama pela imprensa, que eu havia recebido para ir a Pernambuco. Este pobre Gama, depois de ser elevado, á força de fallar mal de mim e dos Andradas, ao titulo de visconde, contentou-se com o prêmio e diminuiu a sua agressão. Eu, quando li um dos seus impressos, que me remetterão para a Europa, sempre lhe escrevi uma carta, na qual, não me queixando de suas calumnias, disse tão sómente que lhe fazia doação de tudo quanto eu havia recebido do Thezouro para ir a Pernambuco, ou por outro qualquer titulo, podendo elle tirar certidão, á vista da qual receberia a somma doada. Não me respondeu a esta carta, e eu não consenti que fosse impressa, como desejavão os meus amigos. Não sei se foi por desprezo ou por caridade.

Devo repetir que os pernambucanos em these não precisavão de mim, nem de ninguem para se pronunciarem, como fizerão, com vehemencia pela santa causa da Independencia. Não direi o mesmo em hypothese, porque precisavão de quem os esclarecesse acerca das intenções do Rio de Janeiro, e tinham um governo sombrio, que adoptara a politica espectante, sem querer tomar desde logo parte nos acontecimentos que se desenrolavão em todo o Brasil. Esta tarefa me cahiu em sorte, e eu a executei com tanto prazer como felicidade. Ainda hoje, e já lá vão 38 annos, na reflexão da velhice considero o tempo mais feliz da minha vida aquelle que passei entre os briosos pernambucanos.

Nessa occasião quiz a minha boa ventura que eu pudesse contribuir para poupar a Pernambuco um grande embaraço que se lhe preparava em um futuro muito proximo, e este serviço feito a Pernambuco foi em utilidade da causa da Independencia e por isso geral ao Brasil inteiro. Nunca o articulei para merecer louvores, nem recompensas, e hoje pela primeira vez é que delle fallo.

Em fins de Fevereiro de 1822 (não me recordo o dia) chegou a Pernambuco uma esquadra portugueza commandada pelo chefe de divisão Francisco Maximiliano de Souza. A capitanea desta esquadra era a nau *D. João 6º*. Trazia a bordo o general José Corrêa de Mello e um regimento com o titulo de provisorio commandado pelo coronel Antonio Joaquim Rosado. As ordens que trazia erão de desembarcar em Pernambuco o general, para ahi tomar o commando das armas em substituição de José Maria de Moura, que já se tinha ausentado, e continuar a sua derrota para o Rio de Janeiro, caso de achar Pernambuco tranquillo e bem submisso a Portugal, e no caso contrario de desembarcar tambem ali o regimento provisorio e operar com a esquadra para manter a união com Portugal.

A apparição desta esquadra causou grande sensação, e emquanto permaneceu nas aguas de Pernambuco pode-se dizer que os pernambucanos não dormirão mais. Erão todos de uma voz, e a multidão era immensa pelas praias e desembarques, «nada de tropas portuguezas.» Gervasio mandou a bordo da nau dizer a Francisco Maximiliano que visse elle mesmo qual era o estado de desconfiança em que se achava o povo, mas que esse povo era constitucional, fiel

e unido a Portugal de coração, e que só receiava o despotismo, viesse de onde viesse; que convidava o general José Corrêa de Mello nomeado para commandar as armas da Provincia a desembarcar e vir á terra observar pelos seus proprios olhos se era isso exacto ou não. O general desembarcou, mas eu já estava a bordo da nau com Francisco Maximiliano, de quem era amigo. Não direi o que se passou entre nós dous, porque não é necessario. Francisco Maximiliano immediatamente se decidiu a seguir para o Rio de Janeiro com o regimento provisorio. José Corrêa de Mello ficou em terra e tomou posse do governo das armas. A população do Recife tranquilisou-se e dois dias depois já ninguém fallava da esquadra que tantas apreensões havia causado.

A esquadra chegou ao Rio de Janeiro, se não falha a minha memoria, sem o recurso dos meus papeis, cujos restos acabarão em um incendio, no dia 9 de Março.

A fortaleza de Santa Cruz a fez fundear debaixo de suas baterias, e Francisco Maximiliano (e Rozado) forão convidados a desembarcarem. Conduzidos á casa de José Bonifacio de Andrada, onde se achava o Principe Regente, Francisco Maximiliano entregou ao ministro a carta de que era portador, que eu havia escripto a bordo da nau fundeada no Lameirão e que elle conhecia o conteudo; e ahi assignou com o coronel Rosado a declaração de que obedecerião em tudo ás ordens do Principe Regente. Esta declaração foi impressa e de todos conhecida, assim como quaes forão as ordens do principe a respeito do regimento provisorio e da esquadra, cousa que ninguém ignora.

Se o regimento provisorio ficasse em Pernambuco e a esquadra operasse com elle, não seria isso mais do que um novo obstaculo a vencer, mas este obstaculo não duraria muito, graças ao denodo e brio dos pernambucanos, mas havia de custar caro, porque uma só vida brasileira que se perdesse seria uma perda de grande valor e de lamentar para sempre. O que aconteceu foi o melhor e quem contribuiu para que isso assim acontecesse prestou relevante serviço ao seu paiz.

Vou agora contar uma anecdota sómente para ter occasião de referir o nome de um militar que prestou em Pernambuco bons serviços á causa da Independencia, e de quem nunca mais, nesta vida de peregrinação em que ando desde então, tenho ouvido fallar.

Chegou a Pernambuco por arribada forçada a bordo do navio francez em sua viagem do Rio de Janeiro para Lisboa o marquez de Angeja. A marquezia achava-se em sua companhia, bem como uma filha do conde dos Arcos, e a comitiva se compunha de pouca criadagem. Estes-viajantes tomarão aposento em um hotel do Forte do Mato, servido por um francez. Não me recordo, por ser cousa muito indifferente, o dia em que chegarão a Pernambuco. Foi em fins de Abril. O navio descarregou para concertar e o concerto não sendo pequeno, a demora tambem o não era. Mas esta demora começou a causar desconfiança no povo, e o marquez por um acto irreflectido augmentou essa desconfiança,

que ia sendo fatal. No dia 13 de Maio, anniversario natalicio do rei D. João 6.<sup>o</sup>, o marquez entendeu que o devia festejar, vestio a sua farda de camarista e foi congratular-se com o general José Corrêa de Mello. Em poucos instantes o quartel general se achou rodeado de uma multidão, pela maior parte armada, que pretendia ver naquella acto de côrte uma traição. A multidão crescia em numero, o quartel general trancou-se o mais que poudo, e o medo dentro d'elle era tão excessivo como a furia dos sitiante. Nesta triste circumstancia fui procurado pelo capitão d'artilharia Antonio Cardoso Pereira de Mello, que estava ás ordens do quartel general e vinha pedir o auxilio da minha pessoa para salvar a vida do marquez e calmar a irritação publica. Partí immediatamente e cheguei a tempo, porque um momento mais tarde já não teria podido evitar um desastre. Fallei ao povo; o povo tinha confiança em mim e me ouviu. O povo pernambucano é tão valente como generoso. A multidão se dispersou sem commetter a mais pequena violencia. Levei o marquez para minha casa, restitui-o á sua familia e o mandei para Lisboa o mais depressa possivel.

O capitão Antonio Cardoso Pereira de Mello era natural da Bahia. Tinha um irmão, o padre José Cardoso Pereira de Mello, membro da Junta Provisoria da Bahia. Este padre era o homem mais corajoso que tinha aquella Junta, composta de bons brasileiros, mas todos de character fraco para as circumstancias, como terei ainda occasião de referir. O capitão Antonio Cardoso era homem que não gostava de apparecer nem figurar, tinha feito bons estudos e era talentoso. Mantinha-se no seu posto ás ordens de um general portuguez, mas d'ahi prestava bons serviços á causa da Independencia. Por mais de uma vez communicou-me o seu pensamento de demittir-se, e eu sempre o obriguei por motivos bem ponderosos a continuar no serviço do quartel general. Cooperou commigo e deu muito boa conta de tudo de que o encarreguei. Para referir o nome deste benemerito militar é que conto esta anecdotas do marquez.

(13)

Este facto é desconhecido quanto á mim, pelo menos. Pode ser seja verdadeiro, mas neste caso deve ser sabido e constar em alguma parte. Naquelle tempo não ouvi fallar d'elle, nem que nenhum francez influísse na deliberação do Rio Grande do Norte em se reunir ao Rio de Janeiro para a Independencia. Na minha emigração, em consequencia da dissolução da Assembléa Constituinte, conheci em Paris este Eugenio Garay de Monglave e com elle tratei até o meu regresso para o Brasil. Era moço de boas maneiras, escriptor publico e fallava a lingua portugueza. Traduziu e publicou em francez alguns romances portuguezes. Dizia-me que aprendera a lingua no Brasil e que estivera no Rio Grande do Norte, mas nunca me fallou dessa parte que tomára nos acontecimentos politicos daquella provincia. Mas seja como fôr, este topico é tão estranho á minha biographia que o não relevo aqui senão como esclarecimento para a historia em geral.

(14)

Já se vio que foi a provincia de Pernambuco e não eu que mandou uma deputação ao Rio de Janeiro para prestar homenagem e reconhecer o Principe Regente independente do Brazil. Esta deliberação foi tomada na memoravel sessão de 1.º de Junho de 1822 e inserida na acta daquelle dia. Não partiu com a brevidade que era de desejar, porque Gervasio Pires Ferreira, presidente da Junta do Governo, a essa partida poz todos os embaraços que poudes. Ora, erão os deputados que não estavam promptos, ou um delles se achava incommodado de saude. Um dos membros da deputação que, em conformidade da acta devia ser da escolha da Junta Provisoria do Governo, era Philippe Nery Ferreira, parente de Gervasio e membro da mesma Junta. Concorreu efficazmente com o seu parente para demorar a partida. Ora, era á escuna que faltava uma cousa ou outra e Manoel de Carvalho Paes de Andrade, intendente da marinha, nunca acabava de a fornecer de todo o necessario para poder partir. Tambem o commandante, que era um official de marinha nascido em Portugal, de nome Saturnino, não me lembro de que, cooperava voluntariamente para esta demora. Mas, emfim, não podia ella ser longa, porque as circumstancias urgião e os pernambucanos não erão homens para se deixarem embalar por esses meios dilatorios; reduzio-se a alguns dias de mais do que em caso contrario serião necessarios. Gervasio e seus amigos da politica espectante e republica pernambucana esperavão sempre que algum acontecimento politico viesse no entanto destruir a acta do 1.º de Junho e annullar a deputação. Não aconteceu assim. Com a demora de alguns dias mais do que era necessario partiu o vaso de guerra que levava a deputação. A sua chegada ao Rio de Janeiro foi um dia de festa; a cidade illuminou-se espontaneamente, e no theatro applaudiu-se com vivo entusiasmo a união de Pernambuco. O Principe Regente recebeu a deputação em audiencia solemne no paço da cidade. O que a biographia refere acerca dessa audiencia é exacto. O principe, depois de receber a deputação, chegou a uma janella da sala do throno e disse á multidão do povo que enchia o Largo do Paço, anciosa de saber o resultado da audiencia: *Pernambuco é nosso!* Os vivas da multidão ao principe, a Pernambuco, a José Bonifacio, e até á minha humilde pessoa, troarão por algum tempo.

A deputação, porém, como tinha dentro de si a pessoa de Philippe Nery, que exercia sobre os seus collegas influencia decisiva, porque emfim era membro do governo que ainda distribuia a seu sabor os empregos da provincia e os dinheiros della, não foi interprete fiel dos sentimentos da provincia que representava. O seu discurso era pallido, irresoluto e sem vigor, não parecia pernambucano. Mas a alegria publica era tal que nem nisso se reparou. O facto da união absorvia tudo.

A deputação annullou-se completamente e só ficou Philippe Nery tratando por si só com o governo. A questão mais delicada que havia a resolver era a militar e infelizmente o ministro da guerra, posto que excellente patriota, não podia

ser mais apoucado do que era. Philippe Nery abusou da simplicidade do ministro e este por uma ordem poz á disposição da Junta de Pernambuco a sorte dos militares naquella provincia. A Junta não deixaria de vingar-se daquelles que a forçarão á união com o Rio de Janeiro. E nem o contrario se podia esperar de homens ulcerados pela paixão politica e despeitados pelo mallogro de seus projectos. Esta ordem, porém, do ministro da guerra Luiz da Nobrega Pereira não chegou a produzir todos os seus perniciosos effeitos, porque foi derogada á requisição minha logo á minha chegada ao Rio de Janeiro.

Cumpre saber em resumo qual era a situação militar de Pernambuco, para melhor avaliar o alcance da ordem do ministro da guerra alcançada por Philippe Nery.

Em consequencia dos acontecimentos politicos de 1821, a disciplina estava abalada e a tropa se achou dividida em dois campos. A maior parte tinha pejejado para a expulsão do general Luiz do Rego e a menor pela sustentação delle. Luiz do Rego promoveu aquelles officiaes que naquella occasião lhe ficarão fieis e a Junta de Goyanna promoveu os outros. Havia duas promoções, uma que tinha ido para Lisboa afim de ser confirmada, e a outra feita pela Junta, que precisava de confirmação. Os officiaes promovidos de ambas as partes já usavão das insignias e os da Junta recebião o respectivo soldo. As duas promoções não attenderão nem ás antiguidades, nem ao merito, forão obra da politica e das circumstancias. Era pois necessario definir e regular a posição de cada um, e esta delicada tarefa o ministro Nobrega commettia á Junta Provisoria, que havia sido forçada pelos officiaes promovidos pela Junta extincta de Goyanna a se unir ao Rio de Janeiro! Luiz Pereira da Nobrega, era, como já disse, bom patriota, entrou no numero dos nove primitivos que organisarão a resistencia a Portugal, mas não tinha a capacidade necessaria para ser ministro e pela sua boa fé cahio no laço grosseiro que lhe armou Philippe Nery e que podia ter tido consequencias funestas se porventura prevalecesse por muito tempo.

(15)

Formei esse projecto, é verdade, e a respeito delle guardei o mais inviolavel segredo. Para o Rio de Janeiro, nem a José Bonifacio participei. Desappareci de Pernambuco e todos ahi se perdião em conjecturas sobre o fim que tinha levado, e concluirão pelo desastre dalgum assassinato, e assim o communicarão a minha familia para o Rio de Janeiro. Parti levando um sacco com alguma roupa e deixando todos os meus bahús na casa em que morei, na rua do Vigario.

Naquelle tempo os navios que vinhão dos Estados Unidos, com carregamento de farinha, não entravão á barra, mandavão do Lameirão, onde ficavão a bordejar, a lancha para saber do consul se a guerra continuava na Bahia e para lá partião a vender por bom preço o seu carregamento. Pedi ao consul

americano que me prevenisse, sem dizer para que, da passagem do primeiro. Quiz a minha má fortuna que fosse uma escuna onde não havia a comer senão carne salgada e bolacha. Vinho não havia e a agua era detestavel. Arroz cozido com melaço e uma gota de aguardente era o que havia de mais delicado e que se dava uma vez por outra. A camara era excessivamente pequena e tão mal asseada que todas as manhãs ao romper do dia subia eu para o convez afim de sacudir de mim não pequena quantidade de insectos que me atormentavão toda a noute. O beliche era tão baixo que só já deitado podia entrar para elle, e do lado da cabeça havia por cima uma barra de madeira que era preciso bastante cautella para poder virar a cabeça sem bater na tal barra. Para esta embarcação parti eu na lancha della, levândo um sacco com alguma roupa, alguns papeis e uma boa porção de dinheiro. Disse adeus ao consul americano que se despediu de mim, com um sorriso malicioso, mas que nunca revelou a ninguem o destino que eu levava.

Depois de uma viagem tormentosa de 15 dias, combatidos por um sudeste mais ou menos rijo, avistámos a barra da Bahia e a esquadra portugueza que bordejava fóra della. Não fez caso da nossa pequena embarcação, que já trazia a bandeira americana arvorada. Entrámos á barra e fundeámos no porto. A embarcação foi logo visitada por muitos caixeiros portuguezes. Eu estava na pequenissima camara a vestir-me e ouvia os discursos que elles fazião a meu respeito. Dizião que eu era um agente do traidor D. Pedro, que ia para o Rio de Janeiro, e que a esquadra mandára para a Bahia. Confesso que não gostei do discurso. Apresentou-se-me então um sargento dizendo-me que o accompanhasse para ir dar entrada no palacio da Junta do Governô. Subi para o tombadilho, a caixeirada me fez alas, e eu ouvia os dicterios que em voz baixa elles me lançavão, e assim passei em um bote com o sargento para a terra, onde já se tinha divulgado o boato da minha chegada como agente de D. Pedro capturado pela esquadra. Acompanhei o sargento e observava a curiosidade que eu causava, porque o povo parava na rua e os caixeiros corrião ás portas das lojas para me verem. Chegado ao palacio da Junta tranquilizei o meu espirito, porque me achei com bons brasileiros que só tinham o defeito da fraqueza.

Ao sahir do palacio da Junta pedi ao sargento que me levasse ao quartel general do Governador das Armas, Madeira. Respondeu que não era necessario, mas cedeu ás minhas instancias. No quartel general Madeira me recebeu com demonstrações do maior interesse. Eramos amigos desde S.<sup>ta</sup> Catharina, onde nos haviamos dado muito bem. A senr.<sup>a</sup> D. Joanna, sua esposa, era a todos os respeitos digna de consideração, e em S.<sup>ta</sup> Catharina mantive tambem com ella boas relações de amizade. Esta snr.<sup>a</sup> tinha uma filha do 1.<sup>o</sup> matrimonio D. Julia, que se achava então casada em S.<sup>ta</sup> Catharina com o coronel Joaquim Soares Coimbra, filho de um antigo Governador e natural daquela provincia. A esta D. Julia que ficou brasileira ainda me coube a satisfacção, sendo eu ministro em Lisboa, de lhe prestar bons serviços em uma complicada questão

de inventario por morte de sua mãe, de quem era herdeira na provincia de Traz os Montes.

Madeira convidou-me para ser seu hospede até haver navio que me levasse a Lisboa. Era esse o fim, lhe havia eu dito, da minha viagem á Bahia. Não acceitei por motivos que as circumstancias me suggerirão naquella occasião. Elle cedeu, mas a snr.<sup>a</sup> D. Joanna não cessou de insistir commigo para que ficasse em sua casa. Prometti de ir jantar com ella naquelle mesmo dia e em todos os outros em que pudesse. Madeira mandou que um dos seus ajudantes de ordens me acompanhasse até a alfandega, onde precisava ir para retirar a *minha bagagem*. Acceitei a companhia, pensando logo nos meios de evitar della o conhecimento do que eu chamava a *minha bagagem* e que não era mais do que um sacco feixado á chave. Na alfandega fallei ao sr. Joaquim Carneiro de Campos, nella empregado, e em particular aceitei a hospedagem que elle me offereceu com instancia em sua casa, para onde elle se encarregou de mandar levar o meu sacco e eu fiquei de ir depois do jantar do general.

Não conhecia até então pessoalmente o sr. Joaquim Carneiro de Campos; sabia que era irmão de José Joaquim Carneiro de Campos, de Manoel e João Carneiro de Campos, do Rio de Janeiro, com quem eu estava em boas relações de amizade, e pai de José Tiburcio Carneiro de Campos, com que eu tambem cultivava boas relações e a quem havia prestado poucos mezes antes, na cidade do Recife, alguns serviços que naquella occasião erão de importancia. Este os havia talvez exagerado a seu pai, e dahi veio a offerta com instancia da hospedagem e a minha aceitação contra o que eu tinha resolvido de ir ficar em uma estalagem.

O sr. Joaquim Carneiro de Campos e sua esposa hospedarão-me com tanta amizade e tanta confiança que ainda hoje sinto satisfação em offerecer á memoria de um e de outro este tributo da minha gratidão.

O rei o snr. D. João 6.<sup>o</sup>, ao deixar o Brasil, deu ás pessoas que ficavão do seu conhecimento o que ellas pedirão. O bondoso rei sentia não ter mais para dar. A José Joaquim Carneiro de Campos, que era e ficava official maior da Secretaria de Estado dos Negocios do Reino do Brasil, fez mercê da propriedade do officio de Guarda-Mór d'alfandega de Pernambuco. O novo proprietario nomeou seu serventuario a seu sobrinho José Tiburcio e o mandou para tomar posse do officio naquella provincia. José Tiburcio não foi nem era de esperar fosse bem recebido nella; o officio estava servido por outra pessoa da provincia e o paiz se achava no estado convulsivo, que resultava das circumstancias politicas que tinham roto todos os laços da antiga obediencia. A posição de José Tiburcio era pois critica, odiosa mesmo, e foi necessario todos os meus bons officios para que elle sahisse della e se retirasse são e salvo.

Sahindo deste desvio, ato já o fio desta nota. Regressei com o ajudante de ordens que me acompanhava ao quartel general. Jantei com o general e a sua esposa. Cordeal e amigavel foi a nossa conversação. Como é de presumir,

a maxima parte della versou sobre as circumstancias politicas e a defeza da Bahia. Dirigi bem a conversa para o fim de irmos naquella mesma tarde visitar a linha de fortificações que se estava fazendo. A minha segurança pessoal exigia que os dominadores da Bahia me vissem em boa harmonia com o general Madeira. Depois do jantar montámos a cavallo e partimos para esta digressão. A companhia era numerosa e toda militar, com a unica excepção de minha pessoa. Compunha-se do general Madeira com seus ajudantes de ordens, o coronel Pereira, commandante do batalhão 12, e tres officiaes mais deste corpo, que erão meus conhecidos, dois officiaes de engenharia e alguns outros officiaes de differentes corpos que não erão meus conhecidos. Voltando ao quartel general, onde tomei chá e mais tarde fui para a casa do sr. Joaquim Carneiro de Campos, onde dormi aquella primeira noute e estabeleci dahi por diante a minha residencia. Um ajudante de ordens e duas ordenanças do general me acompanharão neste curto trajecto. A minha reputação entre os dominadores da Bahia ficava estabelecida sob estes bons auspicios e eu podia dahi por diante, empregando muita precaução, tratar dos fins que me fizerão emprehender aquella perigosa empreza.

A Bahia tinha uma Junta de Governo composta de bons brasileiros que só tinham, como já disse, o defeito da fraqueza. A provincia estava quasi toda revoltada contra a dominação portugueza, e daquellas partes que ainda se não sabia chegava todos os dias á cidade noticia da revolta e da separação. Nem a esquadra nem a tropa portuguezas souberão conservar, como tanto lhes convinha, a ilha de Itaparica. Todos os ataques que fizerão depois para rehaverm aquelle importante posto estrategico forão infructuosos. Um habitante delle, de nome Lima, nascido em Portugal e que não era militar, se poz á testa do povo e o defendeu e conservou até a expulsão das tropas portuguezas da Bahia. A cidade ainda tirava recursos de farinha da villa de Nazareth, mas esta villa acabara de revoltar-se e as expedições que Madeira fizera contra ella forão obrigadas pela força do povo a regressarem em toda diligencia. Fallei ao major do 12, que commandára a primeira expedição, e este me disse que navegára desde a cidade da Bahia até o Funil sem encontrar a menor resistencia, mas que ali, sendo a passagem muito estreita e a corrente rapida, se vira de repente assaltado por todos os lados de uma fuzilada tão viva e tão certa que era impossivel tentar um desembarque ou continuar a viagem. A sua gente cahia morta e ninguem via o inimigo. Nem a metralha de suas peças nem as balas das suas espingardas podião destruir os inimigos, bem visiveis pelo mal que fazião e completamente invisiveis para serem alcançados. Não via senão arvoredo e detraz delle ninguem cahia. Nesta penosa circumstancia regressára, tendo perdido alguns homens e trazendo elle o signal do encontro em uma bala na coxa.

O governo brasileiro no Reconcavo estava organizado e á testa delle as pessoas mais gradas da provincia. Ao ouvidor de S.<sup>to</sup> Amaro, Antonio José Duarte de Araujo Gondim, se devia essa reunião. Era a maior autoridade do



Reconcavo que abraçava espontaneamente a revolução e era também a pessoa mais intelligente de entre todos. A sua reputação de magistrado integro e bemfazejo lhe dava o ascendente que elle tão vantajosamente exerceu em todas as classes para organizar a revolução e proclamar a Independencia. A Junta da Cachoeira tinha forças para se defender dos ataques que por ventura os portuguezes tentassem contra ella, mas estes não ousarão entranhar-se no paiz e á Junta faltavão todos os recursos que a puzessem em estado de poder vir atacar e expulsar os portuguezes da Bahia. Os portuguezes tinham o mar livre, uma esquadra sua, muitos navios mercantes, uma cidade abastada e um commercio rico em seu favor. Só do Rio de Janeiro podia a Junta tirar os recursos de que precisava para ganhar victoria.

Mas o Rio de Janeiro estava falho desses recursos. Os que tinha lhe erão necessarios para sua defeza interna e externa. Estava desde a partida do Rei reduzido aos seus proprios recursos financeiros e estes não bastavão. De nenhuma outra provincia recebia as sobras. O que lhe valia em tão apurada circumstancia (erão) a stricta economia e boa ordem que o governo punha no emprego do dinheiro publico. Era também, e força é confessar, o desinteresse e a independencia de character dos homens que então governavão, influião ou promovião a resistencia a Portugal e a criação de um Imperio independente no Brasil. As discordias internas não estavam apagadas, nem as rivalidades entre os proprios brasileiros extinctas. O partido portuguez minava surdamente e o republicano mais abertamente. Este estava em toda a força de seu direito, porque tratando o Brasil de se constituir, a seus filhos pertencia escolher a forma de governo em que isso devêra ser feito. A discussão era pois licita, mas era perigosa ao mesmo tempo, porque fraccionando com isso os brasileiros, augmentava e consolidava a força portugueza que elles tinham a debellar.

No meio de tanta difficuldade José Bonifacio era incansavel em occorrer e acudir a tudo. As difficuldades lhe augmentavão a energia e o Reconcavo da Bahia foi promptamente socorrido com tropa, dinheiro e tudo o mais de que precisava. Nada faltou, tudo foi previsto para o fim de confortar o animo dos bahianos e as esperanças do Brasil.

Mas a Junta do Governo da cidade da Bahia não tinha livre arbitrio, achava-se coacta pela força militar portugueza, de quem recebia as ordens e obedecia cegamente. Obrava contra a sua consciencia e contra a sua vontade e não ousava resistir. As suas proclamações e todos os seus actos, dictados pela autoridade militar, corrião impressos e fazião mal á causa brasileira, porque os nomes das pessoas que assignavão taes actos e proclamações sendo considerados no paiz, havia sempre quem acreditasse nas palavras que ellas erão constrangidas a assignar e a proclamar.

Este mal crescia e era necessario destruil-o para accelerar a expulsão dos portuguezes. Eu estava muito bem com todos os membros da Junta e até com o velho presidente della, o Sr. Vianna. Este tremia de tudo, e quando eu

lhe fallava da situação e do que era necessario fazer, respondia com um suspiro e contava uma historia do bom tempo do marquez de Pombal. Fiz ver aos membros da Junta todo o mal que elles involuntariamente estavam fazendo e propuz para sanar esse mal de duas uma, ou a Junta tivesse a coragem de dizer a verdade, que se achando coacta pela autoridade militar se demittia de suas funcções, e sobre essa autoridade deixava a responsabilidade das consequencias; ou, se essa coragem lhe faltava, tivesse ao menos a de emigrar em massa immediatamente para o Reconcavo. Esta proposta traspassou de medo os membros da Junta. Um só delles, o padre José Cardoso, a approvou e defendeu. Disse que estava prompto a assignar a dissolução da Junta e a proclamar os motivos dessa dissolução, e que se a Junta decidisse o contrario ou não quizesse emigrar para o Reconcavo, elle só o faria por sua conta e sem perda de tempo. O padre, se bem o disse, melhor o fez. A dissolução da Junta pelos meios por mim indicados produziria grande effeito no Reconcavo e seria o desespero do partido portuguez. Era isto bastante para eu insistir por ella. Declarei então aos membros da Junta que eu ia convidal-os pela imprensa a tomar essa resolução e que motivaria o meu convite apresentando a minuta da proclamação ou manifesto que elles deverião fazer e publicar. Fui surdo ás observações que me fizerão em contrario, principalmente o sr. Francisco Carneiro de Campos, por quem, fóra disso, tinha eu toda a consideração. Francisco Carneiro chegou a dizer-me que se eu fizesse tal seria o mesmo que matal-o; que cada um delles já tinha uma sentinella portugueza á porta da casa de sua residencia e que a publicação pela imprensa de semelhante proclamação ou manifesto seria o signal da carnificina. Reconhecia que involuntariamente algum mal fazia a Junta á causa brasileira, mas nem elle nem seus collegas, excepto o P.<sup>o</sup> José Cardoso, tinham valor para affrontar o perigo. Eu era hospede, como já disse, de Joaquim Carneiro, devia por isso ter particular consideração do irmão Francisco, mas Joaquim Carneiro, posto não tivesse a intelligencia do irmão, tinha a coragem que a esse faltava e approvava o meu plano. Tres ou quatro dias se consummirão nesta negociação e Francisco Carneiro, por fim, já não ousava fallar-me nem ir á casa do irmão, só porque eu lá me achava e elle temia que os meus planos fossem descobertos. Todavia, eu o preveni do dia em que o meu artigo appareceria no *Constitucional* e na vespera á noute elle ainda mandou sua sobrinha, a snr.<sup>a</sup> D. Anna, filha de Joaquim Carneiro, que estava então em sua casa, para com supplicas me demover do meu proposito.

O sr. Montezuma já tinha partido para o Reconcavo e deixado a redacção do periodico *Constitucional*, que elle havia criado, á Corte Real. As minhas relações com este bom brasileiro se estabelecerão após minha chegada á Bahia. O *Constitucional* era a unica folha brasileira que ali existia e não faltava coragem nos que trabalhavão nella entre inimigos que tinham em suas mãos o poder e a força. O meu artigo convidando a Junta a dissolver-se e a mo-

tivar esse acto pela coacção em que se achava pela autoridade militar, appareceu nesta folha. Fez grande bulha, mas não produziu a carnificina que Francisco Carneiro receiava. A imprensa do *Constitucional* alguma cousa soffreu. Côrte Real teve de apressar a sua partida para o Reconcavo e eu a minha para o Rio de Janeiro. A publicação do *Constitucional* cessou completamente e eu segui viagem para o Rio de Janeiro a bordo do brigue inglez *Tartar*. Eu me achava munido de uma circular do sr. Chamberlain, encarregado de negocios da Grã-Bretanha, pela qual este illustre diplomata me recommendava á protecção dos agentes consulares e dos commandantes e officiaes dos navios de guerra da Grã-Bretanha. Esta circular me foi mandada a Pernambuco por José Bonifacio e muito me servio em mais de uma occasião. Em Pernambuco a mostrei a um negociante inglez de nome Roberto Tod e delle recebi importantes serviços. Sirva esta declaração de tributo de gratidão que consagro á nação ingleza pelo interesse que tomou pela Independencia do Brasil.

O tempo que fiquei na Bahia foi empregado com muito proveito. O resultado foi além das minhas esperanças. Para o Reconcavo entretive correspondencia secreta com o desembargador Gondim, pessoa que eu estimava e de quem era amigo. Delle recebi as mais importantes informações, que devião ser levadas confidencialmente ao conhecimento de José Bonifacio e das quaes muito dependia o bom exito da causa.

O arsenal de marinha tinha por intendente o Capitão de mar e guerra Tristão Pio dos Santos, official de bastante intelligencia, mas de pouco juizo. Era nascido no Brazil, de pai portuguez e mãe brasileira, nascida na colonia do Sacramento antes de passar esta para o dominio da Hespanha, e era senhora de muitas prendas. Tristão, posto que ao serviço de Portugal, estava de coração votado á causa do Brasil; o que lhe faltava era saber dar conveniente direcção a essa sua boa vontade. Andava vacillante e irresoluto. Eu o tirei desse estado e o puz em bom caminho. A' minha partida lhe deixei os meios de fugir para o Rio de Janeiro a bordo do paquete inglez e de deixar a sua familia na Bahia para ir depois. Esta separação é o que muito custava a Tristão, receioso de que a familia fosse maltratada em consequencia de sua fuga, que equivalia aos olhos dos portuguezes, na sua qualidade de militar, a uma deserção. O receio era infundado, porque nem os portuguezes se lembrarão, naquella occasião de odios e vinganças, de fazer guerra ás mulheres. Na fuga Tristão se dirigiu tão mal que chegou ao Rio de Janeiro, onde eu já me achava, com a roupa no corpo com que sahira da Bahia, sem trazer nem mais uma camisa. Foi na minha casa que mudou e vestiu roupa minha para ir apresentar-se commigo a José Bonifacio.

Tristão Pio dos Santos como Intendente da marinha ao serviço de Portugal na Bahia fez o que poudo no interesse do Brasil, servindo a Portugal sem zêlo e sem actividade. A necessidade de assim obrar o constrangia, e muitas vezes me lamentou a sua posição. Tinha no Arsenal, entre os proprios portu-

guezes ali empregados, formado certo partido que reprovava tudo o que se fazia em Lisboa e tudo o que se fazia no Rio de Janeiro; era um partido que não queria nem a oppressão portugueza, nem a independencia do Brasil. O que desejava era a união dos dois reinos, e tudo o que pudesse concorrer para essa união era para elle não só o melhor, senão o mais justo. A' gente imbuida nesses principios faltava zelo para o serviço em que estava empregado. Neste numero achava-se o constructor do arsenal. Era elle nascido em Portugal, homem robusto e chão. A fragata *Constituição*, que elle tinha em construcção, estava quasi acabada e podia dentro de poucas semanas ser lançada ao mar. Era um bom vaso de guerra que ia augmentar a força maritima de Portugal. Tristão fez tudo o que dependia d'elle para demorar o acabamento, mas isso não podia durar sempre e a occupação portugueza prolongava-se. Não podendo dar a fragata ao Brasil, entendeu que era melhor destrui-la do que armá-la para nos fazer a guerra. Communicou-me a sua idéa, mas era necessario a concurrencia do constructor, e este obstinadamente não consentiu que se puzesse fogo á fragata, chegando a ameaçar que denunciaria os autores se porventura estes não cedessem do seu intento. Em vão se lhe mostrava que o fogo não destruiria completamente a fragata, porque o Arsenal havia de acudir a tempo, que o que se pretendia era fazer-lhe um damno que precisasse de muito tempo para ser reparado, e que assim se tirava a Portugal e ao Brasil aquelle instrumento com o qual reciprocamente se farião mal. O constructor foi surdo a todos os argumentos. «Não consinto que se destrua nem se faça damno a esta obra minha,» era por ultimo a sua unica resposta. A fragata foi lançada ao mar e armada, mas não fez damno ao Brasil, porque a marinha portugueza foi para isto impotente. Acha-se actualmente podre e fóra do serviço nas aguas do Tejo sob a denominação *Duquesa de Bragança*.

As minhas relações com Madeira permanecerão no pé da melhor intelligencia. Se affrouxarão no fim da minha estada na Bahia, foi isso mais apparente do que real. Não aconteceu, porém, outro tanto com o coronel Pereira, alguns outros officiaes e principalmente com o commandante da Legião Lusitana, cujo nome completamente escapou de minha memoria, não ficando senão o de *Ruiivo*, pelo qual era geralmente conhecido (1). A desconfiança a meu respeito elles a tradução já por factos, e se não fôra a vigilante solicitude da senr.<sup>a</sup> D. Joanna eu lhes teria cahido nas mãos e sido remettido preso para Lisboa. Mas a providencia havia determinado diversamente, e eu devia ir pela primeira vez a Lisboa como ministro do Imperio do Brasil e não como réo manietado pelos seus inimigos.

A senr.<sup>a</sup> D. Joanna tremia pela sorte de seu marido e lembrava-se com viva saudade de sua filha unica, que estava em S.<sup>ta</sup> Catharina. Os seus desejos erão de ver seu marido sahir com honra da penosa situação em que se

(1) Chamava-se João de Gouvêa Osorio.— Nota de uma copia do Sr. M. L.

achava e ir viver em companhia de sua filha. Algumas confidencias me fez a esse respeito repetidas vezes, e eu me animei então a fazer-lhe uma proposta, declarando logo que não estava para isso autorizado, como de facto não estava, mas que no caso de ser aceita eu me obrigava a fazer tudo o que de mim dependesse para que o Principe Regente o approvasse. Propuz que Madeira entregasse a cidade, expedisse a sua tropa para Portugal, ficando elle e os officiaes que elle quizesse no Brasil. Que se lhe daria o posto de tenente general (Madeira era então brigadeiro de fresca data) e uma somma avultada para poder contentar a todos, e aos officiaes que ficassem com elle um posto de accesso. Esta proposta foi recebida melhor do que eu esperava, e a Senr.<sup>a</sup> D. Joanna ficou de sondar seu marido, posto duvidasse desde logo que elle a acceitasse.

No dia seguinte participou-me com demonstrações de muito pesar que o marido a repulsára, e pediu-me ao mesmo tempo que me abrisse eu com elle sobre o assumpto sem o menor receio, porque seu marido não era homem capaz de trahir a ninguem, quanto mais a seus amigos. Estas palavras da senr.<sup>a</sup> D. Joanna me fizeram conceber a maior esperança, e já me parecia que ia entrar no Rio de Janeiro levando a noticia da restauração da Bahia devida ao meu zelo tão sómente. Eu era então moço e as illusões proprias da idade naquella occasião produzirão em mim todo o seu effeito. Não hesitei um instante, e sem reflectir nas consequencias, com uma segurança incrível, dirigi-me a Madeira e fiz-lhe uma exposição summaria da situação presente e das consequencias mais ou menos proximas que devião resultar, e conclui fazendo a minha proposta nos mesmos termos em que já tinha feito á senr.<sup>a</sup> D. Joanna. Escuso dizer que levei á maior altura o papel que a Providencia tinha reservado ao general de ser o pacificador entre Portugal e Brasil. Madeira ouviu tudo com ar sereno e pacifico. Agradeceu-me pela confiança que tinha nelle, pois que era necessario que fosse illimitada para lhe fazer semelhante proposta. Que não se illudia, que conhecia perfeitamente a posição em que se achava, que era a de uma victima; que a contenda era entre o pai e o filho, que todavia não querião essa contenda, e que elle, Madeira, como instrumento forçado, qualquer que fosse o resultado, havia de forçosamente succumbir; que era militar, estava no seu posto e nelle aguardava o seu fim desastroso, mas que jamais fugiria da sua sorte á custa da sua honra. Previu bem. Acabou numa prisão, onde esgotou a ultima gotta do calice da amargura. Depois desta conferencia, se observei em Madeira alguma mudança a meu respeito foi em se mostrar mais terno. Uma vez, porém, me perguntou como é que eu conciliara a confiança que tinha nelle com a proposta que lhe havia feito. Agora lhe peço que se esqueça, como eu me esqueço, como se não tivesse acontecido.

Logo ao meu regresso ao Rio de Janeiro referi a José Bonifacio toda esta occurrencia, sem esquecer certas pequenas particularidades que não per-

tencem a este lugar. José Bonifacio entendeu que, pois que a mulher queria, com alguma perseverança se poderia alcançar que o marido quizesse tambem. A este respeito certas promessas havia eu feito á snr.<sup>a</sup> D. Joanna. A minha proposta foi feita sem eu me achar para isso autorizado, foi uma proposta particular, que podia ser ou não approvada. Entendeu-se, portanto, que renovando-se a proposta já autorizada pelo principe, o que lhe dava o character de certeza, poderia isso talvez mudar a resolução de Madeira. José Bonifacio mandou á Bahia um agente encarregado desta delicada missão. Offerecia a Madeira o mesmo que eu lhe havia offerecido e fixava a somma em 100 contos de reis metálicos. Pelo que me disse José Bonifacio a proposta foi rejeitada. Não me recordo com certeza quem foi o agente que José Bonifacio mandou á Bahia. A multiplicidade de occurrencias, que se precipitavam umas sobre outras, não permittia que fossem todas classificadas ao mesmo tempo na memoria. Os nomes dos agentes ficarão esquecidos no turbilhão dos acontecimentos. Todavia, se me não engano, como pode muito bem acontecer, esse agente foi um Paiva, que era secretario da academia de marinha. Seu nome inteiro, com alguma alteração talvez, era José Henriques de Paiva Pessoa. Este agente, antes de partir, veio ver-me mandado por José Bonifacio; mas não foi a elle a quem eu entreguei as cartas que então escrevi a D. Joanna e a Madeira. Eu as entreguei em mão a José Bonifacio.

Agora, para poder avaliar o que fica dito, é preciso que o leitor faça conhecimento mais particular da pessoa do general Madeira. Eu o mostrarei tal qual o vi e conheci. Madeira era natural da provincia de Traz os Montes, de uma estatura bem acima do ordinario, grosso, bem formado e bonito, mas com pouca barba. A sua voz era extremamente forte e sonora. A' testa de um regimento, quando commandava, de uma extremidade á outra da linha todos o percebião claramente. Não tinha instrucção alguma, salvo a pratica do seu officio. Veio para o Brasil no posto de coronel commandante do batalhão n.º 12 de infantaria, que fazia parte da divisão auxiliadora que o rei D. João 6.º mandou vir de Portugal, depois dos acontecimentos de Pernambuco em 1817. O batalhão 12 ficou na Bahia, um outro batalhão em Pernambuco e o resto da divisão auxiliadora ficou no Rio de Janeiro. O batalhão 12 de que Madeira era commandante foi transferido em 1819 da Bahia para S.<sup>ta</sup> Catharina. Foi aqui que eu o conheci e cultivei a sua amizade. Em 1820 regressou com o seu batalhão para a Bahia. Não tomou parte na revolução de 10 de Fevereiro, pelo contrario se mostrou opposito a essa revolução. O tenente coronel Pereira foi quem seduziu e levou o batalhão á revolta. A voz publica dizia, não sei com que fundamento, que por dinheiro que recebêra para isso. Madeira achou-se humilhado com o procedimento do seu tenente-coronel. Era a primeira vez que o seu batalhão lhe desobedecia. Apresentou-se no meio da revolta e os soldados, seduzidos pelo tenente-coronel, mal o virão, reconhecerão o seu commandante e o acclamarão para não serem commandados por outro. Eis como Madeira se achou compromettido na revolução.

De Lisboa foi promovido a brigadeiro e commandante das armas da Bahia, e Pereira a coronel commandante do batalhão 12. Entre Madeira e Pereira nunca mais poudes reinar boa harmonia.

Madeira, como já disse, acabou a vida em uma prisão ou sahio da prisão para morrer. Pereira, pelo contrario, em consequencia dos subsequentes acontecimentos de Portugal, como era homem para tudo, foi elevado ao titulo de visconde de Villar de Perdizes, se não me engano. Não sei se ainda vive; eu ainda o encontrei em Lisboa, já abatido pelo tempo e quasi que esquecido dos influentes da epoca. Disserão-me que não estava mal de fortuna, mas elle me disse o contrario.

A nomeação de Madeira para commandante das armas offendeu a Pereira. Este julgava-se com direito ao posto, por ser elle quem levára a força armada á revolução. Veio depois a Legião Lusitana e Pereira se unio ao commandante della contra Madeira. Cabalavão para o depôr do posto. A insubordinação chegou a ponto que já não havia official que se não julgasse digno do commando em chefe e que não cabalasse para depôr o general. Se não fossem tantos os pretendentes de certo que um delles teria conseguido o seu intento.

Era esta a posição de Madeira entre os seus. Tinha de repartir, pois, a sua actividade contra os inimigos internos e externos. Estava concentrado na cidade da Bahia, onde os recursos de toda a especie ião escasseando de dia em dia. Tinha o mar livre e uma esquadra á sua disposição, mas essa esquadra nunca soube tirar partido da liberdade do mar e limitou a sua acção em evitar as occasiões de encontro ou de fugir em vista do inimigo. Não era lisongeiro semelhante commando das armas, mas quando se considera que Portugal já tinha mandado tudo o que podia e que nada mais lhe restava a mandar, mais sombria se antolha a posição de Madeira. Portugal estava sem dinheiro, sem credito, sem soldados, e sem vasos de guerra. O que podia fazer?

Foi em tal conjunctura que Madeira, com consciencia do que fazia e contra as instancias de sua mulher, rejeitou uma proposta que sem prejudicar a Portugal fazia a sua felicidade! Sem prejudicar a Portugal, digo, porque o fim da contenda não podia ser diverso do que foi. Madeira fica assim caracterizado: era um soldado obediente e fiel ao seu juramento. Não conhecia mais do que isto. Nem o seu discernimento chegava para conhecer até onde cessa a obediencia e desobriga o juramento. A contenda não era com uma potencia estrangeira, era entre uma mesma familia que pretendia separar-se em duas, e uma parte não tinha, até certo ponto, o direito de constringer a outra a permanecer unida.

(16)

Esta data está errada. Cheguei ao Rio de Janeiro em fins de Agosto e não em 8 de Setembro, como diz a biographia. Não posso fixar a data, porque a memoria já me falta para tudo, mas é facil a quem estiver no Rio de Ja-

neiro, percorrendo as noticias maritimas do *Diario do Governo*, achar o dia da minha entrada a bordo do *Tartar*.

Entrei a barra do Rio de Janeiro ás 10 horas da noite e fundeámos em frente da Fortaleza de Villegagnon. Posto fosse passada a hora da visita, veio logo a bordo o capitão Justino, que pertencêra ao antigo regimento que conservou o nome de *Bragança*. Este official, de quem terei ainda occasião de fallar vantajosamente, estava encarregado da visita dos navios, e naquella tempo o zelo pelo serviço era quasi geral em todas as classes de empregados publicos. Esta era a razão porque elle ia em hora tão avançada a bordo de um navio que entrava e não podia ser ainda visitado: queria saber se vinha de porto de onde trouxesse alguma noticia que interessasse á causa publica. Foi grande a sua admiração em ver-me ali e com toda a polidez e cautelosa delicadeza me fez entender que em terra me julgavão morto. Offereceu-me o seu escaler para eu desembarcar immediatamente, o que eu acceitei com muita satisfação. Elle me acompanhou até o largo do Paço e dahi voltou para a Fortaleza. Dirigi-me á casa de meu irmão Luiz, que era nessa occasião na rua de S. Pedro, o que me fôra dito pelo mesmo capitão que me indicou o numero. Não é possivel descrever esta scena de surpresa e de alegria: achei a minha familia de luto pela minha morte! Meu irmão não estava em casa; eu sahi immediatamente para a casa de José Mariano de Azeredo Coutinho, na rua do Carmo, onde o devia encontrar. Ahi a surpresa não foi menor, mas a scena foi diversa; não houve lagrimas, apenas um silencio de espanto e a manifestação immediata de uma verdadeira alegria. Era uma hora da noite. Parti dahi com meu irmão para a casa de José Bonifacio, ao Rocio, onde fiquei até perto das 4 horas. No entanto meu irmão foi para sua casa e mandou-me a sua sege para minha volta.

José Bonifacio já dormia, mas eu o fiz acordar. Não sei se ainda vive o capitão Santos, que o acompanhou de S. Paulo e que morava em um quarto em baixo, á entrada da loja, á esquerda, onde eu fui bater. Se ainda vive pode talvez contar esta recepção melhor do que eu. Quando ouviu a minha voz e que disse quem era, o homem deu um grito e respondeu-me como quem fallava com uma alma do outro mundo. Custou muito a convencê-lo que era eu mesmo, e só depois de me impacientar a não poder mais é que me abriu a porta. O homem, que parecia sahido de um grande pezadello, abraçou-me com muita satisfação e conduzio-me ao aposento de José Bonifacio. Este recebeu-me áquella hora tão impropria, e quando já me julgava morto, sem a menor surpresa. « Logo vi que você não era homem a se deixar matar, dê cá um abraço. » Forão as primeiras palavras que disse ao ver-me. Estava ainda deitado. Nessa posição conversou commigo por algum tempo, levantou-se, correu o quarto em todos os sentidos e continuou a conversa ora de pé, ora sentado. Da minha parte referi summariamente tudo o que sabia e tudo por que tinha passado, e na minha narração fui muitas vezes interrompido com as risadas



e bons ditos com que o meu interlocutor sabia melhor que ninguém variar e animar uma conversação. Dizia elle que era para sacudir o diaphragma.

O Principe Regente achava-se então em S. Paulo, para onde tinha partido em 14 de Agosto, afim de pôr cobro aos disturbios que ali estava causando José da Costa Carvalho á causa da Independencia. José Bonifacio havia tambem naquelle dia ou na vespera recebido novas de Lisboa, e, juntas estas com aquellas que eu trazia, julgava conveniente acabar com os palliativos e proclamar a Independencia. Fosse esta a causa isolada ou cumulativa com os seus desejos de ser a Independencia proclamada na sua provincia, o caso é que elle desde logo entendeu que se não devia adiar para mais tarde esse solemne acto. O principe já estava em S. Paulo, e se a occasião não fosse aproveitada, quem sabe se outra se poderia proporcionar tão cedo. Despedio-me e ordenou que eu me achasse ás 11 horas da manhã no Paço de S. Christovão, mas que lhe entregasse antes todos os papeis que eu trazia, e para o que me esperava até ás 9 horas.

Ás 8 já eu estava com elle, entreguei os papeis, e erão taes e tão minuciosos que nada faltava para que se pudesse conhecer por elles o verdadeiro estado da Bahia. Do Reconcavo, as informações e os officios secretos e confidenciaes do benemerito desembargador Gondim. Da cidade da Bahia, os mappas e o estado completo da força armada de mar e terra e dos hospitaes. A força de cada navio, seu armamento, artilharia, munições de bocca e de guerra, etc., etc. Emfim o estado moral e as desavenças que reinavão entre os adversarios. O atrazo em que se achavão os pagamentos e os recursos financeiros com que podião contar. Era um registro completo ou estatistica do acampamento da Bahia. Alguns destes documentos os havia eu recebido das proprias mãos do general Madeira. O contentamento de José Bonifacio não podia ser maior.

Ás 11 horas me achei no Paço de S. Christovão. José Bonifacio já lá estava. Havia conselho. Beijeí a mão á princeza. No conselho decidio-se de se proclamar a Independencia. Enquanto o conselho trabalhava, já Paulo Bregaro estava na varanda prompto a partir em toda a diligencia para levar os despachos ao Principe Regente. José Bonifacio ao sahir lhe disse: «Se não arrebentar uma duzia de cavallos no caminho nunca mais será correio: veja o que faz.» Não sei se Bregaro arrebentou muitos cavallos, o que sei é que elle deu boa conta de sua commissão, e que fez a viagem em menos tempo do que até então se fazia muito á pressa.

A princeza mandou-me esperar e era para que eu visse a carta particular que S. A. escrevia ao principe. Eu ali e tive occasião de admirar o espirito e a sagacidade da princeza. Retirei-me erão quasi tres horas da tarde, e então é que fui jantar e almoçar ao mesmo tempo com meu irmão. A' noute fui para José Bonifacio, onde estive com Martim Francisco, José Mariano, e Rocha, até ás 11. Confesso que me achava já cansado de corpo e de espirito, e que o somno dessa noute foi talvez o mais socegado e deleitoso de toda a minha vida.

O meu contentamento em vista do acolhimento que recebi dos meus patricios não podia ser maior. Considerei como uma bella recompensa dos serviços que havia prestado. Fui visitado uma e mais vezes por todas as pessoas que se interessavão pela Independencia do Brasil. Amigos conhecidos e até pessoas que nunca tinha visto me procurarão com igual afago. O bello sexo brasileiro que tão digno e tão nobre se mostrou na causa da Independencia não foi indifferente á minha chegada. As brasileiras souberão sempre galardoar o merito, e se esse merito não havia na minha pessoa, ellas vião em mim um moço ardente pela felicidade da patria. Até certos individuos altamente collocados, que não querião a Independencia, para não arriscarem as suas bellas posições, me procurarão com demonstrações de affecto. Estes zangões andavão sempre com uma vella accessa a Deus e outra ao diabo, procurando o lado vencedor para se introduzir nelle afim de gozar do triumpho do vencedor. E tão bem fizeram que com a dissolução da Assembléa Constituinte se ampararão (*sic*), na occasião da maior corrupção, das avenidas do poder.

José Bonifacio augmentou de tal sorte a amizade que me tinha que até o ultimo instante da sua vida me deu disso as mais exuberantes provas. Era eu o seu melhor amigo. Cousa que parece providencial. O incendio de Agosto deste anno, que devorou todos os meus preciosos papeis e mais objectos que ficarão em casa do meu amigo Dr. Mello Moraes, respeitou um só livro, e esse livro foi a collecção de algumas cartas do meu amigo José Bonifacio de Andrada, que eu havia mandado encadernar em Paris no anno de 1854. Erão algumas das muitas que havia recebido, a maior parte das quaes incendios de outra natureza já havião devorado. Com a emigração a que fui forçado em 1823 por occasião da dissolução da Assembléa Constituinte todos os meus papeis forão roubados no Rio de Janeiro.

José Mariano de Azeredo Coutinho tambem ficou tendo por mim muita consideração. Votou-me uma terna amizade. Era amizade hereditaria, porque tinha sido intimo amigo de meu Pai e se tratavão de parente. A dissolução da Assembléa Constituinte e o meu exílio forão o golpe que lhe decidiu da vida. Pouco tempo resistiu depois destes funestos acontecimentos.

O Principe Regente regressou de sua viagem a S. Paulo em 15 de Setembro. Eu estava bastante incommodado de saude. As fadigas de sete mezes, durante os quaes poucas forão as noutes em que me deitei, juntas a uma constipação que apanhei logo á minha chegada ao Rio de Janeiro, me impossibilitavão de sahir. O dia estava frio, chuvoso e ventava muito. Apesar do mau tempo e do incommodo de saude fui a S. Christovão beijar a mão ao principe. S. Alteza me recebeu com a maior consideração. Depois que lhe beijei a mão, em presença das pessoas que ali se achavão, passou o braço sobre os meus hombros e assim me levou para o seu quarto. Dignou-se fallar commigo por espaço de uma hora, e eu fui a primeira pessoa que lhe dei o tratamento de Magestade. O principe fez nisso reparo e dizendo-me que pedisse o que qui-

zesse, eu lhe respondi que só queria servir-o. A Imperatriz tratou-me com aquella alta benevolencia com que ella sabia agraciar os seus subditos que de alguma forma se distinguão, e deu-me um laço de seda verde que seu augusto esposo havia adoptado como signal da Independencia, dizendo-me que era das fitas do seu travesseiro, porque já tinha desmanchado em laços para dar todas as outras fitas verdes que tinha. Conservei este precioso dom com religioso cuidado e, apesar do exilio, da perseguição e da vida errante que levei depois, não me separei delle senão por ultimo e quando já não tinha vista. De todos os objectos preciosos que perdi no incendio de Agosto, é talvez este o que mais lamento. Marcava uma epoca tão gloriosa para o meu paiz como satisfactoria para mim. Era o dom de uma princeza que não nascêra no Brasil, mas que eu amava como se nelle nascida fosse. Fui testemunha ocular e posso asseverar aos contemporaneos que a princeza Leopoldina cooperou vivamente dentro e fóra do paiz para a Independencia do Brasil. Debaixo deste ponto de vista o Brasil deve á sua memoria gratidão eterna.

Do regresso da sua viagem de S. Paulo ao dia da acclamação só mediarão 27 dias. A epoca era da actividade e do desinteresse. Era a alma de José Bonifacio que se imprimia em todos os actos da publica administração. O Principe foi acclamado no dia 12 de Outubro de 1822 Imperador Constitucional do Brasil. Completava nesse dia 24 annos de idade. Publicou um só despacho e esse foi em meu favor. Fui o primeiro que lhe dei o tratamento de Magestade e a primeira vez que o principe assignou como Imperador foi essa assignatura em meu favor! Ao publicar o despacho em seguida ao acto da acclamação no Palacete do Campo de S.<sup>ta</sup> Anna, dirigindo-se a mim fez esta observação. Nomeou-me Moço da sua Imperial Camara. No dia 1.<sup>o</sup> de Dezembro seguinte é que fez as outras nomeações e organisou a Casa Imperial.

Os uniformes da casa Real erão de côr escarlate para grande gala, e azul ferrete com gola escarlate para pequena. O Imperador, por um decreto, mudou para côr verde, conservando os mesmos bordados para a grande e a pequena gala. José Bonifacio e eu fomos os primeiros que nos apresentámos na Côrte, 7 dias depois, com uniforme verde. A'cerca do matiz houve uma desintelligencia entre o Imperador e José Bonifacio. S. M. entendia que o verde do decreto era escurp, ou como vulgarmente se chama, garrafa, côr da casa de Bragança, e o ministro que era verde claro, symbolo da primavera eterna do Brasil. Prevaleceu a opinião do Imperador e eu a segui, mas José Bonifacio permaneceu na sua, e a farda que trazia era de panno da côr verde claro. Não se procure nestas notas exactidão chronologica, porque nem a natureza dellas, nem a pressa com que escrevo permitem que a siga com rigor. Não tenho presente documento algum, o que refiro é reproduzido pela memoria, que felizmente ainda se acha algum tanto vigorosa. Esta explicação serve para me absolver de toda e qualquer censura.

Refiro agora um facto que, posto que alheio ao objecto destas notas, vem

a proposito para esclarecer um facto já acima expellido, relativamente a nunca ter eu pedido favor ao poder.

Meu irmão Gaspar de Menezes Vasconcellos de Drummond era capitão de estado maior e tinha sido em Pernambuco desde 1817 ajudante de ordens do general Luiz do Rego. Desejoso de combater os inimigos da Independencia do Brasil, foi ao Rio de Janeiro pedir serviço no exercito brasileiro da Bahia. Achou difficuldade da parte do ministro da guerra, que lhe dizia que officiaes lhe não faltavão. Meu irmão era pai de familia e abastado fazendeiro na provincia de Pernambuco. Queria deixar tudo isto para ir combater pela Independencia no ponto mais perigoso, e a solução do seu requerimento se fazia esperar em vão! Fallei então ao principe a quem apresentei o dito meu irmão, o qual foi immediatamente nomeado ajudante de ordens do general Labatut e partiu para seu destino sem a menor perda de tempo. Ali serviu como seus companheiros de armas até a expulsão dos portuguezes. Refiro isto como signal de gratidão ao principe, que attendeu ao meu pedido e conferiu a meu irmão um lugar nas fileiras dos defensores da Bahia.

O Principe Regente, desde que José Bonifacio reorganizou no Rio de Janeiro a Maçonaria e criou um Oriente Brasileiro do qual foi eleito Grão-Mestre, começou a manifestar o desejo de fazer parte dessa sociedade. José Bonifacio se oppunha com razões á satisfação desse desejo.

Antes de passar adiante cumpre dizer qual era até então o estado da Maçonaria no Rio de Janeiro e no Brasil todo. Todas as lojas que tinham existido erão dependentes do Oriente Lusitano, que residia em Lisboa. Os tristes acontecimentos de Pernambuco em 1817 chamarão sobre essas lojas a attenção do governo. Este, em conformidade das leis que prohibião as sociedades secretas, as perseguiu e augmentou as penas por um alvará de que me não lembra a data. Deu-se tanta importancia a este alvará que se mandou transitar pela chancellaria mór, solemnidade esta que, com rarissimas excepções, tinha cahido em desuzo.

Da perseguição seguiu-se a dissolução das Lojas. No Rio de Janeiro criou-se um juizo de Inconfidencia. Foi nomeado para este logar o desembargador José Albano Fragoso. José Anselmo Corrêa foi o espião escolhido pelo Paço pelo Governo. Este denunciou a todo o mundo, até mesmo a quem não era maçom, de o ser. Incutiu terrores, apoderou-se do animo timido do rei e se fez o flagello dos habitantes do Rio de Janeiro. Aquelle, mais moderado, servia-se do seu emprego para abrir um caminho que por fas ou por nefas o levasse ao ministerio. Alguns mações, antes que os denunciassem, denunciarão-se a si mesmos. O infeliz Luiz Prates de Almeida Albuquerque, depois de jazer por algum tempo nas prisões da fortaleza da Lage e responder aos interrogatorios do juiz da Inconfidencia, foi mandado sem sentença para Gôa. O terror era tal que para proceder-se á prisão deste individuo, que foi feita á noute, ficarão as tropas em armas nos quartéis, e grandes patrulhas forão postas de vigia nos

cantos das ruas que se dirigião á de S. Pedro, onde Prates morava só, em uma miseravel casa terrea, quasi ao chegar ao campo de S.<sup>ta</sup> Anna. O official encarregado desta prisão foi o coronel Gordilho, que depois foi pelo merecimento de sua ignorancia marquez de Jacarépaguá e senador do Imperio.

Entre os maçons que se denuncião a si mesmos, refiro os nomes de dois pelas scenas bufas que essas denuncias caucionarão. Forão o marquez de Angeja e o conde de Paraty. O rei cahiu estupefacto das nuvens e ainda lhe parecia impossivel que dois camaristas seus, ambos estimados e um válido, fossem maçons! O marquez de Angeja ajuntou aos protestos do seu arrependimento a offerta que foi aceita de toda a sua prata para as urgencias do Estado. Foi logo expedido em commissão para Portugal, afim de tomar o commando e conduzir ao Rio de Janeiro a divisão auxiliadora que se mandava vir, extra-hida do exercito de Portugal.

Quanto ao conde de Paraty o negocio era mais serio. O rei era muito affeiçãoado a este conde, que foi no Rio de Janeiro o seu primeiro válido. Morava no Paço. Nem os protestos de arrependimento, nem a offerta de sua prata, que a não tinha, porque se servia da que era da Casa Real, podião inspirar inteira confiança a respeito de quem, em razão do seu officio e das relações de amizade, devia continuar no serviço e no valimento de S. Magestade. Em tão apuradas circumstancias o rei sahiu pela tangente de um expediente assaz curioso. Disse ao conde que para lhe não ficar nada do passado de que se arrependia, era necessario que tomasse o habito de irmão da Ordem Terceira de S. Francisco da Penitencia. Foi um dia de festa no Paço aquelle em que o conde prestou juramento e foi recebido irmão da Ordem Terceira. O contentamento do rei não podia ser maior. O conde de Paraty, para fazer a vontade a S. M., andou no Paço todo aquelle dia com o habito da ordem destinado a laval o de seus erros. Estes dois fidalgos portuguezes pertencião á Loja de S. João de Bragança, e é talvez por isso que houve quem dicesse e publicasse que essa Loja existira com sciencia do rei D. João 6.<sup>o</sup>, o que é um erro que nem sequer merece ser refutado.

José Bonifacio resistio quanto poudé á vontade do principe de entrar para a Maçonaria, mas nem os rogos nem a razão puderão demover este moço impetuoso do seu projecto. José Bonifacio cedeu e elle mesmo o conduzio para aquillo que a sua razão e a sua experiencia não permittião de consentir.

Estes desejos do principe lhe erão nutridos por certas pessoas que procuravão por todos os meios ampararem-se (sic) delle para o dominar. Já tinham visto malogradas outras tentativas, e presumião serem mais felizes n'esta que se envolvia em um mysterio do qual o principe não poderia sahir livremente. Sua Alteza exultou com a sua entrada na Maçonaria, que foi para elle uma grande novidade. Antes de partir para S. Paulo, em Agosto de 1822, os mesmos individuos que procuravão amparar-se de sua pessoa, fosse por que meio fosse, prevalecendo-se da ausencia de José Bonifacio, que se achava in-

commodado de saúde, por meio de uma cabala revestirão o príncipe de todos os graus maçônicos e o elegerão Grão Mestre. Intenderão que, lisongeando assim a vaidade do príncipe, o conquistarão para sempre. Parece que, por um accommodamento, conservarão José Bonifácio como Grão Mestre Adjunto. Este não dava importância a essas cousas, servia-se da Maçonaria como um meio de reunir os homens para um fim, e não para criar um estado no estado, como querião outros.

O príncipe foi para S. Paulo, onde proclamou a Independência em 7 de Setembro, e regressou em 15 do mesmo mez ao Rio de Janeiro. Em 12 de Outubro, isto é, 27 dias depois da sua chegada, foi proclamado Imperador. Tudo estava preparado para isso, e se não houvesse outra prova bastaria esta do curto espaço de tempo que mediou entre o regresso do Príncipe e a aclamação de Imperador. O caracter de José Bonifácio não era para consentir que, governando elle, um poder estranho se intromettesse entre o governo e a nação.

Recebia a todos, utilisava o serviço de todos em proveito da causa publica, mas não se deixava influir por ninguém.

A idéa de se conferir ao príncipe o titulo de Imperador e não de Rei nasceu exclusivamente de José Bonifácio, e foi adoptada pelo príncipe com exclusão de outra qualquer. Nos conselhos alguma opposição houve quem fizesse a esta idéa, não por a considerar prejudicial, mas sómente pelo temor de que viesse causar algum embaraço para o reconhecimento das outras nações. Os que assim pensavão opinavão pelo titulo de Rei, que não acharia os mesmos embaraços, sobretudo da parte das grandes potencias da Europa. José Bonifácio refutou todos esses argumentos, que lhe parecião infundados. «O Brasil, dizia elle, quer viver em paz e amizade com todas as outras nações, ha de tratar igualmente bem a todos os estrangeiros, mas jamais consentirá que elles intervenhão nos negocios internos do paiz. Se houver uma só nação que não queira sujeitar-se a esta condição, sentiremos muito, mas nem por isso nos haremos humilhar nem submeter á sua vontade.» Estas e outras palavras de igual peso e consideração, elle as disse, em minha presença, a M.<sup>r</sup> Chamberlan, Encarregado de Negocios da Inglaterra.

Contarei tambem uma anecdota curiosa a esse respeito. A vivacidade natural de José Bonifácio fazia com que na discussão dos negocios mais importantes introduzisse muitas vezes algumas facecias. Nesta, para se assentar no titulo com o qual o príncipe devêra ser áclamado, no meio de argumentos de ordem superior, disse que o titulo não podia deixar de ser o de Imperador, porque o nosso povo já estava acostumado com o Imperador do Espirito Santo, e que um titulo pomposo se accommodava mais com um nobre orgulho dos brasileiros do que outro qualquer. Mas, quando o príncipe partio para S. Paulo, já esta resolução estava tomada no animo de José Bonifácio. Quando eu cheguei, em fins de Agosto, de volta de Pernambuco e Bahia ao Rio de Janeiro, ainda no Governo se fallava disso como cousa assentada e decidida.

Não foi, pois, um improvisado de um individuo, que nenhuma influencia tinha no Governo, como já houve quem pretendesse inculcar pela imprensa.

Aqueles individuos que procuravão por todos os meios amparar-se (sic), para seus fins, da pessoa do Imperador, fazião guerra ao Governo, ou antes a José Bonifacio, que era o rival que elles mais temião. Ao povo pregavão uma liberdade desregrada, e ao Imperador procuravão captar a vontade por meio da lisonja. Era assim que condemnavão o *Regulador*, periodico redigido pelo padre mestre Sampaio, como subversivo e attentatorio da liberdade, e ao principe offerecião o titulo de Protector do Brasil! Padre mestre Sampaio no seu *Regulador* combatia as idéas exageradas de homens que, no meio do entusiasmo publico, só cuidavão de si e espreitavão occasião de tirar partido, no interesse pessoal, das occurrencias politicas; tendo, pois, de combater excessos, podia muito bem exagerar sem intenção no sentido contrario. Mas o *Regulador* ainda existe, porque alguns exemplares escaparão do fogo a que forão condemnados, e hoje, que por assim dizer quasi que já podemos julgar como a posteridade em presença desse escripto, parece-me que se não achará nelle doutrina que não seja constitucional e de principios de boa ordem. Quem combatia esses principios queria outros que lhe fossem oppostos, e estes não poderião quadrar nem com a indole nem com a educação dos brasileiros, e muito menos com o systema monarchico, que convinha adoptar para conservar sem quebra a união da « famosa peça inteiriça de architectura social », como dizia José Bonifacio fallando do Brasil.

José Clemente Pereira, Juiz de Fôra e Presidente do Senado da Camara Municipal, era desses de que acima fallo, e um dos mais activos e talvez o mais audaz. Era natural de Portugal. Compellido pelas circumstancias, havia tomado parte nos negocios da Independencia, mas nunca chegara a inspirar confiança aos brasileiros sinceros que tratarão com elle. Andou sempre de má fé com o governo de José Bonifacio, ao qual se dizia affecto. O discurso que, na qualidade de Presidente do Senado da Camara Municipal, pronunciou por occasião da acclamação do Imperador, no dia 12 de Outubro, é disso uma prova. Desse discurso não me refiro á triste redacção, refiro-me sómente á doutrina que elle encerra, que seria mais propria para um artigo de um jornal sem crença do que para um discurso serio, pronunciado em occasião tão solemne. Mais improprio não podia ser. Peior ainda, estava muito alterado da minuta que elle lêra na vespera a José Bonifacio. José Clemente, quando fez taes alterações, talvez que se julgasse já na vespera de substituir ao Patriarcha da Independencia na pasta do ministerio dos negocios do Imperio e na intimidade do Imperador.

Fallei acima do titulo de protector do Brasil, offerecido ao principe. Chamo a attenção do leitor para essa referencia. Quando em 13 de Maio José Clemente Pereira e os seus amigos, que figurarão com elle na funesta noite de sabbado de Alleluia de 1821 na Praça do Commercio do Rio de Ja-

neiro, pretenderão captar a vontade do Príncipe Regente offerecendo á Sua Alteza um titulo pomposo, esse titulo foi — Protector e Defensor Perpetuo do Brasil —. O principe respondeu que defenderia o Brasil, mas que não accetava o titulo de Protector, porque o Brasil se protegia por si mesmo. Tão adulatora é a offerta como nobre a resposta. Veja-se os papeis do tempo, porque eu cito de cór confiado na minha memoria, mas talvez que não me engane. Offerecião ao principe o papel de Cromwell na Inglaterra. O principe o não accetou, mas seguiu mais tarde as lições do Protector inglez, mas só lhe faltou o talento e a rara habilidade daquelle homem de Estado. Quando dissolveu a Assembléa Constituinte foi com os morrões accesos e as bayonetas dos seus soldados.

Os homens que se reunirão para combater e substituir a José Bonifacio na privança do principe e na opinião do publico, forão os mesmos que tomarão parte e influirão nos acontecimentos desastrosos da Praça do Commercio. Veja-se o processo, a que, por taes acontecimentos, se mandou proceder e do qual foi Juiz especial o desembargador do Paço Lucas Antonio Monteiro de Barros. Ahi se achavão compromettidos os mesmos individuos que 18 mezes depois, reunidos na Maçonaria, fazião do principe um Grão-Mestre, e exigião por meios astuciosos que elle prestasse o juramento prévio de obedecer á Constituição tal qual a fizesse a Assembléa Constituinte. O principe, obedecendo ao seu character amigo de novidade e deseioso de gloria, que não sabia ainda distinguir a verdadeira da falsa, entusiasmou-se por tal fórma com o titulo de Grão Mestre que, se não fôra a influencia de José Bonifacio, teria cahido em laços, dos quaes não poderia mais sahir sem arriscar a integridade do Imperio e a sorte da Monarchia. A influencia de José Bonifacio no animo do principe era tão grande que resistio a todas as suggestões de seus adversarios e, se uma vez succumbio foi por effeito de uma desgraçada paixão amorosa que submetteu o coração do principe, gerou os acontecimentos que affligirão o Brasil, provocou a abdicção e fez da Monarchia um problema por algum tempo difficil de resolver.

Na hora extrema o Imperador provou exuberantemente, na carta que escreveu a José Bonifacio, pedindo que acceitasse a tutoria de seus filhos, o juizo que acima faço do conceito que gosava no animo de S. Magestade o venerando José Bonifacio.

Traslado aqui a carta do Imperador e o decreto de nomeação, porque me parece que taes documentos, tendo voado com a poeira da revolução, são já pouco conhecidos entre nós.

*« Amicus certus in re incertâ cernitur.*

É chegada a occasião de me dar mais uma prova de amizade, tomando conta da educação do meu muito amado e presado filho, seu Imperador.

Eu delégo em tão patriotico cidadão a tutoria do meu querido filho, e espero que educando-o naquelles sentimentos de honra e de patriotismo com



que devem ser educados todos os Soberanos para serem dignos de reinar, elle venha um dia a fazer a fortuna do Brasil, de quem me retiro saudoso.

Eu espero que me faça este obsequio, acreditando que a não m'o fazer eu viverei sempre atormentado.

Seu amigo constante

PEDRO. »

« Tendo maduramente reflectido sobre a posição politica deste Imperio, conhecendo quanto se faz necessaria a minha abdicação, e não desejando mais nada neste mundo, senão gloria para Mim e felicidade para a Minha Patria, Hei por bem, usando do direito que a Constituição Me concede no Cap. 5, Art. 130, nomear, como por este Meu Imperial Decreto nomeio, tutor de Meus amados e presados filhos ao *muito probo, honrado e patriotico cidadão José Bonifacio d'Andrada e Silva, meu verdadeiro amigo.*

Boa Vista, aos 6 de Abril de 1831, decimo da Independencia e do Imperio.

IMPERADOR CONSTITUCIONAL E DEFENSOR PERPETUO DO BRAZIL. »

Na hora fatal dos desenganos reconheceu o Imperador que José Bonifacio era o seu verdadeiro amigo, e d'elle exigia que acceitasse a tutoria de seus filhos. Era mais uma prova de amizade que pretendia do venerando ancião, que tantas outras já lhe havia dado, do contrario viveria sempre atormentado. Assim se exprime o Imperador na memoravel carta que fica acima trasladada.

O Imperador, reconhecendo o seu verdadeiro amigo, virtualmente reconheceu os seus inimigos. No numero destes achavão-se muitos dos aduladores, que elle havia enchido de honras e riquezas immerecidas, e que muito haviam contribuido para a ruina do principe e para os desastres daquelle dia fatal, 7 de Abril.

José Bonifacio não havia recebido do principe nem uma só mercê. Sahio do ministerio como para elle havia entrado, não trazendo para si nada mais do que levou. A justo titulo o Brasil lhe conferio o glorioso de *Patriarcha da Independencia*, e baixou á sepultura José Bonifacio como era, e nada mais. Em sua vida nunca se lhe abrirão as portas do Senado, nem se lhe deu assento no Conselho de Estado. Por sua morte não se perpetuou em nenhum dos seus netos, por um titulo honorifico conferido pelo Poder, a memoria do avô.

Não accusarei o Imperador D. Pedro 1.º de desleixo. Deu-lhe o exilio em recompensa dos seus assignalados serviços, mas antes disso pretendeu galardoar por differentes modos esses mesmos serviços. Se o não conseguiu foi porque achou em José Bonifacio decidida resistencia. Recusou a grã cruz do Cruzeiro e o titulo de marquez, quando esse titulo ainda se não achava enxovalhado. O Imperador levou este negocio de conferir o titulo de marquez a José Bonifacio ao Conselho de Ministros por elle presidido. Ahi o venerando ancião declarou solemnemente que não acceitava nem jamais acceitaria mercê alguma

honorifica em recompensa de seus serviços prestados a prol da Independencia, mas que tinha uma graça a pedir ao Soberano, e era que depois de sua morte lhe mandasse pôr sobre a sepultura uma pedra tosca, á custa do Estado, com a seguinte inscripção :

« Eu d'esta gloria só fico contente,  
Que á minha terra amei e a minha gente. »

O Imperador com as lagrimas nos olhos, cerrando a mão ao venerando ministro, prometteu ser o executor de sua ultima vontade.

É uma divida da Corôa que ainda se acha em aberto.

Recordo-me que fiz allusão, em um numero do *Tamoyo*, a este facto, e parece-me que José Bonifacio, fazendo o seu requerimento, substituiu no verso do poeta a palavra — terra — pela palavra — principe —. Veja-se o numero do *Tamoyo*, ou, melhor ainda, interrogue-se o Sr. Luiz da Cunha Moreira, actual visconde de Cabo Frio, testemunha presente, porque exercia então, e muito dignamente, o cargo de Ministro e Secretario de Estado dos Negocios da Marinha.

A amizade que me unia a José Bonifacio era tão estreita que entre nós, apesar da differença das idades, não havia a menor divergencia. As opiniões de José Bonifacio na generalidade erão as minhas ; eu o respeitava como amigo, como mestre e director, e para mim tudo isso era uma gloria que enchia a minha alma da mais pura satisfação. O Imperador sabia muito bem que em politica eu não tinha outros sentimentos que não fossem os sentimentos de José Bonifacio. O Imperador nunca me escreveu, mas eu tive o prazer de saber que elle fazia justiça á lealdade do meu character. Da cidade do Porto mandou-me dizer a Hamburgo, onde eu me achava, por Luiz Carlos Rebello, consul geral por elle nomeado para a Hollanda, que era meu amigo.

Escuso referir outras palavras, porque não vêm ao caso, que igualmente me mandou dizer pela mesma via. A venda que trazia nos olhos cahio no dia 7 de Abril, e então poude ver claramente aonde estavam os seus amigos e os seus inimigos. Poude conhecer que os aduladores são o presente funesto que a Providencia envia aos principes para os perder.

O Imperador no seu regresso de S. Paulo, em 15 de Setembro de 1822, uma das primeiras cousas em que me fallou foi da maçonaria. Fallou-me nisso com um contentamento tal que eu não pude então bem decifrar. Pareceu-me que havia ali mais inexperiencia das cousas deste mundo do que verdadeiro entusiasmo, e tudo quanto lhe ouvi naquella occasião puz em conta da volubilidade do seu character. Disse-me que eu devia entrar para aquella corporação e que elle mesmo queria encarregar-se de fazer a proposta. Respondi que agradecia muito a Sua Magestade, mas que não podia acceitar o seu favor ; que não tinha a menor repugnancia pela maçonaria, mas que havia promettido a mim mesmo de jamais ser maçõ, e isto por occasião de haver soffrido pelo que eu não era, como já em outro lugar se acha referido. Que se eu cumpria

a palavra dada a outrem, como não cumpriria a que dava a mim mesmo? Se a maçonaria, como dizia S. Magestade, só tinha por fim reunir os homens afim de trabalharem pela causa da Independencia, que se me permittisse que eu continuasse a trabalhar fóra dessa reunião, porque neste caso me acharia com mais companheiros do que dentro della: que o Brasil todo quera ser independente, e não precisava senão de quem o dirigisse para conseguir o seu intento, e finalmente a direcção pertencia ao Governo e o esforço a todos.

Foi com taes razões que declinei a proposta e resisti ás instancias do principe. Foi talvez um capricho o querer eu sustentar uma promessa que havia feito a mim mesmo em occasião de uma afflicção, em occasião em que eu era perseguido por uma cousa que eu não era. Declaro portanto que não tinha outro motivo senão este, que é muito alheio á cousa em si mesmo. Mas os meus argumentos tornarão-se depois contra mim, porque o principe veio a fallar-me para entrar no Apostolado, e eu, sem ser incoherente, não podia es cusar-me. Aceitei. Foi esta a unica sociedade secreta a que tenho pertencido-até hoje, em que me acho fóra da idade das illusões. Confesso que não me causou o menor enthusiasmo, e que, fóra da noute da entrada, bem poucas forão as outras em que eu ali compareci até a sua dissolução. O juramento que prestei foi pura e simplesmente de defender a Independencia, a Monarchia Constitucional e a dynastia do Imperador o Sr. D. Pedro 1.º Prestei-o com satisfação, porque não se exigia de mim senão aquillo que eu quera ardentemente, e pelo que daria a minha vida se fosse necessario, como ainda hoje darei, posto que já não valha nada.

Já fallei do discurso que José Clemente, presidente do senado da camara municipal do Rio de Janeiro, dirigio ao principe no dia 12 de Outubro de 1822 por occasião da acclamação de Sua Magestade. Esse discurso tomou o titulo de — *Representação do Povo do Rio de Janeiro*. José Clemente, como presidente do senado da camara, principia o seu discurso fallando em nome do povo do Rio de Janeiro, e acaba em nome do Brasil inteiro. Diz que ali se acha á testa do senado da camara municipal e que estão presentes todas as outras camaras da provincia. Diz que o senado da camara *decretára* que o principe fosse acclamado Imperador naquelle dia, e assigna elle só o discurso! Este documento é de uma extensão *fatigante*, escrito em linguagem impropria do assumpto e cheio de erros historicos. Insulta e elogia ao mesmo tempo. Por exemplo, diz que os 12 annos do governo do Sr. D. João 6.º no Brasil forão de roubo, etc., etc., e firma o direito do Brasil na sua elevação a reino por decreto do mesmo rei. Não sustenta analyse. José Clemente, quando o pronunciou, alterou-o consideravelmente da minuta que havia recebido a approvação de José Bonifacio. Taes alterações constituíão uma falta grave, um erro de officio. José Bonifacio não corrigio o discurso, examinou sómente se elle continha alguma expressão inconveniente, e, como as não achasse na minuta que lhe foi apresentada, o approvou. As alterações com que foi apre-

sentado despertarão as desconfianças, que já existião, da deslealdade de José Clemente. Estas desconfianças não tardarão em se traduzir em factos, que tiverão em seguida bem tristes consequências.

José Bonifacio andava bem informado dos passos que davão os anarchistas da Praça do Commercio á sombra da maçonaria, nada ignorava; porque, seja dito, havia traidores graduados que revelavão tudo, até aquillo mesmo em que aparentemente tomavão parte. José Bonifacio tinha, pois, em sua mão o fio dos segredos dos seus adversarios. Veio a saber que o principe, no seu entusiasmo pela maçonaria, acceitára a condição de assignar tres folhas de papel em branco para ser eleito Grão Mestre. O principe assignou com effeito as tres folhas de papel em branco e as entregou a Léo, José Clemente e Nobrega. Guardou disso segredo, como de tudo o mais que era concernente á sua eleição clandestina de Grão Mestre. Já se vê que o principe estava naquella occasião subjugado pelos homens que lhe estorquião tres assignaturas em branco e pelo ridiculo entusiasmo de ser o Grão-Mestre da Maçonaria Brasileira.

José Bonifacio, sciente de tudo isto, teve com o Imperador uma explicação franca no dia 26 de Outubro e concluiu pedindo a sua demissão. Martim Francisco fez outro tanto. O Imperador hesitou primeiro e acabou por confessar que havia dado tres assignaturas em branco ás pessoas acima indicadas. Reconheceu que erão judiciosas as reflexões de José Bonifacio, que havia errado, commettido grande falta, mas entrava em duvida acerca dos meios de reaver as tres assignaturas em branco que tão inconsideradamente havia prestado. « Não ha senão um meio, respondeu José Bonifacio. Mande V. Magestade chamar a sua presença esses tres individuos e ordene-lhes que entreguem logo as tres assignaturas em branco nas mãos de V. M. Se elles não obedecerem, mande-os recolher á fortaleza da Lage, e manifeste ao paiz as causas deste seu procedimento. Desembaraçado de tão affrontosa tutela, poderá então governar livremente e nomear ministros que bem possam servir ao paiz e a V. M., porque, quanto a mim e a meu irmão, tendo sido encetada a confiança reciproca que existia, já nada podemos fazer. Nós nos retiramos, mas salve V. M. a sua dignidade, a sua dynastia e a integridade do Brasil, compromettidas com taes manejos. »

José Bonifacio deixou o principe sob a dolorosa impressão destas palavras, que, se não são as mesmas que o venerando ancião proferio, dão pelo menos o sentido dellas, e retirou-se declarando que já não era ministro. E para que a sua presença não servisse de motivo para perturbar a ordem publica, visto que a cidade, desde logo que soube que José Bonifacio havia dado a sua demissão, se mostrara alvoroçada, largou a sua casa do Rocío e foi immediatamente habitar uma pequena casa no caminho velho de Botafogo.

O Imperador sahio do lethargo em que jazia e passou de repente para aquelle estado de actividade, que tantas vezes o distinguio em crises perigosas.

No dia seguinte, 27, mandou chamar a S. Christovão a José Clemente, Ledo e Nobrega, os quaes correrão apressurados ao chamado, julgando que era para formarem o novo ministerio. A illusão durou pouco tempo. O Imperador lhes fallou duramente e ordenou a restituição das assignaturas em branco, em falta do que irião dali mesmo para a fortaleza da Lage e a nação seria informada das causas da prisão. Os homens obedecerão e o Imperador os deixou livres para irem elles mesmos buscar as assignaturas em questão. Segundo minha lembrança foi nesse mesmo dia, 27, e em seguida a este acto, que o Imperador, como Grão-Mestre, mandou cessar os trabalhos e fechar as lojas maçonicas.

José Bonifacio não se encontrou mais com o Imperador. Desejava que S. Magestade sahisse honrosamente do embaraço em que se achava, mas não queria voltar ao ministerio. De 26 á noute até 30, ao meio-dia, fui eu o intermediario da correspondencia verbal que houve entre o Imperador e José Bonifacio; posso, portanto, affirmar que a vontade de José Bonifacio era que o Imperador sahisse dignamente do embaraço em que se achava, nomeasse um ministerio de bons brasileiros, e não se deixasse mais illudir fosse por quem fosse. O Imperador, porém, insistia em que José Bonifacio e seu irmão voltassem ao ministerio. O Imperador conhecia bem o character firme de José Bonifacio, mas sabia ao mesmo tempo que o venerando ancião era por extremo sensivel ás demonstrações de affecto popular. Preparou elle mesmo essa demonstração e não lhe custou muito, porque essa era a vontade quasi unanime dos habitantes do Rio de Janeiro.

José Mariano de Azeredo Coutinho tomou a presidencia do senado da camara municipal, e esta corporação em nome do seu municipio pedio por uma representação a reintegração dos dois irmãos, José Bonifacio e Martim Francisco, ao ministerio. José Clemente, quando soube que o senado da camara estava reunido a deliberar sob a presidencia de José Mariano, correu aos paços do Conselho e dahi foi expulso com insultos pelo povo. Se homens bons não se houvessem intromettido teria elle sido naquella occasião victima do furor popular. Ficou quite com algumas pedradas na carruagem e com os apodos de traidor que contra elle vociferava o povo. O conselho de procuradores de provincia, o clero e outros corpos do Estado fizeram iguaes representações. O povo se poz em marcha para o caminho velho de Botafogo, onde se achava José Bonifacio. O movimento era grande. Todas as classes de cidadãos tomarão parte. O Imperador sahiu de S. Christovão erão 4 horas da tarde e veio ao Rocío, onde morava José Bonifacio, e não o achando quasi que foi levado pela multidão para o lado do Cattete. Ao chegar á Gloria encontrou-se com José Bonifacio, que vinha trazido pelo povo. O joven Imperador e o velho ministro ambos se abraçaram e ambos derramaram lagrimas de ternura. Vierão ao Rocío, e do balcão da casa de José Bonifacio, este e o Imperador fallarão ao povo. Dali foi S. Magestade para o theatrão, onde o enthusiasmo publico foi extraordinario.

Dos papeis do tempo se verá a narração exacta deste acontecimento. Em Paris publicou-se em 1827 na typographia de Tenon, Libraire éditeur, rue Hautefeuille n.º 30, uma obra intitulada — *Correspondance de Don Pêdre 1.º, empereur constitutionnel du Brésil, avec le feu roi de Portugal Don Jean 6.º son Père, durant les troubles du Brésil*, traduite sur les lettres originales, précédée de la vie de cet empereur et suivie de pièces justificatives, par Eugène de Monglave.—Nesta obra, apesar de muitas inexactidões e erros grosseiros, achão-se narrações de factos acontecidos dignas de serem consultadas. O autor fez um bom serviço ao Brasil reunindo em um só livro a noticia de muitos acontecimentos e varios documentos de grande importancia. Será sempre consultado, não obstante, como já disse, as suas inexactidões. Sobre o facto a que acima me refiro veja-se de pagina 70 em diante. O autor é pouco explicito nas causas que o determinarão, mas refere com bastante exactidão o que se passou no dia 30 de Outubro de 1822.

O publico ignorava a causa principal que determinou José Bonifacio a dar a sua demissão. Esta causa era as tres assignaturas em branco que o Imperador dera secretamente a Ledo, José Clemente e Nobrega. Este facto insolito constituia igualmente no pensar de José Bonifacio uma falta de confiança da parte do soberano para com os seus ministros. O publico ignorava, digo, a existencia desta causa, que era sabida de bem poucos. Supponho que só José Mariano, Rocha e eu estavamos até então na confidencia. Affectava a honra do Imperador; era por isso um segredo que guardavamos religiosamente. Mas, apesar dessa ignorancia em que se achava o publico, foi elle severo, principalmente contra Ledo, José Clemente e Nobrega. Exigia contra estes tres individuos o mais severo castigo e ameaçava de os punir popularmente, se antes não fossem punidos pela justiça. A vida destes tres homens achava-se em perigo. José Bonifacio entendeu que para calmar a irritação publica conviria mandal-os por algum tempo para fóra do Imperio. Decidiu que fosse para a França. José Clemente e Nobrega forão subtrahidos ao furor publico, presos e mandados para a França. Ledo refugiou-se em casa do consul da Suecia e dahi para uma fazenda da provincia do Rio de Janeiro. O Governo sabia onde elle se achava e contentou-se com isso, porque a sua intenção era evitar o mal e não perseguir a individuos. Eu tambem não ignorava onde elle se achava. Tive em minha mão a carta que Ledo escreveu do seu exilio a meu tio Manoel Frazão de Souza Rondon, para que este implorasse a minha protecção em seu favor. A carta era notavel, porque inculpava a José Clemente como sendo este o autor do plano de que elle era accusado. O padre Januario da Cunha Barbosa foi preso no caminho de Minas e remettido para a fortaleza de S.ª Cruz, de onde seguiu viagem para a França. Contra este padre se levantarão graves accusações. Era elle fraco de character e se achava naquella occasião completamente dominado por Ledo e José Clemente. Encontrarão-se-lhe papeis que provavão que a sua missão a Minas era desorganizadora da monarchia no Brasil.

Lamento que duas cartas que este padre, de quem eu era amigo, me escreveu da Fortaleza de S.<sup>a</sup> Cruz e que eu conservei com o maior cuidado, fossem agora destruidas pelo incendio em uma (caixa), em que se achavão com muitas outras de pessoas notaveis com quem em outrò tempo me corripondi. O padre Januario pedia a minha protecção junto a José Bonifacio e defendia-se das accusações de que era arguido, mas do mesmo tempo historiava os acontecimentos por tal modo que as suas cartas se tornavão instrumentò de accusação contra Ledo, e José Clemente principalmente. Eu fiz o que pude em favor do padre Januario, responsabilisei-me por elle, e não pude evitar o seu exilio temporario. Mostrei as duas cartas a José Bonifacio, mas não consenti que fossem ellas juntas ao auto de devassa que se installou depois. José Bonifacio approvou e louvou o meu procedimento. O coração de José Bonifacio não podia abrigar odio contra ninguem. Quando se vingava era por actos de generosidade.

Outras pessoas forão depois presas em consequencia de uma devassa, da qual foi juiz o desembargador Francisco da França Miranda. A probidade, a rectidão e a intelligencia deste digno magistrado erão taes que afastavão d'elle no conceito publico toda a idéa de parcialidade. Os presos forão entregues ao poder judiciario e o governo não mais se occupou disso. Erão pessoas de pouca importancia, e se uma ou outra de entre ellas figurou depois foi em razão da lei que faz subir as impuridades á superficie em occasião de revolução. Não me recordo bem dos nomes desses individuos, mas parece-me que um delles se chamava Luiz Manoel Alves, homem pobre de espirito e de fortuna e que exercia um emprego subalterno no Erario; um Gouveia, por antonomasia o Boquinha, que fôra escrevente do cartorio do escrivão dos Defuntos e Ausentes e era então serventuario de um officio de escrivão do judicial. Deste individuo ouvi dizer que era forte na chicana do fôro; o coronel ou brigadeiro Domingos Alves Branco, conhecido pelo titulo de *Pai avô* e que tinha banca de rabula em a loja de uma casa da rua da Cadeia onde morava; outro, finalmente, que me ficou na memoria foi João da Rocha Pinto. Este individuo era filho de um negociante do Porto, que antes de o ser tinha sido alfaiate, de nome Thomaz da Rocha Pinto. Emquanto o pai floresceu no Porto tinha o filho uma casa de commercio em Londres. Quebrarão ambos. O pai falleceu e o filho foi para o Rio de Janeiro. Ainda até hoje o Brasil não cessou de ser o amparo dos portuguezes. No Rio de Janeiro Targini, que campava de grato, lembrou-se de certa obrigação que em tempo de sua miseria devera a Thomaz da Rocha Pinto, declarou-se protector do filho necessitado. O poder de Targini era immenso. Creou para o seu afilhado, porque não havia emprego vago para se lhe dar, um officio novo e desnecessario. Felizmente naquellè tempo os ministros não se achavão ainda armados do poder demissorio. João da Rocha Pinto foi nomeado ajudante do administrador da alfandega com um conto e 200 mil reis de ordenado. Tomando posse do seu officio o administrador da

alfandega achou que o homem não servia para nada, e que tinha certo vício que podia ser muito prejudicial á Fazenda Publica se chegasse a exercer a autoridade. Disse-lhe com bom modo que, não tendo nada em que o empregar, fosse para a sua casa, não voltasse á alfandega e continuasse a receber o seu ordenado, que naquelle tempo era avultado. Isto que refiro passou-se por assim dizer debaixo dos meus olhos, porque era meu Pai o administrador da alfandega, que assim despedia o ajudante que lhe davão contra sua vontade.

A Independencia do Brasil respeitou todos os direitos, mal ou bem adquiridos. Não ha exemplo que em nenhum outro paiz acontecesse outro tanto no meio de uma revolução. Mas Martim Francisco, subindo ao Ministerio da Fazenda, não admittia que se comesse em ocio os dinheiros do Estado, e mandou que João da Rocha fosse administrar os trabalhadores que punhão o sello nas fazendas despachadas. Tinha então fallecido o ultimo proprietario do officio de sellador da alfandega, Antonio Nascentes Pinto, cujo rendimento com o crescimento do commercio era já immenso, e Martim Francisco por um decreto extinguiu o officio e incorporou o rendimento delle ás rendas do Estado. Eis pois o ajudante do administrador, officio igualmente extincto por outro decreto, de vara na mão vigiando os pretos no trabalho de pôr o sello e castigando muitas vezes com a fustigação aquelles que se arredavão do seu dever ou procuravão empalmar alguma mercadoria.

Foi nesta *elevada* posição que João da Rocha Pinto se achou envolvido na devassa e preso na ilha das Cobras. O Imperador D. Pedro 1.º, ninguem sabe porque, affeiçãoou-se a este homem, sem merito algum, e fez delle seu valido, seu camarista e estribeiro mór da Imperatriz! Mandou-o a bordo da nau *D. João 6.º* buscar o infante D. Miguel, que se achava então em Vienna d'Austria. O valido cumprio tão mal a missão que não levou o Infante, mas gastou tanto dinheiro que nunca se poudé verificar a quantia, como consta de um documento original que existe em meu poder e do qual abaixo darei o transumpto. João da Rocha já se achava em Paris quando o Imperador abdicou. Na Europa continuou a representar o papel de valido e teve muita influencia na decisão dos negocios, principalmente naquelles que erão relativos a dinheiro, porque nestes era sempre consultado e ouvido pelos agentes executores. Viveu com grande luxo até a morte do Imperador. Cessando depois o rendimento e não cessando nelle o gosto de gastar, achou-se em breve destituído de todos os recursos. A rainha lhe tirou o lugar que tinha na mesa do Estado. Nestes apuros o bom homem suicidou-se asphyxiando-se com fumo de carvão e dando golpes nos pulsos e no pescoço com uma navalha de barba.

Não me lembro de nenhum outro que fosse preso naquella occasião, mas não duvido que houvesse. Todavia creio que, se houve, não foi pessoa de consideração ou nome conhecido. Continuarei a consultar a minha memoria, até ver se ella me assegura na duvida em que me acho.

Recordo-me agora que forão tambem presos Pedro José da Costa Barros,



Joaquim Valerio Tavares e Thomaz José Tinoco. O 1.º era official da brigada da marinha, natural do Ceará, supponho eu, homem inquieto e ambicioso. Servio a todos os partidos: foi exaltado republicano, constitucional e absolutista. Deputado á Constituinte, entrou ao principio no numero dos exaltados, e na occasião da dissolução violenta daquella assembléa já era um dos mais humildes devotos de S. Christovão, para onde levava á tarde os ditos, as palavras particulares e até os pensamentos, muitas vezes inventados por elle, dos deputados da opposição. Foi presidente de provincia, e exerceu o poder despoticamente. Veja-se o que d'elle refere a Historia do Brasil, de Mr. Armitage. Joaquim Valerio Tavares era um portuguez analphabeto, que veio de Portugal aguadeiro do Paço, onde subio a varredor e reposteiro, casou com uma retreta, e teve por isso o habito de Christo e o officio de meirinho do desembargo do Paço ou Conselho da Fazenda. Nos almanacks do tempo se achará em qual dos dois tribunaes. Thomaz José Tinoco era natural do Rio de Janeiro e filho de um mercador, homem sem educação e sem fortuna. Vivia casado com uma meretriz que fôra comica e era conhecida pelo nome de Chica da Paula. Quando foi preso era já official da Secretaria de Estado dos negocios da Justiça, emprego que obteve por intervenção de seus *amigos*, tendo sido essa nomeação muito censurada por causa da incapacidade e da vida do nomeado.

De 30 de Outubro, em que tudo isto se passou, até o 1.º de Dezembro em que se fez a coroação do Imperador, marchou o governo desaffrontado, imprimindo na sua marcha aquelle vigor e aquella actividade que fazem hoje a nossa admiração. Quem é de entre nós que não se admira actualmente de que no espaço de 11 mezes o Brasil resistisse aos iniquos decretos de Portugal, declarasse a sua Independencia, acclamasse e coroasse o seu Imperador!

Vou agora contar duas aneddotas, que são já desconhecidas ou sabidas de mui poucos, as quaes se referem á coroação. José Bonifacio tinha pensado em crear uma ordem militar para perpetuar a memoria da Independencia e premiar o merito. Tinha feito o desenho das insignias e assentado na côr da fita e no titulo da ordem, mas não julgava ainda azada a occasião de a decretar e publicar. O seu intento era de o fazer quando a Independencia se achasse bem consolidada e os portuguezes expulsos da Bahia; porque era então que elle entendia se devia avaliar e pesar o merito de cada um, para ser contemplado nos diversos graus da ordem.

Mas o character impaciente do Imperador não permittio que isso se fizesse com a demora pausada e reflectida que exigia a sua gravidade. Quasi nas vespas da coroação quiz e exigio que a ordem fosse decretada no dia della. José Bonifacio cedeu, como cedia sempre á vontade do Imperador quando não era opposta ou não compromettia os interesses vitaes do Brasil. O Imperador quiz ao mesmo tempo ser coroado trazendo já a ordem do *Cruzeiro*, que este era o seu nome. Concluiu-se a toda pressa o modelo que se estava fazendo e com elle foi o Imperador coroado.

Nas vespas tratou-se de escolher as pessoas que devião ser contempladas. José Bonifacio queria que todas as provincias, tando quanto fosse possível, fossem contempladas na escolha. Fui eu encarregado de apresentar os nomes dos benemeritos das provincias do Norte. O Imperador decidio que José Bonifacio e Martim Francisco fossem contemplados com a Gran-Cruz. Ambos elles resistirão e declararão decididamente que não aceitavão a mercê. O Imperador affligiu-se com a recusa. Lembrou-se então de Antonio Carlos, que já estava na lista com alguns outros deputados do Brasil que bem se havião conduzido nas côrtes de Portugal, para dignitarios, e quiz que fosse este nomeado Gran-Cruz. «Quero, repetio o Imperador, que fique esta distincção em um membro da familia de José Bonifacio.» Este annuo e agradeceu. Todavia o Imperador não podia occultar a sua pena de José Bonifacio não acceitar a Gran Cruz do *Cruzeiro*. Consultou a Antonio Telles da Silva, seu camarista, depois marquez de Rezende, e este foi de parecer que S. M., depois de coroado, tirasse a sua Gran Cruz e a puzesse alli mesmo na igreja e por suas mãos em José Bonifacio, porque deste modo não poderia elle deixar de a acceitar. O Imperador achou excellente o parecer e decidio seguil-o, mas, receiando que o mesmo não parecesse a José Bonifacio, procurou sondal-o e, na vespera, á noute, communicou-lhe o seu projecto. José Bonifacio atinou logo que fôra Antonio Telles o conselheiro, e quasi fôra de si disse ao Imperador que não fizesse tal, porque se o fizesse elle perturbaria o acto da coroação e declararia a S. M. fôra de seu juizo. «E' um paulista que lhe falla, faça agora o que quizer e verá o resultado.» O Imperador nada fez, mas por conselho tambem de Antonio Telles nomeou a José Bonifacio, sem o consultar, seu mordomo-mór. Isto pelo modo que vou contar.

O prazer de José Bonifacio por occasião da coroação do Imperador não podia ser maior. Estava como um homem que tinha alcançado aquillo para o que toda a sua vida havia trabalhado. A exaltação, o enthusiasmo de José Bonifacio erão patentes. Jantava-se no Paço. O Imperador compareceu no meio do jantar á mesa de Estado e disse que ia fazer uma saude, que era á saude do Sr. José Bonifacio, a quem ia fazer um pedido e esperava que lhe não faltasse. José Bonifacio, no excesso da alegria em que se achava, poz a mão direita no hombro do Imperador e disse: «Peça V. M. o que quizer, hoje não lhe recuso nada, faço a sua vontade em tudo e por tudo.» Então o Imperador bebeu á saude do Sr. José Bonifacio seu mordomo-mór. Esta saude foi vivamente applaudida por todos os assistentes e José Bonifacio respondeu a ella com estas unicas palavras: «Sim Sr., sou mordomo-mór; sou tudo que V. M. quizer que eu seja.»

Á noute-fomos para o theatro; José Bonifacio nem disse mais se lembrou, mas no dia seguinte achou que o Imperador fizera mal de o surprender em um momento de alegria para lhe extorquir um sim, que aliás jamais lhe daria. Houve entre elle e o Imperador uma scena a este respeito, que

esteve a ponto de terminar pela saída de José Bonifácio do ministerio. Concluiu-se porém amigavelmente, recahindo as culpas em Antonio Telles, que havia sido o conselheiro. Este, redigindo a carta imperial, introduziu uma phrase que, posto que lisonjeira a José Bonifácio, não se accommodava com os principios, nem com a fidelidade do venerando ancião. A phrase era «que acceitára, não sem grande repugnancia.» José Bonifácio quiz que se riscasse esta phrase como deshonrosa ao Imperador; mas o tempo passou, tudo se accommodou, nunca se fez outra Carta Imperial e aquella permaneceu com a phrase indecorosa como estava! José Bonifácio servio de mordomo-mór até a saída do ministerio. Depois disso continuou a sel-o sem comparecer no Paço, até a sua deportação. Muito tempo se passou sem se lhe dar um successor, até que por fim foi nomeado o conde de Palma, mas nunca se publicou nem se communicou a José Bonifácio que elle se achasse demittido daquelle officio.

O decreto pelo qual o Imperador creou a ordem do *Cruzeiro* resentio-se da precipitação com que foi feito. José Bonifácio havia meditado tudo, menos o regulamento da ordem, a respeito do qual nem as bases estavam ainda assentadas, faltava o tempo para fazer tudo isto, estava na vespera da coroação e o Imperador queria, como acima fica dito, que no dia della fosse publicada a criação da ordem e os despachos. Nestes apuros José Bonifácio entendeu que sahiria delles publicando o decreto da criação, com declaração de que o regulamento se faria por outro decreto. Se estas não são as textuaes palavras do decreto, como é de presumir não sejam, explicação pelo menos o sentido dellas.

Na redacção do decreto servio-se José Bonifácio de uma phrase que acarretou sobre si as mais severas censuras dos politicos improvisados. Disse que o Imperador, «a exemplo de seus gloriosos antepassados,» etc. E a saltar sobre elle todo esse enxame de vadios que pretendião ver no *exemplo dos gloriosos antepassados* o despotismo atrozmente encarnado! O Imperador não tem antepassados, dizião, escrevião e publicavão pela imprensa os coripheus do liberalismo.

A maxima parte dos erros de José Bonifácio que a opposição combatia erão desta força! Parece hoje impossivel que tal se fizesse, e todavia foi por ahi que a opposição conseguiu levantar alguma suspeita sobre as intenções de José Bonifácio. Não admira, porque naquelle tempo, entre nós, bem poucas erão as noções que havia acerca do governo representativo, e essas poucas quasi que erão exclusivamente importadas de Portugal. A ignorancia destes principios, mesmo entre a gente illustrada de Portugal, era tal que nas Côrtes Constituintes de Lisboa discutio-se mui *seriamente*, e a discussão durou alguns dias, se os ministros de Estado poderião sentar-se em presença dos representantes da nação! Depois de longos debates decidirão, talvez por piedade, que os pobres ministros, em presença dos deputados, tivessem assento em mocho raso!

Muito se tem dito, fallado e escripto acerca dos redactores do *Tamoyo*, e nada se tem dito, fallado e escripto que verdade seja. As paixões, as inimizades, e tambem a inveja, muito têm contribuido para isso. As causas que determinarão a publicação do *Tamoyo* são bem sabidas. O *Tamoyo* foi o primeiro alerta do perigo que corria a Independencia. A dissolução pela força armada da Assembléa Constituinte, o tratado pelo qual o Brasil comprou a Portugal a sua Independencia, quando elle já a havia conquistado com as armas na mão, ficando o rei de Portugal com o titulo vitalicio de Imperador do Brasil, e sendo elle quem dava a Independencia pelo preço ajustado, os factos subsequentes, e até o deploravel 7 de Abril de 1831, ahí estão clamando que o *Tamoyo* tinha razão e que se tramava contra a Independencia do Brasil.

Passada a coroação, começou o Imperador a soffrer desta molestia que é o flagello dos homens politicos protegidos pela fortuna e que acaba por dar cabo delles. Á proporção que a molestia crescia, o Imperador se persuadia que era elle o autor de tudo o que se tinha feito. Persuadia-se que era um homem de genio, a quem os acontecimentos se curvavão, porque erão produção sua. Chegou a ponto de dizer, por occasião da sahida de José Bonifacio do ministerio : — Que o velho se vá com Deus, que eu já lhe tirei tudo o que elle sabia.

Inchado com taes idéas, vendo que o Brasil todo lhe obedecia e, como por encanto, tinha a sua voz feito mudar todas as condições sociaes da vida dos brasileiros, começou a pensar que era já tempo de tratar do seu engrandecimento pessoal. O Brasil já era seu, porque se lhe dera pelo influxo de seu genio voluntariamente. De Portugal era o herdeiro presumptivo e mais cedo ou mais tarde essa herança se effectuaria. Dispôr pois as cousas para que se effectuassem sem o menor abalo, era o de que já se tratava.

O Imperador achava-se rodeado de portuguezes que o nutrião nestas idéas. O serviço do Paço era feito por portuguezes. Os brasileiros que entrão no dia da coroação para esse serviço, nenhuma influencia tinhão. Estavão ali como estranhos ; fazião a sua semana e retiravão-se aos sabbados sem nada saberem do interior do Paço. Os mais intimos do Imperador erão : Francisco Gomes da Silva (o Chalaça), João Carlota e Placido. Este era um barbeiro, que o foi de José Egydio Alvares, o outro tinha sido moço de carregar as caixas da cosinha e o primeiro mau official de ourives. Todos tres portuguezes. José Bonifacio olhava com receio para este estado do Paço, em attenção sobretudo ao character voluvel do Imperador, e nunca lhe pôde pôr remedio, porque S. M. a isso se oppunha pela razão de que era negocio seu particular o governar a sua casa como bem entendesse. Os militares que mais privavão erão todos portuguezes e o Imperador se hia já affeiçãoando aos brasileiros, que pouco ou nada se importavão com a Independencia, áquelles brasileiros que mais campavão de realistas e amigos de Portugal. José Bonifacio ia vendo

e observando estas tendencias, porque ninguem melhor do que elle, que se achava perto do Imperador, as podia ver e observar com melhor acerto.

Por outro lado, o Imperador mandára vir de S. Paulo uma mulher que elle lá havia conhecido, depois de ser ella já conhecida de um criado particular seu, e se ia apaixonando por ella tão vivamente que deixava já entrever os escandalos de que esta mulher foi depois a causa no Paço e na Côrte. José Bonifacio não poudes desviar o Imperador, por mais esforços que fizesse, desta indecente e indecorosa ligação. A desapprovação de José Bonifacio foi motivo della se ver logo rodeada e lisongeada por aquelles que pretendião supplantar o velho ministro. — O Imperador cahio do cavallo em fins de Junho de 1823 e na quéda quebrou duas costellas e machucou uma coxa tão fortemente que se formou ali um abcesso. Retido no leito, essa mulher foi então admittida com inaudito escandalo no seu quarto e começou desde logo a imperar. O estado de fraqueza em que o Imperador se achava tambem contribuiu para esse funesto resultado.

Disse que o Imperador tinha cahido do cavallo, quebrado duas costellas, etc. Conformei-me com a versão official e popular daquelle tempo. Passarei adiante sobre esta particularidade, porque de nada serve agora averiguar de que procedeu a desgraça que ainda hoje devemos lamentar. O que posso dizer é que o primeiro boletim que se publicou daquelle funesto acontecimento foi escripto por mim e dictado por José Bonifacio. Os medicos o assignarão e servio elle de norma e ponto de partida para os outros que se seguirão.

O desgosto de José Bonifacio crescia de dia em dia. Já não confiava no Imperador. Tinha razão de suspeitar que se tramava contra a Independencia e que a união estava na mente do principe. A conducta deste com a tal mulher de S. Paulo era um escandalo que o velho não podia tolerar. Logo que a confiança falta, todas as suspeitas tomão o character da verdade. As cousas estavam neste ponto, quando o Imperador, ainda na cama, por empenhos da Domitilia, que assim se chamava a tal mulher, fallou a José Bonifacio para conceder amnistia aos réos politicos de S. Paulo e Rio de Janeiro. José Bonifacio respondeu: «Hontem eu já esperei que V. M. me fallasse nisso. Estou informado que é empenho da Domitilia e que essa mulher recebe para isso uma somma de dinheiro.» O Imperador desviou esta tremenda accusação, fazendo ver que os homens erão innocentes; José Bonifacio replicou que os innocentes não querião amnistias; que os culpados precisavão dellas, mas que nas circumstancias actuaes a conveniencia e a politica aconselhavão que o perdão fosse dado depois do julgamento. Que o governo estava em presença de uma Assembléa Constituinte, que podia querer tomar contas do exercicio de um poder que não se achava ainda bem definido. Demais, que era sabido que se depositara dinheiro para se alcançar a amnistia e que elle José Bonifacio jamais daria seu nome para comparecer em negocio tão vergonhoso. O Imperador encolerisou-se a ponto de erguer-se da cama e quebrar o apparelho que lhe continha as costellas. A Domitilia

estava no quarto proximo, José Bonifacio pediu ali mesmo a sua demissão, dizendo que desde aquelle instante já se não considerava ministro. Foi isto no dia 15 de Julho de 1823.

No dia seguinte apresentou-se Martim Francisco dando a sua demissão. O Imperador pediu que não sabbisse do ministerio, porque não havia para isso motivo: «A sahida de seu irmão não é uma razão para que o Sr. saia tambem». O Imperador estava então muito pacifico, não parecia o mesmo da vespera. Martim replicou que tinha os mesmos motivos que tinha seu irmão para sahir do ministerio, a falta de confiança em S. M. O Imperador pediu então que Martim lhe indicasse o individuo que julgava capaz para lhe succeder no ministerio da Fazenda. Martim recusou-se. D. Maria Flora, irmã dos Andradas, que era camareira-mór, retirou-se do Paço na tarde desse mesmo dia, enviando a sua demissão por escripto a S. Magestade. No dia seguinte, 17, apparecerão os decretos de demissão.

José Bonifacio foi substituido por José Joaquim Carneiro de Campos e Martim Francisco por Manoel Jacintho Nogueira da Gama, ambos instrumentos da realza e affectos á união.

Devo dizer que Carneiro de Campos, sendo chamado ao Paço para substituir a José Bonifacio, disse ao Imperador que não aceitava o lugar enquanto não tivesse uma entrevista com o mesmo José Bonifacio, para o que pedia licença a S. Magestade. Carneiro foi immediatamente procurar a José Bonifacio e com a maior franqueza lhe disse o que havia a respeito e que não acceptaria o lugar se José Bonifacio não approvasse e lhe negasse o seu apoio; que estava prompto a ser ministro para continuar com a politica de José Bonifacio e receber delle as instrucções e não de outra forma. E' de presumir que esta delicadeza de Carneiro de Campos agradasse a José Bonifacio. Disse-lhe que approvava a escolha do Imperador, mas que estava cansado e não podia occupar-se mais de negocios publicos; que acceptasse o lugar, que elle faria o que pudesse em seu favor e que no emtanto recommendava o Moitinho, official que fôra de seu gabinete, que era intelligente e estava ao corrente dos negocios exteriores. Carneiro de Campos concluiu dizendo que ia relatar ao Imperador toda aquella conversa e acceptar a nomeação de ministro.

As pessoas da maior confidencia de José Bonifacio erão o desembargador Francisco da França Miranda e eu. A estes abria elle o seu peito sem a menor reserva. Já em fins de Março ou 1.º de Abril de 1823 se queixava José Bonifacio da tibieza do Imperador a respeito dos negocios da Bahia, pondo obstaculos á amplitude das instrucções que José Bonifacio dava a Lord Cochrane para fazer guerra a Portugal. O Imperador queria expulsar os soldados portuguezes da Bahia e de todo o Brasil, mas não queria mais do que isto, enquanto que José Bonifacio estendia as suas vistas a tirar a Portugal todos os meios de poder este hostilizar ao Brasil. Neste ponto a discussão

entre o Imperador e José Bonifacio foi violenta e acabou por o Imperador ceder á vontade do ministro.

A Assembléa Constituinte abriu-se em 3 de Maio. José Bonifacio, apesar das suspeitas que já nutria, não declinou da sua opinião de que a constituição que a assembléa fizesse não podia obrigar senão depois de acceita pela nação e pelo Imperador. O Brasil havia declarado a sua independencia, declarado tambem a sua vontade de querer existir constituído em monarchia representativa e proclamado para seu Imperador o Sr. D. Pedro 1.º

Havia igualmente nomeado deputados para organisarem o pacto social, mas nem ao Brasil, nem ao Imperador, nem a qualquer outro brasileiro impunha a obrigação de aceitar e obedecer a esse pacto se as suas condições lhe não conviessem. Em Portugal se havia commettido o absurdo de jurar obediencia á Constituição tal qual as Côrtes da nação a fizessem. No Brasil o partido de Ledo e José Clemente, que pretendia angariar e manietar ao mesmo tempo o Imperador, quiz fazer outro tanto, mas, sendo combatido por José Bonifacio, resolveu-se pelo modo que já se sabe, em 30 de Outubro de 1822.

Em 20 de Junho de 1823 o deputado por Pernambuco Moniz Tavares • propoz na Assembléa Constituinte que o governo fosse autorizado a expulsar do Brasil os portuguezes que fossem hostis á causa da Independencia. Antonio Carlos apoiou esta proposta, houve sobre ella uma discussão, e não passou adiante. E' o que a minha memoria ainda conserva, mas nos papeis do tempo e na respectiva acta da Assembléa se achará este episodio tal qual aconteceu. Agora direi que nem Moniz Tavares, nem Antonio Carlos, nem ninguem mais, que estivesse de intelligencia com o governo, queria que semelhante proposta fosse convertida em lei. Foi feita pura e simplesmente para sondar a opinião publica e sobretudo para ver o effeito que ella causava no animo do Imperador. O ministerio reconheceu então que estava em um terreno falso e que as suas suspeitas se convertião em factos todas as vezes que as punha em prova. Os portuguezes erguerão a cabeça e o apoio do Imperador ficou então sendo patente.

Seguiu-se, como já fica dito, a sahida de José Bonifacio e de Martim Francisco do ministerio em 17 de Julho. Da Assembléa Constituinte, visto a sua composição, nada se podia esperar. Á excepção de meia duzia, era composta de moços inexperientes ou de velhos ambiciosos que não tinham fé naquillo mesmo que estavam fazendo. Para estes a Independencia e a liberdade, comtanto que houvesse um soberano que distribuisse graças e mercês, erão cousas indifferentes. Mas para aquelles a Independencia e a liberdade erão cousas sacrosantas, que elles querião, mas que não sabião atinar com os meios de as obter. Falladores insupportaveis, que fallavão a torto e a direito sem saberem o que dizião, mas que se julgavão capacissimos para constituirem uma nação e administrarem um Estado.

Foi nesta conjunctura, em que a Independencia se achava ameaçada e sem defensores officiaes, que o desembargador Francisco da França Miranda e eu, depois da sahida de José Bonifacio e Martim Francisco do ministerio, emprendemos a publicação de um periodico afim de esclarecer o povo e defender a Independencia, tão gravemente ameaçada.

Esta tarefa nos pertencia de direito. O desembargador França Miranda tinha sido redactor do famoso papel — *O Despertador Brasileiro* — que deu o 1º alerta para a Independencia no Rio de Janeiro, e eu, que era então um moço ardente, não ambicionando senão a Independencia de minha patria e que já me achava na vanguarda dos seus primeiros soldados, combinámos e concertámos a politica que devíamos seguir na redacção do periodico; decidimos que fosse intitulado *O Tamoyo*, redigimos o 1º numero, e depois de impresso, mas antes de ser publicado, é que fomos mostral-o a José Bonifacio e pedir a sua approvação. José Bonifacio fez ao principio algumas ponderações contra o nosso projecto, mas cedeu enfim, exigindo sómente que mudassemos a epigraphe para que della se não pudesse tirar allusões pessoaes. Tínhamos adoptado a seguinte epigraphe — *Pour qu'on vous obéisse, obéissez aux lois* — Cedemos á vontade de José Bonifacio e adoptámos a outra, que ficou prevalecendo desde o 1º até o ultimo numero que se publicou deste periodico:

*Tu vois de ces tyrans la fureur despotique,*

*Ils pensent que pour eux le ciel fit l'Amérique.*

Foi necessario destruir a edição inteira do 1º numero e fazer outra com esta 2ª epigraphe. Poucas folhas se distribuirão com a primeira.

Até aqui Martim Francisco e Antonio Carlos erão completamente extranhos ao *Tamoyo*, pela unica razão de não ter havido tempo para os prevenir e consultar. Da nossa decisão, de França Miranda e minha, de redigirmos um periodico, á execução della o espaço foi muito curto. Antonio Carlos e Martim Francisco approvarão e prometterão a sua collaboração, mas muito pouco escreverão para o *Tamoyo*. Martim Francisco, segundo minha lembrança, só dois artigos fez e Antonio Carlos com pouco mais contribuiu. José Bonifacio fez tambem dois ou tres artigos, mas não os redigio elle mesmo, era conversando sobre as questões vertentes que França Miranda ou eu apanhávamos as idéas e ali mesmo José Bonifacio corrigia os artigos que assim havíamos França Miranda ou eu organizado. Se a minha memoria não me falha nesta occasião, indico como sendo de José Bonifacio, mas escripto pela forma acima referida, com aquelles accrescentamentos que Francisco Miranda ou eu julgávamos a proposito fazer, o artigo do *Tamoyo* nº 5. Não o tenho presente, nem sequer possuiu uma colleccão desse periodico. que tanto influio nas cousas de nossa terra, aliás diria isto com certeza. A minha vida, desde a dissolução da Assembléa Constituinte até hoje, que me acho em Paris cego, esquecido dos meus e até de quem, por dever de officio, se devia lembrar, tem sido uma continuada peregrinação, na qual



me não foi dado conservar nem os meus papéis, que todos forão victimas do roubo, dos bichos e ultimamente de um desastroso incendio.

Passado algum tempo, que a minha memoria não pode agora precisar, unio-se a nós na redacção do *Tamoyo* Antonio José de Paiva Guedes, que acabava de ser redactor do *Diario do Governo*. Fomos pois nós tres, França Miranda e eu, os fundadores do *Tamoyo* e Antonio José de Paiva Guedes o redactor, que se nos ajuntou depois. Ninguem mais, á excepção do pouco que para elle contribuião os Andradas, teve parte na redacção do referido periodico desde o principio até o fim de sua publicação.

Haviamos convencionado que no caso de ser o jornal chamado á juizo por abuso de liberdade de imprensa, o autor do artigo incriminado não declinaria a responsabilidade, antes se apresentaria para defender-se em juizo. Exceptuamos desta regra a José Bonifacio, não porque elle recusasse responder pelos seus actos, mas em razão de não serem seus artigos redigidos, no rigor da palavra, por elle mesmo. Na minha defeza, que mandei de Paris em... para se ajuntar aos autos da informe devassa a que se procedeu por occasião da dissolução da Assembléa Constituinte, e na qual fui pronunciado á prisão e livramento, declarei isso mesmo dizendo que, se havia abuso de liberdade de imprensa na redacção do *Tamoyo*, estavamos promptos, eu e os Andradas, cada um a responder pelas suas obras perante o tribunal competente. Uma casualidade fez cahir em minhas mãos uma copia de minha lettra da mencionada defeza, que ajuntarei a estas notas.

O que fica exposto é a historia veridica do *Tamoyo*. Quem a ler julgará do animo daquelles que até hoje a tem vertido diversamente. As paixões politicas e a inveja são talvez a causa deste desatino.

Não direi as diligencias que fez o Poder para mudar a linguagem do *Tamoyo* ou ao menos para fazer cessar a sua publicação, porque não vem isso ao caso e eu dicto notas para a historia e não faço a minha apologia. Todas as diligencias, todas as offertas, todas as visitas do ministro José Joaquim Carneiro de Campos e de outras pessoas graduadas da minha amizade forão baldadas, nada poudo demover-me do meu firme proposito de sacrificar-me, se tanto fosse preciso, pela Independencia e pela Liberdade da minha Patria. Se me disserem agora que nem a Liberdade nem a Independencia estavam em perigo; se me disserem que as nossas previsões erão então erradas e que não havia a menor intenção de reunir outra vez o Brasil a Portugal, responderei que taes erão as minhas convicções, que nunca soube transigir com ellas, e por fim appellarei para os factos que vierão depois dar por verdadeiras essas convicções. E sereis vós, srs. de 7 de Abril, quem as accusareis de erradas?

Completemos esta confidencia acerca dos redactores do *Tamoyo*. A entrada de Paiva Guedes não foi uma necessidade, foi uma conveniencia. Não havia necessidade de reforçar a redacção; era conveniente proteger o opprimido. Eu me explico. Paiva Guedes, sendo redactor do *Diario do Governo* escreveu um

artigo no qual o Poder pretendeu ver um elogio a José Bonifácio. Uma palavra honrosa a José Bonifácio no *Diário do Governo*? Paiva Guedes foi immediatamente demittido da redacção da folha official! Este moço, pai de família e pobre, ficou de um dia para o outro sem pão para dar a seus filhos! Mas a falta era grave, o crime honrendo, disse que José Bonifácio tinha bem servido ao seu paiz! Em taes circumstancias assignei a Paiva Guedes uma pensão de 60 mil réis mensaes, pagos pelo rendimento do *Tamoyo*, e para não vexar o homem a quem eu queria obsequiar e de cuja sorte me compadecia, declarei que elle tomaria parte na redacção e que a dita pensão seria um ordenado de seu trabalho. Encarreguei a Paiva Guedes de fazer a resenha dos jornaes, que o *Tamoyo* publicava, segundo minha lembrança, aos sabbados. Nunca o encarreguei da redacção de artigos politicos, nem nenhuma outra cousa escreveu elle para o *Tamoyo*. Nem as mesmas resenhas forão todas escriptas por elle; mas era nesta parte da folha em que elle trabalhou. Depois da dissolução da Constituinte a sorte de Paiva Guedes mudou consideravelmente e veio a acabar seus dias ainda moço, mas já conselheiro e official maior da secretaria de Estado dos Negocios do Imperio. José Joaquim Carneiro de Campos, que o havia demittido de redactor do *Diário do Governo*, muito o estimou depois e o teve como official do seu gabinete enquanto foi ministro de Estado.

Os novos ministros que entrarão em 17 de Julho de 1823 satisfizerão logo a vontade do Imperador amnistiando os réos politicos de S. Paulo e do Rio de Janeiro. O *Tamoyo* não combateu este acto do ministerio, mas foi inexoravel combatendo o outro, pelo qual o mesmo ministerio mandou vir da Bahia os soldados portuguezes prisioneiros de guerra para assentarem praça nos regimentos do Rio de Janeiro. O Brasil estava em guerra com Portugal, e o governo brasileiro queria armar e entregar a defeza da Independencia aos soldados portuguezes prisioneiros de guerra que acabavão de combater contra essa mesma Independencia! As provas estavam tiradas, e mediana reflexão bastava para prever a que fim se dirigia essa medida dos novos ministros.

Parece-me que foi em 27 de Maio que se dissolverão as côrtes geraes em Portugal, e que o rei D. João 6.º, segundo a phrase do tempo, reassumiu os seus inauferiveis direitos. Desde logo tratou o novo governo portuguez de conciliar-se com o Brasil. Entendia que, tendo desaparecido a causa da separação, que era o governo representativo, não havia já motivo que impedisse a união. O conde de Suberra, ministro assistente ao despacho e muito influente, estava capacitado que, com algumas concessões que fizesse ao Brasil, facilmente aplanaria as difficuldades creadas pelo tempo e pelas circumstancias. Acreditava que o Imperador se prestaria a tudo que tivesse por fim a grandeza de sua casa, da qual era o primogenito e herdeiro presumptivo.

O que acabo de expôr não é uma supposição, é uma realidade. Taes erão as crenças politicas do conde de Suberra, que me forão communicadas por Manoel José Maria da Costa e Sá, official maior da secretaria de Estado dos

Negócios da Marinha, confidente do conde de Subsera e redactor das ordens e instrucções com que passarão ao Rio de Janeiro o conde de Rio Maior e Francisco José Vieira, afim de tratarem da união.

El-rei D. João 6.<sup>o</sup> declarou positivamente que não havia sacrificio que lhe fosse custoso para evitar a separação do Brasil, durante a sua vida ao menos. «Depois de minha morte, que não está longe, fação o que quizerem, mas deixem-me morrer sem levar o cotação traspassado de dôr pela separação em minha vida!» O rei previa que se aproximava a sua morte, e infelizmente não se enganou.

Decidiu-se mandar um official general á Bahia com ordem ao Madeira para suspender as hostilidades, e uma commissão ao Rio de Janeiro para tratar da união. Para ir á Bahia foi escolhido o marechal de campo Luiz Paulino da França, e para a commissão do Rio de Janeiro o conde de Rio Maior e o desembargador Francisco José Vieira. Luiz Paulino era natural da Bahia, e nas côrtes de Lisboa, onde era deputado, muito opposto se havia mostrado á Independencia do Brasil, o que muitos desgostos lhe havia já custado, sendo um delles a bofetada que lhe deu o seu collega Barata, que o fez rolar pelas escadas do convento das Necessidades. Os dous membros da commissão erão ambos natúraes de Portugal; havião já estado no Brasil e erão pessoalmente conhecidos do Imperador. O conde de Rio Maior tinha sido camarista do Imperador quando Príncipe Real, e suppunha elle mesmo gosar da confiança de seu antigo amo. Francisco José Vieira tinha sido desembargador da Casa da Supplicação do Rio de Janeiro, no exercicio de cujo emprego gosou a boa reputação de honrado e justiceiro, e foi depois ministro e secretario de Estado dos Negócios do Reino e Estrangeiros do Príncipe Regente. Foi successor de Pedro Álvares Diniz e predecessor de José Bonifacio de Andrada neste ministério. O Imperador reconhecia a sua probidade e o distinguiu com a sua estima, e José Bonifacio muito insistiu para que não voltasse a Portugal e ficasse no Brasil. Vieira não annuiu a esta repetida insistencia pela única razão do posto que occupava. Se não fôra ministro, dizia elle, de certo que cá ficava. A escolha pois das tres pessoas para tão ardua commissão parecia acertada.

Antes de passar adiante contarei uma anecdota, que não deixa de vir a proposito. O Príncipe Regente consultou o ministerio sobre se devia ou não annuir ao pedido do Rio de Janeiro para ficar no Brasil. Tratava-se então do pedido de 9 de Janeiro de 1822. O ministerio votou unanimemente que o Príncipe devia voltar para Portugal, porque essas erão as ordens do rei e a vontade do *Sobrano Congresso*. Levantada a sessão, Francisco José Vieira pediu ao príncipe de o ouvir em particular, e assim achando-se, disse a S. Alteza: «Senhor, V. A. Real já ouviu o meu voto como ministro, agora quero dizer-lhe a minha opinião como simples particular.— Não vá, fique, que é o que convem a todos.»— O Imperador usou depois desta distincção de voto e opinião para metter a ridiculo, que escreveu e publicou no periodico *Espelho*,

o seu antigo ministerio, do qual um membro fazia distincção metaphysica entre voto e opinião.

Como já disse, as instrucções com que passou ao Rio de Janeiro a referida commissão forão redigidas por Manoel José Maria da Costa e Sá. Eu as trouxe de Lisboa nas minutas originaes, com pequenas ampliações, da lettra do conde de Suberra. Erão tres: Instrucções Geraes, Secretas, e Secretas Subsidiarias. Estes importantes papeis desaparecerão no lamentavel incendio de Agosto de 1860 no Rio de Janeiro. Luiz Paulino, que partiu antes da commissão, devia ir primeiro á Bahia suspender as hostilidades e vir depois reunir-se no Rio de Janeiro aos membros da commissão. A estes era muito recommendado pelas Instrucções Secretas Subsidiarias de ter estas e as Instrucções Secretas no maior segredo e só das Geraes dar conhecimento a Luiz Paulino.

Os dois membros da commissão, que forão ambos nomeados por cartas regias, pedirão algumas explicações e, entre ellas, que tratamento deverião dar ao Imperador no caso de os seus ministros não quererem negociar sem que esse tratamento fosse de Magestade Imperial. O conde de Suberra respondeu que neste caso não hesitassem em dar o dito tratamento, declarando porém que o fazião para se conformarem com os usos que achavão em pratica no paiz, sem todavia tirar consequencia para ulteriores argumentos.

O conde de Suberra dirigiu-se a Antonio Carlos, escrevendo uma carta muito amigavel, em que lhe pedia empregasse toda a sua influencia para o fim de restabelecer a união. Cartas no mesmo sentido escreveu o mesmo conde e algumas outras pessoas da cõrte portugueza, a seus amigos e conhecidos do Rio de Janeiro. Todos se calarão. Só Antonio Carlos deu conta ao paiz deste importante acontecimento, publicando no *Tamoyo* a sua resposta e a carta do conde de Suberra.

O *Tamoyo* redobrou então de actividade na defeza da Independencia, tão gravemente ameaçada. As suas folhas ainda existem e nellas podemos hoje admirar o zelo e o denodo com que combatia. O *Tamoyo* fez murchar muitas esperanças.

Em 7 de Setembro de 1823 chegou Luiz Paulino ao Rio de Janeiro, tendo já passado pela Bahia, onde achou tremulando em seus fortes a bandeira brasileira. Madeira e toda a tropa portugueza já tinham sido expulsos. Alguns dias depois chegou a commissão do conde de Rio Maior e Francisco José Vieira a bordo de uma corveta portugueza. A fortaleza de Santa Cruz a fez fundear debaixo de suas baterias. O governo não consentiu que os commissarios desembarcassem, nem quiz entabolar com elles negociação alguma, sem que previamente declarassem que estavam autorizados para reconhecerem a Independencia do Brasil. O Imperador recusou receber as cartas de seu Pai, de que era portador o conde de Rio Maior. Luiz Paulino, em razão de se achar enfermo, obteve permissão para desembarcar de bordo do brigue em que veio para a

casa de seu cunhado o desembargador Antonio Garcez Pinto de Madureira, onde esteve com sentinella á vista até regressar, em cuja viagem morreu no caminho para Portugal.

Os commissarios conde de Rio Maior e Francisco José Vieira corresponderão-se com José Joaquim Carneiro de Campos, ministro de Estado dos Negocios do Imperio e Estrangeiros, mas, como não vinhão autorisados para reconhecerem a Independencia, não lhes foi permittido incetar a negociação de que erão encarregados. Regressarão a Lisboa a bordo de um navio mercantil, segundo minha lembrança.

A corveta foi retida e considerada boa prêza, em razão de ter tentado entrar a barra do Rio de Janeiro com bandeira portugueza, achando-se o Brasil em guerra com Portugal. Os commissarios portuguezes acharão-se, durante a curta estada que fizerão nas aguas do Rio de Janeiro, na maior penuria, faltandô-lhes o dinheiro necessario para pagar e sustentar a tripolação da corveta, e até para supprirem as suas necessidades. Tal era a confiança com que vinhão e a certeza que tinha quem os mandou do feliz resultado da empreza que nem estes nem aquelles se proverão previamente dos meios necessarios. Recorrerão a pequenos empréstimos e a pequenos donativos, que não chegarão para nada. Nesta mesma situação se achou o commandante da corveta Pegado desde a partida dos commissarios até a entrega da corveta em virtude da sentença que a condemnou boa prêza.

Em Lisboa pude reunir todos os papeis concernentes a esta tentativa politica, desde a nomeação dos commissarios até o relatorio pelo qual, á sua chegada a Lisboa, derão conta da mallograda negociação. A maior parte destes papeis ou erão originaes ou impressos. Reuni igualmente a correspondencia de Pegado, depois da partida da commissão até a condemnação da corveta, com o seu governo.

Todos esses importantissimos papeis forão consumidos no incendio de que já acima fallei, segundo me informa o meu amigo Dr. Mello Moraes. A correspondencia de José Joaquim Carneiro de Campos e da commissão foi toda impressa no *Diario do Governo* do Rio de Janeiro, bem como no *Diario do Governo* de Lisboa.

José Joaquim Carneiro de Campos achou-se em uma posição bem delicada, e não se sahiu mal della, porque teve a prudencia de procurar o conselho de José Bonifacio para lhe servir de norma. José Bonifacio fallou com a energia que todos lhe conhecerão, declarando que o mais pequeno vislumbre de tentativa de união seria o signal de uma conflagração em todo o Brasil. Aconselhou a linha de conducta que o ministro devia ter, e quanto á redacção da correspondencia, aconselhou outrosim que a confiasse a Luiz Moutinho Alvares de Lima, que era official de gabinete do ministro e já o tinha sido do ministerio de José Bonifacio. Até aqui muito bem, mas como em todas as cousas, por mais importantes que sejam, ha sempre um lado para fazer rir, esta

não escapou da sorte commum. Moutinho redigia a correspondencia e José Bonifacio a corrigia, mas como José Joaquim Carneiro não estivesse neste segredo, e a vaidade ministerial não lhe permittisse assignar sem correcção o trabalho de seu official, fazia tambem as suas emendas, e taes forão que dahi resultou a imperfeição da obra, como facilmente podemos verificar.

Dissê acima que algumas pessoas além de Antonio Carlos haviam igualmente recebido cartas de Lisboa em favor da união. Esta asserção já não soffre a menor contestação, porque se acha hoje sufficientemente por mim verificada. Durante a minha estada de 16 annos em Lisboa, indaguei tudo o que era relativo ao Brasil, e as relações intimas que contratei com Manoel José Maria da Costa e Sá, que foi por assim dizer o conselheiro e director do conde de Subsera em todos os negocios a cargo deste ministro, me puzerão nas circumstancias de nada ignorar do que então se passou. Tudo se tentou para aliciar as pessoas que se julgavão capazes de serem uteis á causa da união. Pelo paço foi encarregado o cirurgião Aguiar de insinuar aos seus amigos do Rio de Janeiro que essa era a vontade do rei e que S. Magestade estava disposto a premiar largamente os executores della. Aguiar era filho do Rio de Janeiro (creio que se chamava Theodoro). Durante a estada da cõrte portugueza no Brasil viveu sempre no paço e conservou intima amizade com Antonio de Araujo (conde da Barca) e José Egydio Alvares de Almeida (barão, visconde e marquez de S.<sup>o</sup> Amaro). Depois da Independencia foi ainda ao Rio de Janeiro, isto é, depois da dissolução da Assembléa Constituinte, parece-me que com character diplomatico reservado ou secreto. Regressando a Lisboa foi accusado pela voz publica de ter propinado veneno ao infeliz rei D. João 6. Não assevero que assim fosse; o crime é horrivel para que se acredite, sem solidos fundamentos, mas confesso que conservo a esse respeito motivos de desconfiança, não pelo que ouvi da voz publica, mas pelo que me disserão duas altas personagens de grande conceito, moralidade e virtude. Não accusarão directamente, mas disserão-me bastante para deixarem no meu animo uma grave impressão de dolorosa suspeita. Uma das duas altas personagens a que me refiro ainda vive em Lisboa, e a outra jaz no cemiterio do Monte de S. João daquelle cidade. Talvez que ainda, se Deus me conservar mais alguns dias de vida, volte a este assumpto para dizer o que sei. No emtanto seja como fôr, o que é certo é que Aguiar morreu envenenado de um copo d'agua que bebeu no Paço não muito tempo depois da morte do infeliz e bondoso rei D. João 6.<sup>o</sup> A agonia de Aguiar, segundo me referiu o D.<sup>e</sup> Clemente (natural da Bahia), testemunha de vista, foi horrivel. Aguiar voltando do paço para a sua casa, conhecia o estado em que se achava, e de onde lhe vinha o mal, que já não tinha remedio; fez algumas disposições, no meio do tratamento que se lhe fazia, e expirou traspassado de dor e de remorso.

Desviei-me do meu fim; volto atraz e ato o fio das minhas notas. Nos meus papeis consumidos no incendio se achavão as listas das pessoas do Rio a quem

se havia escripto pelos ministros, seus agentes e pelo cirurgião Aguiar. Facil é de presumir que se dirigirão ás pessoas da ordem civil, ecclesiastica e militar, que a côrte portugueza deixou no Rio de Janeiro occupando os altos empregos do Estado. Na lista de Aguiar lembra-me ter lido os nomes de Luiz José de Carvalho e Mello, barão de S.<sup>o</sup> Amaro, Manoel Jacintho Nogueira da Gama, José Albano Fragoso, monsenhor Miranda, bispo capellão-mór e alguns outros ecclesiasticos. Como nunca esperei perder taes papeis não conservei na memoria tudo aquillo que elles continhão, aliás poderia dar hoje por inteiro ao conhecimento do publico o que elles continhão.

O *Tamoyo* pois prestou relevantissimos serviços á causa da Independencia e da liberdade do Brasil. Foi a sentinella vigilante que gritou áleria quando se formava o perigo, e gritou tão forte que não ousarão pôr em execução os planos que projectavão. Se os puzessem não vencerião, mas havia de custar caro ao Brasil reconquistar a sua Independencia, e só Deus sabe por que modo isso se alcançaria! Talvez com a quebra da integridade do Imperio em porções desparatadas e rivaes, que é o maior mal que lhe pode acontecer. Recorrerão a outro meio, e foi este a dissolução pela força armada da Assembléa Geral Constituinte. Por este meio, se fosse feliz, se não abalasse as provincias, poderiam chegar, posto que mais lentamente, ao mesmo fim, de voltar ao governo absoluto e á união com Portugal. Direi agora o que sei ácerca deste desgraçado acontecimento.

Depois da partida de Lisboa da commissão do conde de Rio Maior e Francisco José Vieira, partiu tambem para o Rio de Janeiro Francisco Villela Barbosa. A chegada deste individuo, natural da provincia do Rio de Janeiro, causou admiração e deu motivos a graves apprehensões em todos que se achavão empenhados na causa da Independencia. Francisco Villela Barbosa era de familia pobre e desconhecida; foi para Portugal na primeira mocidade da vida, estudou mathematicas na Universidade de Coimbra, e formou-se nesta faculdade, tudo á custa do bispo conde D. Francisco de Lemos, reitor da mesma Universidade. Fez a sua carreira publica em Lisboa, onde entrou para o corpo de engenheiros e foi lente do Collegio dos Nobres. Quando a côrte portugueza, obrigada pela invasão dos francezes em Portugal, partiu para o Brasil, Villela Barbosa de livre vontade quiz ficar em Lisboa. Estava ali casado e não queria separar-se, dizia elle, da sua nova familia e da patria commum, que era a capital da Monarchia.

Neste estado se achava Villela Barbosa, já na declinação da vida, quando em 1821 foi eleito deputado supplente pelo Rio de Janeiro ás côrtes de Lisboa. É de notar que no Rio de Janeiro, quando se procedeu ás eleições de 1821, ninguém queria ser eleito deputado para as côrtes de Lisboa. Decidiu-se então que se elegessem brasileiros já residentes em Portugal. Do Rio de Janeiro só foram dois, o D.<sup>o</sup> Luiz Nicoláo Fagundes Varella, porque assim quiz o commercio, que tinha nelle muita confiança e esperava fosse nas côrtes strenuo



defensor de seus interesses, e um bom homem da roça cujo nome escapou da minha memoria, como elle já então vivia ignorado, para completar o numero, Villela Barbosa, se me não engano, foi eleito supplente e tomou assento em côrtes para substituir o deputado José Joaquim de Azeredo Coutinho, inquisidor-mór, que fallecera em seguida de haver tomado posse nas côrtes. Villela Barbosa não se distinguio senão pela opposição que fez aos projectos da separação do Brasil, e pela defeza da justiça com que Portugal pretendia tyrannisar o Brasil. Chegou ao excesso de dizer em um discurso que tinha vergonha de ter nascido no Brasil, e que tal era a sua raiva que estava prompto, posto que velho, a marchar, ainda que fosse a nado com a espada na boca, para castigar aos degenerados brasileiros que querião a separação, e obrigar a voltarem á salutar união com Portugal! Estas não são as textuaes palavras, mas o sentido e a imagem do bom homem, a nado com a espada na boca atravessando o oceano, são originaes do seu autor. Villela Barbosa, posto que poeta fazendo bons versos, nas côrtes de Lisboa não campou por orador.

A chegada inesperada de um tal individuo ao Rio de Janeiro deu, como já disse, cuidado aos homens que se desvelavão pela causa publica. Os cuidados subirão de ponto logo que se soube que o Imperador o havia recebido affectuosamente e que os zangãos absolutistas o rodeavão com admiração. Houve então suspeita de que elle fôra mandado expressamente, munido de cartas para o Imperador e outras pessoas, para tratar da união. Estas suspeitas erão porém vagas e José Bonifacio as recusava como improvaveis, porque não conhecia no individuo nenhuma daquellas qualidades que são necessarias paraprehender um projecto de tanto arrojo, enquanto que Antonio Carlos'pendia para as acreditar como muito provaveis, porque, dizia elle, da duplicidade do character de Villela Barbosa tudo se devêra esperar. Eu quizera que fôra antes devido ás circumstancias em que elle casualmente se achou, do que a um proposito deliberado com más intenções o que resultou da sua viagem ao Rio de Janeiro, mas infelizmente não posso já seguir esta minha vontade, porque em Lisboa Manoel José Maria da Costa e Sá, na confidencia da amizade, certificou-me o contrario e mostrou-me cartas de Villela Barbosa escriptas do Rio de Janeiro, dando conta das entrevistas que tivera com o Imperador, José Egydio, barão de S.<sup>o</sup> Amaro, Luiz José de Carvalho e Mello e outros, e da dissolução da Constituinte, que me tirarão todas as duvidas que eu queria nutrir a respeito de Villela Barbosa.

Este homem, que guerreou a Independencia, que tomou parte na dissolução da Assembléa Constituinte e foi mandado para isso ao Rio de Janeiro, governou o Brasil não só no reinado do primeiro Imperador, mas tambem e com muita influencia na minoridade do segundo, actualmente reinante! Foi elevado a todas as grandezas do Imperio, marquez, grã-cruz do Cruzeiro, conselheiro de Estado, senador e ministro e secretario de Estado por varias vezes!!! E quaes forão os seus serviços, que de alguma forma pudessem fazer esquecer as suas faltas, senão os seus crimes anteriores? Esta lista é escura.



A famosa Domitilla, a Messalina da época, estava já na amplitude do seu poder, rodeada de vis e baixos cortezãos aduladores e imperando sobre o espirito do mal avisado príncipe que se achava á testa dos destinos do Brasil. Por influencia desta mulher tudo se fazia, e ella vendia os seus favores a quem os queria comprar por dinheiro. Os que se intitulavão republicanos tambem a procuravão e compravão os seus favores, sobretudo quando estes erão necessarios para satisfazer a uma vingança. O Imperador viu na côrte que fazião a esta mulher os chamados republicanos um indício de que até os mais exaltados estavam bem dispostos a submetterem-se á sua vontade, comtanto que dahi lhes viesse algum proveito. A Domitilla não foi pois estranha ao projecto da dissolução da Assembléa Constituinte; pelo contrario, era a representante assalariada dos chamados republicanos nessa conjuração. Estes levavão em vista, na dissolução da Constituinte, dois pontos essenciaes: 1º vingarem-se dos Andradas e seus amigos, os quaes côm a dissolução devião ser banidos, e o 2º era aproveitar a occasião de perturbação, que a dissolução devia causar em todo o Brasil, para expulsar d'elle o Imperador e fundar a Republica. Os homens que taes projectos nutrião e para os quaes trabalhavão com ousadia, erão todos destituídos de capacidade para fundarem um governo.

Tudo estava preparado para a dissolução da Constituinte. Para isso só faltava a occasião ou o pretexto. Os absolutistas, isto é, o partido portuguez, queria a dissolução da Constituinte com a expulsão dos Andradas e seus amigos, porque vião nesse acto o restabelecimento da união com Portugal e do governo absoluto. Os chamados republicanos querião a dissolução com a expulsão dos Andradas e de seus amigos, para por este modo se vingarem destes seus inimigos, e para perturbarem o Brasil e tirarem dessa perturbação a expulsão do Imperador e a fundação da Republica. Os fins erão diversos, mas o accordo era perfeito.

Como só faltava o pretexto, e este se procurava, facilmente appareceu e foi aproveitado. Em um periodico intitulado *Sentinella* appareceu uma carta assignada *O Brasileiro resoluto*. Nesta carta se desapprovava com indicações pessoaes a incorporação de officiaes portuguezes ao exercito do Brasil. Na tarde do mesmo dia, que, supponho, foi 5 de Novembro de 1823, em que appareceu a referida carta na *Sentinella*, dois officiaes portuguezes a cavallo pararão á porta de uma botica ao Largo da Carioca, e um delles, apeando-se do cavallo, entrou pela botica e dirigindo-se ao dono della, que se achava só, perguntou-lhe se elle era o brasileiro resoluto. Com a resposta affirmativa desembainhou a espada, e cahindo sobre o pobre boticario, que se achava desarmado, o cutilou de modo que o deixou gravemente ferido e em perigo de vida. O official, auctor desta façanha, muito seguro de si, metteu a espada na bainha, montou a cavallo e partiu com o seu companheiro glorioso da sua acção para o seu quartel.

Este official era um capitão de artilharia montada de nome Lapa, filho de

um cosinheiro da casa real, homem impetuoso e muito relacionado no paço. O pai tinha regressado para Portugal com a casa real da qual, como já disse, era cosinheiro.

Antes de passar adiante, não é fóra de proposito designar mais claramente a pessoa do capitão Lapa e os futuros destinos que o aguardarão. Lapa deixou o serviço do Brasil depois do indicado assignalado feito e regressou a Portugal. Era casado com uma senhora brasileira, filha de um official superior de nome Betancourt, que o acompanhou. Em Portugal, na questão dynastica entre D. Pedro e D. Miguel, seguiu as partes deste, e foi um strenuo defensor do governo absoluto. Expulso D. Miguel pela convenção de Evora Monté, ficou Lapa na triste condição de Miguelista, que era a peor que podia ser; mas de tal arte trabalhou que se metteu com os cartistas, foi empregado no exercito, e por ocasião da revolução que se chamou da Maria da Fonte, appareceu no Estado-maior do marquez de Saldanha. Nas correrias que este fez em torno de Santarem, onde se achava o conde das Antas com as tropas revolucionadas, Lapa teve o commando de uma columna e desenvolveu nessa occasião muita actividade e intelligencia. Bateu-se com vantagem em Ourem. O conde das Antas me disse que Lapa havia feito melhor serviço á rainha do que Saldanha. Foi feito barão de Ourem, e teve o posto de brigadeiro. Pacificado o paiz pela intervenção armada das tres potencias que assignarão com Portugal o tratado da quadrupla alliança, o barão de Ourem foi nomeado ministro da Marinha, em cujo exercicio mostrou bastante intelligencia e limpeza de mãos, mas não podia conformar-se com as formulas constitucionaes, sendo por genio e character amigo das formulas absolutas. Nas camaras foi violentamente accusado de tender para o absolutismo. A sua linguagem atrevida e muitas vezes grosseira o desenhava talvez mais absolutista do que era. Foi feito visconde e governador geral da India. O seu governo foi turbulento, os povos se revoltarão, e a actividade do governador esgotou-se na guerra civil, que durou muito tempo e arruinou o paiz. Foi nomeado par do reino, e chamado á côrte teve de soffrer graves accusações nas camaras e na imprensa, a sua conducta foi posta em processo militar, do qual sahiu triumphante, como em taes casos tem acontecido a todos os outros que se acharão nas mesmas circumstancias. Adoeceu em Lisboa, e por um fatal descuido foi envenenado, e morreu por effeito desse envenenamento. O medico que o tratava era homoeopatha, receitou para o seu doente uma porção de globulos de belladona diluidos em agua distillada, para tomar uma colher de 2 em 2 horas. A receita foi levada, pela ignorancia do criado e pelo descuido de quem o mandou, a uma botica allopatha, e o bom do boticario, como a não entendia, assentou de a commentar e traduziu os globulos da quinta por grãos de extracto de belladona, dissolveu em agua distillada e, em vez de remedio, mandou a morte ao doente. Os descuidos continuárão e até o outro dia continuárão a dar sem interrupção o remedio ao doente. Reconhecido o engano, tratarão de reparal-o, mas já era tarde, a

belladona tinha produzido os seus effeitos, e o visconde de Ourem falleceu. Assim acabou o heroe da Carioca, que deu pretexto para a dissolução da Assembléa Constituinte do Brasil.

O acontecimento acima referido do *Brasileiro resoluta*, em outra qualquer occasião seria vulgar, apenas deshonroso ao official que o commetteu e sujeito ás regras geraes do fôro criminal; mas naquella em que foi mudou muito de aspecto, sendo considerado como um insulto feito ao Brasil na pessoa do *Brasileiro resoluta*. O governo havia expedido ordens para incorporar ao exercito do Brasil os soldados portuguezes prisioneiros de guerra, promovido e espalhado officiaes portuguezes por todos os corpos do mesmo exercito, e os commandos quasi que exclusivamente estavam nas mãos de officiaes nascidos em Portugal. A tendencia pois do governo era de armar os portuguezes e desarmar os brasileiros. Aquelle que se disse resoluta foi logo atacado na sua propria casa. O perigo era grande, os brasileiros se julgarão todos ameaçados e clamárão que havia traição.

David Pamplona (este era o nome do brasileiro resoluta) dirigio do leito de dôr uma petição á Assembléa Constituinte, referindo o occorrido e dizendo que na sua pessoa se achava o Brasil todo insultado por aquelles que lhe querião destruir a Independencia, e se achavão já para isso armados pelo influxo do governo. O negocio era serio, mas a camara não podia tomar delle conhecimento, porque versava em assumpto que pertencia ao poder judiciario. O mais que podia fazer era remetter o requerimento ao governo, recommendando de empregar toda a diligencia para que justiça fosse feita e se tornasse impossível a repetição de taes actos. Antonio Carlos e Martim Francisco orárão pouco mais ou menos neste sentido. Os seus discursos forão curtos e vehementes, como as circumstancias talvez exigissem. Estes dois discursos forão logo impressos em supplemento do *Tamoyo*. A sessão foi levantada, e Martim Francisco e Antonio Carlos ao sahirem da camara forão levados em braços pelo povo, que era numeroso em roda do edificio. Tirárão os cavallos da pobre sege de boléa, que era commum aos dois irmãos, e quizerão puxal-a para os levar á casa, mas elles não consentirão e o povo cedeu.

Disse que a sessão fôra levantada, e não expliquei bem este ponto. Convem fazel-o melhor. Foi na sessão de 10 de Novembro que o negocio se apresentou. A concurrencia do povo nas galerias era grande, todos os corredores da camara estavam cheios de pessoas que procuravão assistir á sessão. A camara votou por proposta do deputado Alencar que se desse ingresso no recinto da Assembléa ao povo, que não achava lugar nas galerias. As portas forão abertas e o recinto invadido por autorisação da Assembléa. Orárão Antonio Carlos e Martim Francisco, como fica acima referido. Os discursos destes dois deputados forão vivamente applaudidos por muitos outros e pelos expectadores com enthusiasmo. O presidente, em vez de recorrer aos termos do regulamento para restabelecer a tranquillidade, levantou-se, declarou que estava encerrada a sessão, deixou a

cadeira presidencial, e no meio das reclamações dos deputados poz o chapéo na cabeça e retirou-se. Ao sahirem é que os dois irmãos Andradas, Antonio Carlos e Martim, forão victoriados pelo povo. Eu não me achei na camara nesse dia, não fui testemunha desse facto, e todavia fui depois processado por elle. O presidente da Assembléa era João Severiano Maciel da Costa, que foi depois na lista dos titulares da Domitilla feito marquez de Queluz.

Não me achei na camara no dia 10, porque tinha um dever mais urgente a cumprir. Naquelle dia, como na vespera e no seguinte, os espiritos se exaltarão e procuravão vingança, e era necessario que houvesse quem desviasse os brasileiros exaltados desses excessos. Nisso me occupava com muito feliz resultado, tendo salvado a vida na noute de 9 a um portuguez bem adverso ao Brasil. Erão 10 horas quando soube que se tratava de tentar contra a vida de Francisco Gordilho Velloso de Barbuda. Corri ao lugar da emboscada, e vivamente apoiado por um official da Parahyba do Norte de nome Sodré, dissolvemos a emboscada quasi no momento de realisar o seu intento. Gordilho não poudé ignorar naquella mesma noute quem fôra o salvador da sua vida na rua do Ouvidor quando entrava em casa, deu-me então os seus agradecimentos e foi no dia seguinte um dos meus maiores inimigos.

Na tarde de 10 a tropa da guarnição do Rio de Janeiro recebeu ordem vocal de marchar para S. Christovão. Os regimentos marcharão uns após outros, porque as ordens não forão communicadas a todos ao mesmo tempo. Em S. Christovão acamparão. A dissolução da Assembléa Constituinte estava resolvida.

No dia 11 os deputados se reunirão em sessão. A marcha da tropa na vespera para S. Christovão constituia um acontecimento da maior gravidade. Em Lisboa tambem assim se havia feito. O rei foi com a tropa para Villa Franca, as côrtes se dissolverão por si mesmas, e o rei reassumiu, como disse em um decreto, os seus inauferiveis direitos.

A Assembléa Constituinte do Brasil, em vista de tal acontecimento, declarou-se em sessão permanente e votou que se officiasse ao governo pedindo informações. O officio partiu ao meio-dia e a camara suspendeu os seus trabalhos á espera da resposta. Era meia noute quando ella chegou. Os deputados não tinham desamparado o seu posto, excepto aquelles que estavam de connivencia com S. Christovão, e que ião lá levar até as mais insignificantes palavras que os deputados em conversa dizião uns aos outros.

Emquanto isto se passava na Assembléa, a tropa em S. Christovão estava, desde que para lá foi, com as communicações cortadas com a cidade. Baldadas forão as tentativas que se fizerão a todas as horas da noute para se abrir communicação com alguns officiaes. Uma cintura de vedetas impedia a passagem.

A resposta do governo era evasiva, dizia que a tropa se tinha reunido voluntariamente em S. Christovão e que pedia vingança contra os seus detractores, que a Assembléa era anarchista, e que a tropa pedia tambem a expulsão

dos Andradas, que erão os redactores do *Tamoyo*, e taes e quejandas deste mesmo gôsto. Esta resposta delatoria retardada convencia de que se approximava o momento da dissolução, tambem retardada, porque o ministerio não ousava tomar sobre si semelhante responsabilidade, nem o ministro da Justiça se prestava a referendar o decreto da dissolução. Era este ministro de Justiça o velho desembargador Tinoco, o qual, sendo forçado pelo Imperador a referendar o decreto, pegou da pena, olhou para S. Magestade e arrojando-a sobre a mesa, disse: « Senhor, a mão treme, não posso assignar este decreto ! » O Imperador resolveu mudar naquella mesma noute o ministerio. Tinha ao seu lado Villela Barbosa para uma pasta, e alguns outros como elle para as outras. Faltava um magistrado para a Justiça. Este é que devia referendar o decreto. Foi chamado Clemente Ferreira França, a vergonha da toga, o magistrado mais corrompido do Brasil. Aceitou gostoso e referendou o decreto. Clemente Ferreira França foi elevado ao titulo de marquez de Nazareth na mesma fornada que conferiu o titulo de marquez de Santos á prostituta Domitilla.

A Assembléa, em presença da resposta do governo, deliberou chamar o ministro do Imperio ao seu seio para responder verbalmente. A Assembléa ignorava ainda a mudança de ministerio. Durante toda a noute os deputados não desampararão a Assembléa. Erão 8 horas da manhã annunciou-se o ministro do Imperio; era Villela Barbosa que se apresentava com este titulo. Approximando-se á mesa do presidente, um deputado observou que o ministro estava com a espada á cinta, o que era prohibido na sala da Assembléa. O ministro respondeu que a sua espada era para defender a camara. Este incidente não continuou. O ministro se apresentara de farda militar. Interrogado sobre differentes pontos, respondeu em resumo que nada sabia, porque havia poucas horas tinha sido chamado para fazer parte do ministerio; que estava vendo no Rio de Janeiro o mesmo que tinha visto em Lisboa: o soberano separado com a tropa, e a camara isolada e abandonada. Depois desta resposta foi despedido; erão 9 horas pouco mais ou menos.

Referindo-me ao conteudo do officio do Governo á meia noute apenas dei a substancia delle, e não as palavras textuaes; se me enganei, deve existir o autographo do officio, e á vista delle se poderá fazer as rectificações. Se faltar o autographo recorra-se ao registro. Este papel é muito importante para a historia, deve por isso apparecer nella por inteiro.

Emquanto isto se passava na Assembléa era chegado o momento decisivo em S. Christovão. O Imperador montou a cavallo, apresentou-se em frente da tropa, chamou os officiaes a um circulo, e disse que a Assembléa acabava por uma deliberação sua de o depôr, e degradar a tropa para os confins do Brasil. Se esta quizesse sujeitar-se a semelhante deliberação, elle se sujeitaria tambem, e desde logo metteria a sua espada na bainha e partiria para a Europa; mas se pelo contrario, a tropa estava disposta a sustentar os direitos do throno e os da sua propria dignidade, neste caso se acharia desde já á sua frente para

dissolver a Assembléa Constituinte e restabelecer a ordem gravemente alterada pelos anarchistas que a compunhão. Os officiaes não hesitárão em declarar que estavam promptos a marchar sobre a Assembléa. A maior parte delles ignorava que isto fôsse um stratagemma para os convencer, o que não admira, porque não estavam no segredo e se achavão desde o principio da crise separados de toda a communicacão com a cidade.

O Imperador, certo de que pela resposta dos officiaes, podia contar com a tropa e fazer della o que quizesse, deu ordem de marcha, ornou o seu chapéo de um frondoso ramo de folhas de café, e o mesmo fizerão os generaes e officiaes. Aos soldados se distribuiu a cada um um ramo das mesmas folhas, para ornar a barretina. Era o emblema da victoria que ião alcançar. Villela Barbosa, posto não fosse militar combatente, tambem ornou o seu chapéo com um ramo de café. O mesmo fez Clemente Ferreira França, apesar de ser o chapéo que trazia naquella occasião de pasta, e elle paysano em todo o rigor da palavra. Até os criados do paço se ornárão com folhas de café, e a Domitilla com um ramo exorbitante no peito. O triumpho era geral. Todos esses ramos de folhas de café estavam de antemão preparados.

O Imperador fez alto com a sua tropa no campo de S.<sup>ta</sup> Anna, e della destacou uma brigada para marchar sobre a Assembléa. Fazia parte della um regimento de S. Paulo e era commandada pelo brigadeiro Lazaro, portuguez. A incorporação do regimento de S. Paulo a esta brigada levou dois fins, fazer acreditar que a provincia de S. Paulo approvava aquella dissolução e satisfazer ao mesmo tempo a vaidade da Domitilla, que tanta parte tomava naquelle acontecimento. A Domitilla era filha da provincia de S. Paulo; os soldados paulistas que marchárão sobre a Assembléa figuravão ser os seus representantes em tão alto acontecimento.

Esta brigada, assim composta e commandada pelo brigadeiro Lazaro, desfilou do Campo de S.<sup>ta</sup> Anna sobre a Assembléa a passo acelerado, cercou a casa da mesma Assembléa, carregou as suas peças e as apontou para as portas e janellas do edificio. Ao mesmo tempo o general Moraes, acompanhado de alguns officiaes e soldados, poz sentinellas na porta principal. Fechou todas as outras e mandou evacuar as galerias. Ficou então demonstrado que entre S. Christovão e o presidente da Assembléa havia inteira intelligencia. O general Moraes entrou só no recinto da Assembléa e apresentou ao presidente o decreto do Imperador, referendado por Clemente Ferreira França, que a dissolvía. O presidente fez delle leitura e concluiu que estava levantada a sessão. Alguns deputados pedirão a palavra, ao que o presidente respondeu pondo o chapéo na cabeça e sahindo pela porta fóra. Ao sahirem os deputados o general Moraes deu voz de preso a Antonio Carlos Ribeiro de Andrada, Martim Francisco Ribeiro de Andrada, Belchior Fernandes Pinheiro, José Joaquim da Rocha e Francisco Gê Acayaba de Montezuma. A voz de preso foi dada á ordem do Imperador. Estes presos forão dali conduzidos ao caes do Largo do Paço,

embarcados em um escaler guarnecido de tropa, e levados ao Arsenal de Marinha, acompanhados de quatro escaleres igualmente guarnecidos de tropa. Tudo isto estava de antemão preparado. Antonio Carlos ao sahir preso e acompanhado de soldados, tirou o chapéo a uma peça de artilharia que estava apontada para a porta que elle acabava de franquear, e disse: « Respeito muito o seu poder ».

Evacuada a casa da Assembléa, fechadas e trancadas as portas, a brigada commandada pelo brigadeiro Lazaro postou-se no Largo do Paço. No campo de S.<sup>ma</sup> Anna o Imperador dava as suas ordens, expedia patrulhas e pequenas columnas volantes receioso de um perigo que não existia. O Imperador estava installado com os seus ministros, Chalaça e outros agentes no palacete do Campo de S.<sup>ma</sup> Anna. Este palacete tinha sido na sua origem o camarote da côrte portugueza em uma praça de touros. Demoliu-se a praça e conservou-se o camarote, no qual pelo tempo adiante algumas reparações se fizeram que lhe mudarão completamente o aspecto interno e externo de camarote. O Imperador tinha feito e fez pelo diante deste edificio o theatro de suas proezas em diversos generos. Um incendio o consumiu completamente. Parece-me que foi na proximidade da coroação do Sr. D. Pedro Segundo, nosso actual Imperador, quando ali se trabalhava em um fogo de artifício para festejar aquelle dia. Dir-se-ia que a Providencia não quiz, quando se tratava de festejar o filho, que subsistisse mais aquella testemunha dos desvarios da mocidade do pai!

A Assembléa Constituinte era em geral mal composta. Poucos de seus membros comprehendião a missão de que estavam encarregados e gastarão o tempo em discussões futeis. Mostrarão mais fraqueza do que má vontade, mas acabarão nobremente. Em Portugal as côrtes de 1823, que não erão constituintes, mal virão o rei retirar-se com a tropa para Villa Franca, 5 a 6 leguas distante da capital, dissolverão-se a si mesmas deixando um protesto, que poucos assignarão, e cada um dos seus membros foi procurar pôr-se a salvo ou na fuga ou na comitiva do rei. No Brasil, pelo contrario, os deputados da Assembléa Constituinte nos dias de perigo permanecerão nos seus postos e não os deixarão senão pela força das bayonetas.

José Bonifacio não se achava na Assembléa quando ella foi dissolvida. Tinha passado, como é de suppôr, mal o dia e principalmente a noute da vespera da dissolução em sessão permanente. Achou-se tão incommodado á noute que se viu obrigado a deitar-se, passar duas horas em um banco na Secretaria. Ás 10 para as 11 horas da manhã foi a sua casa para tomar um banho e mudar de roupa. Estava já á mesa para comer alguma cousa e voltar para a Assembléa, quando lhe disserão que a casa estava cercada de soldados da guarda de honra do Imperador. José Bonifacio morava ao Cattete e ainda não sabia da dissolução da Assembléa. Um official da guarda de honra sobe e José Bonifacio o recebe á mesa onde se achava. Por este official é que elle soube da dissolução. O official lhe disse que S. Magestade se achava no palacete do

campo de S.<sup>ma</sup> Anna, que o chamava ali. José Bonifacio perguntou se era preso que devia ir. O official replicou que a ordem que recebera fora de participar a S. Ex.<sup>a</sup> que o Imperador o esperava no palacete do campo de S.<sup>ma</sup> Anna; que não recebera ordem alguma para prender, mas sim para acompanhar S. Ex.<sup>a</sup> até o palacete do campo de S.<sup>ma</sup> Anna, afim de evitar qualquer desatenção pelo caminho. « Neste caso, tornou José Bonifacio, posso acabar o meu jantar, e se o Sr. official quizer, estimarei muito que se sirva de alguma cousa. » O official não accitou o convite, mas concordou com polidez em demorar-se. Concluido o jantar, José Bonifacio perguntou se podia ir na sua sege, ao que respondeu o official affirmativamente, e se puzerão em caminho, o official a cavallo ao estribo da sege e esta acompanhada dos soldados que haviam cercado a casa, dois dos quaes ião adiante como que fossem batedores. Já tinham percorrido a rua das Mangueiras quando ao entrar na rua dos Arcos um official que vinha a toda a brida, fez parar a sege, fallou em particular ao official que a escoltava, e com a mesma pressa com que viera voltára pelo mesmo caminho. O official da guarda de honra, sem nada dizer a José Bonifacio, mandou virar a sege para a rua dos Barbonos e dahi a dirigiu para o Arsenal de Marinha. José Bonifacio ao apeiar-se foi por elle entregue ao general Moraes, que ali se achava á espera. José Bonifacio foi por este general conduzido a um pavilhão, onde já se achavão, com sentinellas á vista, seus irmãos, seu sobrinho Belchior, Rocha e Montezuma. Achavão-se tambem dois filhos menores do deputado Rocha, e José Bonifacio, julgando que elles ali se achavão em procura do pai, louvou o zelo dos filhos, mas quando lhe disserão que os dois menores erão tambem presos de Estado, riu-se de raiva e compaixão; perguntou então ao general Moraes se ainda se esperava por alguns outros presos. O general respondeu: « Estes dois meninos não estão na minha lista. O unico que falta, e por quem espero da minha lista é o Sr. Drummond, redactor do *Tamoyo*. »

Eu havia passado a noute de 11 para 12 na Assembléa. Assisti á leitura da resposta do governo acima mencionada e ao interrogatorio feito ao novo ministro Villela Barbosa. Depois disto fui á minha casa mudar de roupa, almoçar e tirar as provas do *Tamoyo*. Morava eu na rua do Conde, na casa que tem actualmente o n.º 34. Ahi recebi participação que o Imperador estava em marcha com a tropa para o campo de S.<sup>ma</sup> Anna. Logo em seguida outro aviso de que tinham já chegado ao campo e marchado uma brigada para dissolver a Assembléa Constituinte. Metti as provas do *Tamoyo* na algibeira e parti a pé para a Assembléa. Ao entrar no Rocio encontrei vedetas de cavallaria em todos os cantos. No meio da praça encontrei um official muito enfeitado com um grande ramo de folhas de café no chapéo. As vedetas tambem trazião nas barretinas o mesmo enfeite. O official era um dos ajudantes do quartel general e criado do Imperador, de nome José Maria da Gama Berquó, que depois foi marquez de Cantagallo. Como era pessoa do meu conhecimento, cumprimentou-me com um riso gracioso. Do Rocio seguí para o largo de S. Francisco



de Paula, afim de ver se podia entrar na typographia do *Tamoyo*, e fazer tirar alguns exemplares do numero cujas provas eu levava na algibeira e desejava espalhar no meio do conflicto, mas a typographia se achava já invadida pela tropa. O governo se amparou (*sic*) de tudo o que nella existia do *Tamoyo*. Entrei pela rua da Cadeia e cheguei até defronte da casa da Assembléa, e tudo já estava consummado. Todas aquellas ruas que deitão para aquelle lado estavam apinhadas de gente, attrahida pela curiosidade, ou de pessoas que procuravão recolher-se ás suas casas. Passei pelo meio de tanta gente e fui á rua da Ajuda, á casa do deputado Rocha, saber do que havia passado na camara. Não havia um quarto de hora que ali me achava com a familia daquelle meu amigo, quando a sala foi invadida repentinamente por uma grande patrulha commandada por um capitão de nome Thomé Pedro, que era do meu conhecimento. Este capitão deu voz de preso aos dois filhos de Rocha, ambos menores, e não consentiu que elles se demorassem nem mais um instante em sua casa, e os levou presos para o Largo do Paço. O capitão, posto que meu conhecido, não me fallou, mas olhou fixamente para mim algumas vezes no curto espaço de tempo que ficou na sala em que estavamos. Este capitão, com os filhos do Rocha, tambem se conduziu polidamente. Levou-os um a seu braço direito e outro ao esquerdo, e mandou que a escolta acompanhasse em alguma distancia. No largo do Paço entregou os presos ao brigadeiro Lazaro, que ali estava postado com a sua brigada. Este mandou por outra escolta, commandada por outro official, levar os presos para o Arsenal de Marinha. Este official quiz usar para com elles da mesma polidez que o outro usára, dando o braço a ambos e levando a escolta um pouco afastada. Poucos passos porém tinham assim dado, quando o brigadeiro Lazaro expediu outro official em toda a diligencia para pôr cobro áquella polidez. Então o official, com ar constrangido, metteu os dois meninos presos no centro da patrulha e marchou elle atraz della. Em toda a rua Direita até o Arsenal uma multidão de moleques, pagos pelos portuguezes, assobiavão, davão vaias e morras aos presos com insupportavel alarido. Davão tambem vivas ao Imperador. Á porta do Arsenal os moleques tornarão-se ainda mais insupportaveis, e a tropa em tudo consentia. José Bonifacio, como ia de sege e acompanhado de soldados a cavallo, não sentiu muito o alarido dos moleques, mas ao chegar á porta do Arsenal estes se desferrão de uma maneira estrondosa. Entre os gritos de viva o Imperador e morrão os anarchistas, que é o que lhes tinham ensinado, vociferarão outras parvoices que fazião nojo. José Bonifacio, ao som de semelhante musica, disse ao general Moraes, que o esperava á porta: «Hoje é o dia dos moleques.»

Os presos ficarão assim detidos no Arsenal á espera que chegasse o outro, e esse outro era eu. Assim permanecerão até ao entrar da noute. O general ordenou a partida sem dizer para onde, e os presos forão entregues a um capitão da guarda da policia, de nome Luiz Antonio, e embarcados em um escaler armado com tropa. Quatro outros escaleres, igualmente armados com tropa,

fazião alas ao que levava os presos. Levou muito tempo a arranjar tudo isto e a pôr o comboio em marcha. Remavão tão lentamente que parecia que todos ião em funeral. O silencio era completo. Só se ouvia de quando em quando baterem os remos no mar. Antonio Carlos, depois de meia hora de marcha, interrompeu este silencio perguntando ao capitão Luiz Antonio para onde os levava. O capitão não respondeu, mas, instado por alguns dos outros presos, disse que as ordens que recebera não lhe permittião fazer aos presos semelhante declaração. Erão já mais de 9 horas da noute quando os escaleres aportarão á fortaleza da Lage, onde nem o commandante nem ninguem mais sabia que ião ter taes hospedes. Foi uma surpresa para todos. O velho commandante já estava recolhido e recolhido deixou-se ficar. O seu immediato foi quem deu as ordens. Os presos desembarcárão entre alas, que fazião os soldados que com elles tinham vindo, isto depois do capitão Luiz Antonio ter communicado com o commandante da fortaleza e com o seu immediato. Os presos forão logo recolhidos a um armazem subterraneo immundo e que vertia agua por todos os lados. Ali devião ficar a noute sem ter nem sequer uma pedra para descansar a cabeça. Só José Bonifacio havia jantado naquella dia; os outros até aquella hora estavam com a chicara de café que haviam tomado pela manhã. Na fortaleza nem pão se podia obter. A vontade do immediato e dos soldados era boa, mas elles não podião fazer apparecer o que não havia. Um soldado tinha um gallo: era por aquella noute o unico recurso; o gallo foi vendido, morto e posto ao fogo em uma marmita. Com uma pouca de farinha de pessima qualidade, da ração dos soldados, se fez o jantar, que comerão á meia noute. Mas era necessario descansar tambem o corpo. Ninguem porém pensava em si, todos pensavão em José Bonifacio, a quem a idade mais que aos outros reclamava o descanso do corpo. José Bonifacio de Andrada, lançado em uma prisão subterranea, immunda e pestilenta, sem ter nem sequer uma cama... e por ordem de quem? por ordem expressa do Imperador D. Pedro 1.º! Tão feia ingratidão a posteridade recusará de acreditar fosse praticada no seculo 19! O immediato consentiu que se tirasse um pedaço de tapete velho que havia na igreja para ser levado para a prisão. Este pedaço de tapete velho, posto sobre um chão humido e mal cheiroso, foi o leito em que descansou naquella noute o Patriarcha da Independencia do Brasil! Os outros presos nem um banco tinham para se assentarem, passarão a noute toda de pé.

Quanto á minha pessoa, já se sabe que me achava em casa de Rocha quando os filhos deste forão presos. Suppuz que a minha prisão estava tambem decretada. Não havia muitos dias que José Joaquim Carneiro de Campos, insistindo comigo, em uma visita que me fez ás 9 horas da noute, para eu mudar a politica do *Tamoyo* ou acabar com a sua publicação e receber os beneficios que o Imperador estava disposto a fazer-me com largueza, me disse que não estava longe o dia do meu arrependimento. Enganou-se. Os acontecimentos de 12 de Novembro não fizeram mais que confirmar em meu animo a santidade da

politica que abraçara. Por uma pessoa de minha confiança que se pôz immediatamente em comunicação com minha casa, soube que eu tinha sido já procurado para ser preso, ainda com mais pompa do que os outros o forão. A minha casa tinha sido cercada de tropa e varejada com tanta minuciosidade, como se procurassem algum contrabando. O Imperador passou a cavallo pela frente della quando se estava varejando, e parando gritou para os seus officiaes: «Catem-n'o bem, que elle ahi está». Estas palavras são textuaes, e é por isso que faço uso dellas, pedindo desculpa ao leitor. A' noute foi outra vez assaltada a minha casa com menos pompa, mas com mais efficacia, porque derão busca em meus papeis, dos quaes levarão muitos e destruirão outros. Joias e outras cousas de valor desapparecerão de meus aposentos, mas eu não sei se foi nessa occasião ou se depois, porque a consternação em que ficou minha familia era tal que nada podia prevenir nem evitar. Pensava em mim e em nada mais. Buscas se derão na mesma noute em varias casas de amigos meus, e muito minuciosamente e com grande aparato de tropa em uma chacara do Engenho Novo. Emquanto assim me procuravão eu continuava a estar em casa do Rocha, onde apressei-me em jantar, para não ir para a prisão sómente com o almoço. De casa do Rocha as minhas communicações se estenderão até S. Christovão por via de Pedro Dias Paes Leme, que depois foi marquez de Quexeramobim. Este illustre brasileiro foi naquella crise perfeito para comigo. Era meia noute, e eu me admirava não estar ainda preso, procurarão-me em toda parte menos aonde eu estava, e para onde centenaes de olhos me havião visto entrar. Decedi então subtrahir-me á prisão, e acompanhado de um homem, em quem eu tinha toda a confiança, e este homem era de côr preta, sahi de casa do Rocha e fui para outra, onde elle me tinha procurado um asylo. A casa era humilde e pertencia a uma velha que nella vivia com uma só escrava. Estava porém tão apparente que ficava immediata ao quartel general. Dahi ouvia eu mais claramente os chatins e taberneiros portuguezes pedirem em altos gritos a cabeça do Tamoyo. Nesta pobre casa me demorei até o dia 23, em que embarquei pelas 11 horas da noute a bordo de um navio inglez, que me transportou á Bahia. Estive até esse dia em communicação com os meus amigos e sempre ao corrente do que se passava. Fui para bordo acompanhado do homem de côr a que acima me refiro, deste honrado cidadão, bom amigo, cujo nome deixo aqui recommendado á posteridade: Caetano Manoel da Lapa. Quando iamos para a praia de D. Manoel, em busca do bote que me devia levar para o navio inglez, onde eu era esperado naquella noute, passamos pela igreja do Parto, em frente da qual se achava um café ainda com as portas abertas e bem allumiado. Nós iamos pelo lado do café, quando de repente encontrei-me face a face com o coronel Vidigal, commandante da guarda da policia, elle que vinha e eu que ia. O coronel ao ver-me virou o rosto para o lado opposto, fingindo que me não via, e eu segui o meu caminho bem persuadido que a maxima parte dos brasileiros não approvavão as violencias do Poder.

No mesmo dia 12 ou no seguinte, que a minha memoria não me ajuda hoje para dizer ao certo, forão presos os deputados Vergueiro e José Custodio. Este foi recolhido á ilha das Cobras e aquelle á fortaleza de Santa Cruz. Ambos forão postos logo em liberdade sem se lhes dizer nem porque tinham sido presos nem porque erão postos em liberdade. Um jornal do tempo, fallando da prisão e soltura do deputado Vergueiro explicou-se por este modo: « O Sr. Vergueiro foi preso porque estava solto, e foi solto porque estava preso. » Procurou-se tambem para ser preso o desembargador Francisco da França Miranda. Deu-se-lhe rigorosas buscas em casa e tambem nas de seus amigos, e em nenhuma foi encontrado. Um inglez lhe havia dado asylo.

O tempo era de vingança, e parece que se commetterão algumas por conta particular. Neste numero se contava a prisão dos dois filhos do deputado Rocha. Não affirmo que seja verdade, conto somente o que se disse depois a respeito desta prisão. Pessoas que eu devia suppôr bem informadas me affirmarão que o capitão de Engenheiros Paulo Barbosa da Silva lembrara ao Chalaça do Imperador que, uma vez que se prendia o Rocha pai, era conveniente prender tambem os filhos, porque erão igualmente perigosos. Chalaça achou boa a lembrança, deu as ordens e os dois jovens Rochas forão presos como acima fica dito. Repito que me custa acreditar esta versão, porque se fosse ella verdadeira seria uma perfidia de ingratidão, vistas as obrigações que ao deputado Rocha devia o capitão Paulo Barbosa, talvez sem exemplo. Em todo caso fica patente que os dois moços Rochas não estavam nas listas dos presos que recebera o general Moraes, e que semelhante prisão, sem explicação por ser contra dois menores, procedeu de ordem posterior.

Dissolvida a Assembléa, o Imperador percorreu, acompanhado de um numeroso estado-maior, todos enramados de folhas de café, as ruas da cidade, victoriado pelos portuguezes e por bandos de moleques, que elles convidavão a gritar: « Viva o Imperador e morrão os Tamoyos. » Em honra do Rio de Janeiro é justo dizer que fóra deste grupo a cidade parecia submergida na maior tristeza. Ao passar a imperial comitiva as janellas se fechavão. Á noute as casas portuguezas se illuminarão. Os brasileiros, alguns por medo e outros constrangidos, illuminarão tambem as suas casas; porém os mais denodados, e este era o maior numero, conservarão as suas casas ás escuras. O aspecto da cidade fez logo vacillar o Imperador, e certas modificações o seu governo começou a fazer desde o dia seguinte.

O decreto da dissolução, expondo os motivos pelos quaes o Imperador tomava aquella deliberação, dizia que a Assembléa havia perjurado. Levantou-se desde logo um clamor publico contra semelhante injuriosa asserção. No dia seguinte, 13, o governo publicou uma declaração, dizendo que não fóra a Assembléa que perjurára, mas sim alguns deputados anarchicos. Esta declaração, bem como o decreto da dissolução, são dois documentos importantissimos, que a Historia deve registrar e offerecer á posteridade na sua integra. O governo

foi logo sondando o perigo em que se achava, e tomando precauções para que não fosse de morte. Para que a noticia da dissolução não chegasse com muita brevidade ás provincias do Norte, mandou fechar a barra do Rio de Janeiro, para que não sahisse embarcação alguma antes da partida dos presos de Estado que estavam destinados ao exilio. Para o transporte destes mandou preparar uma velha charrua, denominada *Luconia*, a quem se deu um commandante brasileiro, mas em seguida foi este mudado e substituido por outro portuguez de nome Barbosa. O immediato e a equipagem erão portuguezes. De brasileiros só havia meia duzia de soldados. Gastou-se nestes preparativos, etc., porque não havia pressa, 12 dias, e neste espaço de tempo nenhuma embarcação nacional ou estrangeira sahiu a barra do Rio de Janeiro. Os presos continuavão a viver no armazem subterraneo da fortaleza da Lage, onde o commandante permittia que durante o dia fossem tomar ar acima, com sentinellas á vista. Já estavam providos de cama, e tudo o mais necessario que receberão de suas familias, e de que o commandante não impediu o ingresso na fortaleza. O que se lhes prohibia era receber e expedir cartas fechadas. Abertas não punhão a isso obstaculo. Tres ou quatro dias depois de ali se acharem, mandarão transferir José Bonifacio para a fortaleza de Santa Cruz. Foi o maior golpe que se lhe podia dar. Separado em semelhante conjunctura de seus irmãos e de seus amigos, para ir ficar só em outra prisão, era um excesso de crueldade que muito amargurou o coração do venerando ancião. Obedeceu e partiu. Ao chegar á fortaleza de Santa Cruz, agradeceu ao official que o conduzia o modo polido por que se houve no desempenho da commissão de que fôra encarregado.

A historia deve registrar as palavras propheticas que José Bonifacio disse ao general Moraes, quando este o deixou preso no arsenal. « Diga ao Imperador, repetiu José Bonifacio, que eu estou com o coração magoado de dôr, não por mim, que estou velho, e morrer hoje fuzilado ou amanhã de qualquer molestia, é cousa para mim bem indifferente ; que é por seus filhos innocentes que eu choro hoje ; que trate de salvar a corôa para elles, porque para si está perdida desde hoje ; a sentença o Imperador mesmo a lavrou e já não pôde subtrahir-se aos seus effeitos, porque se o castigo da Divindade é tardio, esse castigo nunca falta. »

No mesmo dia 13 publicou o Imperador uma proclamação chamando os brasileiros a uma conciliação, e explicando os motivos por que mandara prender os Andradas e outros deputados, declarava que as familias destes serião protegidas ; e concluia pedindo que tivessem confiança nelle, como elle tinha no paiz, e que os adoptivos erão muito bons brasileiros. Esta proclamação a Historia a deve tambem registrar. Não sei se foi nella, ou no decreto de dissolução, ou em outro qualquer documento, que o Imperador prometteu convocar outra Assembléa Constituinte para discutir um projecto de constituição que elle offerceria, duas vezes mais liberal do que aquelle que já estava em dis-

cussão na Assembléa dissolvida. Isto deve ser examinado em presença dos documentos, porque a minha memoria já não pôde descriminar tantas especies diversas e nas narrações alheias, feitas até agora, pouca confiança tenho.

A tropa voltando aos seus quartéis e os officiaes ao seio de suas familias, pouco a pouco forão sabendo que tinham sido victimas de um engano. Souberão que a Assembléa não havia decretado nem a deposição do Imperador nem o exilio da tropa. Souberão que nenhuma deliberação havia tomado na sessão permanente, e que apenas um deputado havia proposto que a tropa fosse afastada da capital para a Assembléa poder deliberar livremente. O conhecimento destes factos fez grande abalo no animo de muitos, e desde logo principiarão a cogitar nos meios de uma reacção que os restabelecesse na confiança da Patria. Erão para isso compellidos pelo desprezo em que erão tidos pelos proprios parentes, que não perdião occasião de lhes lançar em rosto a falta que havião commettido, pondo em perigo a Independencia da Patria em proveito de uma facção odiosa. As mães reprehendião os filhos, as esposas censuravão os maridos e as irmãs despresavão aos irmãos, que tinham trazido ramos de folhas de café nas barretinas no nefasto dia 12 de Novembro. Forçoso é confessar que em geral as mulheres no Brasil muito se enthusiasmarão pela Independencia e liberdade. O dia 7 de Abril de 1831, que foi a reacção do 12 de Novembro de 1823, viu á testa dos acontecimentos a tropa e os mesmos homens da acção contra a qual reagião. Tive em minhas mãos provas inconcussas de que ainda se não tinha passado um anno, já em meio de 1824, a tropa tencionava fazer o que pôz em pratica em 1831, e que só a respeitosa veneração que todos tributavão á Imperatriz Leopoldina é que a poude demover do seu intento. Nem as promoções e nem as considerações honorificas com que o Imperador procurou alliciar a maior parte dos officiaes poderão desviar um acontecimento que estava na natureza das cousas, e previsto de antemão.

Em 16 de Novembro o Governo publicou um manifesto para justificar a sua conducta. Nesse processo autoou e julgou a Assembléa Constituinte e seus actos. Este documento tambem entra no numero dos que a Historia deve registrar por inteiro.

Em 24 de Novembro abriu-se o porto do Rio de Janeiro. Depois da sahida da *Luconia*, todos os outros navios nacionaes e estrangeiros ficarão com passagem livre. Pela manhã forão os presos transportados com escoltas para bordo da *Luconia*, e ahi ainda em estado de prisão na camara. O commandante lhes declarou que só depois de perder de vista a terra é que se lhes daria liberdade a bordo. Mas qual não foi a agradavel surpresa de alguns dos presos quando, descendo á camara, ahi encontrarão as suas familias, de quem até então não tinham tido noticias! Quem fôr esposo ou pai que a julgue. As senhoras de José Bonifacio, Antonio Carlos, Martim Francisco e Montezuma havião alcançado, por intermedio do Encarregado de Negocios da Grã-Bretanha,

a faculdade de acompanharem seus maridos para o exílio. Assignou-se aos presos casados uma pensão de um conto e duzentos mil réis e aos solteiros de seiscentos mil réis annualmente. Estas pensões, em compensação do que alguns delles deixavão de receber de seus officios, soffrerão alguns embaraços e demoras no pagamento, mas por fim forão pagas regularmente, até o regresso de cada um dos deportados, pela delegação em Londres. Os filhos do Rocha não forão comprehendidos neste beneficio, ou porque erão filhos familia, ou porque não estavam na lista do governo, sendo presos, como se dizia, por intervenção de um amigo em satisfação propria. Eu, que me não deixei prender, nada recebi do governo; pelo contrario, suspenderão o pagamento dos ordenados dos meus empregos, e os meus collegas, com quem dividiamos os emolumentos na chancellaria-mór, continuarão a não contar comigo, como já ha muito fazião.

Os Andradas partirão para o exílio na maior pobreza. José Bonifacio, a sua maior riqueza consistia em uma excellente livraria, instrumentos de physica e um importante gabinete numismatico. Martim Francisco nem isso tinha, a sua pobreza era completa. Antonio Carlos não estava mais supprido. Rocha e Belchior tambem nada tinham. Montezuma somente, que acabava de casar, é que podia contar com os soccorros do sogro, e estes parece que não lhe faltarão. Felisberto Caldeira Brant Pontes, que depois foi marquez de Barbacena, mandou a cada um dos tres Andradas e ao Rocha um credito de um conto de réis para receberem na Europa. Parece-me que só Rocha aceitara e usara deste credito. Os Andradas, tenho sciencia certa, nem aceitarão nem usarão.

Cumpre agora explicar este acto de generosidade do futuro marquez de Barbacena. Era elle inspector das milicias da Bahia quando ali se fez a revolução de 10 de Fevereiro de 1821. Fez opposição a essa revolução, que tinha por fim proclamar o systema constitucional, e sendo derrotado fugiu para o Rio de Janeiro. Á sua chegada a esta côrte achou que tambem nella se havia já proclamado a constituição de Portugal em 26 de Fevereiro, e o abrigo que encontrou foi a fortaleza de Santa Cruz, onde o recolherão preso. Poucos dias depois, serenando a trovoadá, foi solto, e partiu sem demora para a Inglaterra. Em 1822 José Bonifacio me encarregou de contractar marinheiros para a esquadra brasileira. Em 1823 foi eleito pela provincia de Minas Geraes, terra de seu nascimento, deputado á Assembléa Constituinte. Esta deputação lhe foi agenciada por José Joaquim da Rocha, a instancias de Pedro Dias Paes Leme, que depois foi marquez de Quixeramobim, que era irmão por parte de mãe do futuro marquez de Barbacena. Felisberto chegou ao Rio de Janeiro, para tomar assento na Assembléa Constituinte, dias antes de ser ella dissolvida. Não achou no governo aquella consideração com que contava, e de outro lado assustou-se com a preponderancia portugueza que estava dominando. Na Assembléa e fóra della tomou uma attitude de observação. A dissolução da Assembléa ainda o

achou nella, mas como a sua opinião contraria á dominação portugueza era assás conhecida, recebeu ser também preso e deportado. Vendo porém que o não era, e que os vencedores parecião já, pelas satisfações que ião dando, enfraquecidos, julgou conveniente estreitar a alliança com os vencidos e capitular com os vencedores. Estes precisavão de alliados e não desdenhavam o futuro marquez de Barbacena. Este pediu em premio da sua alliança, o que lhe foi concedido, a commissão de ir a Londres negociar o emprestimo. Manoel Jacintho Nogueira da Gama, que depois foi marquez de Baependy, tinha sido o autor desta, como se diz em Portugal, comedella, e já tinha negociado esse emprestimo com um Oxford de Londres. Entre os dois campeões houve grande luta qual delles levaria o pomo de ouro. Venceu o futuro marquez de Barbacena e a voz publica attribuiu essa victoria a uma transacção secreta entre o Imperador e o futuro marquez. Rompeu então este a alliança que pretendia estreitar com os vencidos, offerecendo a quatro delles soccorros pecuniarios.

Acerca da pobreza de José Bonifacio, que não possuía mais de 30 mil reis quando foi preso e deportado, contarei uma anecdota, que não será lida sem interesse. Os ministros da Regencia de D. Pedro reduzirão seus ordenados á metade do que erão em tempo de D. João 6.º Ficarão com 4:800\$ annuaes pagos mensalmente. José Bonifacio, recebendo 400 mil reis em bilhetes do Banco de um mez do seu ordenado, os metheu no fundo do chapéo, e no theatro lhe roubarão o chapéo e o conteudo. O primeiro ministro do Imperio do Brasil achou-se no dia seguinte sem ter com que mandar comprar o jantar. Não possuía nem um vintem mais, e seu sobrinho Belchior Fernandes Pinheiro foi quem pagou as despesas do dia. Em conselho José Bonifacio referiu esta occurrencia e a extrema necessidade a que ella o reduzira e a sua familia. O Imperador entendeu que o ministro, visto a penuria em que se achava, devêra ser indemnizado, pagando-se-lhe outro mez de ordenado, e neste sentido deu ali as suas ordens ao ministro da Fazenda. Martim Francisco não obedeceu. Disse ao Imperador que não havia lei que puzesse a cargo do Estado os descuidos dos empregados publicos; que o anno tinha para todos 12 mezes, e não 13 para os protegidos; e finalmente pedia a S. Magestade retirasse a sua ordem, porque não era exequivel. Que elle Martim Francisco repartiria com seu irmão o seu ordenado, e que viverião ambos com mais parcimonia naquella mez, o que era melhor do que dar ao paiz o funesto exemplo de se pagar ao ministro duas vezes o ordenado de um só mez. Este incidente não foi mais adiante. Martim Francisco repartiu com seu irmão o dinheiro que tinha, e José Bonifacio dahi por diante tomou mais cuidado no chapéo e no dinheiro que recebia.

As diligencias do Governo em se amparar da minha pessoa não cessarão, mas sempre em vão, porque, pelo que sei, não achou senão um homem que se prestasse a servir-o com zelo nesta empreza, e por uma casualidade não con-



seguiu elle o seu intento. Fui, como já disse, na noute de 23, acompanhado do fiel Caetano Manoel da Lapa, para bordo de um navio inglez, que devia largar no dia seguinte em que se abria o porto para a Bahia. Aconteceu que a *Luconia*, que levava os deputados, se demorasse mais tempo em os receber e não pudesse largar senão um pouco mais tarde, e como os outros navios, e erão muitos, não podiam sahir senão depois della, aconteceu igualmente que o meu entrasse no numero dos que pela demora da visita já não puderão sahir por falta de vento: tive portanto de ficar a bordo todo aquelle dia até o outro pela manhã. Os outros passageiros forão, uns para a cidade e outros para a Praia Grande: fiquei só, mas bem descansado acerca da probidade de todos. Ao anoutecer recolherão-se elles para bordo. A's 9 horas estavam todos na camara, excepto Felisberto Caldeira Brant filho, actual visconde de Barbacena, que passeava na tolda com outro passageiro, ou com o capitão do navio, quando inesperadamente ouvimos gritar por duas vezes « Lá vae Manoel Innocencio ». Estas vozes erão do referido Felisberto Caldeira Filho. Apenas tive tempo de me lançar em um beliche e correr a porta. Alguns passageiros tomarão assento em um degrão lateral, de modo que ficarão encostados á porta do beliche em que eu estava e do outro immediato. A visita de Manoel Innocencio tinha por fim, disse elle, despedir-se áquella hora da noute dos amigos que devião ter sahido pela manhã! Fallou contra a dissolução da camara, contra as violencias que o governo estava praticando, e lamentou a sorte immerecida de seu amigo Drummond; disse que procurava este amigo, porque só elle lhe poderia dar um asylo seguro até que passasse a trovoada, que não seria de muita duração, porque isso de emigrar para paiz estrangeiro trazia comsigo muitas despesas e um regresso mais demorado. Neste sentido foi discorrendo, mas sempre interrompido pelos passageiros, que parecião mostrar não fazer caso do que elle dizia, nem da pessoa a que se referia. Do beliche eu ouvia toda esta conversa, que durou até depois das 11 horas. Manoel Innocencio sondou depois a cada um em particular, abrindo alguns beliches e os passageiros muito de proposito abrião e fechavão outros. Finalmente despediu-se, e depois de ter descido a escada do portaló e feito ahi uma demora, tornou a subir, não sei a que pretexto, mas ainda em vão, porque todos o vigiavão. Tornou a descer, embarcou em um escaler e foi-se. Eu subi á tolda para ter a satisfação de ver a ardentia do mar, que allumiava os remos do escaler que levava o homem que áquella hora da noute traiçoeiramente me procurava para me entregar aos ferros do despotismo! Este homem era Manoel Innocencio Pires Camargo! Foi elle quem depois denunciou a meu irmão.

No dia seguinte o nosso navio foi um dos primeiros que foi visitado. Todos os passageiros estavam a bordo desde a vespera; nada podia demorar a sahida. O espião não appareceu, como nós suppunhamos que apparecesse, pela manhã. Se apparecesse corria risco de vir connosco. Ao menos essa era a vontade do capitão bem pronunciada, desde que soube que tivera um espião

a bordo. O official do Registro abraçou-me tres vezes e na ultima disse: « A tropa de quem os patriotas tem razão de queixa ainda os ha de vingar, no emtanto isoladamente vai fazendo a reparação que pode. » Entregou-me então uma carta de meu irmão, uma porção de dinheiro em ouro e prata e uma caixinha com alguns objectos que me pertencião, escapados ao varejo do dia 12. Adjunto á carta achei uma lettra de cambio sobre Londres. Fui eu talvez o unico que levei comigo alguns meios de subsistencia. Os outros nem isso tinham. Despedi-me do official do Registro com uma emoção tal que não posso hoje, que as forças me faltão, descrevel-a. Não me resta dessa scena senão a pena de não poder recordar-me hoje do nome daquelle benemerito official. Eu era tão moço, as minhas idéas tão vivas, e levava no coração uma saudade tão terna da Patria e da familia, que tudo se confundia e desaparecia neste sentimento. Ainda hoje, quando me recordo daquelle triste momento em que ao sulcar a barra olhei para terra que deixava atraz de mim: e disse no meu coração: — qual será o teu destino! — não posso conter as lagrimas nos meus olhos! A Patria e a familia forão, e são ainda, a única paixão que domina minha alma.

Durante a viagem recebi dos passageiros e do capitão do navio provas de attenção e de amizade. O capitão me disse que havia recebido a meu respeito a mais efficaz recommendação do consulado britannico. Os passageiros erão todos brasileiros naturaes da Bahia, que se recolhião offendidos com a dissolução da Constituinte, e receiosos da perda da Independencia. Sinto não poder hoje recordar-me do nome de todos, alguns dos quaes ainda vivem, para lhes agradecer a bondade com que me tratarão naquella occasião; designarei porém aquelles que ainda conservo na memoria, que são: Miguel Calmon du Pin e Almeida, actualmente marquez de Abrantes, e seu irmão Antonio Calmon du Pin e Almeida, Francisco Maria Sodré, o coronel Villas Boas, Sr. de engenho, que foi depois barão não sei de que, Pinheiro Vasconcellos, actualmente presidente do Tribunal Supremo de Justiça, o bacharel Paim, Felisberto Caldeira Brant Filho, actualmente visconde de Barbacena, seu irmão Pedro, ainda menino, actualmente conde de Iguassú, e sua irmã D. Anna, tambem menor, actualmente viscondessa de Santo Amaro. Destes parece que só o primeiro era deputado á Assembléa Constituinte; mas todos se achavão indignados com o acto da dissolução pela força das bayonetas. Voltavão para sua provincia incertos talvez do que devião fazer, mas bem dispostos, pelo que dizião, a não supportarem mais o jugo portuguez.

O dia da nossa chegada na Bahia foi um dia de consternação. A noticia da dissolução da Assembléa Constituinte pela força das bayonetas causou a mais viva impressão, e o espirito publico se voltou logo contra os portuguezes. No Brasil, quando se soffre alguma desgraça, o instincto nacional leva logo a reconhecer nos portuguezes a causa della. Custou muito a conter naquella tarde e nos dias seguintes a opinião publica, para não exorbitar

em excessos contra os portuguezes. Parece-me que os passageiros chegados do Rio contribuirão para isso, ou fizerão o que puderão neste sentido. Na mesma noute e no dia seguinte os bahianos se reunirão e deliberarão sobre o que devião fazer, no caso de perigar a Independencia pela volta do absolutismo e da preponderancia portugueza. Não assistí a essa primeira reunião. Apenas desembarquei, fui com a familia de Felisberto Caldeira Brant, isto é, com os tres filhos acima mencionados, para a sua casa do sitio do Barril, onde devia ser hospedado por ordem delle. A hospedagem nesta casa me foi dada com cordialidade, mas essa cordialidade foi enfraquecendo á proporção que os negocios publicos ião mudando de aspecto e o dono da casa consolidando a sua alliança com os dominadores do tempo.

Os deputados pernambucanos, que haviam partido logo que se abriu o porto do Rio de Janeiro para a sua provincia, chegarão a ella ainda mais escandalizados do que os bahianos. Em Pernambuco forão á vias de facto contra os portuguezes. A provincia declarou-se em hostilidade contra o governo do Rio de Janeiro, e julgou o acto da dissolução da Assembléa Constituinte pela força das bayonetas como attentorio da soberania nacional e altamente criminoso. Os homens influentes puzerão-se logo em communicação com a Bahia por um lado e pelo outro com a Parahyba, Rio Grande do Norte e Ceará, para o fim de obrarem de accordo contra as pretensões do governo do Rio de Janeiro.

Emquanto isto assim se passava na Bahia e Pernambuco, no Rio de Janeiro o governo procurava acalmar a indignação que a dissolução da Constituinte tinha causado no animo dos brasileiros promettendo convocar outra Assembléa Constituinte e offerecendo á discussão della um projecto de constituição onde a soberania nacional fosse expressamente reconhecida. Ao mesmo tempo continuava a exercer vinganças individuaes nas pessoas que erão des-affectas aos mandões. O governo, desesperado por não ter podido pôr-me a mão emcima depois de haver para isso tomado todas as precauções, procurou vingar-se de mim na pessoa de meu irmão Luiz. Sabia que a mais terna amizade existia entre mim e elle, e que o golpe mais cruel que me poderia ferir seria aquelle que atacasse meu irmão. Foi este preso e encarcerado em um subterraneo da fortaleza da Lage. Meu irmão já tinha previsto este acontecimento, e para que se não verificasse antes da minha partida do Rio de Janeiro, conservou-se fóra de sua casa, até que foi denunciado por Manoel Ignacio Pires Camargo. Meu irmão Luiz de Menezes Vasconcellos de Drummond era administrador da alfandega e nesta repartição se achava quando a Constituinte foi dissolvida em 12 de Novembro de 1823; mandou immediatamente fechar a Alfandega, que se achava já deserta, porque os negociantes haviam corrido para suas casas afim de evitar que na confusão em que este acontecimento punha a cidade se commettesse ali algum roubo. Sahindo da alfandega foi para a casa do deputado Rocha, de quem era amigo particular, e ali me achou, como já fica dito em outro lugar. Mandou que o seu cocheiro levasse a carruagem

para a casa, e ficou elle para me acompanhar nos transes da fortuna. As noticias, que vierão de nossa casa, do varejo que nella se havia dado em busca da minha pessoa, o determinarão a não me deixar até que as cousas se esclarecessem. Depois da minha sahida da casa do Rocha, como tambem já fica dito, conservou-se elle nella. Manoel Innocencio era pessoa de intimidade da casa e ali ia com frequencia, naquelles dias de crise não appareceu, porque talvez andasse em busca de mim em outras partes. Quando finalmente appareceu, meu irmão não se occultou delle porque o não suppunha capaz de ser delator, e naquella occasião parecia que não havia brasileiro que o quizesse ser. Manoel Innocencio queixou-se dos excessos do governo e offereceu a meu irmão um asylo em sua casa, que não foi aceito. Manoel Innocencio despediu-se e duas ou tres horas depois a casa do Rocha foi cercada de tropa e meu irmão preso e conduzido a um subterraneo da fortaleza da Lage. Antes disso, e por varias vezes, já a sua propria casa tinha sido cercada de tropa e elle procurado nella para ser preso.

Em 26 de Novembro nomeou-se uma commissão para discutir a constituição que o Imperador apresentára em projecto. Foi este um dos meios que o governo empregou para acalmar a irritação publica. Mostrava-se arrependido e queria reparar a sua falta, e assim balançava o paiz em esperanças que poderiam bem não ser realisadas, se porventura as circumstancias assim o permitissem. O projecto de constituição que o Imperador apresentou á discussão, elle o achou feito no Apostolado, onde tinha sido apresentado por Martim Francisco. Posso attestar esse facto, porque fui eu que puz a limpo a minuta de Martim Francisco para aquelle fim. A commissão ajuntou-lhe os conselhos provinciaes, que o projecto originario não tinha.

A desconfiança sendo geral no Rio de Janeiro, entenderão como meio de contraminar as dissimuladas intenções do governo que convinha que o projecto fosse convertido em constituição jurada, e observada immediatamente. Por este modo ficava dispensada a convocação de uma Assembléa Constituinte e os embaraços de uma discussão, que podia muito bem trazer consigo consequencias fataes á Independencia e á integridade do Imperio. Na constituição se achavão os meios de evitar outro golpe de Estado igual áquelle de 12 de Novembro. A Bahia entendeu como o Rio de Janeiro, e requereu igualmente que o projecto tal qual se achava fosse jurado, e posto em execução sem a menor demora. As outras provincias fizeram outro tanto. Pernambuco porém não annuiu e resistiu, até que vencida, sujeitou-se aos ferros do vencedor.

As noticias que ião chegando á Bahia do modo pelo qual o Imperador procurava sahir do embaraço que elle mesmo havia creado, pouco a pouco modificarão as idéas dos homens influentes da Bahia; mas nenhuma autoridade daquella provincia obedecia ao governo do Rio de Janeiro no que elle mandava no sentido de perseguição e vingança. A minha estada na Bahia foi logo sabida de todos no Rio de Janeiro, e ordens sobre ordens forão expedidas para

que eu fosse preso e enviado á côrte. Nenhuma autoridade prestou obediencia a essas ordens e eu andei sempre livre, sem o menor receio de ser trahido, na Bahia. Confiava no espirito nacional e na probidade politica dos bahianos. Felisberto Gomes, que governava as armas da provincia, mostrou-me as ordens que recebeu para me prender e remetter para o Rio, e todas as vezes que isto fazia era dando-me a segurança de que, emquanto elle ali estivesse, ninguem me privaria da minha liberdade. Além das ordens, recebiam-se insinuações e promessas de recompensa a quem me prendesse, mas tudo isso foi baldado, o governo do Rio de Janeiro não achou na Bahia um só individuo que quizesse manchar a sua reputação para lhe fazer a vontade. Outro acto, que distinguio a Bahia de todas as outras provincias do Imperio, existe na demonstração de vigor que derão os seus eleitores elegendo depois a José Bonifacio no exilio deputado á Assembléa Geral legislativa. José Bonifacio agradeceu aos bahianos com uma bella ode, onde as expressões propheticas de que usou ainda não deixarão de ser uma realidade.

A hospedagem que recebi em casa de Felisberto Caldeira ia-se tornando de dia em dia, á proporção, como já disse, dos arranjos pessoaes do dono della no Rio de Janeiro, menos cordeal. Fui para o Reconcavo em companhia de Miguel Calmon e Felisberto Caldeira Filho. Visitámos os engenhos mais notaveis, achando em casa de Egas Muniz, Sodré, Villasboas, e outros o mais cordeal agasalho. O engenho dos Calmons era o nosso quartel general, e eu era ahi tratado com toda a amizade. Confesso que a minha estada no Reconcavo era tão agradável que por momentos me fazia esquecer do horror com que eu encarava o estado actual do Brasil. Regressámos todos á Bahia em principio de Fevereiro, e voltei para a casa de Felisberto Caldeira, onde havia ficado a minha bagagem. Facilmente percebi que havia ali desejo que eu me retirasse. Felisberto Caldeira Filho nunca me mostrou por acto algum esse desejo, pelo contrario, foi até o fim polido para comigo; deixou porém sobre uma commoda de meu quarto uma carta aberta que havia recebido de seu pai, na qual esse dizia que se desfizesse de mim e dava para isso as razões que lhe assistião. Foi por este modo que o joven Felisberto se houve para me communicar as ordens de seu pai. Em vista dellas é natural saltasse de contente quando soubesse que os Andradas não haviam aceitado o dinheiro que elle lhes offerecera quando ainda estava incerto do caminho que lhe convinha seguir. Eu chamei a carta, que assim se deixava para eu tomar conhecimento, propriedade minha, e tratei logo de partir para a Europa. Havia approved e contribuido quanto cabia em mim para que a Bahia tomasse a resolução que tomou, de pedir que o projecto apresentado pelo Imperador fosse desde logo convertido em constituição jurada e posta em observancia, afim de evitar as consequencias de uma revolução. Já estava desenganado que não podia mais contribuir para demover certos influentes de Pernambuco do proposito em que estavam de preferir a revolução a qualquer transacção amigavel. A minha missão,

pois, com que sahira do Rio para a Bahia, estava terminada. Queria partir para Inglaterra, mas por aquelles dias não havia navio algum a largar para esse destino. Havia um navio inglez que já estava prompto e despachado para partir para Hamburgo; tomei passagem nelle com obrigação da parte do capitão de me deixar no Canal em algum barco de pilotagem. Deixei a casa de Felisberto Caldeira com as demonstrações do maior agradecimento, sem deixar de modo algum perceber que eu estava ao corrente das disposições que havia a meu respeito, levando todavia na algibeira a carta que me serviu de annuncio; fui para a baixa afim de embarcar, mas como o navio houvesse de se demorar ainda um ou dois dias no porto, estes passei eu em casa de um negociante natural da provincia do Rio Grande do Sul, de nome Pedroso, que me hospedou, tratou e me acompanhou a bordo com bondade. Eu já o conhecia do Rio de Janeiro; consta-me que agora é um abastado capitalista.

O navio em que embarquei era um pequeno brigue, e tão carregado de caixas de assucar que até a camara e os camarotes estavam entulhados dellas. O navio estava tão mettido, que fazia medo olhar para o mar; mas felizmente a viagem foi tão socegada, que parecia que navegavamos em aguas mortas. O vento nunca nos foi contrario, mas era tão brando que nunca andamos mais, e isto poucas vezes, de 5 milhas por hora, sendo o ordinario de 3 e ainda menos. Levámos 60 dias até entrar no Canal, mas ahi já era outra cousa: vento variado, forte e muito mar, parecia que o navio ia submergir-se. A equipagem compunha-se de 6 homens robustos e bons trabalhadores, e mais o capitão e o piloto, muito rapaz ainda, que era seu irmão. Recordo-me do nome deste, que se chamava Sebastião, e não do outro. Era eu o unico passageiro, e para mim se havia desatravancado um camarote das caixas de assucar de que estava cheio, ficando só uma ou duas debaixo da minha cama. A camara era pequena, e tão atravancada estava que não havia nella espaço para se dar dois passos. A mesa de jantar estava mettida entre caixas de assucar e só tinha um lado do quadrado livre para se pôr uma cadeira onde eu me sentava. O capitão e o piloto sentavão-se dos outros lados em cima de caixas de assucar, que ficavão na altura da mesa. Quando o capitão estava de quarto o piloto trabalhava com os marinheiros em remendar velas e fazer outros serviços economicos do navio, ou dormia, e vice-versa se era o piloto que estava de quarto. O moço do serviço da camara era um bruto, que poucas vezes ali apparecia. Eu não tinha litteralmente com quem fallar; durante 60 dias nenhum trapista me excedeu no silencio; tinha porém livros, e estes me davão occupação durante o dia, mas as noites erão tão grandes e nem sequer podã haver uma candêa para as fazer menos insupportaveis. Quando me achei neste silencio sobre as ondas do oceano, que eu sulcava pela primeira vez, idéas sobre idéas se accumularão na minha cabeça, e eu adoeci seriamente. Não havia a bordo medicamento algum e nem mesmo quem fizesse um caldo de gallinha; uma febre ardente me devorava e eu não via ninguem em roda de mim,

sentia o bater das ondas e o balançar do navio, e me parecia que era o prestito que marchava para o funeral. Mas a Providencia Divina não abandona quem tem fé : appareceu uma erupção cutanea, meu corpo cobriu-se de leicencos, a febre diminuiu e a molestia entrou em curativo. Mas, que de tormentos, que privações por 30 e tantos dias ! Nem quero pensar nisso. Rendo graças a Deus de se haver compadecido de mim. Depois de 60 dias de navegação entramos no Canal. Era em o mez de Abril de 1824, vento contrario e mar forte. O capitão bordejou prolongando-se com Falmouth, até que um barco de piloto viesse á falla. Passar para esse barco com a minha bagagem não foi cousa de facil execução, tanto o vento estava desabrido e o mar picado. Quando deixei o navio era meio dia, e passava de seis horas quando puz pé em terra da Inglaterra depois de quasi desesperar de não ser já possível alcançar do céu tão grande beneficio. Estava tão molhado pela quantidade de agua que entrava no barco, que parecia ter cahido no mar. A minha bagagem estava arruinada, mas isso nada era a quem acabava de estar em perigo de vida. Foi neste deploravel estado, gelado de frio, que desembarquei em Falmouth e me apresentei no Hotel Royal, que era o maior daquella cidade. Seccar os meus vestidos ao fogo, tomar chá, que foi o que appeteci apesar de não ter jantado, e metter-me na cama, forão cousas que se forão fazendo successivamente e sem demora. Eu estava tão cansado, tão abatido de corpo e espirito, menos pela tormenta do mar do que pela saudade da Patria, que precisava descansar se isso fosse possível.

O meu estado de saude era deploravel, não me sentia com forças de partir para Londres, as 300 milhas que tinha de percorrer, não obstante a commodidade e a rapidez com que já então se viajava na Inglaterra, me fazião tremer; resolvi ficar alguns dias em Falmouth, afim de ver se podia restabelecer as minhas forças. Quatro ou cinco dias depois da minha chegada a esta pequena cidade chegou tambem um paquete do Brasil, e logo me constou que viêra por elle um lord brasileiro. Este titulo se dá na Inglaterra a todo o estrangeiro que se inculca poderoso pelas suas riquezas ou pela sua alta posição social : é uma expressão vulgar. No mesmo dia á noute ou no dia seguinte, subindo a bella escada do Hotel encontrei nella o menino Pedro Brant e a menina D. Anna, ambos filhos do futuro marquez de Barbacena. Ambas estas crianças me reconhecerão logo e vierão a mim com esta innocencia infantil que não sabe encobrir o que sente, e me abraçarão chamando-me pelo Sr. Rosa, que era o nome pelo qual me communiquei com os meus amigos desde a dissolução da Constituinte até a minha partida da Bahia. Enquanto estive na casa do Barril, com estas duas crianças é com quem melhor me entendia. Depois de trocarmos algumas palavras ellas correrão para dizer ao pai que eu ali me achava, dizendo-me que esperasse no meu aposento que ellas voltarião com o Papá, que havia gostar de me ver. Esperei até ás 11 horas, e no dia seguinte soube que pela manhã o futuro marquez de Barbacena

havia partido com a sua familia para Londres. O filho primogenito não o acompanhava, havia ficado na Bahia. O futuro marquez de Barbacena vinha do Brasil encarregado de negociar o emprestimo que o futuro marquez de Baependy havia ageitado para si com a casa de Oxford em Londres. Já se vê que tinha sahido da incerteza em que se achava por uma tangente metallica de grande peso. Os interesses deste emprestimo para os negociadores delle forão exorbitantes, porque, a lei dos ordenados que vencia o ministro da Fazenda de então, que era o futuro marquez de Maricá, lhes concedeu uma avultada commissão commercial deduzida do capital nominal. O collega do futuro marquez de Barbacena nesta commissão foi o futuro visconde de Itabayana, por elle livremente escolhido.

Em uma pequena cidade perto de Falmouth encontrei com alguns deputados das côrtes portuguezas, que ali se achavão refugiados, e fiz com elles conhecimento. A comunidade de infortunio nos unio. Erão elles José da Silva Carvalho, Moura, Xavier Monteiro, Maggiorche, e alguns outros cujos nomes me não lembra agora. Já me achava algum tanto restabelecido e resolvido a partir para Londres. Resolvi tambem aquelles liberaes portuguezes, que ali se achavão a quasi um anno refugiados, a fazer outro tanto. Elles ali se demoravão á espera de uma reacção em Portugal que restabelesse o governo representativo; mas como já sabião dos acontecimentos de Abril em Lisbôa, que obrigarão o rei a passar para bordo de uma náó ingleza e, sob a protecção da bandeira desta nação, desconcertar a conjuração urdida contra a sua pessoa e a mandar seu filho o infante D. Miguel, que se achava á testa della, para Paris, não esperarão mais, e partimos todos, com um ou dois dias de intervallo eu delles para Londres. Nesta capital não procurei nem o futuro marquez de Barbacena nem o futuro visconde de Itabayana; mas um bom dia recebi pela posta uma carta do primeiro, dizendo que precisava fallar-me com urgencia em cousa do meu interesse, e como eu não queria ir á sua casa nem a elle convinha vir á minha, porque nella moravão alguns deputados portuguezes com os quaes se não queria encontrar, propunha-me um *rendez-vous* em um passeio; que pelas 6 e meia da tarde daquelle dia estivesse eu prompto a sahir sem nada dizer, logo que eu ouvisse bater duas pancadas demoradas uma da outra na porta da rua da casa em que me achava. Não respondi a esta carta, porque tendo ella chegado pelas quatro horas ás minhas mãos, ainda que quizesse já não podia poupar ao futuro marquez a pena de passar e bater á minha porta. Parecia-me este *rendez-vous* por demais mysterioso, mas á hora indicada estava eu na salla immediata á porta da rua, e sentindo as duas pancadas sahi e fechei a porta. Era o futuro marquez, elle mesmo, que as havia dado. S. Ex. vinha a cavallo e deixou a sua cavalgadura um pouco arredada no lado opposto da casa. Mandou o seu criado que o seguisse de longe, deu-me o braço e fomos nós a pé. O *rendez-vous* era todo cordeal, e elle podia dizer, segundo a sua intelligencia,



pedido no meu interesse. Depois de um largo preambulo, em que os Andradas forão tratados de loucos e visionarios, deu-me o futuro marquez uma explicação do seu procedimento e de outros homens de bem, que se achavão no poder, resumindo-se esta explicação na certeza de que elle e os seus amigos havião salvado a Independencia e o systema constitucional, e que jamais consentiria que os portuguezes preponderassem no Brasil; e concluiu que era tempo de eu tratar de mim, pois que já não havia receio pela causa publica; que escrevesse eu uma carta ao Imperador, pedindo expressamente perdão de minhas faltas, e que me empregasse na Europa, que elle futuro marquez me assegurava que perante esta carta, que seria expedida por elle, o Imperador attenderia ao meu pedido e me nomearia secretario de Legação em Londres, encarregado dos trabalhos do emprestimo, de que elle futuro marquez se achava incumbido. Depois de ouvir todo o seu bello discurso, respondi que não podia pedir perdão de faltas que não havia commettido, e que eu não podia empregar-me no serviço do Estado sem primeiro saber que tinhão cessado as crueldades contra os benemeritos brasileiros e que a Independencia e o Systema Representativo se achavão garantidos de facto, e não por palavras a que eu não dava valor algum; que meu irmão ainda se achava encarcerado em um subterraneo da fortaleza da Lage, e os Andradas e alguns outros illustres brasileiros deportados ou refugiados, e que não era em semelhante conjunctura que eu iria pedir um emprego a um governo que commettia taes atrocidades; finalmente, que agradecia muito a S. Ex. o interesse que tomava por mim, mas que lhe pedia que me não fallasse mais nisso. O futuro marquez quiz ainda convencer-me do erro em que eu me achava, mostrando-me que se apresentava uma probabilidade para mim de fazer fortuna, e como eu lhe replicasse que jámais a faria á custa da minha honra, cortou a conversa bruscamente e montou a cavallo quasi sem se despedir de mim. Voltei eu para casa satisfeito de não ter cahido no laço que se me pretendia armar.

Em Londres recebi uma carta, que ali me esperava, de meu irmão, escripta do calabouço da fortaleza da Lage. O conteudo desta carta causou em mim a mais dolorosa sensação, mas ao mesmo tempo dei graças a Deus por me haver dado força para resistir ás insinuações, talvez innocentes, do futuro Marquez de Barbacena. Meu irmão estava por assim dizer sepultado vivo em um buraco daquella fortaleza. Do governo as ordens contra elle erão severas, erão crueis, mas os officiaes da fortaleza de seu livre arbitrio modificavão essas ordens, e consentião que elle escrevesse, recebesse cartas e tudo o mais que era necessario aos seus commodos e alimentação, mas tudo isso se fazia secretamente e com insciencia do governo. Finalmente, e com o passar do tempo, o mesmo permittiu que o prisioneiro recebesse de quando em quando a visita de sua esposa.

Depois da dissolução da Constituinte, um decreto datado do mesmo mez de Novembro e referendado pelo ominoso futuro marquez de Nasareth, mandou

proceder uma devassa pelo crime de alta traição contra todo o mundo, e se ajuntou por prova ao corpo de delicto um ou dois numeros do *Tamoyo*. Nessa devassa, em que jurarão 81 testemunhas, dellas só 16 erão brasileiras, e estas referidas, as outras erão portuguezas. Forão pronunciados a prisão e livramento: Antonio Carlos Ribeiro de Andrada, Martim Francisco Ribeiro de Andrada e Antonio de Menezes Vasconcellos de Drummond. Depois da pronuncia puzerão pedra em cima, e não derão mais andamento ao processo. Meu irmão requereu, visto não ter sido pronunciado, que o puzessem em liberdade: foi indeferido o seu requerimento. Minha cunhada foi lançar-se aos pés do Imperador pedindo a soltura de seu marido. S. Magestade a consolou, dizendo que esperasse, que seu marido era innocente e havia por isso ser solto, mas que era necessario que levasse uma boa lição para lhe abaixar a prôa. Parece incrível que taes palavras sahisses da boca de um soberano, mas a historia deve ser inexoravel em relatar os factos. Estes muitas vezes explicão mais os tempos do que as pessoas. Finalmente, depois de alguns mezes de encarcerado em tão dura prisão, foi posto em liberdade, sem se lhe dizer porque esteve preso, nem se lhe dar a menor satisfação. Meu irmão adquiriu na prisão insalubre, em que esteve tantos mezes, molestias que nunca mais o deixarão, que lhe minarão a existencia, e das quaes veio a fallecer alguns annos depois, ainda na força da idade, depois de ter padecido mais ou menos desde a prisão até a sua morte. A sua agonia foi penosa, cruel e durou annos. No meio de tanto horror é justo dizer que a mesma mão que tanto o affligiu, sempre se recusou em assignar decreto de demissão. Meu irmão era administrador da Alfandega, emprego que lhe conferiu, por morte de meu pai, que o exercia, o Principe Regente em 1821. Erão então muitos os pretendentes, e o conde da Louzã, ministro da Fazenda, insistia em que se não dêsse tal emprego a um brasileiro. Meu irmão, agradecendo ao principe o despacho, S. Alteza lhe disse que fazia bem, porque só elle fôra a seu favor, porque todo o ministerio lhe foi contrario. «Fui a seu favor, repetiu o principe, porque espero sirva esse emprego com a mesma honra e exemplar desinteresse com que seu pai o serviu.» O conde da Louzã não negou a meu irmão que lhe fôra opposto; pelo contrario, disse quando lhe agradeceu, que votára contra elle e que só o principe lhe fôra favoravel. O conde da Louzã caprichava em que os brasileiros soubessem que elle os detestava. Durante a prisão de meu irmão o Imperador por mais de uma vez recusou assignar o decreto de demissão, que os ministros lhe apresentavão, e dizia que o não fazia, porque não tirava o pão a uma familia.

O desembargador Francisco da França Miranda, que, sem o requerer havia sido aposentado, com o ordenado de 450\$000, logo que José Bonifacio sahiu do ministerio em Julho de 1823, sendo esta punição que recebeu por se extremar em saber e virtudes de seus collegas, e que se achava refugiado sob a protecção ingleza, depois da pronuncia da informe e escandalosa devassa,

voltou para a sua casa, onde viveu por muito tempo quasi isoladamente, e não mais foi procurado para ser preso.

De Londres passei para Paris, e ahi residi até Abril de 1829, em que parti para o Rio de Janeiro, como logo direi; mas agora passo a relatar dous factos importantes, que talvez não sejam ainda geralmente conhecidos, excepto se o biographo do Sr. Montezuma de um delles fallou. Não vi ainda essa biographia, consta-me sómente que apparecera e fôra publicada no Rio de Janeiro. O Sr. Montezuma foi testemunha de um desses factos e ninguem melhor do que elle, que tambem soffreu as consequencias, o póde narrar; mas eu vi os documentos portuguezes que lhe dizem respeito, e tive em minha mão o testemunho de uma alta personagem maior de toda a excepção sobre o mesmo assumpto. Direi pois o que sei. Refiro-me à perfidia com que se auctorisou secretamente ao commandante da *Luconia* para levar os deportados para Lisboa, e não para o Havre, como é expresso nas instrucções ostensivas; e a parte que teve o partido republicano na dissolução da Constituinte.

Já fallei da dissolução pelas bayonetas da Assembléa Constituinte e da prisão e deportação de alguns deputados, escriptores publicos e outras pessoas; convém agora revelar o que até hoje se conserva, pelo que me parece, em segredo, concernente áquella dissolução e a esta prisão e deportação.

O partido portuguez e o partido chamado republicano achavão-se para esse fim no mais perfeito accordo. Nem um nem outro podia ser forte, porque não eram nacionaes. O partido portuguez tirava a sua força da intelligencia em que estava com o palacio de S. Christovão. O Imperador vivia rodeado de portuguezes e estes occupavão no paço, como no Estado, cargos importantes. O partido chamado republicano por si só era destituido de força e prestigio, e só unindo-se ao partido portuguez para um fim determinado é que poude nutrir esperanças de triumpho. Ambos estes partidos rodearão a Domitilla, e esta mulher em semelhante conjunctura foi o centro das cabalas e intrigas que derão em resultado a dissolução da Constituinte, e a prisão e deportação de alguns dos seus mais temiveis adversarios. O partido portuguez via nesse acto a volta do governo absoluto, a reunião do Brasil a Portugal e a satisfação de uma vingança. O partido chamado republicano nutria, se é possível, intenções ainda mais damnadas. Com a deportação de alguns dos seus mais temiveis adversarios satisfazia o seu rancor vingativo; e com a dissolução da Constituinte esperava pôr em conflagração geral todo o Brasil, donde nascesse a Republica que desejava. O mesmo interesse, para fins diversos, uniu os dois partidos diametralmente oppostos em principios.

Figurava á testa do chamado partido republicano um moço sem talento, mas activo e rancoroso. Era filho da provincia da Bahia e nascido de pais humildes e pobres. Exercendo um cargo subalterno da magistratura na provincia de S. Paulo, ahi se casou com uma viúva rica. A riqueza lhe augmentou a actividade, e não sei se a violencia do character tambem. Ligado com pessoas

da familia de sua mulher, procurou influir e ser o arbitro da provincia em que residia. As suas idéas o levarão para o republicanismo, mas os seus interesses não permittião que se separasse dos portuguezes. Era portanto até certo ponto republicano e portuguez ao mesmo tempo. Depois ficou exclusivamente republicano. Nesta posição trabalhou e contribuiu para a abdicação do primeiro Imperador. Foi por isto elevado depois della a membro da Regencia trina. Nas horas do perigo desertou o posto e voltou para S. Paulo, recebendo sempre os proveitos d'elle. Logo que alcançou posição, elevado pelos seus amigos, que entre si distribuião os altos empregos do Estado e as considerações honorificas, mudou de parecer. Marquez, grã-cruz, conselheiro de Estado, senador e ministro por varias vezes, inclinou-se mais para o absolutismo do que para a monarchia constitucional. Enviuvando depois de Regente, mas antes de chegar a estas ultimas alturas foi a Portugal buscar mulher para casar, porque no Brasil as brasileiras não erão dignas d'elle! Casou no Porto com uma rapariga de baixo nascimento e de uma familia a todos os respeitoz bem singular.

Tal era o homem, que por parte dos chamados republicanos mais activamente trabalhou para a dissolução da Constituinte e para a prisão e deportação de alguns dos seus adversarios.

A Domitilla foi quem mais lhe serviu nesta empreza. E' para mim caso averiguado que esta mulher, que tantos males causou ao Brasil, d'elle recebera doze contos de réis em premio do seu trabalho. E' para mim caso averiguado porque vi, li com os meus olhos uma carta escripta por uma mão augusta em que isto assim se relatava. Era uma carta escripta pela excelsa e virtuosa Imperatriz Leopoldina a José Bonifacio de Andrada em Novembro ou Dezembro de 1824. Esta augusta senhora até fallecer correspondeu-se com o veneravel ancião no exilio. José Bonifacio tinha-me na confidencia dessa correspondência, o que muito contribuiu para augmentar e vigorar o respeito e a veneração que consagro á memoria da augusta imperatriz, não perdendo a occasião de pagar ás sublimes virtudes de que era ornada este tributo da minha gratidão como bom brasileiro.

Revelarei agora outro mysterio, que me parece ainda achar-se encoberto. Refiro-me á prisão e deportação dos Andradas e alguns dos seus amigos.

Forão presos ao dissolver pelas bayoneas a Constituinte, como já disse, no dia 12 de Novembro de 1823, e postos em um subterraneo da fortaleza da Lage, donde dois ou tres dias depois foi José Bonifacio transferido para a fortaleza de Santa Cruz. O conventiculo de S. Christovão tinha decidido ostensivamente fossem deportados para a França, e conduzidos até o Havre em um navio do Estado. Para este fim foi designado o transporte *Luconia*, embarcação que se achava muito arruinada. Nomeou-se para commandante um official de marinha de nome Cruz, brasileiro de nascimento. Enquanto isto assim se tratava ostensivamente, os influentes do tempo em seu particular discutião

sé era ou não conveniente mandar os presos para Portugal. Villela Barbosa e Manoel Jacintho Nogueira da Gama tiveram a iniciativa, e sustentarão a proposta, que foi unanimemente approvada. Confiavão na pericia do Infante D. Miguel, que se achava então influindo decididamente no governo portuguez, para dar cabo dos presos, fosse processando-os como réos de alta traição, fosse secretamente nos calabouços do Bogio. O coração magnanimo do bondoso rei D. João 6.<sup>o</sup> ficaria neste caso sem acção pela influencia do Infante D. Miguel.

Isto assim decidido, era necessario achar pessoa *capaz* de dar boa conta da empreza para commandar a *Luconia*. O Cruz foi desembarcado e nomeado em seu lugar, com recommendação de Fernando Carneiro Leão, que muita parte teve nos acontecimentos do tempo, um official de marinha, portuguez de nascimento e muito conhecido pela sua má conducta, de nome ..... Barbosa. Nomearão para segundo commandante outro portuguez, de nome José Joaquim Raposo. A guarnição toda, excepto meia duzia de soldados, era portugueza.

Faltava tão sómente o consentimento do Imperador, mas nenhum dos conselheiros ousava fazer a proposta, para não tomar sobre si o odioso della. Nesta conjunctura decidirão que fosse o commandante Barbosa quem a fosse fazer. Este, aconselhado por Fernando Carneiro Leão, que depois foi conde, parece-me que de S. José, dirigiu-se ao Imperador a pretexto de agradecer a importante commissão de que o encarregava e entrando em conversa com S. Magestade sobre o assumpto, lembrou a conveniencia de levar os presos para Lisboa e não para o Hâvre. «Se V. Magestade consentir nisso eu prometto fazel-o de modo que salve a responsabilidade de todos». O Imperador respondeu: «Não, não consinto, porque isso é uma perfidia». O Imperador retirou-se.

A resposta do Imperador era para desconcertar a camarilha. Mas esta, interpretando a seu modo as palavras de S. Magestade, entendeu que o Imperador se daria por bem servido com a remessa dos presos para Lisboa sem elle ter tomado nisso parte, e que se devia tomar a sua negativa dissimulada por uma approvação bem clara. Neste sentido derão as suas ordens.

A *Luconia* vogava lentamente para Lisboa, e os passageiros, que não suspeitavão nada da infame intriga de que devião ser victimas, suppunhão que a marcha lenta da *Luconia* era unicamente devida á sua má construcção. Chegados á altura de Lisboa com perto de tres mezes de viagem, a *Luconia* desfazia á noute o caminho que havia feito durante o dia, de modo a não deixar as paragens em que se achava. Os passageiros perceberão isto e murmurarão com a energia de que erão capazes. O commandante esperava que algum navio de guerra portuguez o viesse capturar naquella altura. Era este o modo de salvar a responsabilidade de todos, como havia dito ao Imperador. A *Luconia* bordejava perto de terra, mas não á vista della, e o desejado navio de guerra não apparecia! Esta posição já não se podia sustentar por mais tempo. Re-

solveu então o commandante procurar a terra e entrar no Tejo. Deu disso parte ao seu immediato, dizendo que era assim que determinavão as instrucções secretas que trazião. O segundo commandante observou que ainda não tinha visto as taes instrucções secretas, e que as ostensivas que o commandante lhe havia communicado determinavão que largasse os passageiros no porto do Hâvre de Graça; que para se cumprirem outras, e não estas instrucções, era necessario que tivesse dellas conhecimento pela sua leitura. Confessou então o commandante que as instrucções secretas lhe havião sido dadas verbalmente, e não por escripto. O segundo commandante recusou obedecer ás taes instrucções verbaes; declarou ao commandante que se oppunha, em conformidade das ordens escriptas, de entrar no Tejo, e que a *Luconia*, em conformidade das mesmas ordens, enquanto elle ali se achasse, havia de levar os passageiros ao Hâvre. Desta occurrencia deu este honrado official parte aos passageiros.

Os traidores são de ordinario pusilânes. Barbosa, com a resposta do segundo commandante, desanimou. Havia já dias, quando se approximava a consumação do crime, que Barbosa se achava em um estado de meia embriaguez permanente. A não annuencia de Raposo, com a qual não contava, o fez procurar consolação nas bebidas espirituosas e a embriaguez foi completa. Por outro lado, os passageiros lhe lançarão em rosto a sua infâmia, e desde logo, por ordem de Raposo, a *Luconia* seguiu caminho do Norte; mas os mantimentos ião faltando, e julgou-se que o estado da *Luconia* não permitiria affrontar o mar do Norte naquella estação. Era no mez de Fevereiro.

A *Luconia*, máo grado os passageiros e o segundo commandante, deu fundo no porto de Vigo. Ahi principiarão novos perigos para os passageiros, de que forão salvos graças á energia que elles mostrarão e a intervenção a seu favor do governo inglez.

Governava a Corunha o general Eguia, digno representante do governo hespanhol daquelle tempo. Este homem tomou logo as medidas as mais severas contra a bandeira brasileira e os passageiros da *Luconia*. Mandou tirar o leme e arriar a bandeira. Quanto aos passageiros, determinou que não desembarcassem e nem tivessem communicação com a terra, senão por meio de um official inferior, que elle mandaria todos os dias, para o caso de ser necessario comprar algum refresco. O official inferior, a quem esta commissão fôra confiada, conduziu-se com polidez com os passageiros, mas não lhes poupou a bolsa no seu interesse. Chamava-se José Benito. O commandante da *Luconia* submetteu-se sem reclamar ás ordens de Eguia.

José Bonifacio foi então procurado a bordo pelo consul de França. José Bonifacio não conhecia nem sabia quem era o consul de França que o procurava. Este digno homem, cuja nobreza de alma não podia supportar uma traição, procurava a José Bonifacio, que elle não conhecia senão de nome, para o prevenir da infâmia que elle e seus companheiros estavam prestes a serem victimas, e a offerecer os seus serviços. Disse que uma embarcação de

guerra portugueza era esperada ali a cada instante para os levar para Portugal, e deu circumstanciadas informações a esse respeito.

Apenas tinha partido o consul para terra, entrava a barra de Vigo a corveta portugueza *Lealdade*, commandada pelo capitão de fragata João Pedro Nolasco da Cunha. A corveta deu fundo perto da *Luconia* e o commandante desta charrúa vestiu a sua farda e foi immediatamente para bordo da corveta portugueza. Os passageiros da *Luconia* já não podião duvidar nem das informações do consul de França nem da convivencia do governo hespanhol para os entregar a Portugal. Eguia mandou restituir o leme com ordem de partir immediatamente, dizendo que o não tinha feito antes porque para isso precisava receber instrucções de Madrid. O commandante da *Luconia*, ao receber esta ordem de partida deu as suas para a pôr em execução. Os passageiros se revoltarão para impedir a sahida. Ampararão-se da Praça de Armas ajudados pelos soldados brasileiros, ficarão senhores da poupa, e o commandante com os marinheiros se refugiarão na prôa. De terra mandarão tropa para dissolver o conflicto e guardar o navio. Determinarão então que saísse a corveta portugueza e 24 horas depois a charrua brasileira. Os passageiros se oppuzerão tambem á execução desta ordem. Tinhão tudo disposto para metter a charrua á pique, se a não pudesse evitar por outro modo. O sr. Montezuma é quem estava á testa deste ultimo e desesperado recurso.

José Bonifacio havia já escripto uma carta a Mr. Canning expondo toda a occurrencia e outra ao rei Fernando 7.<sup>o</sup>, esta assignada por todos os passageiros, na qual, expondo a traição de que erão victimas, declaravão-se prisioneiros da Hespanha e como tal submeter-se-ião ao que o governo hespanhol quizesse fazer delles, mas que ficasse na corôa de Hespanha a nodoa de os entregar a Portugal. Estas cartas forão confiadas ao consul de França, e este as expediu com a maior diligencia para os seus destinos.

Mr. Canning deu ordem ao ministro da Inglaterra em Madrid de exigir do governo hespanhol o desembarque dos passageiros e a faculdade de transitarem por terra, como desejavão, para a França. Mr. Canning respondeu a José Bonifacio para lhe informar das ordens que havia dado, e para lhe offerecer um navio inglez, se porventura elle e seus compãheiros quizessem ir para a Inglaterra.

A' vista da interferencia ingleza o governo hespanhol não tardou em a satisfazer. Os passageiros da *Luconia* desembarcarão em Vigo em plena liberdade e forão bem recebidos pelas autoridades, e com passaportes hespanhoes partirão para Bordeaux, onde chegarão a salvamento. Nos passaportes se lhes concedia a faculdade de levarem armas e criados. Sem a intervenção ingleza terião sido victimas da mais atroz cabala que se pôde commetter. Tres governos unidos conspirando para a destruição de homens, cujo crime era o acrysolado amor pela terra em que nascerão! A *Luconia* já não estava em estado de poder navegar; foi condemnada em Vigo, vendida e desmançada.

Em Lisboa me forão entregues em 1840 todos os papeis concernentes a esta horrorosa perfidia. Eu os guardei com summo cuidado e os levei para o Rio de Janeiro, para fazer uso delles em tempo competente. A sorte decidiu diversamente. Os desgostos me tirarão a saude e por fim a vista. Voltei á Europa para ver se a podia adquirir de novo, e na minha ausencia um fatal incendio, precedido de circumstancias ainda mais pungentes, deu cabo de meus papeis os mais importantes, que eu havia deixado ao cuidado de um amigo zeloso e que soffreu ainda mais do que eu dessa scena de destruição. Mas uma casualidade, que não se explica senão pelo abandono em que tudo o que era meu se achou por occasião da minha enfermidade, salvou dois desses documentos concernentes á traição da *Luconia*, que aliás terião sido igualmente victimas do fogo. Eu os achei em Paris entre outros papeis, que na occasião de embarcar no Rio de Janeiro encontrei dispersos sobre as mesas sem saber o que continhão. Sabe Deus quantos outros, igualmente valiosos, não ficarão perdidos no Rio de Janeiro, ou forão destruidos a bordo por não lhes conhecerem o valor. Dos dois que ficarão darei aqui a integra. Delles se verá que até a astucia o governo portuguez empregava para se amparar de homens que efficazmente havião contribuido para a independencia da sua terra.

Eis aqui os dois documentos a que me refiro:

« Tendo o governo de S. M. C. allegado motivos attendiveis para não entregar a Vm. a charrua *Luconia*, que ahi entrou *com bandeira do governo rebelde do Rio de Janeiro*, torna-se sem objecto a estada da corveta *Lealdade*, que Vm. commanda nesse porto; portanto ordena S. Magestade que immediatamente Vm. receber este Aviso Regio, e sem perda alguma de tempo, Vm. se faça de vela para sahir d'esse porto, publicando tanto á gente da sua corveta como a todo publico dessa cidade que recebeu ordem para voltar ao porto de Lisboa; entretanto, bem longe de Vm. assim fazer, praticará o contrario, e navegará de maneira que fazendo persuadir aos de terra que se faz na volta de Portugal, se conserve em alcance quanto possivel fôr de cahir sobre a charrua *Luconia*, aprezal-a e trazel-a a este porto *com todos os seus passageiros*, CONFORME O QUE LHE ESTAVA DETERMINADO, empregando Vm. toda a sua habilidade para não inspirar desconfiança á charrua *Luconia*, a qual não poderá deixar de sahir para seguir viagem para o Hâvre de Graça, pois o *governo hespanhol a fará sahir logo que não haja suspeita das ordens que Vm. agora recebe*. S. Magestade ha por mui recommendada a Vm. toda a sagacidade na execução, afim que se não malogre essa diligencia. Deus Guarde a Vm. Palacio da Bemposta, 7 de Março de 1824:— *Conde de Subsera*.— Sr. João Pedro Nolasco da Cunha, capitão de fragata commandante da corveta *Lealdade*. »

« Ill.<sup>mo</sup> e Ex.<sup>mo</sup> Sr. — Tenho a honra de participar a V. Ex.<sup>a</sup> que immediatamente o tempo me deu lugar sahi a ria de Vigo, e como eu bem sabia que a charrua *Luconia* pelo seu estado se deveria demorar alguns dias, na-



veguei de maneira que se persuadissem toda a gente que com effeito a minha navegação era para Lisboa, e só capeei quando não perdendo a terra, e assim estabeleci o meu cruzeiro em distancia que pudesse, ainda que com bem difficuldade, avistar qualquer navio que sahisse, porém a grande neblina que effectivamente havia sobre a terra, e não a distancia em que eu estava, me privava muitas vezes de ver o porto, e por conseguinte de nenhum effeito o meu cruzeiro, e por isso approximei-me mais á terra, de maneira que pudesse bem ver, e só passando a terra dos Pescadores, pouco mais ou menos á distancia de duas leguas do porto, o podia bem descobrir; assim naveguei sete dias sem nada poder saber, pois que qualquer navio sahindo de noite e com o vento N. E. ou E. N. E., o qual todas as noites o tem feito, se podia escapar costeando a terra, sem ser possível o vel-o, em consequencia do que, e de não ser já possível encobrir a minha existencia neste lugar, pois que ou eu não havia de ver o porto ou os pescadores e mesmo a gente de terra me haviam de ver, e por conseguinte digo que não devendo restar a mais pequena duvida da minha estada, me resolvi a fallar a um pescador, e remetter debaixo de todo o segredo um officio ao Vice-consul, em que lhe pedi informações sobre o estado do navio *Luconia*, e no dia 20 de Março recebi delle o officio n. 1, que por copia remetto, em consequencia do qual convoquei a conselho os meus officiaes, pois que a elles tambem já nada era desconhecido pela navegação que faziamos, sobre se deveriamos ou não conservar o nosso cruzeiro, no qual poucas ou nenhuma noticia podiamos obter, e mesmo tornar-se o tempo em estado de nos separarmos da terra, como já no dia 16 de Março tinha succedido com o vento N. E. muito forte, e depois ser muito difficultoso o apanhar a terra, em cujo tempo elle se podia escapar, ou se deviamos fundear na ria de Marim, onde estando do mesmo modo fóra de vista daquelle navio, e em franquia a um ferro, podessemos obter amiudadas noticias delle dadas pelo Vice-consul, todos assentarão em tomar este ultimo partido, como V. Ex.<sup>a</sup> poderá ver pelo termo n.º 3, que remetto, em consequencia do que no mesmo dia 20 ás oito horas da noite deu fundo na entrada da ria Marim, sem no outro dia içar bandeira, e só o farei se por qualquer motivo saiba que se não ignora quem sou, assim como não consinto communição alguma com a terra, á excepção de um barco que conduz noticias do Vice-consul, como agora 22 de Março de receber, e cuja copia remetto, n.º 2; todos estes passos que tenho dado só tendem ao bom resultado de minha commissão. Espero que V. Ex.<sup>a</sup> me determine o que devo fazer, pois julgo que o navio não sahirá d'aqui tão cedo, e mesmo, segundo as noticias do consul a sua guarnição, talvez tenha a desertar, visto a representação que fizeram ao general de Vigo, com o qual mesmo nenhuma communição tenho, e n'este Rio podem estar muitos navios sem autoridade alguma tomar d'isso conhecimento, pois estou a quatro leguas de Ponte Vedra, onde ellas existem, e é provavel que me não mandem registrar. Tenho mais

a pedir a V. Ex.<sup>a</sup> tome em consideração o quão difficultoso se torna com um só navio bloquear um porto, que tem tres sahidas, sendo duas mui francas, e podendo ficar V. Ex.<sup>a</sup> na certeza que logo que o Vice-consul me participe a proximidade da sahida da *Luconia*, hei de diligenciar o seu encontro, e da qual todos os dias estou sabendo, porém até o presente nenhum movimento tem feito de se apromptar. Nada mais por agora se me offerece participar a V. Ex.<sup>a</sup>

Deus Guarde a V. Ex.<sup>a</sup> muitos annos. Bordo da Corveta *Lealdade* em 22 de Março de 1824. — Ill.<sup>mo</sup> e Ex.<sup>mo</sup> Sr. Conde de Suberra. — *João Pedro Nolasco da Cunha. Capitão de Fragata Commandante.* »

Por estes dois documentos se vê o empenho com que o governo portuguez procurava capturar a charrua *Luconia* e seus passageiros. O governo hespanhol, por motivos que parecerão plausiveis, havia recusado entregar a charrua e os passageiros, e o governo portuguez, que já os não podia haver da mão do seu visinho, os queria alcançar por uma cilada, que lhe era bem pouco honrosa. A *Luconia* era um barco velho, sem artilharia, e em tão máo estado que foi ali mesmo em Vigo condemnado por incapaz de navegar e desmanchado. Não era pois para capturar uma embarcação em semelhante estado que o governo portuguez fazia tanta despeza e empregava tanta perseverança. A *Luconia* não valia a despeza que o governo portuguez fazia com o armamento de uma corveta para a capturar. Logo era para aprisionar os passageiros que se empregava tanta perseverança e tanta astucia. O conde de Suberra diz pelo seu officio acima transcripto que a *Luconia* trazia a *bandeira do governo rebelde do Rio de Janeiro*. Entre os passageiros da *Luconia* achavão-se dois ministros desse governo rebelde e um delles o principal instigador dessa rebelião, e mais quatro deputados da Assembléa Constituinte do paiz rebelde. Logo não podião deixar, uma vez que cabião nas mãos do governo portuguez, de serem tratados por elle como rebeldes e por isso condemnados á pena ultima, para o que havião sido expedidos do Rio de Janeiro !

Mas, porque houve tanta demora em Lisboa em mandar encontrar a charrua *Luconia*, uma vez que já se havia recebido aviso de que ella bordejava para ser capturada nas costas de Portugal? Darei a esta pergunta a resposta que me deu o conselheiro Manoel José Maria da Costa e Sá, quando eu a elle dirigi uma semelhante pergunta. O aviso chegou a Lisboa muito a tempo, e se o conde de Suberra não tivesse ouvido a el-rei, a *Luconia* teria sido infalivelmente capturada. El-rei, logo que se lhe expôz o negocio, hesitou e negou expressamente o seu consentimento. O conde de Suberra, como tinha certeza de mudar a resolução de el-rei, não quiz ir contra a sua vontade. Nião se gastou muito tempo, até que el-rei, instado pelas considerações do seu conselho, cedeu, mas já era tarde. Cedeu depois de se haver recebido a noticia telegraphica de ter entrado a *Luconia* no porto de Vigo, e cedendo

disse: «Deus queira que esta resolução não custe a vida a meu filho e aos portuguezes que estão no Brasil.» Traçando esta scena de infâmias, sinto grande satisfação revelando esta verdade de que D. João 6.<sup>o</sup> a encarou com o horror que ella inspirava e nunca lhe deu a sua approvação; o bondoso rei previa as consequências de uma tão feia traição, mas a fraqueza natural de seu caracter não lhe permittia romper com aquelles que propunhão que elle tivesse parte nella. Cedeu, mas já tarde, para ser levada a effeito, e foi á repugnancia do rei que os passageiros da *Luconia* deverão a sua salvação.

Não obstante o officio que se lê acima do commandante da corveta *Leal-dade*, referindo toda a astucia que em vão havia empregado para capturar a *Luconia*, que o governo hespanhol tinha razões plausiveis para não entregar á satisfação de uma vingança de seu visinho, o governo portuguez não desistiu da empreza. Mandou retirar a corveta *Leal-dade*, ficando em seu lugar um navio mais pequeno, que melhor pudesse manobrar, encobrir-se com a terra e approximar-se della, afim de fazer acreditar que o governo portuguez já tinha desistido de seu proposito de capturar a *Luconia* e os seus passageiros. Eis aqui o officio que a esse respeito dirigiu o conde de Suberra ao major general:

« Ill.<sup>ma</sup> e Ex.<sup>ma</sup> Sr. — S. Magestade Hé servida que V. Ex.<sup>a</sup> faça immediatamente sahir deste porto o brigue *Tejo* para render a corveta *Leal-dade*, que deverá em consequencia regressar a Lisboa, na commissão em que se acha na ria de Vigo, recebendo do commandante da corveta as instrucções que lhe forão dadas para uma semelhante diligencia, na qual se deverá corresponder com esta secretaria de Estado por via do nosso consul em Vigo, com o qual se deverá entender conforme o dito commandante da *Leal-dade* lhe indicar. O que participo a V. Ex.<sup>a</sup> para a sua intelligencia e execução.

Deus guarde a V. Ex.<sup>a</sup> — Paço, em 28 de Abril de 1824. — Conde de Suberra. — Sr. marquez de Vianna. »

Dois dias depois da data deste officio Lisboa foi o theatro de um acontecimento que ainda até hoje o publico desconhece o verdadeiro fim a que se dirigia. São tantas as versões que sobre elle ainda hoje correm, e tão poucos os esclarecimentos que temos obtido, que nos limitamos a referir sem o julgar.

O facto foi que D. Miguel estava então no apogeu da sua preponderancia, o que era uma fatal recommendação para os passageiros da *Luconia*, se por ventura houvessem já cahido nas mãos do governo portuguez, quando em 30 de Abril as tropas de Lisboa pegarão em armas sob o commando do infante, e por ordem deste forão presas algumas pessoas. O infante proclamára que se tentava contra a vida do rei. Este recolheu-se com a sua familia e ministros a bordo da não ingleza *Windsor Castle* surta no Tejo. Dahi decretou e as cousas se accomodarão, pedindo o infante licença para ir viajar, o que de bom

grado lhe foi concedido. e partiu para a França. O rei desembarcou. e este acontecimento ficou como já disse envolvido em tanta obscuridade que até hoje. pelo que eu saiba, ainda se não pôde conhecer o alcance nem o fim a que se dirigia.

Como estou a dictar recordações para quem escrever a historia, não é fóra de proposito referir uma anecdota explicativa da epoca e dos homens que então tinham entre as mãos o leme do Estado. Esta anecdota me foi referida pelo conselheiro Manoel José Maria da Costa e Sá, official maior da secretaria da marinha, que se achava a bordo da *Windsor Castle* para dirigir a correspondencia do governo. O quadro era deploravel, disse-me elle, o rei installou-se na camara da não e occupava-se mais da belleza da criada do almirante do que de outra qualquer cousa. Esta conheceu logo a impressão que havia feito e furtivamente apparecia de quando em quando na camara. Todas as vezes que se fallava com o rei, fosse quem fosse, S. Magestade manifestava a sua admiração pela belleza da criadinha. As infantas familiarisaram-se a bordo e achavam-se ali muito bem. O conde de Palmella estabeleceu banca de jogo dia e noite, e della só se retirava para comer e dormir. No entanto a monarchia estava á bordo de um precipicio, e nós, continuava Manoel José Maria, pouco sabiamos com certeza do que se passava em Lisboa, e nada do que iria pelas provincias. Recebia officios de terra e era necessario responder com urgencia. Chegava então á mesa em que jogava o conde de Palmella e lhe pedia que me desse meia hora de audiencia. S. Ex.<sup>a</sup> respondia: «Veja lá isso, responda e traga-me para assignar, assignarei aqui mesmo.—Mas é preciso que V. Ex.<sup>a</sup> leia estes officios, que pondere o que elles contêm e decida ácerca da resposta. —Confio muito no seu discernimento, replicava o conde, mas se os quer ler, leia que eu o ouvirei, pois não ha segredo para estes senhores que se achão, como nós, interessados na sorte do rei e na causa publica.» Questionavamos assim o conde e eu meia hora, sem elle poder resolver-me a ler em alta voz a correspondencia do Estado em tão critica circumstancia diante de todos, nem eu a fazel-o deixar por meia hora as malditas cartas, que elle tinha nas mãos. «Note, meu amigo, dizia ainda Manoel José Maria, que todo esse dialogo entre nós não interrompia o jogo, o conde fallava olhando para as cartas e não para mim. Finalmente assignava sem ler sobre a banca do jogo os officios e despachos que eu lhe apresentava para esse fim. Quando acabava desta mortificação era ás vezes para submetter-me a outra ainda mais dolorosa. Era chamado por el-rei. A primeira cousa que me dizia S. Magestade era se eu já tinha visto a *criadinha* do almirante. S. Magestade interrompia o meu silencio, acrescentando: «E' bem bonita, ás vezes ella põe a cabeça na fresta daquella porta... é bem bonita.»—V. Magestade determina mais alguma cousa? Tenho ainda de redigir alguns officios importantes que devem ser expedidos sem perda de tempo. —Sim, lavre tambem um decreto conferindo o habito da Torre e Espada a um tenente ou guarda-marinha,

é um rapaz bem parecido, não o tem visto aqui? Aqui está o nome d'elle, é empenho da infanta F.»

Passo já a ligar as minhas notas. O acontecimento de 30 de Abril demorou a sahida do brigue *Tejo*, mas não enfraqueceu a vontade do governo em capturar a *Luconia* com os seus passageiros. A corveta *Lealdade* foi substituida pelo brigue *Tejo*, e este não deixou as aguas de Vigo, senão depois que o governo hespanhol permittiu o desembarque dos passageiros da *Luconia* e a partida delles por terra para a França.

José Bonifacio e os seus companheiros de infortunio souberão logo pelas revelações do segundo commandante Raposo, que havia um projecto de os entregar a Portugal, mas ignoravão o alcance que tinha e donde procedia.

Foi depois de se acharem em Bordeaux que José Bonifacio recebeu de fonte pura exacto esclarecimento desse negocio. Da virtuosa e sempre saudosa imperatriz Leopoldina foi que José Bonifacio recebeu a revelação da infame trama de que elle e seus companheiros em desaffronta do partido portuguez se urdira no Rio de Janeiro para ter execução em Lisboa sob os auspícios do infante D. Miguel. Em conformidade com essa revelação, pois que li com os meus proprios olhos a correspondencia que lhe dizia respeito, é que dictei este artigo tal qual se acha acima referido.

As minhas convicções a esse respeito, tendo lido a correspondencia acima mencionada, já não podião ser abaladas por nenhuma outra versão; mas em Lisboa, como já disse, 15 ou 16 annos depois, obtive as provas documentaes de tudo o que avanço. Desgraçadamente esses papeis forão perdidos, reduzidos a cinzas no incendio de 10 de Agosto de 1860. Dia fatal para mim! Ao mesmo tempo que no Rio de Janeiro um incendio reduzia a cinzas papeis tão preciosos, em Londres a morte me roubava um amigo de quasi meio seculo, que tanta falta me está fazendo! Aquelles papeis comprovarião, se fosse ainda necessario, o procedimento do governo do Rio de Janeiro, que mandava entregar a Portugal os homens que mais tinham contribuido para a independencia do Brasil. Revelarião os nomes de certos brasileiros que tomarão parte activa nesse infame attentado. Poderia revelar eu aqui esses nomes; mas não o farei, posto que já não existão e alguns delles morressem cobertos de titulos e honras e de toda essa vangloria com que os soberanos satisfazem as vaidades dos que temem ou dos que lhe cahem em graça; não revelo esses nomes, não por attenção a elles, mas por piedade pelos seus descendentes, que vivem entre nós.

Agora duas palavras acerca dos dois commandantes da corveta *Lealdade* portugueza e da charrua *Luconia* brasileira. Já se viu o zelo com que o primeiro serviu ao seu governo no desempenho de capturar a *Luconia* e seus passageiros, mostrando-se habil executor das artimanhas do conde de Suberra. Se não foi feliz, não dependeu isso d'elle, mas tal era o empenho que havia

em se apanhar os passageiros da *Luconia*, que não se lhe levou em conta nem o zelo nem a actividade que empregou para o ser. Regressando a Lisboa ficou por algum tempo mal visto, culpado por não ter feito aquillo que estava fóra do seu alcance. A mesma sorte teve o commandante do brigue *Tejo*, que o succedeu naquella commissão. Passada porém que fosse a primeira impressão, o ex-commandante da corveta *Lealdade* foi restabelecido no conceito do governo e enviado ao Brasil em 1826 commandando outra ou a mesma embarcação de guerra. No Rio de Janeiro o seu zelo na commissão de Vigo foi apreciado tão vantajosamente que se lhe conferio o *officialato do Cruzeiro*. Doze annos depois eu o vi muitas vezes em Lisboa com esta insignia da Independência do Brasil! Interroguei-o muitas vezes ácerca da sua missão de Vigo, e como eu o lisongeava gabando a sua habilitade elle nada negava. Era então inspector do arsenal, e neste emprego morreu de uma apoplexia.

O commandante da *Luconia* Barbosa, regressando ao Rio, foi galar-dado com despachos e com o commando das galeotas do Imperador. Mas Villela Barbosa, que lhe attribuiu o máo successo da commissão pela impericia e fraqueza com que se houve, nunca lhe perdoou. Na primeira occasião que teve o accusou de ladrão da fazenda publica no commando das galeotas e o mandou julgar em conselho de guerra em 1829 ou 1830. Supponho que foi condemnado á morte. Adoeceu durante o processo e tal foi o excesso de bebidas alcoolicas, que falleceu dois dias depois de ser sentenciado á morte.

Raposo, segundo commandante da *Luconia*, que se houve com tanta honra, como já disse, ficou sendo estimado de todos e até o ultimo instante de sua vida gosou dessa estima. Deixou boa memoria de si e a sua morte foi pranteada. Creiu que falleceu na Bahia, sendo commandante do porto ou da divisão naval, não me lembra o anno, mas supponho que não ha mais de dois ou tres.

(18)

Merece reparo que sendo esta biographia publicada em 1836 não chegue ella senão aos annos de 1826, 27 e 28, isto é, ao tempo em que eu residia em França imigrado do meu paiz. Esta lacuna é facil de explicar. Em 1826 publicou-se em Paris a biographia dos contemporaneos. Redigi para ella a biographia de alguns dos meus companheiros de infortunio. Segundo minha memoria a dos tres irmãos Andradas e a de José Joaquim da Rocha. Não sei quem redigiu a minha, não me recordo mesmo se ali quando foi publicada em 1826, o que sei agora, pela leitura que acabo de fazer é que nem sempre é fiel, como fica demonstrado pelas notas, das quaes esta é a ultima. A biographia dos meus amigos acima referidos eu a redigí com todo cuidado, afim de evitar quanto fosse possível qualquer inexactidão. Quanto á biographia de José Bonifacio, levei essa exactidão a ponto de submeter o meu manuscripto á correcção d'elle mesmo, e foi depois de se achar assim purificado que o mandei para a impressão.

Em 1836 por especulação mercantil resumirão e publicarão a biographia dos contemporaneos com o titulo com que se acha. Não sei qual foi a redução que fizeram da minha biographia, porque não me lembra, como já disse, de a ter lido, e agora que a procurei achei a edição esgotada, e só pude alcançar um exemplar deste resumo a que me refiro. Se tivesse vista podia ir verificar a redução que houve, procurando a edição de 1826 em qualquer das bibliothecas publicas desta cidade. Posso porém afirmar que a biographia de José Bonifacio foi muito reduzida nesta edição de 1836. O meu amigo o Sr. Silva disse-me que na bibliotheca do collegio de D. Pedro II existia um exemplar da biographia dos contemporaneos edição de 1826. E' de presumir que se ache igualmente na bibliotheca publica, e ou em uma ou em outra se poderá tirar isso a limpo.

Andão por ahi algumas biographias de José Bonifacio, e todas peccão por inexactas. Não fallo da que escreveu o Sr. João Manoel Pereira da Silva nos seus «Homens Illustres», porque essa é um tecido de falsas apreciações, de calumnias e desaforos politicos, que só merecem o mais profundo desprezo. A que eu escrevi em 1826 e foi corrigida pelo proprio Sr. José Bonifacio é a unica exacta até aquella epoca. De então até o dia do seu fallecimento uma boa pagina se lhe poderia ajuntar.

Já fallei da minha chegada á Inglaterra e do modo por que sahi da Bahia. Estive em Londres. Parti para Paris, onde cheguei em fins de Julho de 1824. A administração franceza era então bem differente do que é hoje. A policia da alfandega e dos passaportes se fazia com tão enfadonha minuciosidade que tiravão a vontade de vir á França. Na alfandega mettia-se as mãos nas algibeiras e apalpava-se o corpo dos passageiros. Andava-se a respeito dos passaportes em uma diligencia tal que a menor demora em se apresentar na policia custava algum dissabor. Hoje não ha nada disso. Ao desembarcar em Bolonha, erão duas horas da noute, fomos todos os passageiros sob escolta encurralados na alfandega e ahi, depois de se dar em nossas bagagens e em nossas pessoas rigorosa busca, fomos escoltados a uma sala immediata onde estava o agente da policia. Apresentei o meu passaporte, que me havia sido dado em Londres pelo embaixador de França. Foi achado em boa fórma. O agente da policia ficou com elle e deu-me outro provisório para ir para Paris, no qual se dizia que me apresentasse eu na prefeitura da policia dentro das primeiras 24 horas da minha chegada a Paris, pena de dois mezes de prisão. Por este passaporte provisório paguei 2 francos. Entre nós actualmente ainda se paga creio que 6\$400 réis por um passaporte! As luzes do seculo a este respeito ainda não penetrarão no pobre Brasil.

A comminação de dois mezes de prisão escripta no passaporte reanimou a minha actividade. Cheguei a Paris ás 5 horas da manhã. A's 10 já eu estava na prefeitura. Nestas grandes administrações a ordem no serviço e a polidez com as partes então como agora são admiraveis. Cada um é servido

segundo a ordem da entrada e não ha privilegio para ninguém. Quando chegou a minha vez fui chamado á mesa de um empregado, ao qual apresentei o passaporte provisório, e elle perguntou se eu sabia onde morava o meu embaixador. Perguntou-me em inglez, porque em França todos os estrangeiros são inglezes, como na Inglaterra francezês. Entre estas duas nações existe o instincto de que fóra dellas não ha civilisação. Respondi que eu era de um paiz que acabava de proclamar a sua independencia, que não tinha ainda agente diplomatico em França. «Vós sois portuguez, disse-me então em hespanhol o empregado da policia, e Portugal tem aqui embaixador. Tomai o vosso passaporte para o visar na embaixada do vosso paiz, e então se vos dará o *permis de séjour* para residir em Paris.» Olhei para o passaporte e vi que era o que tinha ficado em Bolonha na mão do agente da policia, que já ali estava á minha espera com o endereço do embaixador de Portugal escripto em uma extremidade. Repliquei que eu era brasileiro e que nem pela força me deixaria costringer a reconhecer o embaixador de Portugal como autoridade brasileira; que se o governo francez me considerava em liberdade eu voltaria immediatamente para a Inglaterra antes do que sujeitar-me a tão dura condição para poder residir em França. A nossa conversa já havia passado do hespanhol para o francez, e a vivacidade da minha expressão pareceu chamar o official da policia a reflectir sobre o caso. «Pois bem, disse elle, aqui tem um *permis de séjour* por 24 horas, e amanhã pelas duas horas da tarde venha aqui para saber da soluçao do seu negocio». Agradei e retirei-me. Tudo isto se passou talvez em menos de 10 minutos, porque em Paris não se perde o tempo, tudo se faz com uma rapidez espantosa.

No dia seguinte, na hora indicada, apresentei-me na prefeitura da policia, e quando coube a minha vez foi para receber o *permis de séjour* por um anno. O official da policia apenas me disse, ao entregar o papel, que a minha pretensão tinhasido attendida. Agradei. Lendo depois o *permis de séjour* vi que, em vez de subdito brasileiro, se dizia natural do Brasil simplesmente. Dahi por diante, ainda antes do reconhecimento da Independencia, não se exigiu mais dos brasileiros que fossem buscar o visto de seus passaportes á embaixada portugueza. Fui eu, pois, o primeiro brasileiro, graças ao vigor do meu character, que em Paris foi como tal recebido e tratado officialmente.

Ainda hoje sinto certa satisfação ao recordar-me daquelle acontecimento, e é por isso que o transcrevo aqui tão detalhadamente. Compraz-me tambem em fazer o elogio do governo francez pelo modo com que se houve e a promptidão com que resolveu este negocio, que para mim era de summa gravidade. Eu queria ficar em Paris, onde tinha um irmão, que para ali tinha ido antes da Independencia e com o qual eu desejava viver, mas sacrificava tudo antes do que sujeitar-me a passar por portuguez.

Mal cheguei á Paris puz-me logo em correspondencia com os meus amigos, que tambem acabavam de chegar de sua penivel, prolongada e perigosa viagem



a Bordeaux. José Bonifacio, procurando o retiro do campo, alugou uma chacara, para onde foi viver com sua família e com seu sobrinho Belchior Fernandes Pinheiro, no sítio de Talence, a uma legua daquela cidade. Antonio Carlos e Martim também foram para o campo. Montezuma e Rocha se dirigirão para Paris, e este com os seus dois filhos em Paris viverão sempre commigo em communidade na mesma casa e tivemos a mesma mesa. Logo que pude parti para Bordeaux afim de ver e abraçar os meus amigos companheiros de infortunio, que não foram a Paris, desde a dissolução da Constituinte, em 12 de Novembro de 1823, dia em que foram presos, até então, que se achavam privados de noticias da patria. As primeiras que receberão foram dadas por mim, as menos importantes por escripto, e as outras verbalmente quando tive occasião de os abraçar pela primeira vez depois da nossa separação do Brasil. Todos os annos, durante a minha estada em Paris, repeti a minha visita a Talence, onde me demorava de 30 a 40 dias. Costumava partir de Paris em principios de Junho e regressava em meiado, pouco mais ou menos, de Julho. José Bonifacio fazia annos em 13 de Junho e eu nunca deixei durante a nossa deportação de jantar com elle nesse dia.

Os dias da minha estada em Talence eram então de prazer e de trabalho. Achava-me em companhia do meu venerando amigo, que na demonstração de sua amizade me honrava muitas vezes com o nome de seu filho. Longe da patria era a cultura da sua amizade o meu maior prazer. Fôra do tempo da recreação e do descanso trabalhavamos, elle a ditar e eu a escrever. Que de bellos versos se não perderão por descuido ou preguiça minha! Sempre que delles me recordo e do fim que levirão sinto-me ainda angustiado. De tres peças sobretudo me não posso esquecer sem viva saudade. José Bonifacio tinha composto um poema em oito cantos, verso solto. O assumpto deste poema era a dissolução da Assembléa Constituinte e a sua prisão e deportação, enriquecido de varios episodios onde se revelavão com os ornamentos poeticos acontecimentos que dizião respeito á Independencia, a maior parte dos quaes só tiverão por testemunha o Imperador e o autor. Os homens do tempo eram ali apresentados com as côres de uma critica severa. Outra poesia politica, intitulada o *Sonho*, era uma epistola a mim dirigida, que principiava, segundo minha lembrança, que já não é grande cousa, por estes versos :

« Sonhei, Carino, em noite descansada,  
 « Quando brando Morpheu me visitava,  
 « Que assistia no Rio á grande festa .  
 « Que, em honra do Sultão, os filhos davão  
 « Do bom S. Bento que nem cobras mata.

A terceira poesia que lamento a perda era intitulada : *Amores da Mocidade*. O poeta parecia ter voltado aos annos risonhos da mocidade quando o seu estro lhe inspirou semelhante poesia. O colorido da imagem e o sentimento

altivo do coração se unirão de tal fôrma que, desde o primeiro verso até o ultimo, a alma do leitor se sente, sem pensar, abrasada em amor. Pois bem, estas tres obras estão perdidas. Explico como. Eu as havia escripto, e José Bonifacio não ficou com uma cópia, apenas lhe poderia ficar entre os seus papeis algum verso variante, ou algum apontamento escripto de sua mão. José Bonifacio não gostava de escrever, ditava tudo o que fazia, não excluindo mesmo a poesia. Quando escrevia algum apontamento era meramente por lembrança. Levei para Paris estas tres bellas obras, de que o autor pouco caso fazia, porque para elle o poetisar, sobretudo em taes assumptos, era um mero passatempo para o fazer rir dos homens e das cousas. A minha intenção era de as dar á luz pela imprensa, logo que as circumstancias o permittissem. Esperava que os homens comprehendidos nas duas poesias politicas passassem para o dominio da historia para então poder publicar as taes poesias. Communiquei este meu pensamento ao meu amigo Francisco da França Miranda, e este me respondeu do Rio de Janeiro pedindo que lhe mandasse uma cópia para ver, porque elle estava muito perto da morte para poder esperar tanto tempo. Quiz satisfazer ao desejo deste amigo, e não tomei a precaução, que devia tomar em semelhante conjunctura. Talvez fosse preguiça, não duvido, o facto é que tendo então um portador seguro, que partia de Paris para o Rio de Janeiro, mandei os originaes sem deixar cópia delles, e pedi ao meu amigo Francisco da França Miranda que os devolvesse, ficando com cópia, pela primeira occasião de portador seguro pela casa de commercio de Bordon e Freyse. Meu amigo França accusou o recibo. Fallecendo depois, escrevi á viuva e esta não as achou entre os papeis de seu marido. Recorri em vão a alguns amigos e baldadas forão as diligencias por elles empregadas. Talvez que algum dia ainda appareção á luz sob autoridade de algum pseudo-autor.

Talvez que a minha memoria enfraquecida, como está, possa encarrilhar neste momento alguns versos dos *Amores da Mocidade* :

Satanico teria o ferreo peito  
 Quem amor não sentiu nos verdes annos,  
 Só feitos para amar e ser amado :  
 De amor nas ondas arde o mudo peixe,  
 Impellidas de Amor as aves cantão,  
 Nos mattos o leão segue a leão,  
 Corre após a novilha furioso  
 O bravo touro com bramantes roncões,  
 E os cornos rompe sobre os duros tronços ;  
 Do feroz Listrigão ao Scythia frio,  
 Do Cafre nú ao barbaro Tapuya,  
 Crava no peito Amor farpada setta,  
 Que assim o mandou Jove e o quer natura.

Ainda me estão vindo á memoria alguns versos do *Sonho*; aqui os irei depositando, posto que em pedaços isolados, para dar uma amostra do todo. Tratando da festa dos frades:

« Tinhaõ postas as mesas, e sentados  
Vi conegos e frades, irmãos e camaradas,  
Que se vendem por fitas e chocalhos,  
Devotos esperarem a pitaça;  
Agigantados mulatões robustos,  
Cabeça erguida, hombros arqueados,  
Fumantes taboleiros conduzião  
Atulhados de postas e tassalhos  
Do fresco lombo, de perús e patos,  
E dos quitutes que as Marfisas mandão.  
O Dom Abbade um cantico entoava  
Em som nasal desconcertado e alto,  
Que na vida fradesca e nos palacios  
Comilão que mais berra, mais digere. »

O autor passa desta scena a outra mais importante:

« No mesmo dia em que se dissolvêra  
Com automatos azues postos em fila  
A Assembléa Geral inepta e fraca,  
Eu vi sobre um andar que fatigava  
Becas e fardas e os toutiços gordos  
De conegos e frades, o Despotismo  
Carregado de fachas e venéras  
E das ventas fumando orgulho e sanha,  
Para fazer alardo ás Domitillas  
E as Fendingas reles..... »

Segue o beija-mão, no qual figuravão todos os homens que influirão para a dissolução da Constituinte.

De Luiz José de Carvalho e Mello diz o seguinte:

« Mas indo a beijar o pé carnudo  
Bambo mulato pesadão, basbaque  
Satyro, já decrepito, que sabe  
Por obras a Arte inteira do Vieira,  
E quer por isso agora ser ministro,  
Um pontapé lhe deu e o cú voltando  
Este risonho o lambeu tres vezes. »

Eis os versos que me vêm á memoria ácerca de José da Silva Lisboa :

« O mesmo quer fazer Sylvio o Carcunda,  
 Fracção de gente, charlatão idoso,  
 Que abocanha no grego, inglez, hebraico,  
 Mas sabe bem a lingua de cabinda  
 E o patrio Bororó e mais o moiro,  
 Que escreve folhetos a milhares,  
 Que ninguém lê porque ninguém o entende  
 Por mais que lhe dê títulos diversos. »

.....  
 .....

De Manoel Jacintho Nogueira da Gama pouco me recordo. O autor o fustigou com justiça :

« Em cujo ethico rosto as feições cava  
 Em pedra de Lioz e não de Paros  
 .....  
 .....  
 Mineiro talentoso e novo Phydias,  
 Que ha de guardar os nossos debitantes  
 Como peça famosa da antigualha,  
 Onde viva sculpida a hypocrisia,  
 A mentira servil, a inveja, o opprobrio. »

.....  
 .....

E quer saber, meu caro sr. Mello Moraes, uma verdade? Nada mais me lembra neste momento das poesias de que estou lamentando a perda. A minha memoria já está bem fraca; e isto de nem sequer poder ver o que dito é bem penoso. Perturba-me por tal modo que me tira até a vontade de mandar ler o que está escripto, afim de poder corrigir os erros e até os lapsos de lingua. Vai como sahe á primeira vista. Vai como o material para a mão do artista, como um pedaço de marmore, do qual o esculptor deve tirar um heroe ou mesmo uma Divindade. Desculpe porém, meu bom amigo, estas tiradas em prosa e recordações em verso, que nada têm com as notas que V. S.<sup>a</sup> me pediu. Desculpe, digo, por amor do sentimento que as dita. São destinadas a V. S.<sup>a</sup> e eu quando lhe escrevo imagino que o tenho presente, e então vou ditando, como se estivesse a conversar com o meu saudoso amigo, fallando de tudo e não desejando acabar para que me não deixe só. Mas já são 11 horas da noite e breve está a principiar o dia 2 de Abril, e a escrevente quer ir deitar-se. Digo-lhe adeus, e até amanhã.

O meu exilio em Paris foi aproveitado no meu e no interesse do meu paiz,

e mais o fôra se tivera minha alma tranquilla. A lembrança da patria nem um só instante se separava do meu coração. Avido de noticias e quando ellas chegavão era para augmentar as mortificações do meu espirito. Na aurora da independencia a dissolução pela força armada da Assembléa Constituinte tinha assustado aos pacíficos habitantes do Brasil e espalhado a confusão e o terror pela superficie do novo Imperio. No Pará centenaes de brasileiros asphyxiados no porão de um navio, onde o ar não penetrava, e ali mortos no meio de tão cruel desesperação que se dilaceravão uns aos outros. No Ceará a fome era tal que a população ficou reduzida de um terço, e o governo do Rio de Janeiro mandava então recrutar naquella desgraçada provincia os homens robustos, que podião servir de amparo a suas familias, para o exercito e para a marinha. Em Pernambuco lavrava a guerra civil e as forças do poder dizimavão os filhos daquella bella provincia. Na Bahia os soldados penetravão no quartel do general e ali mesmo fuzilavão o commandante das armas. O Brasil todo, por um lado era victima da anarchia, e por outro do despotismo na côrte. Mas no Rio de Janeiro, o coração ainda se me aperta de dôr, a scena era outra: o Imperador achava-se embriagado em crapuloso deboche, representando o reinado de Luiz XV e rodeado de cortezãos da mais baixa extracção, ignorantes e corruptos, que erão seus alcoviteiros. Uma Messalina governava o Imperio, tinha uma côrte sua, e o proprio Imperador era o mais rendido dos seus escravos. A virtuosa e infeliz Imperatriz, espectadora de taes scenas de escandalo, era maltratada, morrendo de dôr e desespero. No Rio da Prata sustentava-se uma guerra desesperada, mas sem tino, que esgotava as finanças do Estado e o sangue dos brasileiros. O Imperio perdia os seus limites naturaes, que a tanto custo tinha alcançado pela aquisição voluntaria de Montevidéo. Não havia desastre que não affligisse ora um ora outro ponto do Brasil. Até a independencia, que os brasileiros tinhão conquistado, essa mesma o governo de D. Pedro 1.º, porque a não achou legitima, a comprou a Portugal por dois milhões de libras esterlinas e outras condições onerosas, expressas no respectivo tratado e que ainda hoje pesão sobre o Brasil. Quasi todas as nações maritimas reclamarão indemnisações pelos prejuizos que soffrerão com o bloqueio do Rio da Prata, porque os chefes das forças do Brasil fazião guerra aos neutros e não aos belligerantes, e teve de pagar muitos milhões e soffrer insultos dos reclamantes. Se a estas calamidades publicas ajuntarmos as particulares, que soffrião as familias de parentes e amigos, que se tornavão suspeitos porque não se humilhavão a fazer a côrte a uma prostituta ou porque desagradava ao partido immoral de que essa prostituta era a representante, ver-se-ha que até longe da patria, exilado della, eu tinha muitas vezes de chorar suas desgraças.

No estudo achava alguma consolação. O estudo era pois, por assim dizer, a minha vida. Frequentava os cursos publicos da Sorbona e do Conservatorio das Artes, frequentava os professores e homens illustrados, todos me estimavão e alguns delles com particular consideração. O celebre economista João Baptista

Say me distinguia com tanta amizade que eu era recebido na sua casa por elle e pela sua familia como se fôra um membro della. Seu filho Horacio Say, homem de não vulgar illustração, tambem me distinguia com a sua amizade, e eu, já depois de ter perdido a vista, vim a Paris chorar a sua morte por uma longa e dolorosa molestia, no decurso da qual o meu infeliz amigo, para cumulo de desgraça, teve de prantear a morte de sua esposa, que era a sua unica consolação.

Royer Collard, Benjamin Constant, general Foix, Jullien de Paris, Charles Dupin, o celebre abbé Grégoire, Malte-Brun, e alguns outros sabios e litteratos com quem cultivei boas relações, me honrarão com a sua amizade e me ajudarão com os seus conselhos.

Em Genebra, por recommendação de meu amigo Say, fui recebido, acolhido e bem tratado por Sismondi, Dumont e De Candolle. Destes tres illustres escriptores recebi provas de consideração e amizade, e de todos fui hospede por mais de uma vez durante a viagem que fiz pela Suissa. Percorri a pé toda a Suissa e essa viagem ainda hoje é uma das mais bellas recordações de minha vida.

A educação publica na Suissa abrange todas as classes da sociedade. Ambos os sexos se applicão com igual vivo interesse. Talvez seja a Suissa o paiz da Europa onde o ensino primario se ache mais diffundido e aperfeiçoado. Como eu trazia sempre o Brasil no meu pensamento, e na Suissa, como em outra qualquer parte, tudo o que eu via o meu espirito desejava logo poder applicar em proveito de meu paiz. Ao passo que visitava com admiração as escolas primarias da Suissa, o meu espirito soffria, porque o que estava vendo não tinha forças nem poder para introduzir na minha terra. Deplorava o poder que tinha energia para fazer mal, e não sabia ou não queria fazer bem. Dizia a mim mesmo, por que esse governo não mandará aqui pessoas capazes de estudar este ramo do ensino publico e transportal-o para o Brasil, onde certamente daria fructo tão bom ou ainda melhor do que entre esta gente que o soube aperfeiçoar! Ah! se assim fizesse eu lhe perdoaria, por este unico acto, todo o mal que elle nos tem feito.

Frequentei em Genebra todo o curso de botanica do celebre professor De Candolle. O numero dos assistentes era sempre consideravel. As senhoras o frequentavão em maior numero ainda do que os homens, e eu tive occasião de observar nesse curso um acontecimento que prova por si só a illustração do bello sexo da Suissa. O sr. De Candolle demonstrava então aos seus discipulos e discipulas as novas vegetações que o sr. Auguste Saint-Hilaire havia recolhido da sua longa viagem ao Brasil. Fazia esta demonstração pelos desenhos originaes que o illustre botanico lhe havia mandado para ver, quando este lhe escreveu pedindo a restituição dos mesmos desenhos, porque era chegada a occasião de os mandar reproduzir pela lithographia. O sr. De Candolle em uma lição deu parte ao seu auditorio desta occurrencia, que o privava do prazer

de continuar a demonstrar aquellas novas descobertas devidas ao zelo incansavel de seu illustre collega.

Eu me achava presente á lição em que isto se passou, e pôsso contar como testemunha de vista. Mal o professor acabou de fallar que uma senhora levantou-se, percorreu alguns bancos fallando com algumas outras, dirigiu-se do seu lugar ao professor e perguntou-lhe quantos dias poderia elle conservar ainda os desenhos em seu poder antes de os mandar para Paris. De Candolle respondeu que quando muito oito a dez, e não mais. A senhora replicou: « Nós nos obrigamos a copiar dentro desse curto espaço de tempo toda essa collecção do sr. Saint-Hilaire, e desde já fazemos presente do nosso trabalho ao nosso bom professor. »

Essa offerta causou-me admiração, mas essa admiração subiu a enthusiasmo quando dez dias depois tive o extraordinario prazer de percorrer as folhas da obra inteira de Saint-Hilaire copiadas por aquellas senhoras, folhas que por duas semanas permanecerão na mesa do professor para serem admiradas. Quem conhecer a viagem botanica de Saint-Hilaire póde avaliar qual seria o esforço daquellas senhoras em a reproduzir com tanta perfeição, que a estampa lhe não excedia. Genebra não é uma grande cidade, bem longe disso, e todavia apresentava naquella occasião muitas senhoras applicando-se ao estudo da botanica e todas sabendo desenhar a ponto de poderem copiar taes estampas. Não conheço nada de mais maravilhoso, e se ajuntarmos a isto que as Suissas em geral são modestas, virtuosas e boas mães de familia, quem poderá deixar de lhes tributar o maior respeito e a mais sincera veneração?

No Brasil o ensino publico não vai bem, não tem ordem nem harmonia, falta-lhe finalmente tudo, porque lhe falta uma direcção especial e intelligente. Se alguma cousa tem ganho na superficie é á custa da profundidade, que vai sempre diminuindo, e todavia o maior serviço que se lhe podia prestar nas circumstancias actuaes seria o que dissesse respeito ao ensino publico. Mas nós estamos muito atrasados, e o peor é que nem sequer sabemos qual seja o estado do ensino publico nos paizes mais adiantados da Europa. Nada sabemos nem pratica nem theoreticamente. Ignoramos as leis, os regulamentos e a organização emfim do corpo do ensino publico; e ignoramos igualmente o modo de se pôr em pratica essas leis e esses regulamentos. Mas tudo isto constitue um estudo especial e immenso.

Na Europa o aperfeiçoamento em que se acha o ensino publico não foi feito em um dia, é o producto da cogitação e da experiencia de seculos. Felizmente para nós não precisamos já passar pelo mesmo prolongado tirocinio para chegarmos em pouco tempo ao nivel desse aperfeiçoamento. Seria necessario, para o conseguirmos com promptidão, que o governo mandasse homens especiaes que se tenham applicado á theoria pelo menos do ensino publico á Europa, afim de estudarem esta materia, principalmente na França, Prussia e Suissa. Mas que de tino não é preciso para não errar na escolha desses indi-

viduos? Em outro qualquer paiz seria um negocio de importancia, mas no Brasil, onde o patronato e o nepotismo tomão o lugar do merito e da virtude, é elle muito mais importante ainda. Todavia deve haver no Brasil homens especiaes e devotados á santa causa do ensino publico, e é de entre elles que o governo deve fazer a sua escolha.

Indicarei um que reside actualmente na Europa, o sr. Joaquim Caetano da Silva, nosso encarregado de negocios na Hollanda, pelos seus talentos e estudos especiaes ninguem o excede para ser preferido na escolha para um tal encargo. Mas um só não basta, a vida do homem é cousa muito fragil, conviria que se mandasse mais de um; na minha opinião nunca seria demasiado o numero das pessoas que se enpregassem em taes estudos. Seria esse o caminho para chegar ao desenvolvimento de um plano theorico e pratico de ensino publico proveitoso em nossa terra.

Como se acha actualmente não pode continuar sem grave prejuizo. É preciso que o governo attenda a uma verdade. Todas as vezes que a nação se acha mais illustrada do que o governo a existencia de um grande perigo acha-se igualmente imminente. Os brasileiros viajam e adquirem conhecimentos e comparão. Entre nós o director dos estudos é uma entidade politica; é por consequencia escolhido de entre os homens politicos do partido dominante, em vez de o ser de entre os homens especiaes da instrucção publica. O director transforma o pessoal do ensino publico em um instrumento eleitoral, e esse instrumento corrompe até a mocidade, que lhe é confiada para outro fim. Nas escolas falla-se, já como nos clubs, das eleições, e o estudante obtem favores immerecidos logo que seu pai, movido pelo amor paterna, vota contra a sua consciencia. O ministro da instrucção publica, quando o houver, sendo homem politico e não especial, entrando para o ministerio porque o partido a que pertence subiu, e sahindo do ministerio porque esse mesmo partido desceu será isento desses defeitos que notamos no director? Por Deus separem o ensino publico da politica. Na Europa a esse respeito a unica questão não geralmente decidida é se o ensino deve ser livre ou sujeito ao episcopado, mas da politica está desterrado.

O sr. De Candolle, bem como o sr. Sismonde de Sismondi, erão ambos de origem italiana, este da Toscana e aquelle de Veneza. Seus nomes são tão vantajosamente conhecidos que basta cital-os para lhes fazer o elogio. O sr. Decandolle exerceu no cantão de Genebra, da sua residencia, os altos cargos do Estado, que todos são electivos. Quando eu estive em Genebra era elle conselheiro de Estado e director das prisões e casas penitenciarias. A elle se deve os melhoramentos que estas casas então tiveram, e que da Suissa passou para os paizes mais adiantados da Europa.

O sr. Sismondi também occupou os altos empregos do Estado, mas os seus trabalhos litterarios e economicos absorvendo todo o seu tempo não lhe permittião prestar aos negocios do Estado toda a attenção que elles merecem,



mas todavia era sempre ouvido e a sua opinião muito considerada. O sr. Dumont, posto que cidadão do cantão de Genebra, onde nascêra, já o tinha sido da republica franceza do fim do seculo passado ; foi membro da convenção que julgou o infeliz rei Luiz 16, e por isso expulso de França pela restauração de 1814. Era homem notavel pela sua alta intelligencia e de um character tão brando e affavel, que parecia impossivel a quem não sabe o que é o fanatismo politico, que esse homem pudesse dar o seu voto de pena ultima ao infeliz rei, que para isso não havia commettido a menor falta. Foi este Dumont que pôz em ordem e redigiu os trabalhos de seu amigo o illustre publicista inglez Beutham.

Depois de deixar a Suissa correspon-di-me até certo tempo com estes illustres sabios, que me honravão com a sua amizade. De Candolle e Dumont fallecerão, e a perigrinação em que a sorte sempre me trouxe foi causa de ir pouco a pouco interrompendo até acabar a correspondencia com Sismondie correspondencia que se renovou depois pelo modo por que vou contar, e que durou até poucos annos antes da morte do illustre publicista.

Era eu encarregado de negocios em Roma, e pela semana santa de 1836 fui á capella Sixtina assistir á festa de Ramos. Olhando para o banco dos estrangeiros vi um individuo com o uniforme de membro do Instituto de França. Era o unico que ali se achava revestido de tão alta distincção ; reparei e facilmente reconheci que era o Sr. Sismonde de Sismondi, que havia 9 ou 10 annos que eu não via. Senti grande satisfação em o tornar a ver. A minha posição era então bem differente daquella em que me achava quando fiz o seu conhecimento. Quando fui por elle recebido, agasalhado e estimado era eu um exilado, e quando o tornava a ver era eu o representante de um governo. Concluida a festa, dirigi-me para o lado em que estava o sr. Sismondi e o encontrei quasi ao sahir a porta da capella. Perguntei-lhe se não me reconhecia. Eu estava de farda. Respondeu-me que não, mas que nem a minha figura nem a minha voz lhe erão estranhas. Repliquei perguntando se não se lembrava de um selvagem do Brasil que elle havia recebido e agasalhado com tanta bondade em a sua casa nas immediações do lago de Genebra. A cada palavra que eu articulava elle olhava para mim com muita attenção e, antes de acabar de pronunciar as duas ultimas, exclamou : « C'est vous même, Mr. de Drummond ! Selvagem ! que me fez tão lindos versos ? » Subiu para a minha carruagem e foi comigo para a minha casa, onde ficou até terça-feira de Paschoa, e na quarta partiu para Florença, donde regressou a Genebra.

Destes tres illustres escriptores conservei muitas cartas, que todas se consumirão no incendio de 29 de Agosto de 1860, com numerosas outras de publicistas e sabios da França, da Italia, da Belgica e da Allemanha, que durante a minha estada na Europa me distinguirão com a sua amizade. Estes importantes documentos, que erão de todos os meus papeis os que mais estimava,

eu os conservava em uma caixa de jacarandá, de proposito mandada fazer para os guardar reservados de todos os outros. Desta caixa só me resta a chave que eu trouxe commigo, tudo o mais foi victima das chammas do incendio que devorou a casa do meu amigo Dr. Mello Moraes no Rio de Janeiro, e esta chave eu ainda a trago commigo, e tal é a illusão, que sinto prazer em a apalpar. Encerrava o\* que eu chamava o triumpho do meu exilio.

Ainda duas palavras para fazer o retrato physico de Decandolle e de Sismondi. Nunca vi apparencia tão enganadora. Sismondi, pelo seu aspecto parecia mais um trabalhador grosseiro do campo que um homem que havia cursado as aulas. De estatura ordinaria, espaldas largas, macilento, mãos grossas, pés grandes, mas olhos vivissimos. Vestia-se simplesmente e trazia sapatos de velludo. Decandolle, este parecia antes um roceiro civilisado : era baixo, grosso, mas as feições revelavão bom nascimento, alegre, jovial e amigo da sociedade, enquanto o outro era naturalmente taciturno e pouco communicativo, excepto quando contrariava, porque neste caso fallava muito e sempre bem, ainda mesmo quando não tinha razão, porque enfim a natureza humana é tão fraca que a razão falha muitas vezes até aos homens mais abalisados. Da Suissa passei á Italia, fui pelo Tyrol á Vienna, percorri a Prussia, as margens do Rheno, a Hollanda, a Belgica, percorri pela segunda vez a Inglaterra e pela primeira a Escossia e a Irlanda, de onde voltei para a França, e dahi seguí para o Brasil em Abril de 1829.

O character de Sismondi era tão firme que nunca se curvou nem perante o genio de Napoleão 1.<sup>o</sup>. A sua mocidade foi por isso tormentosa ; soffreu prisões e exilios. A republica era o seu ideal. Voltando Napoleão 1.<sup>o</sup> da ilha d'Elba em 1815, Sismondi entendeu que era chegada a hora do triumpho da liberdade, entendeu que Napoleão 1.<sup>o</sup> para debellar o despotismo só com a força da liberdade o podia fazer. Nos cem dias do segundo reinado de Napoleão 1.<sup>o</sup> publicou uma brochura neste sentido. Convidava a todos os homens de coração a se unirem a Napoleão para restaurar a liberdade. Dois dias depois de haver feito esta publicação foi condecorado com o habito da Legião de Honra. Não acceitou a condecoração, respondendo que as suas idéas andavão em busca de outra cousa e não de favores.

Paris foi para mim uma segunda patria intellectual. Nella achei amigos que se interessarão pela minha sorte e me soccorrerão com os seus conselhos. Já mencionei alguns, e a gratidão me leva a mencionar com especial satisfação outro, cuja memoria me será sempre grata. O conde de Sêze, este veneravel ancião que arriscou a sua vida para defender o infeliz rei Luiz 16 perante a cónvenção revolucionaria, recebeu-me em sua casa com tanta consideração e bondade que se eu fosse seu filho não podião ser maiores. A sua casa, a sua mesa, tudo quanto tinha me erão offerecidos com a mesma franqueza

com que me dava um lugar no seu coração. Era a mais decidida sympathia de um velho para um moço, que lhe retribuia com ternura e gratidão.

O tempo que sobejava dos meus estudos e das obrigações da vida social eu o empregava em trabalhos, pela maior parte do interesse do Brasil, que dava á luz pela imprensa. O tempo chega para tudo quando se não dissipa pela desordem ou se consomme em cousas inuteis.

Muito escrevi e publiquei no *Journal de voyages, découvertes et navigations modernes, ou Archives géographiques du 19.<sup>ème</sup> siècle*. Esta vasta collecção publicada em Paris por uma sociedade de geographos, viajantes e litteratos francezes e estrangeiros. Eu era um de seus membros e o nome «Menezes de Drummond (do Rio de Janeiro)» figura na lista dos collaboradores impressa na capa de cada caderno.

Em 1827 publiquei dois artigos, um com 43 paginas e outro com 30 e tantas, ambos com a epigraphe — Notice sur les mines du Brésil par Mr. Menezes de Drummond (de Rio de Janeiro). — Esses dois artigos se achão nos tomos 33 e 34 desta vasta collecção.

Redigindo e publicando os dois supramencionados artigos levei em vista chamar a attenção da Europa sobre as minas de minha terra, que não erão por ella sufficientemente conhecidas. Eu estava no exilio e no exilio mesmo não pensava senão do engrandecimento da minha patria. Em tudo o que escrevi e publiquei durante esse tempo na Europa uma só palavra se não encontra de azedume ou de queixume; pelo contrario muitas vezes bem significadamente extrema consideração pelo soberano e tambem pelos seus ministros. Entendia que perante os estrangeiros, quaesquer que fossem as divergencias internas, os brasileiros se devião apresentar unidos como um só homem. Na segunda *Notice sur les mines du Brésil* eis aqui como termino o artigo: «Dieu veuille surtout que les ministres de D. Pedro fassent pour la prospérité de ces établissements des vœux aussi ardents que ceux que je forme pour la gloire de ma chère patrie dont le sort m'a exilé!»

Estes artigos pela sua novidade fizerão viva sensação na Europa. Na Inglaterra forão traduzidos e publicados em separado pelos jornaes com elogios ao autor. Outro tanto aconteceu na Allemanha. A Sociedade de Mineralogia de Iena os traduziu e publicou nos seus annaes. Espontaneamente enviarão ao seu author o diploma de socio della, acompanhado de uma carta do seu presidente concebida nos termos os mais lisongeiros. Nella se dizia que o autor havia feito grande serviço à sciencia e á Europa. Até na Russia os mencionados artigos, pela consideração que merecerão forão, traduzidos, publicados e citados em jornaes e revistas scientificas.

Em França merecerão elles particular consideração; forão citados com elogios pelo *Bulletin des Sciences* e outros periodicos do tempo. Ainda hoje servem de guia aos que se occupão desta sciencia em relação ao Brasil. A «*Histoire Géographique du Brésil*, publiée par la Bibliothèque Populaire, en 1834,»

no tomo 1.º p. 55 e 56, os referidos artigos são citados com elogios. M.<sup>r</sup> Ferdinand Denis, em as suas obras sobre o Brasil, os cita frequentemente. Em geral são citados em todos os trabalhos de mineralogia onde se trata do Brasil. Se não fundirão melhor proveito ao mesmo Brasil, deve isso ser levado em conta da quadra funesta em que o paiz se achou e á descoberta das minas da Australia e da California.

O meu respeitavel e intimo amigo José Bonifacio de Andrada me havia confiado as notas de uma viagem mineralogica, que elle e seu irmão Martim Francisco Ribeiro de Andrada fizeram na provincia de S. Paulo. As notas em questão estavam escriptas em pedaços de papel avulsos, não numerados, uns pela mão do primeiro e outros pela do segundo viajante. As que erão escriptas por este estavam em melhor ordem, mas as outras nem o autor mesmo podia dizer por onde principiavão ou acabavão. Vi nestas notas um trabalho de importancia e de interesse para o Brasil, e com licença de seus autores as puz em ordem e redigi a viagem.

Publiquei esta importante viagem mineralogica, dividida em 3 artigos, no supramencionado *Journal des Voyages*, de que era collaborador. Achão-sê nos tomos 36 e 37 desta vasta collecção. Em face do primeiro ajuntei a seguinte nota : « J'ai parlé dans un de mes précédents articles, cahier du mois de Juin, d'un voyage minéralogique entrepris en 1820 dans la province de Saint Paul au Brésil, par mon ami le savant José Bonifacio de Andrada, ex-ministre de l'empereur Don Pedro, et par son respectable frère. La bienveillance de ces illustres compatriotes m'honorent, m'ayant valu la communication de notes réunies dans cette excursion scientifique, j'ai cru devoir les rédiger en corps d'articles, espérant que nos lecteurs me sauraient gré de mon travail. »

Estes artigos forão igualmente traduzidos e publicados em Inglaterra e na Allemanha. A Sociedade de Mineralogia de Iena me felicitou pela sua publicação. Por elles a Europa teve conhecimento exacto dos terrenos mineralogicos da provincia de S. Paulo. Taes escriptos são sempre de utilidade. Se o governo do Brasil, em vez de assalariar escriptores mercenarios para mentir á Europa ácerca do Brasil, se em vez de fazer publicar parvoices politicas, que fazem rir de piedade aos nacionaes e estrangeiros, se occupasse em apresentar o Brasil tal qual elle é, com todas as suas riquezas naturaes, eu lhe perdoaria muitos outros de seus erros e a Europa lhe mandaria colonos industriosos, sabios e artistas, para explorarem tantas fontes de grandeza e enriquecerem a si e ao paiz.

Entre os variados, artigos que escrevi e publiquei no *Journal des Voyages*, mencionarei ainda um, que tem por titulo : «Lettres sur l'Afrique ancienne et moderne adressés au rédacteur du *Journal des Voyages* par M.<sup>r</sup> Menezes de Drummond (do Rio de Janeiro) » e que foi geralmente applaudido e estimado. Acha-se este artigo no tomo 32, de pagina 190 em diante.

Nelle defendi os portuguezes contra uma accusação de Malte Brun. Este sabio geographo me honrava com a sua amizade, e eu o estimava e considerava como o primeiro mestre da sciencia. Em uma conversa na Sociedade de Geographia de Paris discordámos ácerca das descobertas e navegação dos Portuguezes da Africa. Malte Brun sustentava o que havia dito na sua grande obra, que os portuguezes não tinham explorado as terras meridionaes da Africa com o mesmo cuidado com que o fizerão nas septentrionaes. A autoridade era muito grande para que eu a pudesse rebater e ser escutado naquelle ajuntamento. Recorri então á imprensa e tal era o respeito que ella tributava ao velho geographo, que foi preciso eliminar o seu nome do meu artigo para que pudesse passar por muito favor. Em vez de Malte Brun escrevi : « On s'est trompé en avançant que les portugais n'avaient pas exploré avec le même soin les contrées méridionales de l'Afrique que les contrées septentrionales »...

Eis aqui como principia o meu artigo : « L'étude de la géographie, de l'histoire naturelle et de l'ethnographie de l'Afrique a été depuis longtemps pour moi un grave sujet de recherches et de méditations, non seulement en ma qualité d'homme de lettres, mais principalement comme descendant des portugais et intéressé à réclamer pour la nation dont je suis issu, la gloire immortelle d'être la première qui marchant sur les traces des carthaginois et des romains, ait découvert et visité les côtes et l'intérieur de cette singulière partie du monde. »

Depois da publicação deste artigo recebi uma carta de José Maria Dantas, secretario perpetuo da Academia Real das Sciencias de Lisboa, agradecendo por parte da mesma Academia o serviço que eu lhe havia prestado defendendo as descobertas e a navegação dos portuguezes, e participando que a Academia teria muito gosto de nomear-me seu socio correspondente, se isso fosse de minha vontade. A carta era escripta em francez e pelo seu conteudo facilmente conheci que me tinham por francez descendente de portuguez. O meu ultimo appellido favorecia esta supposição, e demais em França existem ainda Pereiras, Vieiras, Rodrigues, etc., descendentes todos de portuguezes. Respondi nesta lingua rectificando o erro e agradecendo e não acceitando o diploma de socio correspondente. Disse que eu era brasileiro, e um dos primeiros que se empenharão na lucta da independencia; que não conservava a menor indisposição pelos portuguezes, pelo contrario desejava que fossem muito felizes e muito poderosos ; o que eu não queria é que elles governassem ou influissem no Brasil; que o meu trabalho não fôra feito com a intenção de ganhar sympathias e que nem elle merecia o assignalado premio que a Academia me offerecia, e que eu sentia não poder acceitar.

O referido artigo foi publicado durante o meu exilio em 1826. Onze annos depois era eu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario do Brasil na côrte de Lisboa. Durante a minha estada nesta côrte, que se pro-

longou até meiado de 1853, as minhas relações com a Academia Real de Sciencias se mantiverão no pé da mais perfeita intelligencia. Seu secretario perpetuo, o conselheiro Joaquim José da Costa de Macedo, por mais de uma vez me fallou em ser eu recebido socio correspondente, e de todas ellas declinei a offerta; pedi porém que nomeassem o conselheiro José Martins da Cruz Jobim, meu amigo e medico da Camara de S. Magestade o Imperador. O meu pedido foi recebido com tanta consideração, que para o satisfazerem dispensarão a formalidade que requer o regulamento em taes casos. Pelo regulamento da Academia o candidato deve manifestar expressamente o seu desejo de ser recebido socio, mandar uma memoria para ser julgada pela Academia ou ser autor de uma obra tal que, pela universalidade de seu alto merito, dispense a memoria. Este era o regulamento antigo. Depois da reforma da Academia não sei se passou por alguma alteração. O conselheiro Jobim nem era autor de uma obra tal, nem escreveu a memoria requerida pelo regulamento, e todavia foi eleito membro correspondente. Refiro isto em prova das boas relações que mantive com a Academia.

O mencionado meu artigo sobre a Africa antiga e moderna tornou-se notavel por uma circumstancia bem importante. Ignorava-se até então onde desembocava o Niger. Por inducção do que havia lido e reflectido, suppuz que desembocava no golfo de Guiné. Esta supposição acha-se verificada de modo a tirar toda a duvida pelos intrepididos viajantes inglezes, que descerão o Niger desde o Tombuctu até o mar.

O «Bulletin des Sciences géographiques, économie publique», na sexta sessão do «Bulletin universel», publié sous les auspices de Monseigneur le Dauphin, par la Société pour la propagation des connaissances scientifiques et industrielles, et sous la direction de Mr. le Baron de Férussac, Paris, 1828, no tomo 13 publica em resumo o meu artigo sobre a Africa antiga e moderna de pag. 116 em diante. A mesma consideração mereceu em outras obras notaveis na França, na Inglaterra e na Allemanha.

Varios outros artigos publicou o *Journal des Voyages* de minha lavra, uns assignados por mim e outros não; aos quaes me não refiro, porque não dizem respeito ao Brasil, nem têm relação com elle. Erão trabalhos que o tempo me ia suggerindo em presença dos acontecimentos que fazião o assumpto da importantissima collecção do *Journal des Voyages*, etc.

Como nas minhas notas não sigo ordem alguma, vou escrevendo do que se passou na minha vida o que vai lembrando; aproveito a occasião de referir um facto, que revela a firmeza de character de um moço que nem a adversidade o podia abater. Algum tempo depois de residir em Paris fui ali procurado pelo embaixador de Portugal Pedro de Mello Bryner. Eu conhecia este individuo do Rio de Janeiro, mas não cultivava com elle relações de amizade; encontrava-o em casa do ministro Thomaz Antonio de Villa Nova Portugal e algumas vezes fui a sua casa, mandado por este em cousa de serviço, porque

Thomaz Antonio o ouvia em negocios de jurisprudencia e tinha por elle bastante consideração. Thomaz Antonio o restabeleceu quanto foi possível no conceito do rei D. João 6.º, de cuja presença chegou a estar privado por ordem do mesmo augusto senhor, e o nomeou embaixador em Roma, donde mais tarde passou no mesmo character para Paris.

Fui visitado, digo, pelo embaixador de Portugal, e esta visita, nas circumstancias em que me achava, causou-me estranha admiração, mas Pedro de Mello não me deixou por muito tempo ignorar a causa della. Depois dos cumprimentos, sociaes, tirou uma carta da algibeira e disse-me que a acabava de receber de Lisboa. Era uma carta de Thomaz Antonio de Villa Nova Portugal, pela qual este veneravel ancião me recommendava a amizade de seu amigo Pedro Mello, e pedia que me tratasse como trataria a elle proprio. Fazia lembrar a memoria de meu Pai e a amizade que lhe tinha e a mim igualmente. Lida a carta, disse-me Pedro de Mello que eu já sabia o fim da sua visita, que vinha buscar-me para ser seu hospede e nisto se conformava com as ordens de Thomaz Antonio, porque se este viesse a Paris, seu hospede havia de ser.. Com toda a polidez recusei a hospedagem e todos os obsequios que Pedro de Mello me offerecia, dizendo francamente que nas minhas circumstancias os não podia aceitar do embaixador de Portugal, a quem estimava pessoalmente. Toda a insistencia de Pedro de Mello foi inutil, paguei-lhe a visita e nem um só convite seu aceitei, fosse para jantar ou para saráu. Assim continuei, pagando sempre as visitas que elle me fazia, até que a sua má sorte o levou a Lisboa para ser ministro da justiça da infanta regente. No governo de D. Miguel foi preso e encarcerado na fortaleza do Bugio, onde perdeu a vista e morreu cheio de privações e ultrages. Que fatalidade! eu tambem fui perder a vista na minha patria! Não me encarcerarão, não me ultrajarão, mas desprezarão me...

Disse que Thomaz Antonio restabelecêra a Pedro de Mello na graça do rei, direi agora o que houve para que isso fosse necessario. D. João 6.º tinha certa repugnancia por Pedro de Mello em razão de ser este maçon ou ser tido por tal. Pedro de Mello não acompanhou a côrte para o Brasil, ficou em Lisboa e ahi foi empregado pelo general Junot ás ordens do ministro da fazenda. Depois da expulsão dos francezes de Portugal, Pedro de Mello teve de justificar-se de os haver servido. Parece que a sua justificação foi satisfactoria, porque nella mostrou que aceitara o lugar afim de evitar que os portuguezes fossem muito vexados pela administração dos invasores. Foi em seguida para o Rio de Janeiro. A sua justificação valeu para não ser perseguido nem castigado, mas não valeu para entrar na boa graça do rei. Assim esteve até que uma palavra indiscreta lhe fechou até as portas do paço. Nestas circumstancias é que Thomaz Antonio o acudiu, obteve que D. João lhe desse a mão a beijar e o nomeasse embaixador para Roma.

A palavra indiscreta foi a seguinte. Como se sabe, o marquez de Loulé tinha sido condemnado á morte por crime de alta traição. O marquez de Loulé havia pegado em armas com os francezes contra a sua patria. D. João 6.º, depois de muitos rodeios, que não vêm ao caso referir aqui, perdoou ao marquez de Loulé e o restabeleceu nas honras e cargos de que fôra privado por sentença. A satisfação de D. João 6.º por haver praticado este acto de clemencia foi tão grande, que S. M. a não podia dissimular. A todas as pessoas com quem fallava naquelles dias immediatos ao perdão interrogava ácerca delle. Era a phrase commum: « Como lhe parece o perdão do marquez de Loulé? » Pedro de Mello, sendo uma das pessoas a quem o rei dirigiu esta pergunta, respondeu: « Como me ha de parecer, V. M. resuscita mortos ». A esta ultima palavra D. João 6.º formalisou-se, voltou as costas sem dar a mão a beijar a Pedro de Mello, e no dia seguinte mandou-lhe uma insinuação de não voltar mais ao paço.

Até a morte de D. João 6.º Thomaz Antonio não cessou de escrever-me para Paris, insistindo para que eu fosse para Portugal. Dizia que era essa a vontade do rei e tambem a sua, e que S. Magestade tencionava contemplar em mim os importantes serviços de meu Pai. « S. Magestade, acrescentava Thomaz Antonio, já deu ordem ao Sñr. Monteiro Torres, ministro da marinha, para que V. S.ª seja recebido com toda a consideração. » Resisti a esta insinuação de um amigo, que foi o primeiro protector official e a quem eu presava e presei até o ultimo instante de sua vida, e todavia eu estava exilado da minha patria, e soffrendo o mais duro tratamento !...

Collaborei igualmente na *Revue Encyclopédique*, de que era redactor em chefe Mr. Julien, de Paris. Era a mais completa revista da Europa e tinha por collaboradores os homens mais eminentes nas lettras, nas sciencias, e nas artes de França, e alguns estrangeiros igualmente distinctos. Eu fui admittido neste numero, e para ella trabalhei sob os auspicios de seu redactor em chefe, que me honrava com a sua amizade e me recebia com familiariedade no seio de sua familia. Estive encarregado de analysar as obras que se publicavão, e todas as analyses que se acharem na *Revista Encyclopédica* dos annos do meu exilio, rubricadas A. D. são minhas. O numero não foi pequeno para que eu possa ter dellas lembrança, não tendo presente nem sequer um volume daquella importante collecção. Escrevi na mesma revista alguns outros artigos sobre differentes assumptos, dos quaes, os que dizião respeito proxima ou remotamente ao Brasil, forão publicados com a assignatura do meu appellido por inteiro, e os outros com a mesma rubrica A. D., com que distinguia as analyses.

Devo dizer que a minha collaboração, tanto no *Journal des Voyages* como na *Revue Encyclopédique*, foi absolutamente desinteressada. Escrevia para instruir-me e não para ganhar dinheiro. Mr. Julien dava na primeira terça-feira de cada mez, que era o dia em que se publicava a revista, um jantar



aos seus collaboradores. Estes podião levar cada um um estrangeiro. Alguns outros convidava Mr. Julien. Fóra dos circulos dos collaboradores, os nacionaes erão excluidos do convite. Mr. Julien chamava ao jantar mensal da Revista «a fraternidade das nações.» Mr. Julien, que na sua mocidade, no tempo da revolução franceza, foi enthusiastha da guerra, na idade avançada em que se achava era apostolo da paz e da fraternidade das nações. Os estrangeiros achavão nelle um verdadeiro amigo, que se comprazia em os servir, e como as suas relações erão muito extensas, estava no caso de poder bem servir aos estrangeiros que o procuravão. Em summa o estrangeiro que procurasse a Mr. Julien, fosse qual fosse o caso em que se achasse em Paris, podia estar certo que nadá lhe faltaria, porque tinha um protector efficaz.

Eu era o unico brasileiro que tinha lugar no jantar mensal da *Revista Encyclopedica*, e talvez devesse a essa circumstancia a cordialidade com que era tratado pelos sabios e publicistas, que fazião o corpo da redacção da mesma Revista. O caso é que havia para mim, ainda no verdor da idade e sem outro prestigio que não fosse o ardente desejo de saber, certa consideração de que ainda me lembra com ternura e gratidão por esta França tão hospitaleira.

Refirirei agora uma anecdota com relação ao que fica dito. Em um dos jantares da primeira terça-feira de cada mez Mr. Julien observou, no seu brinde á fraternidade das nações, que todas se achavão ali representadas no seu banquete, excepto a portugueza, porque esta estava fóra da civilisação. Eu repliquei, dizendo que Portugal não me parecia estar fóra da civilisação, que se achava atrasado e muito atrasado em relação á França e a outras nações civilisadas, mas que o estar atrasado não se podia traduzir por estar fóra; que o despotismo tinha comprimido e alterado os habitos dos portuguezes, mas que elles fazião esforços para sacudir o despotismo e seguir os passos dos povos adiantados. No jantar do mez seguinte apresentei José da Silva Carvalho. Este cavalheiro portuguez, procedente de Londres, acabava de chegar a Paris para regressar a Lisboa, donde se achava exilado desde a dissolução do governo representativo em 1823. Tinha fallecido D. João 6.º e o Imperador D. Pedro I, como herdeiro da corôa Portugueza, havia decretado uma amnistia geral, dado uma constituição, e abdicado a corôa em sua filha D. Maria da Gloria. Este extraordinario acontecimento foi que abriu a José da Silva Carvalho as portas de sua patria. Apresentando-o disse que vinha mostrar por documento o que havia avançado na ultima reunião ácerca de Portugal. Silva Carvalho, que tinha em seu favor os seus infortunios pela causa da liberdade e tambem a sua bella apparencia, foi bem recebido, applaudido e animado para que continuasse a empregar os seus esforços pela sustentação da liberdade de sua patria. Antes de regressar a Portugal Mr. Julien lhe fez presente de uma collecção completa da *Revista Encyclopedica* e lhe deu outros livros de importancia, para que derramasse a doutrina que elles encerravão entre os seus com-

patriotas. Silva Carvalho retribuiu mandando de Lisboa a Mr. Jullien o diploma de membro correspondente da Academia Real das Sciencias. A mim retribuiu com a continuação da sua amizade e com alguns serviços que me prestou durante a minha estada, annos depois, em Lisboa, com o character de ministro do Brasil.

Escrevi tambem para alguns jornaes politicos e principalmente para o *Globe*, que tinha então Mr. Thiers por seu principal redactor; *Le Constitutionnel*, que era então *l'extrême gauche*, isto é, liberal adiantado; *l'Opinion*, etc.; mas, como de nenhum daquelles jornaes era collaborador, e só escrevia irregularmente e quando tinha alguma cousa a dizer, ou que me convinha publicar, nada mais direi a esse respeito. Na *France Chrétienne*, periodico hebdomadario, é que escrevi mais regularmente. Entre outros artigos todos os que ali se acharem com a rubrica — Le proscript brésilien — são de minha lavra. Versavão em politica relativa ao Brasil, e como talvez já não exista neste mundo uma só das pessoas a quem os meus artigos se referem, tendo todas já passado para o dominio da Historia, e estando eu tambem proximo a isso, não hesito em fazer essa confissão.

Não fallarei de alguns trabalhos em que collaborei com amigos meus, e que se publicarão sem a concurrencia do meu nome, porque assim foi a minha vontade e a condição da minha collaboração. O meu amigo e compadre Eugène de Monglave, nas suas traducções do portuguez e nas suas obras, consultava-me, ouvia-me e adoptava muitas vezes a minha opinião. Na sua historia dos Jesuitas em um volume de 500 paginas, oitavo grande, obra projectada, escripta, impressa e publicada no espaço de um mez, se acha a prova do que avanço; mas enfim não faço cabedal disso, que me não pertence, por não se achar rubricado com o meu nome. Allego em prova do muito que trabalhei em Paris.

Este meu amigo e compadre Monglave, infatigavel trabalhador, não sei que fim levou; consta-me que ainda vive, mas ninguem me diz onde se acha. Paris é tão grande, que não é cousa facil ir atinar com o *ninho* de um escriptor de segunda ordem já fóra de moda, principalmente a quem se acha, como eu, neste estado excepcional. Em França, excepto as sciencias, o dominio da moda é geral. A litteratura está sujeita á moda; a que está hoje em voga passa de moda em outro dia e ninguem mais se lembra della. O que acontece á litteratura acontece aos litteratos. Até Lamartine não ficou isento desta lei. Apesar dos seus numerosos e pomposos annuncios e da protecção que ainda lhe dão os livreiros e jornalistas, já não póde pôr pé em ramo verde. Está fóra da moda.

Meu caro sr. Mello Moraes, dou-lhe parte que já derão 11 horas da noute de sexta-feira 17 de Maio de 1861, e que vou deixal-o para ir deitar-me. Fiz hoje uma tirada maior, porque vi que andava atrasado, muito atrasado, passando quasi um mez sem ditar duas palavras. E sabe porque? Porque nem

sempre posso o que quero. De dia é raro ter tempo para ditar. A noite, enquanto se não faz a digestão, sinto-me tão abatido e pesado que o somno se ampara (*sic*) de mim sem resistencia. É bem triste este modo de existir! Não é assim? Mas que remedio! Se sabe algum, communique-me. No emtanto, dou-lhe pelo pensamento um bom abraço e vou ver se posso descansar até amanhã.

Já disse que a Sociedade de Mineralogia de Iena me enviou o diploma com titulos honrosos de seu membro. Fui igualmente contemplado pelo Instituto Historico de França, a Sociedade de Geographia e a Sociedade Asiatica de Paris. Estas tres sociedades me enviarão espontaneamente o diploma de socio. A Academia de Bruxellas e a Sociedade Litteraria de Gand me honrarão com iguaes titulos. Da Italia recebi os diplomas de socio da Academia Real de Napoles, dos Arcades de Roma, e alguns outros tambem de Roma, Florença e outras cidades, de que me não recordo agora. Todos esses diplomas, uns se perdêrão na minha peregrinação e outros acabárão no fatal incendio de 10 de Agosto de 1860. Confesso que de alguns, como por exemplo, o da Sociedade dos Antiquarios do Norte, nem sequer accusei o recibo. Tive sempre por maxima que melhor é merecel-os sem os ter, do que tel-os sem os merecer. Esta maxima me guiou sempre na vida publica, como está patente a todos.

Emquanto assim vivia na Europa, exilado de minha patria pelo crime de haver promovido a sua independencia, zelar a sua dignidade, e querer o seu engrandecimento, estudando e trabalhando para mostrar essa patria aos olhos da Europa digna da sua contemplação, no Rio de Janeiro um governo devasso, corrompido ou vendido ao estrangeiro, me perseguia ainda de longe. Mandou abrir uma devassa com o fim designado de inculpar os Andradas e a mim, servindo de corpo de delicto as folhas de um periodico que eu redigia e os discursos de dois deputados, discursos que não são responsaveis perante a lei, e periodicos, que estão sujeitos a uma jurisdicção áparte! O governo queria achar criminosos, como já tinha achado um magistrado indigno, que para isso lhe servisse de instrumento. Cabalou, ameaçou e alliciou testemunhas falsas, tiradas pela maior parte de entre estrangeiros chatins e mercenarios. Até na cadêa foi achar dois condemnados que lhe servissem de testemunhas accusadoras. Apesar de tudo isso não puderão manchar a minha honra, porque da monstruosa devassa não resultava culpabilidade a ninguem. Mas o governo, como fica dito, tinha escolhido para juiz dessa devassa um magistrado feito á sua imagem, e esse magistrado, não obstante não resultar da sua obra culpa a ninguem, pronunciou á prisão e livramento a Antonio Carlos Ribeiro de Andrada, Martim Francisco Ribeiro de Andrada e a mim, que nos achavamos exilados em paiz estrangeiro. Foi a espada de Damocles que suspenderão sobre as nossas cabeças. Depois da pronuncia guardarão a devassa e não lhe derão mais andamento, para que assim nos pudessem sempre ter ausentes da patria.

Em tal compressão puzerão os nossos parentes e amigos, que era preciso da parte destes um grande esforço para se corresponderem connosco. José

Bonifacio de Andrada, escrevendo de França a seu sobrinho José Ricardo da Costa Aguiar, este se achava tão apoderado de medo que não ousou abrir a carta e a foi levar fechada ao Imperador. Sua Magestade recusou recebê-la. José Ricardo partiu em busca do intendente da policia João Ignacio da Cunha, que depois foi visconde de Alcantara, e nas mãos deste esbirro-mór entregou a carta fatal, que encerrava em seu seio uma grande conspiração. Aberta que foi com todas as formalidades policiaes, achou-se que continha um simples pedido de ver onde paravão os seus livros, papeis e alfaias de sua casa, porque sua mulher, dizia José Bonifacio a seu sobrinho, só curou de obter a permissão de acompanhar seu marido ao exilio e não sabia a quem tinha deixado a casa. José Ricardo ficou alliviado do grande peso que lhe fazia a carta e a policia deplorou não achar nella alguma expressão que pudesse traduzir em conspiração. Meu irmão Luiz, porém, foi menos atormentado pelo medo, e posto que, por assim dizer, sepultado vivo em uma prisão horrivel, nunca deixou de se corresponder commigo, o que não fizeram, e com a minha approvação, porque Deus não dota a todos da mesma energia moral, os outros meus irmãos que ficarão em liberdade.

O odio do governo nos perseguiu ainda no paiz do exilio. Mandarão do Rio de Janeiro para a França um francez assalariado para nos calumniar pela imprensa. Já o tinham empregado no mesmo abominavel officio no Rio de Janeiro. Este mercenario, de nome Deloi ou Delonai, segundo minha lembrança vaga e incerta, porque já não existem os papeis que a elle se referião, e que eu conservei até 10 de Agosto de 1860, dia em que forão devorados por um incendio, não achou em Paris jornal algum politico que lhe quizesse publicar as calumniosas diatribes que escrevia contra os Andradas e contra mim. Foi para Lyon e lá foi mais feliz. Logo que me chegou ás mãos os primeiros artigos que publicara em um jornal daquela cidade contra nós, concertei-me com os Andradas e reunidos o accusamos perante a justiça de França. Em Lyon achámos advogados que exposavão a nossa causa com ardor e desinteresse e que advogárão o nosso direito com amor e intelligencia. Achámos magistrados que nos desaggravarão, condemnando o calumniador em conformidade com as leis do paiz. Nós não aceitamos a indemnisação (*domage et intérêt*) que a sentença nos concedia, porque julgamos dever ter piedade com o vil instrumento do malfazejo governo do Rio de Janeiro.

Por este modo terminou o incidente, e, graças á bôa administração da justiça franceza, com o triumpho da innocencia ultrajada. O nosso advogado Mr. Torombert não quiz aceitar os honorarios que lhe erão devidos, e que bem havia merecido pelo zelo com que defendeu a nossa causa, e em uma carta que escreveu, pedindo desculpa de os não aceitar, dizia que elle tinha cumprido com um dever que a hospitalidade franceza lhe impunha rigorosamente e que outro tanto faria outro qualquer advogado francez a que eu recorresse, porque nenhum deixaria de esposar a causa de estrangeiros illustres, ultrajados

em França pela calúnia de um detractor mercenario. Mr. Julien de Paris foi quem me recommendou a este illustre advogado, e eu aproveito esta occasião para render a homenagem da minha gratidão á memoria de ambos, que nesta acção caracterisárão o seu paiz.

Já disse em outro lugar destas notas que na camara dos deputados de 1827 a 1828 o ministerio fôra interrogado acerca do nosso exilio. Direi agora, porque me acho para isso competentemente autorizado, que o deputado pelo Maranhão o sr. Odorico Mendes projectara fazer aquella interpeção na primeira sessão da primeira assembléa legislativa em 1826, mas que, communicando este seu pensamento a José Ricardo da Costa Aguiar, este lhe pedira de a não fazer, porque com isso não faria senão aggravar a situação dos Andradas, seus tios, e dos outros exilados. O sr. Odorico Mendes, segundo me affirma, cedeu a estas observações, e foi por isso que não fez a interpeção no primeiro anno da abertura da assembléa. Disse-me que sentira de não ter sido elle, por motivo de ausencia, que a fizesse nos annos seguintes.

Tambem já referi o modo pelo qual terminou a monstruosa devassa e como então fallei da defeza que eu mandara de Paris, feita em presença de uma cópia dos depoimentos das testemunhas que meu irmão Luiz lhe havia communicado, aqui a transcrevo da minuta original, que por uma singular casualidade se acha hoje em minhas mãos. A leitura desta curta e talvez pouco juridica defeza bastará para pôr em evidencia a monstruosidade da devassa, a intenção com que foi mandada fazer, e a perfidia do juiz que pronunciou a prisão e livramento pessoas contra as quaes nenhuma culpa resultava da monstruosa devassa.

Esboço da defeza do sr. Antonio de Menezes Vasconcellos.  
de Drummond.

Nos fastos da jurisprudencia portugueza, que é a que nos rege ainda, talvez se não encontre um phenomeno tão extraordinario como é o informe processo em que se implicou o sr. Drummond. Um decreto nullo, que não merecia execução; a não existencia de corpo de delicto legal; uma devassa emfim parcial; mas que, mesmo não laborando em taes nullidades, nada apresenta provado contra o sr. Drummond, que o torne ao menos suspeito de crime, devião socegar o sr. Drummond no testemunho da sua consciencia. Não foi porém assim, houve um magistrado que o pronunciou, houverão outros que sustentarão esta pronuncia. Para a destruímos, pois, provarei os tres pontos que avancei: 1.º a nullidade do decreto; 2.º a não existencia do corpo de delicto; 3.º emfim, a nenhuma culpa que da informe devassa apparece. Mas antes de entrar nesta discussão lançarei uma breve vista d'olhos sobre a epoca precedente ao cerebrino processo, e o estado da opinião nesse tempo.

Portugal cansado de oppressão, com geral unanimidade reassumiu os seus direitos e começou a trabalhar na reforma dos abusos. O Brasil respondeu

prompto a esse reclamo, e como um dos maiores males que sobre elle pesavão era a desigualdade de direitos e commodos entre a antiga metropole e o novo reino, que fôra sua colonia, foi esta reforma uma das primeiras exigencias dos patriotas brasileiros. Mas bem cedô conhecerão que Portugal não queria a liberdade senão para si, e que para o reino irmão não preparava senão uma liberdade mascarada, com o pretexto da qual pudesse melhor repregar-lhe os ferros usados. Então lembrou por necessidade ao Brasil uma plena independencia, proclamou-se ella, e para o seu conseguimento abalisaram-se entre outros cidadãos, os tres irmãos Andradas, a quem o Brasil ainda fará a devida justiça. Dois destes formarão a administração e gozarão da confiança do Monarcha; o terceiro, deputado da Assembléa, trabalhava para consolidar os interesses do povo e do Imperador, quando se mudou as cousas em Portugal; os portuguezes residentes no Brasil que, ainda que de má vontade, tinham por temor adherido ao systema da Independencia, rodearão de novo as autoridades e embalarão-se com o impossivel projecto da *união*. Então os Andradas ministros abandonarão o ministerio, e os verdadeiros brasileiros começarão suspeitar tramas contra a sua independencia e liberdade. Infelizmente o ministerio que succedera aos Andradas parecia esforçar-se a confirmar as suspeitas pela sua inconstitucionalidade e aferro mal disfarçado aos portuguezes; as queixas, pois, que antes estavam abafadas exhalarão-se em periodicos, e a polemica fez, como é ordinario, ainda mais exasperal-as. É então que o partido portuguez passa ás vias de facto, ultraja e espanca os brasileiros, e a autoridade silenciosa parece com a sua connivencia approvar taes factos. O pavor é geral, ninguem se crê seguro, as ameaças dos portuguezes fervem, e é natural que os partidos se armassem. Foi então que o governo, procedendo á dissolução violenta da Assembléa Constituinte e deportação de alguns deputados, provocou pelo decreto de ... de Novembro de 1823 a devassa informe de que procedeu culpa ao sr. Drummond. Passarei agora aos tres pontos da devassa.

#### 1.º Nullidade do decreto.

Um decreto que ataca as leis existentes, que transtorna a ordem judicial, e avançando factos que nunca existirão, não merece execução, e não póde ter outro effeito senão responsabilisar o ministro que o assignou, o conde regedor que o mandou executar e o magistrado que por elle fez obra. Ora, estas qualidades são as do decreto de ... de Novembro de 1823. Uma lei sobre os abusos da liberdade da imprensa, passada nas côrtes portuguezas, cria jurados perante quem só se conhece destes abusos; esta lei foi mandada executar no Brasil por um decreto de S. M. I., a qual, assim como toda a legislação anterior que não fosse opposta ao systema constitucional, foi confirmada por uma lei da Assembléa Constituinte do Brasil, que S. M. I. mandou executar. O decreto, porém, de ... de Novembro manda magistrados conhecer do que é do privativo conhecimento dos jurados; ataca, pois, a lei e trans-

torna a ordem judicial. Demais, o dito decreto cria um novo caso de devassa, qual o armamento de particulares uns contra outros, caso que não vem na Ordenação nem nas extravagantes. Enfim, avança factos notoriamente falsos, como a tirada da liberdade da Assembléa nos dias 10, 11 e 12, quando é notório, e da mesma informe devassa consta, que a introdução do povo na Assembléa no dia 10 foi por deliberação da mesma, e que o levantamento das sessões feito por um presidente, ou cobarde e ignorante, ou peitado, foi sómente porque o povo dera apoiados a um deputado, e não por força alguma que o povo fizesse ou intentasse fazer á Assembléa. É de notar que o presidente, tendo no regimento interno a regra de chamar á ordem, e depois fazer despejar a casa e só no caso de desobediencia levantar a sessão, recorresse logo ao remedio extremo.

2.º Não existencia do corpo de delicto. Demos que o decreto não fosse nullo, todavia o corpo de delicto não existe na devassa, e não existindo elle é nulla a devassa na fórma de toda a praxe. Ora o corpo de delicto deve ser feito por testemunhas contestes *re, loco et tempore*; isto é o que não succede no presente. A testemunha 1.ª diz que o sñr. Drummond fôra armado á casa do sñr. padre Barreto, deputado, e que affirmara que no outro dia havia de haver assassinios na Assembléa, e que noticiára tudo o que lá havia de succeder. A testemunha 3.ª, padre Barreto, diz que o sr. Drummond fôra á sua casa armado e que elle dissera que o fazia por temer que o assassinassem. São ellas contestes, quando uma falla de assassinios na Assembléa e outra do temor de assassinio do dito sñr. Drummond? Mas que fossem contestes, era uma só, pois que a primeira é referente e a 3.ª é referida. A testemunha 2.ª falla já de outro armamento de brasileiros que lhe dissera um pardo por alcunha Miquelino: é um facto diverso, caso fosse provado; não é pois conteste nem com a 1.ª nem com a 3.ª testemunha. O mais notavel é que o dito Miquelino referido não fosse perguntado, apesar de estar preso e á mão. A testemunha 1.ª falla de plano de sedição por conjectura, e as testemunhas 2.ª e 3.ª não fallão nem assim. A testemunha 1.ª falla, por ouvir dizer, que os Andradas erão os autores do *Tamoyo*, e as duas seguintes nada dizem a este respeito. Demos que todos os factos articulados fossem crimes e do conhecimento do magistrado, como não são, á vista do que demonstrei, ainda assim mesmo não era provada a existencia de semelhantes factos por depoimentos singulares, e não contestes; e não havendo certeza de crime não cabe inquerir pelos autores do que não existe, segundo Direito.

3.º A nenhuma culpa que da devassa apparece. Concedemos porém que houvesse, quando não ha, corpo de delicto que servisse de base á devassa; analysada ella, veremos que de quanto se articula contra o sñr. Drummond nada é provado, e o que é não forma crime, ou não é do conhecimento da magistratura. Porém primeiro permitta-se dizer em geral sobre a qualidade das testemunhas. Se um homem imparcial e justo quizesse esclarecer um facto

succedido em um paiz dividido em dois partidos, e que fosse imputado a um delles pelo outro seu inimigo, que faria? Buscaria em primeiro lugar testemunhas que não fossem nem de um nem de outro partido, e se não houvesse taes, ouviria igual numero de uma e outra parte, e escolheria sempre pessoas respeitaveis por sua moralidade e independencia. Ora o contrario disto fez o juiz devassante. Entre *oitenta e uma* testemunhas da devassa e corpo de delicto apenas *dezeses* são brasileiros; todos os mais são portuguezes, e em vez de serem respeitaveis por sua moralidade trahem a sua paixão, mostram uma ignorancia servil que pasma, um rancor contra os brasileiros que espanta; em vez de serem tiradas de classes notaveis, são pela maior parte chatins, taverneiros, tendeiros e caixeiros, e até figurão dois bolieiros e um delles criminoso. Os depoimentos são claramente ditados, pois até se exprimem por termos que não comporta sua ignorancia, que transluz em outras partes, como quando a opposição á um ministerio perverso transformão em anarchia, sedição e conspiração. Apesar da má escolha das testemunhas, desta devassa mesmo apparece a criminalidade dos portuguezes como partidistas, assim como os brasileiros; outras que affirmão que os portuguezes estavam preparados, e comtudo só os brasileiros são culpados. Demos porém todo o peso ás indignas testemunhas; que articulão ellas contra o sñr. Drummond? 1.º Que fazia *clubs* em sua casa; 2.º que era amigo e carregara os Andradas no dia 10 de Novembro; 3.º que era redactor do *Tamoyo*, em que vinhão doutrinas sediciosas; 4.º que andava armado. Quanto ao 1.º artigo jurarão *tres* portuguezes tendeiros, de vista. A testemunha 33 classifica os *clubs* como nocturnos; a testemunha 36 como nocturnos e diurnos, e a 37 o mesmo. Já se vê que as duas 36 e 37 não são contestes com a 33; demais a 36 é desmentida pela testemunha 64, a quem elle recorreu, e que a declara inimigo dos Menezes (Drummonds), e todos o são pela testemunha 47, que affirma que os dois Andradas tinham *clubs* em sua casa quasi todas as noutes, a que ião os Menezes (Drummonds); ora se os Menezes ião aos clubs dos Andradas todas as noutes, não podião ter elles clubs em sua casa ás noutes, a que vinhão os Andradas. A verdade é que a lição foi ensinada, porém a maus discipulos, e que a existencia de *clubs* não é por isto provada. Mas que o fosse, *quid inde?* É prohibido se ajuntarem os cidadãos uns em casa de outros? Que se tratava nos *clubs*? Podião-no ver as testemunhas que não ião a elles, como reconhecem, e que não gosão da faculdade de penetrar as paredes? O perjurio é notorio e o que é só passmoso é o recebimento de tão absurdos depoimentos. Cuido porém que não foi por isto que sahiu pronunciado o sñr. Drummond, porque aliás tambem o deveria ser seu irmão Luiz de Menezes, os filhos do deputado Rocha e um capitão Sampaio, contra quem se depõem o mesmo despropósito.

Articula-se em 2.º lugar contra o sñr. Drummond que era amigo e déra vivas aos Andradas no dia 10 de Novembro. Bem que as tres testemunhas 1.º, 5.º, 34.º sejam varias e não contestes, todavia concederei que esteja isto



provado, o que aliás não é verdade, porque o sñr. Drummond nem sequer se achava presente a esse acto, como provaria se fosse necessario. Qual é a lei que faz crime de dar vivas, e carregar em braços aos homens de nossa estima, aos deputados cuja honra, talentos e amor da patria apreciamos? Não ha lei que o vede, logo: não ha crime.

Em 3.º lugar arguido o sñr. Drummond de redactor do *Tamoyo*, que contém doutrinas sediciosas. O sñr. Drummond confessa que era o redactor deste periodico, e disto se honra; nenhuma lei lhe defendia este uso de sua industria; e quanto ás doutrinas contendas nelle, perante os jurados, a quem só compete este conhecimento, protesta de mostrar que todos os artigos, ou de sua composição ou de seus collaboradores, que os não negarão, são perfeitamente constitucionaes e innocentes, e não cahem em nenhum dos abusos da liberdade da imprensa especificados na lei que rege esta materia. E só admira que até a inviolabilidade dos deputados, sem a qual não ha governo representativo, fosse atacada pelo appensamento do supplemento do numero 35 do *Tamoyo*.

Por fim em 4.º lugar se depõe contra o sñr. Drummond, que andava armado na vespera do dia 10, e annunciava desordens na Assembléa no dito dia. Este depoimento é singular á testemunha 3.ª do corpo de delicto, pois a 1.ª do dito corpo de delicto e a 5.ª da devassa que igualmente o depõem, é de ouvida a dita testemunha 3.ª, a qual porém os contradiz em parte e varia dos seus depoimentos. Não ha pois prova juridica dessê armamento. Mas embora houvesse, onde estava o crime de armar-se para defender sua pessoa? A unica testemunha 3.ª que depõe o facto, tambem depõe do motivo por que o sñr. Drummond estava armado, e elle justifica o acto necessitado pelo justo receio que tinham incutido as violencias e ataques dos portuguezes aos brasileiros.

Senhores. Demorar-me por mais tempo a destruir crimes que nunca existirão seria tornar-me novo D. Quixote, que transformasse em gigantes moinhos de vento. Este informe processo não rola sobre facto algum criminoso, e menos convence a pessoa alguma; a unica cousa que se delle depreheende claramente é a boa vontade de um partido vingativo, que é hoje vencedor; mas que felizmente é assaz inepto para não acertar com os meios de vingança. Tenho pois findo; mostrei que a devassa é nulla pelo attentorio do decreto e por não existir corpo de delicto; e que mesmo quando nulla não fosse, nenhum crime della resulta contra o sñr. Drummond. Resta-me sómente, senhores magistrados, deprecar-vos que arredeis de vós a responsabilidade de que vos carrega este processo, e eviteis a nodoa que elle lançará sobre vós, agora e para sempre, annullando desde já todo o processado e reconhecendo no snr. Drummond um cidadão honrado, um verdadeiro patriota, limpo ainda da menor suspeita de culpa. Isto espero eu; isto espera igualmente o mundo culto aonde este processo é igualmente julgado.



O esboço de defeza acima transcripto dá uma idéa do monstruoso processo a que elle se refere. Transcreverei agora outro documento de muita importancia para a historia da dissolução da Assembléa Constituinte. Corrobora o juizo que tenho feito das causas daquella dissolução, juizo firmado em documentos irrefragaveis e no conhecimento dos negocios publicos daquelle tempo, e mostra não só a altivez, mas tambem a insubordinação em que se achavão os portuguezes incorporados ao exercito do Brasil. Um capitão portuguez vangloriava-se pela imprensa de ter espancado a um brasileiro por ter este usado da mesma liberdade de que elle abusa, e ameaça espancar a outro qualquer brasileiro que ousar escrever em sentido contrario aos interesses dos portuguezes. Tudo isto se fez impunemente e a dissolução da Assembléa Constituinte approvou e sanccionou a pancadaria, porque era chegada a hora de reduzir de novo os brasileiros ao estado de colonos.

O capitão Lapa, depois do seu glorioso espancamento, dirigiu á redacção do *Tamoyo*, com a data de 11 de Novembro de 1823, a seguinte carta, cujo alcance não escapa a ninguem. A resposta foi feita e mandada para a imprensa no mesmo dia, e estava já no prelo quando a Assembléa Constituinte foi dissolvida no dia seguinte, e a typographia devastada pelos heroes do dia. O capitão Lapa dirigiu-se então ao *Correio do Rio de Janeiro*, e como a Assembléa Constituinte já se achava dissolvida e os Andradas e seus amigos presos e deportados, o que dava aos portuguezes a certeza do triumpho e a reducção do Brasil á colonia, tirou a mascara do anonymo com que se dirigiu á redacção do *Tamoyo*, e apresentou-se em pessoa pedindo dêsse publicidade á carta que havia escripto á redacção do *Tamoyo*, afim de que o mundo soubesse qual a parte que lhe competia nos successos do dia. A unica alteração que fez foi na data. A carta que dirigiu á redacção do *Tamoyo* trazia a data de 11, e a copia que mandou ao *Correio do Rio de Janeiro* levava a de 9, como se vê na folha daquelle periodico de 19 do mesmo mez de Novembro de 1823. Devo suppor fosse isto erro typographico ou do copista. O redactor do *Correio do Rio*, dando publicidade aos dois documentos, indignado fustigou o seu autor.

Eis aqui os referidos dois documentos que acima mencionei como sendo um só.

« Rio de Janeiro, 9 de Novembro de 1823.

« Senhor Tamoyo ou Tamoyos, quem quer que é ou que são, que felizmente não conheço; agradeço muito a VV. MM. o favor que me fizeram na sua folha N.º 34, chamando-me monstro, assassino, vandalo, etc. etc. por meia duzia de bastonadas que dei na pessoa de David Pamplona, julgando ser o revolucionario infame Francisco Antonio Soares, que se tem assignado em algumas cartas da desorganizadora Sentinella «ô Brasileiro Resoluto!!». Eu desejaria antes convidar a VV. MM. com uma melhor dóse do que a do seu amigo boticario,

mas como VV. MM. chamão sobre mim o odio dos bons brasileiros denegando o facto, e isto carece prompto remedio pois uma grande parte dos meus amigos são brasileiros, he necessario que eu os desmintá neste papel. Eu havia lido com indignação algumas das cartas insertas na baratesca *Sentinella* da Praia Grande, e desejava conhecer de pessoa o seu Author, que se assignava — O brasileiro resolutu —, isto é, quanto a mim, resolutu em escrever poucas vergonhas para alcançar a aura dos patifes como elle; eis senão quando apparece a *Sentinella* N.º 30, e no fim della a celebre carta anonyma que enche de opprobrio os capitaens desta guarnição a qual me disserão geralmente era do tal resolutu patife, ao qual eu logo protestei levar aos jurados do Malagueta. Por desgraça do Boticario na noute de 5 (como me lembrão os sñrs. Tamoyos) passando eu com o capitão Moreira pela Carioca ambos á paisana, e eu por acaso com uma bengala na mão, me disse o meu amigo mostrando-me um homem de careca que estava dentro da Botica, eis alli o bregeiro author da carta; lembrou-me logo o protesto que havia feito; e parando immediatamente para lhe dar cumprimento, esperava que o dito homem sahisse para fóra, mas como se demorou e eu costumo recolher-me cedo, julgei por melhor partido convidal-o dentro mesmo da Botica, onde teria promptos os remedios se ficasse em consequencia, e dirigi as seguintes palavras ao sujeito, acompanhadas de meia duzia de bastonadas: «O sñr. he que he o Brasileiro resolutu? pois vejamos se he tão resolutu em apanhar pancadas como em escrever patifarias». Fugiu o sujeito para dentro como pôde, gritando que eu estava enganado, o que confirmou o capitão Moreira, dizendo-me da porta que era o Boticario, por cujo motivo eu o chamei e lhe pedi perdão, que elle me não quiz dar de modo algum, como era de esperar da sua generosidade. Ora, eis aqui sñrs. Tamoyos, o caso veridico que VV. MM. escurecem com a sua calumniadora penna, dizendo que hiamos armados, e bem armados, e que deixámos o homem com a cabeça quebrada, e quasi morto, o que tudo he falso. O exemplo que VV. MM. trazem das provincias mostra bem claramente o seu perverso character e qual é a sua vontade; e o trabalho que tomão em chamar os bons brasileiros sobre mim é baldado, porque elles, como eu, os aborrecem e detestão, conhecendo quanto VV. MM. são desorganisadores, além disto os que me conhecem de perto e as autoridades que vigião sobre a minha conducta estão bem ao facto da energia com que eu abracei a causa do Brasil; o mesmo Grande Imperador, que VV. MM. não querem, o sabe perfeitamente: assim srs. calumniadoree Tamoyos aconselho a VV. MM. que sejam, como os seus bons patricios, mais amigos e gratos aos portuguezes, que estão ao serviço do imperio, os quaes são melhores brasileiros do que VV. MM., isto é, se têm medo dos jurados do Malagueta, porque vergonha estou eu convencido que VV. MM. não têm. Sou de VV. MM.

O Anti-Tamoyos. »

« Senhor João Soares Lisboa, rogo a V. M. queira fazer-me o favor de

inserir no seu *Correio* a carta que acima vae escripta, pois me é absolutamente necessario que o publico, e em particular os meus amigos saibão a verdade do facto de que se trata. Sou seu, etc.

*José Joaquim Januario Lapa. »*

Depois da leitura dos documentos acima referidos, que revelão as tendencias da epoca e intenção com que foi dissolvida pela força armada a Assembléa Constituinte, nada mais se pode dizer.

×

Já disse que parti do Hâvre de Graça em Abril de 1829, e que cheguei ao Rio de Janeiro em Junho do mesmo anno. Depois de mim chegou José Bonifacio de Andrada em um navio de Bordeaux. O Imperador e seus ministros havião governado absolutamente desde a dissolução da Constituinte até Maio de 1826, que em virtude da Constituição, que o Imperador e a nação aceitou e quiz que fosse jurada, se abriu a primeira Assembléa Legislativa.

O anno de 1825 ficará gravado na memoria dos Brasileiros como sendo de funesta e dolorosa recordação. O sangue brasileiro foi derramado por opiniões politicas nos patibulos que o despotismo ergueu em Pernambuco e no Rio de Janeiro. Foi então voz publica que um magistrado de nome Antonio Garcez Pinto de Madureira, natural de Portugal, lavrara uma sentença de morte dictada pelo Poder Executivo.

A camara dos deputados de 1826 foi, como devia ser, timida. A dissolução da Constituinte e as violencias do poder erão disso a causa. Em 1827 e 1828 a camara começou a tomar alento. Em 1829 quando cheguei ao Rio de Janeiro achava-se funcionando já com certa liberdade a Assembléa Legislativa. A chegada de José Bonifacio contribuiu para reanimar os animos. A sessão de 1829 já foi exigente, principalmente no que dizia respeito ao melhoramento da administração financeira.

O Imperador recebeu-me bem, mas os seus ministros não o acompanharão, excepto o sñr. Miguel Calmon, actualmente marquez de Abrantes. Deste cavalheiro, posso dizer, recebi então provas de consideração e amizade. Meu irmão Luiz era administrador da alfandega, e tinha pela sua intelligencia contribuido para melhorar a administração daquella casa fiscal. O rendimento crescia. O ministro considerava o administrador. O Sñr. Miguel Calmon era ministro da fazenda. Eu tinha a combater um poderoso adversario, que empregava toda a sua influencia contra mim. Refiro-me a Francisco Gomes da Silva. Este homem que, de criado de galão passou a ser o primeiro valido do Imperador, pela sua mesma insignificancia os contemporaneos o têm poupado. Foi tão perverso e debochado como fatal ao Brasil e ao seu amo.

Comecei a viver o mais retiradamente possivel e nem á chancellaria-mór compareci mais, afim de exercer os officios que ali tinha de propriedade. Era

porém procurado por amigos, pessoas ou políticos, que se interessavam pela causa publica ou que se não haviam esquecido dos meus serviços prestados à Independencia e dos soffrimentos que por ella tinha supportado. Eu morava em casa de meu irmão Luiz em Catumby. José Bonifacio foi tambem hospede do dito meu irmão, e depois passou-se para uma velha casa abarracada no mesmo sitio de Catumby, onde por algum tempo viveu com a sua familia. Ficavamos vizinhos e boa parte do dia passava elle em nossa casa.

Entre os amigos que me procuravam citarei o padre Januario da Cunha Barbosa. Estava este então encarregado da redacção do *Diario do Governo*. No publico, nas camaras e pela imprensa tratava-se de uma grave questão, da dissolução do banco. O periodico *Aurora* apoiava essa dissolução, e infelizmente com elle concordavam pessoas notaveis, algumas das quaes de boa fé. Januario consultou-me a esse respeito e eu, cedendo á vontade deste amigo, escrevi sobre este assumpto alguns artigos que elle publicou no *Diario do Governo*. Bastou isto para eu ser desde logo taxado de ministerialista convertido.

Era a minha opinião que se não devera dissolver o banco; que o que cumpria fazer-se era reorganisal-o, dar-lhe novo regulamento e directores honrados. O banco, posto que falido para com o publico, porque não podia remir á vista em metal as suas notas, era credor do Estado de uma somma superior ao seu debito para com o publico, e o Estado não podia falir; mais tarde ou mais cedo, de um modo ou de outro, havia de embolçar ao banco. Além disto, este tinha na sua caixa mais de mil contos de réis em metal, os quaes, repartidos pelos accionistas, difficilmente tornariam a reunir-se para fazer parte do fundo de um banco. Finalmente, que aquella somma assim reunida era já uma garantia para attrahir outras que formassem um fundo sufficiente ao novo banco.

As razões com que fundamentei a minha opinião agradaram ao Imperador. S. Magestade tomou os ditos artigos como obra de Martim Francisco, e pediu a José Bonifacio que animasse a seu irmão para continuar a sustentar aquella causa. Custou a desenganar-se que não era Martim o autor, não obstante a revelação que lhe fez José Bonifacio de quem o era. Logo que se convenceu, mandou-me chamar a S. Christovão, e depois de uma larga conversação sobre os negocios publicos offereceu-me a pasta da fazenda, que eu respeitadamente rejeitei. Com a maior sinceridade disse ao Imperador que escrever artigos sobre cousas de fazenda era cousa bem differente de administrar a Fazenda Publica; que me achava com forças para escrever artigos, mas não para ser ministro da fazenda. O Imperador ainda insistiu comigo, e em seguida com José Bonifacio e Martim Francisco, para que estes me decidissem a aceitar aquella generosa offerta. José Bonifacio respondeu categoricamente que se não mettia nisso para não influir nas acções de seus amigos; e Martim Francisco disse ao Imperador que, se eu aceitasse a pasta elle me coadjuvaria e apoiaria com o mais vivo interesse, mas que se eu o consultasse antes de aceitar, elle me aconsel-

selharia que não aceitasse. O Imperador passava do enthusiasmo para a indifferença, e desejava sempre aquillo que não podia ou não devia alcançar. Este era seu character, e dahi veio a insistencia que fez para que fosse ministro da fazenda um homem que acabava de estar 6 annos ausente da patria, e em cujo espaço de tempo a legislação financeira do Brasil tinha sido alterada e se achava incompleta e cheia de lacunas.

Este meu proceder explicava sufficientemente todo o interesse que eu tomava pela causa publica; devia por isso de alguma forma grangear-me a estima do Imperador, mas não aconteceu assim, foi o signal de renovar-se a desconfiança. Dahi por diante a mim se attribuia tudo o que apparecia pela imprensa em opposição ao governo, e eu era tratado como inimigo.

Esta circumstancia decidiu-me a annuir a vontade dos meus amigos, que insistião commigo para que eu interviesse na politica do paiz.

Quando se me attribuia tudo, eu nada fazia, não comparecia em clubs e reuniões, nem escrevia para a imprensa da opposição. Observava as tendencias polilicas, lamentava a sorte do paiz, e nisto se limitava a minha opposição.

Comecei então a escrever para a *Astréa*. Este jornal da opposição começava tambem a ser mais positivo na que fazia ao governo. Na minha opposição levei em vista dissolver o gabinete do Imperador e derrubar do ministerio o ministro José Clemente Pereira. Este portuguez eu o considerava, e ainda não mudei de opinião, adverso ao Brasil. Quem examinar os meus actos com reflexão concordará commigo. Em 1821 fez opposição á Independencia e foi um dos heroes da Praça do Commercio em Abril daquelle anno. Em 1822 apparentemente se mostrou amigo da Independencia e nesse mesmo anno cabalou contra ella. Quando quiz a Independencia não queria o Imperio. As suas idéas convergião para uma fôrma de governo na qual fosse elle o mais influente. Assim passava dos principios republicanos para os absolutos e vice-versa. Em Maio implorava o principe regente que aceitasse o titulo de *Protector* e Defensor Perpetuo, e em Outubro, na falla da acclamação, pretendia pôr condições onerosas ao Imperador. Quando cheguei ao Rio de Janeiro tinha este ministro, que então o era do Imperio e muito influente, um banco organizado na rua do Rosario, onde se vendião em almoeda os titulos e condecorações do Brasil. O producto desta venda era destinado a soccorrer os immigrantes portuguezes. Infelizmente para o Brasil, este funesto pensamento predomina ainda. Já se não vendem as honras da monarchia para soccorrer immigrados, mas ainda estão em almoeda para outros fins. Foi José Clemente Pereira o fundador desta errada e vilipendiosa politica, que nem a applicação que se fez do seu producto em beneficio de obras pias a pode salvar do odioso que encerra. Quanto ao gabinete não ataquei a sua existencia, porque entendi então como entendo hoje, que se não pôde impedir ao monarcha de ter um gabinete com um ou mais secretarios particulares. Aquei a pessoa do secretario que

regia o gabinete do Imperador e a influencia que elle exercia na gerencia dos negocios publicos. O secretario ou chefe do gabinete do Imperador era um portuguez sem educação, ignorante, grosseiro e malcriado, que punha e dispunha dos ministros a seu bel-prazer. Estes erão apenas os executores de suas ordens. E este homem poderoso era um vil criado conhecido pelo titulo de *Chalaça*.

Estabeleci na *Astréa* uma correspondencia com José Clemente Pereira, na qual discutia com este ministro a sua má gerencia dos negocios publicos. A *Astréa* muito contribuiu para a dissolução do ministerio e para a separação do valido Chalaça e do valido João da Rocha Pinto. Estes dois validos forão mandados para a Europa e nunca mais voltarão ao Brasil. Parece-me que já disse em outro lugar o como acabarão ambos em Lisboa.

Devo dizer que eu não tinha relações com o snr. Souto, proprietario e principal redactor da *Astréa*. A minha intelligencia com esta folha não era directa, era por intermédio de um parente meu, official militar, irmão de monsenhor Drummond, patriota distincto pelo acrysolado amor que tinha á sua patria.

Em 16 de Outubro de 1829, segundo minha lembrança, chegou ao Rio de Janeiro a Imperatriz Amelia, segunda esposa de D. Pedro 1.º, e com ella a rainha de Portugal D. Maria 2.ª

Vinha tambem o principe Augusto, irmão da novã Imperatriz. O marquez de Barbacena, embaixador que negociara o casamento, era da comitiva. O Imperador creou a ordem da Rosa com os privilegios e prerogativas com que a mesma ordem ainda subsiste. O ministro José Clemente Pereira foi quem referendou o decreto. A Imperatriz desembarcou no dia seguinte debaixo de copiosa chuva. Arcos e illuminações e outros festejos não faltarão. Dir-se-hia que a maior harmonia reinava entre a nação e o poder. Mas erão elles, esses festejos, espontaneos? Com taes apparencias se illudem os principes! Erão o producto de certa especulação dos adulares do poder. Taes festejos trazião titulos e condecorações immerecidas.

José Bonifacio não compareceu no paço senão depois de passados os festejos. O Imperador o apresentou á Imperatriz como sendo o seu melhor amigo. José Bonifacio dirigiu á Imperatriz um discurso em lingua franceza, dizendo que o fazia nesta lingua para que o Imperador pudesse comprehender as suas palavras. Expoz o estado do paiz com côres vivas e concluiu pedindo a Imperatriz que fosse ella o anjo que conciliasse o Imperador com a nação e a nação com o Imperador. Nesta parte do discurso foi por mais de umã vez interrompido pelo Imperador, mas José Bonifacio não mudou de linguagem, continuou sempre no mesmo estylo. De uma das vezes voltando-se para o Imperador disse: «Deixe-me dizer a verdade porque é isso do interesse de V. M., de seus filhos e de nós todos.» A Imperatriz mostrou-se commovida e com as lagrimas nos olhos pediu a José Bonifacio que não desamparasse a seu marido nem a ella.

José Bonifácio frequentava pouco o paço, mas o príncipe Augusto, irmão da Imperatriz, moço de intelligencia superior e que era acompanhado de seu mestre o conde Nejand, muitas vezes o procurava e com elle conversava largamente. O conde Nejand era um homem de Estado. O Dr. Casanova, que acompanhava o príncipe, tambem frequentava José Bonifácio e com muita franqueza expunha as suas observações ácerca do paiz, de seus homens de Estado e principalmente do Imperador. Casanova era um observador atilado. Não sei se como medico que era tinha o mesmo merecimento. Um dia no abandono da confidencia assim se exprimiu: «O Imperador é louco; se me vierem dizer que elle anda a atirar pedradas pelas ruas, não me causará isso surpresa.» José Bonifácio quiz modificar esta expressão do doutor, dando por cunho do character do Imperador a volubilidade, e aos maus conselhos e á má companhia o resultado de suas acções; mas o doutor replicou que seria assim, mas que o estado actual de S. Magestade resentia-se de uma alienação mental muito pronunciada.

O marquez de Barbacena desde a sua chegada, como me parece já haver dito em outro lugar destas notas, procurava seduzir a José Bonifácio para que este se encarregasse de formar um novo ministerio, no qual entrasse Calmon e elle marquez. Barbacena guerreava o ministerio, mas estava de perfeito accôrdo com Calmon, que fazia parte do mesmo ministerio, e queria que passasse para o novo. Não sei com que sacrificio se fazia essa mudança; o que sei é que o que refiro é um facto que não pode ser contestado.

José Bonifácio, approvando muito a organização do novo ministerio, porque o actual já não podia fazer senão mal, declarava ao mesmo tempo que jamais seria elle ministro. Foi em uma dessas occasiões, que José Bonifácio protestava que nunca mais seria ministro, que Barbacena lhe disse que sem elle não se poderia decidir o Imperador a mudar de ministerio. «V. Ex.<sup>a</sup>, continuou Barbacena, não conhece a influencia que tem no animo do Imperador. Os seus inimigos podem abalar essa influencia na ausencia de V. Ex., mas logo que V. Ex.<sup>a</sup> se apresenta ao Imperador este não resiste mais, entrega-se nas suas mãos. Finalmente seria de desejar para o bem publico uma de duas, ou que eu tivesse os seus talentos ou V. Ex.<sup>a</sup> as minhas manhas.—Cousa impossivel, respondeu José Bonifácio, porque V. Ex.<sup>a</sup> não teria as suas manhas se tivesse os meus talentos.» Creio que já referi esta anecdotia em outro lugar destas notas. Se me engano, nada se perde na repetição, porque na verdade caracteriza os dois interlocutores, e contribuirá para que a posteridade reconheça ámbos pelo seu justo valor.

No emtanto a opposição que eu fazia pela imprensa ao governo e ao valido Chalaça redobrava de força e era geralmente applaudida. José Bonifácio resolveu-se então a mostrar ao Imperador que era conveniente, para evitar uma crise assustadora, que elle mudasse o seu ministerio. Não hesitou em indicar Barbacena, Calmon e Caravellas como proprios para fazer parte do novo



ministerio. A esta demonstração o Imperador cedeu logo, pondo porém por condição que José Bonifácio fizesse parte do novo ministerio. Condição impossivel de realizar-se. De outro lado, a Imperatriz não cessava de manifestar os seus receios pela conservação do socego publico, se o actual ministerio não fosse substituído por outro da confiança nacional. A Imperatriz manifestava tudo isto com tanta delicadeza e com tanta ternura que o Imperador não poudes mais resistir, e a mudança do ministerio se operou nos primeiros dias do mez de Dezembro.

Esta mudança não estava ainda completa quando por este mesmo tempo o Imperador em uma queda da carruagem na rua do Lavradio quebrou duas costellas. O principe Augusto, seu cunhado, quebrou um braço, a rainha de Portugal e uma dama da Imperatriz ficarão maltratadas no rosto. O Imperador conduzia os cavallos do alto da almofada, e de todas as pessoas que iam na carruagem só a Imperatriz ficou sã e salva. O Imperador foi recolhido para a casa do marquez de Cantagallo, á porta do qual tinha acontecido o sinistro. A cura não foi longa, ou antes não foi tão longa como o funesto acontecimento fazia entrever. O procedimento da Imperatriz durante a molestia do Imperador foi exemplar. A Imperatriz foi a enfermeira mais assidua e mais intelligente que teve o doente. Durante a molestia nunca lhe deixou a cabeceira. O afago e a ternura desta angelica princeza adoçavão a situação do Imperador em tão dolorosa conjunctura.

O ministerio foi completado, bem ou mal não sei, mas o que posso affirmar é que apesar de todos os seus esforços não poudes gozar da confiança publica nem da maioria da camara dos deputados. O isolamento em que o Imperador se achou de seus aduladores durante a sua enfermidade contribuiu para que elle reflectisse pousadamente ácerca da sua posição e do estado em que se achava a causa publica. O novo ministerio ousou então propor a S. Magestade, como medida de conveniencia, que o Chalaça e João da Rocha Pinto deixassem o Brasil e fossem para a Europa. Estes dois validos, ambos portuguezes, ambos deboxados, corrompidos, brutaes e ignorantes, do mais baixo nascimento, erão os mais perniciosos porque erão os que gozavão em grau mais subido da confiança do Imperador. Erão os instrumentos da intriga de José Clemente Pereira, e este era o chefe do partido portuguez. O partido portuguez, como já disse em outra parte, já que não podia ligar de novo o Brasil a Portugal, queria que o Brasil fosse governado absolutamente por portuguezes.

A esta proposta do ministerio o Imperador não hesitou em a regeitar com indignação, mas as cousas estavam preparadas para que elle a ouvisse e annuisse mais cedo ou mais tarde. O Imperador argumentou que a Constituição não lhe dava poder para expatriar a nenhum de seus subditos. «Ambos são seus criados, replicou Barbacena, e como taes V. M. os pódes mandar com um recado para onde bem quizer.—E se elles não quizerem ir, replicou

o Imperador? Neste caso ponha-os fóra do paço, retire a ambos a sua protecção e nós nos haveremos com elles, accrescentou Barbacena.» A duvida da parte do Imperador em se desfazer de seus dois validos subsistio por alguns dias, mas enfim S. Magestade cedeu por meio de uma capitulação. Conveiu-se em que Chalaça e João da Rocha fossem nomeados encarregados de negocios, o primeiro para Napoles e o segundo para a Suecia. Lavrarão-se os decretos, que forão assignados e referendados. Calmon, ministro dos negocios estrangeiros, fez a respectiva communicação aos dois validos e estes responderão com altivez que não aceitavão taes despachos, que dependião de seu augusto amo tão sómente, e só d'elle cumpririão o que houvesse de determinar.

Os dois validos partirão com effeito por ordem do Imperador, a bordo de um paquete inglez para a Inglaterra. O Imperador concedeu do seu bolsinho uma pensão annual a Chalaça de 25,000 francos, e a João da Rocha de 20,000 por todo o tempo que ficassem ausentes da côrte. Ao Imperador custou muito a separação destes dois validos, e fosse por ternura ou por ascinte ao ministerio que a fazia necessaria, occupou-se elle mesmo dos preparativos da viagem. Lembrava-se de que uma cousa ou outra poderia ser commodada aos seus amigos durante a viagem, e logo se punha tudo em movimento, afim de se encontrar nas alfaias do paço o objecto indicado. Estas pequenas attenções o Imperador as communicava aos ministros. Quando estes vinhão a despacho erão entretidos de preferencia com semelhantes redicularias. « Estive toda esta manhã occupado em fazer arranjar tal ou tal mala, um estojo para aqui, um copo para ali, um talher, etc., etc., para Francisco Gomes levar.» Isto mortificava os ministros e não contribuia para o restabelecimento da harmonia que se desejava. Como Chalaça era um grande consumidor de bebidas espirituosas, o Imperador levou muito em vista em arranjar elle mesmo as frasqueiras que seu valido devia levar em viagem. Nada esqueceu ao desvelo imperial, e os dois validos partirão enfim, objectos da attenção e carinho imperial, levando em abundancia o superfluo, além do necessario, e os beijos e os abraços do amo que ficava saudoso e cheio de tristezas. Nunca se gastou tão boa cêra com tão ruins defuntos.

As intenções dos ministros podião ser boas, mas os seus precedentes não podião fazer acreditar que a nação as tivesse por taes. Calmon era o unico homem novo que se achava no ministerio, mas o facto mesmo de ter sido collega de José Clemente no transacto ministerio dava motivo de suspeita. Calmon foi no ministerio de José Clemente, permitta-se a expressão, o maior falso moedeiro do Brasil. Cunhou seis mil contos de réis de moeda de cobre, que representava um valor quadruplo do seu valor intrinseco! Os outros ministros tinhão já nas costas da sua vida publica mais mataduras do que uma besta de Alquilé. Podia ser um ministerio de transição, mas nunca, se havia um desejo leal de melhorar o estado do paiz, um ministerio normal. Era bom para substituir o ministerio de José Clemente, mas não para permanecer no poder.

O anno de 1829 viu ainda um acontecimento que passo a registrar para referir uma anedota, que não deve ficar esquecida. Na sessão deste anno, na camara dos deputados, foi accusado o ministro da guerra Joaquim de Oliveira Alvares por infracção da Constituição. O Imperador empenhou-se para que a accusação não procedesse. A discussão na camara foi calorosa, e o Imperador ia todos os dias collocar-se a uma janella do paço da cidade, que ficava em frente da camara dos deputados. Deste ponto de observação expedia seus agentes e recebia as participações do que se estava passando na camara. Forão-lhe dizer que Ledo estava fazendo um discurso brilhante em favor do ministro accusado. O Imperador virou-se para as pessoas que o rodeavão, e disse: «Forte tratante! é a terceira vez que o compro e de todas me tem servido bem!» Esta anedota mé foi referida dois ou tres dias depois por uma testemunha presente. Esta testemunha já a posso citar, porque já pertence ao dominio da historia. Foi o marquez de Quixeramobim, camarista que estava de semana e acompanhava o Imperador naquelle dia. É sabido que o Imperador, para salvar a Joaquim de Oliveira Alvares, nada poupou, nem mesmo a propria dignidade. Prometteu, solicitou e corrompeu, chegando a ir em pessoa procurar deputados em suas casas para esse fim.

Por incommodo de saude suspendi a redacção deste papel; hoje, porém, que tenho portador seguro para o Rio de Janeiro, resolvo a mandal-o e prometto concluir o resto em breve tempo.

Todo o verão não lhe escrevi uma palavra. E quem pôde trabalhar quando faz calor? Por mim respondo negativamente. Mas o inverno bate á porta, e eu hei de aproveitar as grandes noutes para dizer o que falta para a conclusão destas notas, se Deus me conservar a vida.

Paris, 21 de Setembro de 1861.



## NOTAS DAS NOTAS

*Pag. 18.* — Veja-se a carta de 19 de Junho de 1822, pela qual o príncipe regente participa a seu pai, o rei D. João 6.º, que Pernambuco o reconheçera regente sem restricção alguma. As expressões do príncipe mostram a satisfação que esse reconhecimento lhe causára. Foi feito em acto solenne do 1.º de Junho de 1822 na cidade do Recife, e já em 19 do mesmo mez se achava o príncipe sabedor e habilitado para communicar a seu pai, o que prova grande actividade nas communicações, porque então não havia vapores e nem mesmo á vela a correspondencia entre Pernambuco e Rio de Janeiro era frequente.

---

*Pag. 47.* — Veja-se a carta de 21 de Maio de 1822, pela qual o príncipe regente participa a seu pai, o rei D. João 6.º, que aceitara o titulo de defensor perpetuo do Brasil, e rejeitara o de protector, que lhe fôra igualmente offerecido pelo orgão da camara municipal do Rio de Janeiro. O príncipe dá nesta carta a razão porque não aceitou o titulo de protector, dizendo que o Brasil não precisava que ninguem o protegesse.

---

*Pag. 69.* — Clemente Alvares de Oliveira Mendes e Almeida é a pessoa a quem me refiro. Era natural, como já disse, da Bahia, e sobrinho de José Egydio Alvares de Almeida, barão de S.º Amaro. Estudou e formou-se na Faculdade de Direito na Universidade de Coimbra. Não voltou mais ao Brasil. A protecção de Aguiar em Lisboa e do tio no Rio de Janeiro lhe valeu para ser nomeado consul geral do Brasil em Portugal. Foi o primeiro consul que ali tivemos. Demittido por causas que ignoro, continuou a viver em Lisboa, onde exercia a advocacia com talento e má reputação. Quando em 1854 deixei Lisboa para sempre ainda elle vivia, mas no Rio de Janeiro constou-me depois que fallecera em grande miseria. Este individuo, posto que então muito moço, desde que sahiu de Coimbra até a morte de Aguiar esteve muito relacionado no paço de Lisboa, e não era estranho ás cabalas que se forjavão entre elle e o paço do Rio de Janeiro. Algumas revelações me fez a esse respeito, mas nada disse que eu já não soubesse por via de Manoel José Maria da Costa e Sá, de fonte official.

---

*Pag. 92.* — A casa do futuro marquez, na Bahia, era dirigida e governada por um primo de S. Ex.<sup>a</sup> de nome José Ricardo da Silva e Horta, homem de um caracter fleugmatico e quasi tocando ao indifferentismo. Foi commigo inalteravel desde a minha chegada até á minha sahida, nunca mostrou que estava cansado de ter-me em casa, e pouco se importava com os acontecimentos politicos: ria-se de tudo; quando porém lhe disse que partia sem demora para a Europa respondeu-me que fazia muito bem. Em 1850, sendo eu ministro na côrte de Lisboa, apresentou-se-me ali este individuo pedindo a minha protecção a bem dos requerimentos que tinha perante o governo portuguez. Achava-se elle casado com a filha de Manoel Rodrigues Gameiro Pessoa, que foi visconde de Itabayana, e pedia uma contemplação pelos serviços que seu sogro, sendo ministro do Brasil na côrte de Londres, havia prestado a Portugal na questão dynastica em favor da rainha D. Maria 2.<sup>a</sup> O visconde de Itabayana havia, com effeito, com grave detrimento dos interesses do Brasil e da sua honra, prestado relevantes serviços á causa portugueza, e pelos quaes havia recebido remuneração em uma pensão de 1:200\$000, moeda portugueza, annual, e a grã-cruz da Torre e Espada. O amor de Itabayana aos portuguezes era taí que, fallecendo em Napoles, quando ali exercia as funcções de enviado extraordinario e ministro plenipotenciario do Brasil no presente reinado, e tinha sido por elle galardoado com o titulo de veador da imperatriz, determinou por seu testamento que o seu corpo fosse enterrado em terra portugueza. Em observancia desta ultima vontade foi mandado de Napoles para Roma, onde se acha sepultado na igreja de Santo Antonio dos Portuguezes. Esta igreja é propriedade de Portugal, annexada á embaixada da mesma nação. Em Lisboa esta ultima vontade de Itabayana foi muito applaudida, e o duque de Palmella propoz na camara dos Pares, e esta approvou que se erigisse na mesma igreja á custa do Estado um monumento em memoria do illustre finado, que tão relevantes serviços havia em sua vida prestado á corôa portugueza. O enthusiasmo não passou além da proposta, porque não me consta que até agora o tal monumento em memoria do illustre finado tenha sido erigido. Apesar destas homenagens, que se tributarão á memoria do visconde de Itabayana, o genro deste nada podia obter em contemplação dos serviços do sogro. Adoeceu gravemente no inverno de 50 a 51, esteve em perigo de vida, melhorou com a entrada da primavera e os medicos declararão que partisse sem perda de tempo para a sua terra, aliás perderia a vida se o inverno seguinte ainda o achasse em Lisboa. Mas José Ricardo estava destituido de todos os meios e devia ao hotel todo o tempo que nelle residia, devia aos medicos que o tratarão, devia á botica que lhe forneceu os remedios e devia a algumas outras pessoas por outros fornecimentos e pelo mau uso que fazia da sua prodigalidade. Recorreu então a mim e expôz a posição em que se achava, motivada pela falta de remessas que esperava da Bahia. Não hesitei em soccorrel-o, emprestando sem interesse

algun a quantia de 1:500\$000, moeda portugueza, e promettendo de me occupar dos seus negocios logo que elle regressasse ao Brasil. José Ricardo não se demorou depois disto, partiu para a Bahia e de lá para o Rio de Janeiro, e eu lhe mandei um ou dois mezes depois o titulo de visconde de Gameiro, com que a rainha de Portugal o contemplou a meu pedido. Ha quem dê dinheiro para obter titulos, mas este amigo obteve titulo e dinheiro sem nada lhe custar. Até hoje 20 de Fevereiro de 1861 ainda não pude, apesar de muitos esforços ser integralmente embolçado desta divida. Creio que paguei caro a parte que este individuo teve na hospedagem que recebi na Bahia em casa de seu primo, o futuro marquez de Barbacena.

*Pag. 97.* — O decreto que mandou proceder á devassa é um dos documentos que a Historia deve registrar por inteiro. O historiador deve procurar ler esse informe processo que se fez em virtude de semelhante decreto. Não sei se já lhe derão consumo. Ajuntarei aqui o esboço da minha defeza, que de Paris mandei a meu irmão para guiar o advogado que tratasse della. Ignoro se este esboço serviu ou não. Meu irmão me havia mandado uma copia exacta de todos os depoimentos, e em vista delles é que eu fiz o esboço da defeza. Por elle se conhece toda a infamia com que o governo e um miseravel juiz se houverão neste negocio.

FIM



# INDICE GERAL

## DO VOL. XIII DOS ANNAES DA BIBLIOTHECA NACIONAL

---

### 1.ª PARTE

#### Historia do Brazil por Frey Vicente do Salvador

|                                          |      |
|------------------------------------------|------|
| Introducção por Capistrano de Abreu..... | 1    |
| Notas pelo mesmo.....                    | XXIV |
| Dedicatória do Auctor.....               |      |
| Livro primeiro.....                      | 5    |
| Livro segundo.....                       | 35   |
| Livro terceiro.....                      | 59   |
| Livro quarto.....                        | 107  |
| Livro quinto.....                        | 185  |

### 2.ª PARTE

#### Diccionario brasileiro da lingua portugueza

|                                   |    |
|-----------------------------------|----|
| Prologo.....                      | 3  |
| Abreviaturas lexicas.....         | 5  |
| Abreviaturas bibliographicas..... | 7  |
| Diccionario.....                  | 13 |

### 3.ª PARTE

#### Anotações de Drummond á sua biographia

---





---

TYP. G. LEUZINGER & FILHOS RUA D'OUVIDOR 31 — RIO DE JANEIRO

---